

HISTOIRE SECRÈTE

DU

DIRECTOIRE.

IMPRIMERIE DE MARCHAND DU BREUIL,
rue de la Harpe, n. 90.

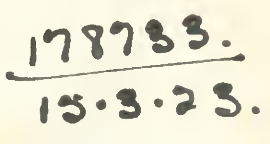
HISTOIRE SECRÈTE

DU

DIRECTOIRE.

Tome Quatrième.





Paris.

CHEZ MÉNARD, LIBRAIRE,
PLACE SORBONNE, N° 3.

1832.

Histoire secrète

DU

DIRECTOIRE.

CHAPITRE PREMIER.

Matières à traiter dans ce volume. — Il faut un monarque à la France. — Où le choisir à défaut de Bonaparte qui ne reviendra plus? — Ni un étranger, ni un général. — Pas plus les Condé. — Pourquoi. — Ni les d'Orléans. — Louis XVIII convient seul. — Je rencontre l'abbé de Montesquiou chez la marquise d'Esparbès. — Conversation politique. — Mission que j'accepte. — Prise de Malthe. — Bal au Luxembourg. — Quelques femmes de l'époque. — Fouillis des hommes. — Madame Tallien un peu nue. — Uranie mariée. — Son histoire contée par madame Tallien. — Reconnaissance, querelle, rapatriement. — Conversation secrète avec Barras. — Ses révélations. — Il me donne un rendez-vous. — Nous jasons d'Uranie.

Je renfermerai dans ce dernier volume quelques particularités inconnues de la négociation de Barras avec Louis XVIII; des détails également ignorés sur certains événe-

mens politiques; des anecdotes concernant plusieurs personnages importans de l'époque; un précis rapide de l'expédition d'Égypte; enfin le récit de la journée du 18 brumaire et de celles qui l'ont amenée. La matière est ample, et j'aurai fort à faire pour ne pas dépasser les bornes impérieuses que je me suis prescrites. J'ai vu par moi-même à peu près tout ce que je raconterai, et mon intention est de ne rien cacher de ce qui étant vrai d'ailleurs est venu à ma connaissance. Je dois avant tout dessiner fermement ma position privée et politique.

J'étais du parti Bonaparte; c'est-à-dire de ceux qui, jusqu'à ce moment, croyaient que ce héros avait reçu du ciel la mission de changer la face de la France, et de la ramener à l'unité dans la forme de son gouvernement. La détermination du général, lorsqu'il voulut aller chercher un établissement outre mer; lorsqu'il eut laissé entrevoir à ses intimes qu'il ne reviendrait plus, puisque son projet était de se conquérir un empire en orient, laissa ceux de mon opinion très-chagrins au sujet de l'avenir de la patrie. Nous avions fini par nous convaincre de l'impossibilité où

nous étions de perpétuer l'existence de la république; nous avions essayé de tous les systèmes démagogiques : tous étaient au-dessous de la plus mauvaise royauté. Il ne nous était donc plus permis de marcher en conscience dans cette voie de ténèbres, et, comme nous voulions le bonheur de la France, il nous devenait nécessaire de le chercher ailleurs. Or, Bonaparte manquant à cette monarchie libérale qu'il fallait établir, il y avait donc nécessité de se tourner d'un autre côté.

Qui choisir? ce ne pouvait être un étranger ; aucun d'ailleurs ne possédait assez de qualités brillantes pour que la France l'adoptât. Fallait-il prendre un général en remplacement de Bonaparte? Mais lequel choisir? lequel serait investi de cette renommée, assez complète pour imposer silence à tous les concurrens? pour rallier tous les soldats autour de son sabre? Aucun ne se trouvait placé dans cette position voulue impérieusement; des mélanges de succès et de revers leur enlevaient à tous ce vernis glorieux et sans tache qui couvrait le seul Bonaparte. Les généraux, ainsi que les princes étrangers, devaient donc être rejetés.

Il était donc nécessaire de rentrer dans le cercle de l'ancienne famille royale. Ici, à défaut de grandes actions, on rencontrerait la puissance des souvenirs. Mais qui désignerait-on? Conviendrait-il d'abord de suivre l'ordre de primogéniture, et d'aller droit à celui qui s'intitulait Louis XVIII, ou bien de descendre vers le duc d'Orléans, ou enfin d'arriver à la branche héroïque des Condé? Les trois princes de celle-ci venaient de s'acquérir une réputation militaire par leur bravoure personnelle, mais c'était en combattant contre la France; et le passage serait trop subit de verser le sang de ses enfans, à venir occuper son trône. D'ailleurs, là manquaient complètement le génie, la science d'administration; il y avait beaucoup de valeur et pas autre chose.

Le duc d'Orléans devenait un homme; mais que de reproches amers lui adressaient les divers partis! Les royalistes le chargeaient des iniquités de son père; les républicains ne lui pardonnaient pas sa fuite avec Dumouriez; enfin il avait tenu une conduite si équivoque, qu'on redoutait son avenir, et à tort certainement.

Restait donc le comte de Lille, le prétendant, ou Louis XVIII. Ici on rencontrait des idées sages, prononcées depuis long-temps, de la mesure, de la philosophie professée, une dignité qui, contre l'usage, s'était accrue dans le malheur; un courage moral non démenti. Il y avait enfin auprès de lui ses deux neveux, jeunes princes sur lesquels on pouvait raisonnablement fonder des espérances; je ne parle pas de leur père, qui à toutes les époques avait eu l'infortune de se mal mettre avec la nation, bien que d'ailleurs ses intentions fussent excellentes et au niveau de son cœur.

La raison de droit, la nécessité, conduisaient forcément vers Louis XVIII; c'était lui seul qui pourrait réunir les partis divisés, et ramener dans le royaume la paix, le commerce et l'abondance, qui en étaient sortis avec lui. Nous convenions de tout ceci, mais nul encore n'osait attacher le grelot.

Sur ces entrefaites, je me rencontrai une autre fois avec l'abbé de Montesquiou chez la marquise d'Esparbès. Je ne sais trop comment il s'était démêlé du 18 fructidor. Il est possible que Talleyrand puisse fournir là-dessus

des lumières satisfaisantes; il avait toujours parlé en bons termes de celui-là; tous les deux s'étaient rencontrés à l'assemblée constituante; peut être même se voyaient-ils secrètement; peut-être enfin y avait-il quelque maquignonnage royaliste sous jeu de la part de Talleyrand. Il était depuis trop long-temps d'intelligence avec le directoire pour que la fantaisie tardât à lui prendre de faire sa litière à part. Tant il y a que tandis qu'on emprisonnait, déportait, pourchassait tout ce que de près ou de loin on soupçonnait se rapprocher activement des Bourbons, l'abbé de Montesquiou avait vécu dans une tranquillité parfaite. Il est vrai de dire qu'il conspirait incognito.

Je le vis donc avec plaisir parce qu'il est spirituel, surtout lorsqu'il consent à se dévêtir de cette enveloppe de mystère que nos anciens prétendent qu'il a acquise de l'héritage du cardinal de Brienne. Nous n'étions que trois, la maîtresse de la maison, lui et moi : il lui plut d'être aimable, il le fut beaucoup. Nous causâmes de matières générales, de la politique visible, ce qui nous conduisit à celle cachée; et comme cette fois l'abbé trouva le terrain bien disposé, il s'y engagea avec une

témérité dont je ne l'aurais pas cru capable. Nous convînmes d'abord d'un point, que la république était incompatible avec les mœurs et les besoins de la France, puisqu'une monarchie lui serait plus profitable. De là, nous passâmes au monarque, et il fut nommé. Alors l'abbé s'adressant à moi plus particulièrement :

« Il y a des gens qui se targuent de traiter avec Barras du retour de S. M. En savez-vous quelque chose?

Moi. Non. Ne vous trompe-t-on pas?

L'Abbé. Non, à mon tour, vous dirai-je. Le fait est certain, quoique peut-être on l'exagère. Je tiendrais à savoir ce qu'il en est, car la négociation m'en est étrangère. N'êtes vous pas en position d'en parler au directeur?

Moi. Eh! mon Dieu! Moi et nombre d'autres, pouvons lui conter tout ce qui nous passe par la tête. Rien ne l'épouvante; il ne repousse aucune matière. Ce n'est pas avec lui qu'il faut faire des façons; aussi a-t-on bientôt sa réponse : il accepte ou rejette; et accepte le plus souvent, car un refus est ce qui lui coûte le plus.

Madame d'Esparbès. Tâchez-donc, mon

cher législateur, de lui faire avouer ce qu'il pense sur ce point majeur; vous nous rendriez un service immense si on pouvait faire rentrer le roi, maintenant que Bonaparte n'est point là.

L'Abbé. Vous pouvez assurer à Barras que nous nous faisons fort de lui fournir le concours d'un des premiers généraux de l'époque. »

M. de Montesquiou ne s'expliqua pas davantage sur ce fait. Je crus qu'il n'était pas convenable de lui demander un nom qu'il retenait, et je ne pus que conjecturer. Mon imagination alla de Moreau à Bernadotte. Celui-ci, alors de retour de son ambassade de Vienne, d'où il était parti à la suite d'une insulte faite à l'étendard français, trouva le directoire peu disposé à le seconder dans ses justes projets de vengeance, et il boudait en ce moment. Il y avait en lui assez de qualités pour en faire un Monck, très-supérieur à Monck lui-même, et je le connaissais assez pour découvrir en lui ce génie qui l'a élevé et qui le maintient sur le trône de Suède.

Quant à Moreau, sa conduite ne me paraissait pas bien nette, et quoique ses par-

tisans aient dit, je ne cesserai de penser qu'il était de moitié dans l'intrigue de Pichegru. Restait, il est vrai, Augereau, qui devait être à tout le monde; mais je ne lui fis pas l'honneur de songer à lui. Je répondis à la marquise et à l'abbé que je verrais Barras, et que je tâcherais de savoir de lui la vérité; prévenant toutefois ceux qui m'écoutaient que je ne trahirais pas la confiance du directeur, si par cas il exigeait le secret sur ce qu'il lui prendrait fantaisie de me dire. L'abbé et la marquise apprécièrent ma délicatesse, et ne la combattirent pas.

Je connaissais Barras parfaitement; je savais que les détours avec lui seraient inutiles. Je devais le lendemain passer la soirée au Luxembourg; il s'agissait d'une manière de fête nocturne, donnée, autant que je me le rappelle, pour célébrer la prise de Malthe, dont la nouvelle surprenante venait d'arriver. Paris était en joie de ce début magnifique et d'un si heureux présage pour la suite de la campagne d'Orient. Les directeurs durent montrer eux aussi de l'allégresse, bien qu'au fond ils s'en souciassent peu; plusieurs d'entre eux recevaient un démenti formel de cette

conquête, à laquelle ils s'étaient vivement opposés, la regardant comme impossible. Au fait elle était impolitique ; c'était la seule chose qu'ils auraient dû voir et qu'ils ne virent pas. Il fallait craindre que Malthe, ravie à ses possesseurs, ne nous fût enlevée par les Anglais, et ne fût plus rendue à l'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem.

Mais je m'écarte de mon sujet : je dirai, une fois pour toutes, que mon dessein étant de raconter uniquement l'*Histoire secrète du Directoire*, je ne parlerai de l'expédition brillante de Bonaparte qu'en forme d'épisode, et au moyen de ma correspondance avec lui, ou peut-être aussi avec ceux qui l'accompagnaient, car j'avais là des *parens, amis* et *connaissances.*

Nous étions convoqués nuitamment au Luxembourg, dont le jardin particulier était illuminé ; les grilles du grand ouvertes pour nous et fermées à la canaille souveraine ; le temps nous favorisait par la beauté ; il faisait chaud, et le vent se tenait tranquille. Les dames ne manquaient pas ; il y en avait de tout rang, peu d'âgées, et un grand nombre de jolies : toutes les parvenues l'étaient ordinaire-

ment. J'ai dit ailleurs que ce choix rentrait dans l'intrigue de la fourniture et parmi les combinaisons de succès. Là on voyait mesdames de Staël, Récamier, Tallien, de Vaubadon, Amelin, Hinguerlot, Montalembert, de Chabannes, mademoiselle de Cicézi; la spirituelle et charmante madame Constance Piplet, depuis si connue sous le nom de son second mari (prince de Salm), par ses poésies dont la délicatesse de fond est accompagnée de toutes les grâces de la forme, et qui se recommandent autant par la noblesse et la pureté des sentimens que par un style élégant et choisi; madame Dufresnoy, respirant la poésie et la tendresse; la comtesse de Beaufort, ou d'Hautpoul, car elle était déjà remariée, à ce que je crois, autre femme auteur, mais plus encore poète, et faisant mieux les vers que les romans; d'autres appartenant aux premières familles de France, et qu'on était en droit de s'étonner de rencontrer là. Mais qui peindra convenablement les anomalies de cette époque de délire, où les bacchanales de la Grèce et les saturnales de Rome étaient en permanence; où tous les rangs, confondus par la volonté universelle, for-

maient un chaos bien étrange dans lequel on ne pouvait jamais savoir d'une manière bien pertinente avec qui l'on était?

Les hommes non plus ne faisaient défaut; il y en avait de tarés et d'honorables, des fripons avérés et d'autres habiles à mieux cacher leur jeu; des nobles d'autrefois et des grands seigneurs du jour; des savans, des gens de lettres, des artistes pêle-mêle avec des comédiens, des usuriers, des *défenseurs officieux*, race bâtarde, androgyne, tenant à la fois de l'avocat, du procureur, du courtier, et par dessus tout du dévaliseur de bourse. Les militaires de tout grade pullulaient. Là j'y vis Moreau, Joubert, Championnet, absent par congé, ainsi qu'Augereau, qui, en courtisan lâche, dissimulait son mécontentement en présence des directeurs, tandis que dans la rue il le laissait éclater en termes jacobins.

Mon projet était de saisir l'occasion de causer avec Barras. Rien n'est commode, selon moi, comme le fouillis d'une réunion bruyante; on est en pleine solitude au milieu de la foule nombreuse, et on peut échapper à l'investigation qui nous signale dans nos

moindres actes quand on se trouve dans un cercle privé. Je parlais à madame Tallien, qui, si ce jour-là n'était pas toute nue, c'était moins sa faute que la discrétion de sa faiseuse de robe. Mais, mon dieu, qu'elle avait mis de complaisance à satisfaire nos désirs, à se montrer à nous telle que dame nature l'avait moulée ! c'était Vénus triomphante sortant des ondes. Rien n'y manquait, et l'on y voyait tout. L'illusion était complète jusqu'à l'écume.

Je causais, dis-je, avec elle, lorsque mes yeux, suivant un mouvement amical que fit sa tête, allèrent se reposer sur une créature, vraie ange descendue sur terre ; à tel point elle me parut éblouissante de beauté et encadrée, c'est le mot, dans un entourage de diamans admirables par leur grosseur et leur netteté ; mais en même temps un éclair frappa ma mémoire ; des souvenirs de deux ans me revinrent ; je rougis sans savoir pourquoi, ou plutôt parce que je venais de reconnaître la prétendue Uranie de Montbert, cette pensionnaire intéressante de la *sytoene Rogé*, et dont la comtesse de L... avait fait pendant un temps sa noble nièce.

Je frottai mes yeux à diverses reprises....; non, ils ne me trompaient pas; c'était bien Uranie en propre personne. Que faisait-elle là? comment y était-elle venue?... Barras s'en serait-il amouraché au point de braver pour elle toutes les convenances? Cela serait trop coupable, mais pas impossible; c'était l'un des usages de l'époque, et Moreau, le sévère Moreau, fut l'un des premiers à l'établir, en promenant avec lui dans toute l'Italie une créature perdue, par laquelle il commença de déshonorer son nom en le lui faisant porter. Cependant, de la part de Barras, j'en étais encore plus étonné, et tenant à savoir ce qui en était, et voyant que *la femme à Tallien* connaissait cette madame, je lui demandai ce qu'elle était.

« Ne le savez-vous pas? me fut-il répondu. C'est la belle moitié de D... L..., un de nos fournisseurs les plus *cossus.* »

Le mot m'étonna dans la bouche de la fille de Gabarrus, et j'eus tort : nous voyions tous si mauvaise compagnie qu'il fallait bien s'en ressentir par quelque côté. Louis XV avait aussi dans la bouche des termes employés seulement alors dans les lieux..... de Paris.

« Et y a-t-il long-temps qu'elle est mariée?

— Il y a six mois environ. C'est une fille de qualité, mademoiselle de Montbert; c'est la nièce de la comtesse de L....

— Non, m'écriai-je, cela n'est pas croyable.

— Pourquoi non? s'il vous plaît. La comtesse, que je vois souvent, a signé au contrat, a pris part à la noce. Peut-être, au fond, madame D... L... est-elle mieux que sa nièce; si c'était sa fille! .... »

La conjecture me parut comique; elle excita ma gaîté. Je ne dis rien, cependant, de ce que j'aurais pu dire, et madame Tallien continuant :

« Cette jeune femme est très-intéressante; elle voit le général P... en grande intimité; elle a aussi R..., le premier aide-de-camp de J.... Sa maison est montée avec une extrême magnificence; on y joue gros; tout Paris va chez elle. Je vous y présenterai, à moins que vous n'aimiez mieux que Barras ne se charge de ce soin. Il est là chez lui en milord Pot-au-Feu. »

Je laissais dire l'aimable instructeuse, et si je répète ses paroles, c'est afin de donner un aperçu des formes et du fond de la conversa-

tion d'alors. Nous en étions à ce développement nécessaire de l'histoire de la jeune épousée, lorsque celle-ci, qui déjà m'avait reconnu, me fit délibérément un signe pour venir à elle. Son aplomb m'étonna; il surprit madame Tallien, qui me dit, au moment où je la quittais :

« Ah! vous vous jouez de moi, en me demandant des renseignemens que j'aurais pu obtenir plus complets de votre bouche. Faites mes complimens à cette chère amie. »

Je m'y engageai, et me rendis où j'étais appelé, et comme j'arrivai, je fus salué d'un :

« Vous voilà, monstre! je devrais vous haïr après votre abominable conduite. »

Le reproche me parut piquant, et surtout bien mérité.

« Moi. Or çà, ma petite, répliquai-je, à qui donc crois-tu avoir affaire?

Elle. A un homme sans délicatesse, sans aucun sentiment tendre, et qui m'a abandonnée en autre Ariane, lorsque je ne le méritais pas.

Moi. Petit serpent à la peau si radieuse, as-tu à te plaindre? et en sortant de chez moi, où tu trafiquais de mon honneur en vendant

mes secrets, n'as-tu pas été recueillie dans la sainte maison d'où l'on t'avait sortie ? »

Uranie se mit à rire, puis dit :

« N'est-il pas vrai que vous avez bien été notre dupe, que je me suis amusée à vous mystifier ?

Moi, *en colère.* Monstre !

Elle. Ah ! vous me rendez l'épithète : allons, nous sommes quittes ; voulez-vous la paix ? »

La drôlesse impudente était si jolie, si jolie, que je ne me sentis pas la force de lui tenir rigueur ; mes yeux apprirent aux siens la conclusion de l'armistice, et je crois que j'en aurais pu imposer les conditions, mais je m'en tins à de l'amitié ; ma santé aurait redouté une nouvelle explosion de tendresse. Je m'informai si elle était réellement mariée.

Elle. Ma tante n'aurait jamais souffert qu'il manquât la moindre particularité à une cérémonie aussi respectable ; elle a tant de royalisme et de piété !

Moi. Comment ! est-ce que la comtesse de L..... a encore besoin que tu joues le rôle de sa nièce ?

Elle. Non ; mais Barras a voulu qu'elle fi-

gurât au contrat en cette qualité, et elle n'a rien à lui refuser.

J'allais de surprise en surprise; la jeune femme me conta combien elle était malheureuse avec un millionnaire qui la comblait de biens; elle ne me cacha pas qu'elle méditait un divorce aussitôt que l'aide-de-camp, l'un de ses adorateurs, serait devenu général, ce à quoi Barras travaillait avec un zèle très-honorable à la république. Enfin elle ne me laissa pas ignorer qu'en vertu de ces principes monarchiques j'avais sur elle des droits de primogéniture qu'elle ne me contesterait point. C'était une thèse à traiter ailleurs; je la quittai lorsque l'aide-de-camp se rapprocha d'elle, et fus à la recherche de Barras, que je rencontrai enfin.

Je ne pus l'arracher d'abord d'auprès d'une laideron joliette à laquelle il contait son douloureux martyre; mais, à force d'instances, il se décida à me suivre, moitié fâché, moitié riant. Je le menai dans le grand jardin du Luxembourg aux environs de la pièce d'eau. Quand nous fûmes là, Barras devinant que j'avais à traiter avec lui quelque sujet d'importance:

« Je me meurs d'envie de vous dire, comme Archias de Lacédémone, à demain les affaires sérieuses, ce jour doit être tout à la joie ; cependant, que me voulez-vous ?

Moi. Presque rien, savoir seulement où vous en êtes de vos négociations avec Louis XVIII.

Barras. Vous tombez en délire.

Moi. Écoutez, il est certain que vous avez des rapports avec lui, et je le sais de bonne source.

Barras. On croirait que de telles opérations courent les rues.

Moi. Non, mais il est impossible que l'abbé de Montesquiou n'en soit informé.

Barras. Eh bien ! que sait-il ?

Moi. Rien, et c'est là ce qui le fâche ; il voudrait être instruit à fond, et m'a prié de m'en informer. Je lui ai répondu que votre secret serait le mien, mais que je remplirais auprès de vous son message, auquel je ne voyais aucun inconvénient.

Barras. Quelle est, avant que je m'explique, votre opinion sur le fond de la question ?

Moi. Que je ne peux croire à la durée de la république.

Barras. Ni moi non plus.

Moi. Qu'un général la dévorera tôt ou tard.

Barras. Oui, et à ma damnation, car la proie est si belle!

Moi. Avez-vous des chances pour la posséder à perpétuité?

Barras. Je n'en ai aucune, et je dois y renoncer.

Moi. Dans ce cas, un grand établissement ne serait-il pas préférable? Je vais vous parler en toute sincérité; je n'ai aucune proposition à vous faire, ainsi mon intérêt ne sera pour rien en ceci; mais je trouve qu'il est temps que notre situation politique finisse; nous ne sommes établis sur rien ; il y aura chaque quatre ou cinq ans une constitution nouvelle aussi légitime, aussi éternelle, aussi précaire que la précédente. La royauté des Bourbons a seule des élémens de stabilité.

Barras. Le rappel des Bourbons m'épouvante; madame Royale voudra venger son père.

Moi. Elle ne le pourra pas; le roi est sage, il jetera un voile sur le passé.

Barras. Il faudrait de fortes garanties.

Moi. La France sera là pour les cimenter;

vous aurez des biens suffisans et du repos.

Barras. Tout cela est impossible ; on ne me laisserait pas à Paris, et j'aime mieux mourir que d'aller vivre au fond d'un village.

Moi. Vous faites fou le roi très-gratuitement. Pensez-vous qu'en retour du beau royaume que vous lui rendriez, il irait vous refuser des vétilles ? on accédera à toutes vos demandes, car je présume que vous ne tiendrez pas à aller faire votre cour à Versailles ou aux Tuileries.

Barras. Assurément, non.

Moi. Dès lors, ne vous tourmentez pas, on vous laissera où vous êtes, l'immensité du service effacera les antécédens ; mais cette thèse ne rentre pas dans ma compétence. Dites-moi seulement si vous traitez ou non, et si par cas vous ne voulez pas que je mette l'abbé de Montesquiou dans cette confidence. Répondez-moi négativement, afin que je ne sois pas dans la nécessité de lui répondre moi-même en diplomate, c'est-à-dire de le tromper. »

Barras, au lieu de repartir avec sa vivacité accoutumée, demeura quelque temps pensif, et comme irrésolu sur ce qu'il devait faire. Je

respectai ce conseil qu'il tenait avec lui-même, et cheminai silencieusement à ses côtés. Enfin se résolvant :

« Mon cher seigneur, dit-il, nous déterminerons plus tard ce que vous rapporterez à l'abbé, maintenant traitons à fond la matière. Il est vrai que, dès les alentours du 18 fructidor, on a cherché à nouer avec moi des liaisons intimes. Fauche-Borel et David, Monnier ainsi que Bottot, sont les agens intermédiaires dont on se sert; tout cela ne m'inspire pas beaucoup de confiance, tout cela est peu certain; je ne me livre à ce monde qu'avec répugnance et une réserve extrême. Je voudrais, si LE ROI est bien intentionné, avoir des rapports avec des personnes autrement importantes, car une telle affaire n'est pas une plaisanterie. »

Barras, en s'énonçant ainsi, hésitait; je devinai que la confidence n'était pas complète, je le lui dis.

BARRAS. Et vous avez raison; je ne sais pourquoi je finotte quand la chose est inutile. Mais le moment n'est pas opportun; je veux me divertir, et ceci ne m'amuse guère. Vous viendrez demain à onze heures chez mon se-

crétaire ; il me fera avertir, j'irai vous rejoindre, et là nous causerons mieux. Ne voyez pas l'abbé avant de m'avoir revu, et, cette thèse suspendue, allons reprendre celle du plaisir. »

Et Barras, prenant mon bras, m'entraîna plutôt qu'il ne me ramena vers les groupes qui dansaient ou se livraient à des conversations réjouissantes ; lui, chantonnant à mes oreilles ce refrain d'une chanson épicurienne si connue :

Nous n'avons qu'un temps à vivre,
Ami, passons-le gaîment ;
De tout ce qui peut s'en suivre
N'ayons jamais aucun tourment.

« A propos, me dit-il, nous avons ici une dame très-respectable, une de vos anciennes amies, que vous avez perdue de vue, et à laquelle je veux vous présenter.

Moi. Vous n'en aurez pas la satisfaction, car j'ai déjà mis l'hommage de ma vénération extrême aux pieds de la très-noble et très-vertueuse demoiselle Uranie de Montbert, pupille des dames respectables comtesse de L..... et *fame* Roger.

Barras. Ah ! déjà la reconnaissance est

parachevée ; je vous en fais mes complimens ! cette coquine est enchanteresse ; je l'ai poussée dans le monde, elle a un mari.....

Moi. Qu'elle est prête à quitter pour en prendre un autre.

Barras. Il le faut bien si elle veut suivre les usages. Un mari, un seul, qui s'en contente aujourd'hui ? Toute femme qui se respecte doit aller au moins à la demi-douzaine ; c'est la règle, les amans s'en trouvent bien, et les maris aussi.

CHAPITRE II.

Je traite avec Barras de son arrangement futur avec Louis XVIII.—Talleyrand mêlé dans cette affaire.—Conditions dorées du repentir. — Topographie de l'appartement de l'abbé de Montesquiou. — Effroi de celui-ci, qui ne veut pas qu'on le croie ce qu'il est. — Nous entrons en matière. — Diplomatie sotte d'un homme d'esprit. — Je communique les propositions impérieuses de Barras. — Débattues, acceptées. — Le roi écrira. — Objets dont nous convenons avec l'abbé. — Mon billet à Barras. — Le sien en réponse. — Je retourne au Luxembourg. — Mot d'un ex-évêque sur une ex-fille du monde. — Barras se moque de l'abbé de Montesquiou.— Le directoire met la police à mes trousses. — Je le sais à propos d'une demoiselle.—Joséphine Bonaparte va à Plombières. — M. Charles. — *Elle jette la gourme.* — Madame de Montesson ne veut pas être son institutrice. —Colloque orageux entre Joséphine et moi.

Je ne manquai pas le lendemain, à onze heures précises, de me présenter chez Bottot, qui me fit passer dans une pièce reculée et fort connue de moi, dans laquelle je trouvai Barras, qui m'avait devancé au rendez-vous, et qui me dit: « Je peux vous accuser d'inexactitude.

Moi, *en lui montrant la pendule.* Non ; mais vous pouvez vous vanter, ou de plus d'im-

patience, ou d'avoir plus de temps à perdre, car je viens à la minute précise.

Barras. Depuis hier je suis très-occupé de ce que j'ai à vous dire ; je voudrais vous épargner la formule obligée en pareil cas, où l'on recommande toujours la discrétion, en ayant l'air de ne pas douter de celle de l'initié. Mais je suis homme d'habitude, et je traite ce point en premier, sans trop cependant peser sur lui. Votre hochement de tête et l'expression de votre physionomie répondent pour vous et de vous. Or sus, entrons en pleine matière. Il y a auprès de moi un personnage d'une prudence extrême, d'une prévision parfaite, qui voit loin et bien, c'est Talleyrand ; celui-là, je ne sais comment, est parvenu à me conduire dans la voie où je craignais d'entrer. Il a le premier levé mes scrupules, répondu à mes objections, et m'a prouvé victorieusement que ce que j'avais de mieux à faire était de vendre au roi la France et moi par-dessus le marché. »

Je me récriai sur la franchise de l'expression. Barras répliqua :

« Pourquoi des formules oratoires ? il faut, entre gens comme nous, appeler les choses

par leur nom. Seriez-vous la dupe des équivalens? Certes, je n'ai agi, ni par entraînement, ni par repentir, par raison seule. Je tente une affaire majeure, utile à tous, et dans laquelle je dois trouver mon avantage; voilà le fait. Talleyrand ayant donc disposé mon âme, je me suis abandonné aux chances de l'avenir. Je traitais avec le roi avant le 18 fructidor; mais, croyant m'apercevoir qu'on cherchait à m'endormir pour me surprendre, l'humeur me prit, et je tombai rudement sur les royalistes. Mais, la chose faite, Talleyrand et mes réflexions me prouvèrent que le roi n'était pas coupable de fausseté; qu'il ne dépendait pas de lui d'arrêter le mouvement perpétuel d'attaque de la part des siens, et que non seulement sa volonté ne pourrait le faire, mais qu'en l'essayant il me compromettrait; que, d'ailleurs, ces menées, impuissantes sans mon concours, me seraient utiles lorsque je me déclarerais; qu'il fallait donc ne conserver ni rancune ni méfiance, et surtout nouer mieux la partie à venir. Voilà où j'en suis; voici maintenant ce que je voudrais. Fauche-Borel est un honnête homme, il est seulement trop connu en sa

qualité de postillon royaliste. Il me déplaît donc de m'embarquer directement avec lui dans cette entreprise hasardeuse. Je préférerais la traiter avec d'autres agens plus importans par leur position sociale, et surtout moins dépistés. L'abbé de Montesquiou, par exemple, me conviendrait; il a de la discrétion, et le traité pourrait passer sous son couvert. Cependant afin que Fauche et ceux que j'emploie ne prissent plus la mouche, et pour se venger ne me jouassent pas un mauvais tour, je continuerais à les employer, mais à un jeu véritable qui ne serait suivi d'aucune réalité. »

J'écoutai Barras avec une attention digne de ses paroles; je trouvai qu'il parlait sagement, et que, s'il fallait traiter, on ne pouvait exiger assez de garanties de la part des tiers appelés; aussi répondis-je sur le même ton ; puis il me dit :

« Je n'attaque avec vous cette matière que parce que votre ami est pourvu. La conquête de Malthe présage celle de l'Égypte; il s'en contentera sans doute, et nous ne le reverrons plus parmi nous.

Moi. Son intention, au moins, est de de-

meurer en orient, et de mon côté je vous assure que je ne songerais pas au roi si Bonaparte avait pu ou voulu s'arranger avec vous.

Barras. Ceci était une chimère; c'est un homme à vouloir tout ou rien. Mon amour-propre ne souffrira pas du retour des Bourbons; je serais au désespoir de devenir le sujet de Bonaparte. Nous sommes d'accord sur ce point, revenons à l'autre. Je vous autorise à voir l'abbé, et à vous entendre en mon nom avec lui.

Moi. Avant d'aller le trouver, je désire savoir vos prétentions, afin de les lui jeter au nez dès l'abord, et pour ne plus y revenir ensuite. Donnez moi votre *ultimatum*.

Barras. Le voici en peu de mots : car je sais l'axiome proverbial du peuple de Paris, *parlons peu, mais parlons bien.* Je veux douze cent mille francs de rentes ou douze millions comptant, quatre millions en outre en forme de pot de vin, la terre de Crosne ou celle de Chambord, et avant tout des lettres de grâce ou de rémission bien libellées, bien scellées, et où concourront tous les princes de la famille royale aptes à succéder naturellement

à la couronne. Je désire que pareilles lettres, au nombre de vingt, me soient remises en blanc pour pareil nombre de mes collègues à la convention, et dont le concours me sera nécessaire. J'aurai soin de les choisir parmi ceux que la haine publique ne poursuit pas. Je ne souhaite ni honneurs, ni titres; je suis Barras; ma maison est vieille comme les rochers de la Provence, et n'a besoin que rien la relève; mais il faudra qu'on éparpille quelques-uns de nos hochets nobles sur la plèbe républicaine, qui m'a la mine d'en être passablement avide.

Moi. Est-ce là tout?

Barras. Oui tout; mais il faut que la somme soit comptée à l'avance, et ceci pour cause; ils trouveront des fonds en Angleterre, en Russie, peu m'importe; l'essentiel est que j'en sois nanti avant que de me déclarer ouvertement. On peut compter sur ma probité, et un roi de retour en France aura tant à faire, que le souvenir de notre accord pourrait sortir de sa mémoire. »

Je trouvai toute simple la condition de *sine qua non* imposée par Barras; il était en position d'en dicter de plus onéreuses, celle-là,

certes, ne l'était pas. On avait donné autant avant la révolution à la Dubarry, aux Polignac, aux duc de Coigny, sans que ces personnages eussent rien fait, approchant ce qu'il pouvait faire. Nous causâmes encore un peu de temps, et puis je le quittai. Dès que je fus dans la rue, je me demandai de quel côté il faudrait tourner ma course, chez la marquise, ou chez l'abbé. Je portais beaucoup d'estime à madame d'Esparbès, et cependant il n'entrait pas dans ma règle de conduite de l'initier aux affaires de l'état. Je n'admettais pas cet usage des royalistes, de rapporter tout aux femmes, sans crainte de leur étourderie. Ceci m'entraîna droit vers M. de Montesquiou. Je devais être inconnu à ses alentours ; je savais par Barras qu'on ne soumettait pas sa demeure aux investigations de la police, et par conséquent que je pouvais me montrer là sans danger.

Je remarquai néanmoins une sorte de défensive dans les approches du modeste logement de l'abbé. On mit de la lenteur à ouvrir la première porte, soigneusement barricadée en dedans ; on l'entrebâilla, et une vieille femme, en présentant à moitié sa tête, me

demanda qui j'étais et ce que je voulais. Je répondis que je venais de la part de la marquise d'Esparbès; j'appuyai sur la qualification. On me laissa entrer dans la petite antichambre, et on fut avertir l'abbé. Lui-même vint me reconnaître; ma vue le troubla presque. Cependant il me fit bon accueil, et m'emmena dans sa chambre. Elle était assez mal meublée; il y avait là ou peu de fortune ou beaucoup de prudence, les deux cas peut-être.

L'abbé mit sa gouvernante en sentinelle, s'enferma à double tour, me conduisit en un arrière-cabinet, où il se retrancha encore; il ouvrit et ferma la fenêtre, regarda, je crois, dans les tiroirs de son secrétaire et dans une armoire creusée dans le mur. Enfin, persuadé que nous étions seuls et que les murailles n'auraient pas d'oreilles, il se détermina à me demander ce qui me conduisait auprès de lui.

Moi. Je viens vous instruire d'un point que vous désirez savoir; je suis instruit de façon à vous satisfaire.

L'abbé. Eh bien! le directeur est-il des nôtres?

Moi. Le directeur a de la raison, du sens;

il voit l'instabilité de la chose présente, et consent à s'entendre pour l'avenir, mais c'est avec vous qu'il tient à traiter, avec vous uniquement, qui êtes en France l'agent immédiat de Louis XVIII.

L'abbé, *tressaillant, et qui devint un peu plus pâle que de coutume.* Moi, grand Dieu ! agent du roi, et connu à ce titre du directoire! Non certes, citoyen, je ne le suis pas; c'est une calomnie répandue à dessein pour me perdre. Le directoire a bien tort de croire à ces horreurs.

Moi. Là, là, monsieur l'abbé; ne vous épouvantez pas, il ne s'agit point du directoire, mais de Barras tout seul, qui n'a pas plus d'envie d'en instruire ses collègues que vous ne paraissez qu'ils en soient instruits. D'ailleurs, si vous vous flattez que votre qualité soit inconnue, l'erreur est grande, elle n'est ignorée que de ceux qui ne veulent pas le savoir.

L'abbé. Le mystère, pourtant.....

Moi. Ne va pas aux royalistes; ils jettent leurs secrets aux vents et aux échos. On ne trouverait aucun Midas parmi eux, car ce serait trop de peine que de creuser la terre; le temps, d'ailleurs, manquerait. Aussi la pre-

mière oreille venue fait leur affaire, et autant vaut celle-là qu'une autre, c'est positif; comment ne le voyez-vous pas? Barras, qui sait ce que vous êtes, m'a chargé de m'entendre avec vous. La chose vous convient-elle? »

Je m'expliquai loyalement; le cher abbé, en retour, ne put se résoudre à sortir en entier de sa réserve mystérieuse. Il noya sa réponse dans un flux de paroles, dans des réticences calculées, dans des restrictions à chaque mot lâché; et puis, à l'aide des suppositions, des oublis, et de tout l'auxiliaire d'une diplomatie poltronne, il finit par me dire qu'il ne se chargeait de rien, parce qu'il ne pouvait rien; mais qu'il tâcherait de rencontrer des gens qui en connaissaient d'autres, par lesquels on arriverait peut-être jusqu'aux agens directs du roi.

J'avoue que ceci m'impatienta; je n'avais pas mis tant de façons à me compromettre, ainsi que le directeur; et la conduite si opposée de l'abbé allumait ma mauvaise humeur; je ne me gênai pas pour le lui déclarer, et par là j'augmentai son embarras. Je lui rappelai tout ce qu'il m'avait dit précédemment, la mission que je tenais de lui-même depuis peu de jours,

les offres qu'il m'avait chargé de faire au général Bonaparte; enfin je le pris sur le haut ton, et me montrai indigné d'une défiance aussi déplacée. Le pauvre homme, pressé vivement, se débattait encore. Je me levai et pris congé de lui. Alors il me retint, recommença le flux de son verbiage, et finit par me promettre que je recevrais promptement une réponse. Ce furent les propres mots dont il se servit.

« Une réponse! de quoi? lui demandai-je.

L'Abbé. Mais de la rentrée en grâce que Barras sollicite, et des conditions auxquelles on la lui accordera.

Moi. Monsieur, je vous conjure, et ceci dans l'intérêt du roi, de vous préparer à traiter le cas actuel sur un ton différent; il faut en faire une affaire toute simple, positive surtout, et dépouillée de tout pathos et solennité courtisanière. Le roi a perdu son royaume, le roi désire rentrer dans son royaume. Barras peut l'y ramener; il faut donc bâtir un pont d'or, afin que Barras vienne au roi; voilà l'état de la question. Êtes-vous en mesure de négocier sur ce pied? Si vous l'êtes, croyez-moi, ne perdez pas de temps; si vous ne l'êtes point,

tant pis; et, de mon côté, je vous dirai que Barras ne traitera que sur le pied de puissance à puissance; il est en position pour cela. Maintenant que votre sagacité examine, réfléchisse, et se décide. »

La négociation présentée sous ce point de vue augmenta le trouble et l'irrésolution de l'abbé; c'était néanmoins un homme de beaucoup d'esprit et de sens, qui, lorsque la frayeur ne le dominait pas, avait toute la sagacité nécessaire à bien voir les choses. Il finit par se rassurer, par comprendre qu'avec un homme comme moi il fallait renoncer aux ruses méticuleuses de la politique, et me dit :

« Eh bien! supposons que je sois investi des pouvoirs du roi, quelles seraient les prétentions du directeur?

Moi, *me mettant à rire*. Eh bien! supposons que je sois investi des pouvoirs du directeur, quelles sont les propositions du roi?

L'abbé. Pourvu que Barras ne demande pas la lune.....

Moi. Il veut une certitude qu'on ne reviendra pas sur le passé, certitude qui sera garantie par tous les mâles de la famille royale; une terre, Chambord ou Crosne; quatre millions

d'argent comptant, douze cent mille francs de rente, et vingt lettres de grâce à son choix, qui ne seront pas pour les révolutionnaires chefs. Je vous préviens qu'il faut accepter sans discussion, ou rompre. C'est donner pour rien la couronne de France.

L'abbé. Douze cent mille francs de rente, quatre millions! c'est pourtant de l'argent.

Moi. Et le passage de l'exil au plus beau trône du monde, à combien l'estimez-vous?

L'abbé. On aurait cru que Barras, plus modeste.....

Moi. Savez-vous que j'ai ri à son nez de ses demandes? Eh! monsieur, il n'a aucune idée de la valeur de la chose à livrer.

L'abbé. Comment s'y prendra-t-il pour la remettre en *nos mains?*

Moi. Il n'en est pas là encore; je vous ai prévenu que, avant toute mise à exécution, il faut que du côté du roi les conditions exigées par Barras soient entièrement remplies, alors seulement il se mettra en œuvre. Hâtez-vous, si vous tenez au succès. »

M. de Montesquiou, pour la forme, sans doute, se récria contre la dureté de mes exi-

gences, et termina par convenir que Barras avait raison ; il ajouta :

« Dites-lui qu'il peut regarder la négociation comme terminée. Je sais où trouver des pouvoirs assez amples pour le satisfaire de tout point. Je pense, cependant, qu'il lui sera plus agréable d'être nanti d'une certitude directe de la part du roi; je vais en écrire sur-le-champ à sa majesté. J'espère que, surmontant sa juste répugnance à traiter avec un régicide, et ce dans l'intérêt de tous, elle daigne en écrire de sa main quelques lignes au directeur.

— Il en sera charmé, dis-je, et une telle pièce achèvera de le ranger à son devoir. »

Puis j'exprimai à l'abbé le désir du directeur, que nul autre que nous trois ne fût mis dans le secret, comme aussi qu'il ne fallait pas que le roi, pour traiter par une autre voie avec lui, rompît la sorte de négociation entamée par le canal de Fauche-Borel. L'abbé entendit bien les motifs de cette requête. Lui, non plus, n'avait aucune envie de mêler à une intrigue aussi majeure des gens qu'il ne dirigeait pas uniquement. La chose donc con-

venue, nous arrêtâmes, en outre, que madame d'Esparbès ne serait pas mise dans notre confidence; que cependant on lui raconterait quelque chose de ce qu'on traiterait en dehors de nous, mais pas de sitôt; et si elle revenait à me questionner sur le directeur, je devrais lui dire qu'il s'était tenu dans une réserve dont je n'avais pu le faire sortir.

Tout arrêté, les bases de la négociation établies, je sortis. Il ne fut pas question de Talleyrand, bien que de son côté je le crusse aussi en pourparler avec l'abbé; et je le conclus plus positivement du silence sur son compte gardé par celui-ci. Je respectai ce qui ne me regardait pas; j'étais un méchant diplomate.

Barras, en se séparant de moi, m'avait prié de lui écrire le résultat de mon entrevue avec l'abbé. Ma lettre à double sens devait être entendue de lui seul; je me hâtai de me conformer à son impatience. Voici ce que je lui mandai :

« Je viens de voir le poète; il approuve mes « vers. Il est certain que de plus habiles que « lui en seront contens; il m'a demandé la « permission de les leur faire voir, me flattant « qu'ils me donneraient par écrit la preuve

« non infaillible de leur satisfaction. Vous « voyez que je ne suis pas aussi mauvais ri- « meur que je le craignais, et que mes bouts « rimés pourront nous faire gagner notre ga- « geure. Quant je vous verrai, nous les reli- « rons ensemble. »

Une ordonnance du gouvernement me rapporta peu de temps après la réponse. La voici textuellement transcrite :

« Il m'eût paru difficile que vos vers n'eus- « sent pas plu ; votre modestie est trop prouvée « par eux-mêmes, pour qu'on vous refuse ce « qu'ils doivent vous valoir. Je vous félicite de « ce qu'on vous a dit, et des suffrages qu'on « vous fait espérer. Si vous les obtenez, alors, « mon cher, il faudra vous lancer franche- « ment dans la carrière des Muses. Adieu, je « compte que vous viendrez ce soir au Luxem- « bourg; il y aura foule, et nous en serons plus « seuls. Je vous réserve pour récompense ma- « dame Uranie; elle sera des nôtres. Hélas! « de qui n'est-elle pas? »

Ce trait malin terminait la lettre, qui me prouva que la mienne avait été comprise.

Je fus exact à me montrer au Luxembourg; j'y trouvai Joséphine avec sa fille, jeune se-

leil qui commençait à luire. Mademoiselle de Beauharnais plaisait par sa grâce, par l'élégance de ses manières, et déjà elle laissait apercevoir ce goût éclairé des beaux-arts qui la rendit si précieuse aux artistes pendant ses jours de grandeur, et qui la console dans ses heures d'infortune. Joséphine, excellente mère, s'oubliait volontiers pour faire valoir Hortense; elle aimait à la parer, et jouissait de ses succès: ils étaient nombreux et fréquens. Je fis d'abord ma cour à ces dames; elles se plaignirent de ce que j'allais peu dans leur maison depuis le départ de Bonaparte; je me justifiai de mon mieux.

Sur ces entrefaites, la séduisante Uranie entra. Elle traînait après elle un flot d'adorateurs, parmi lesquels, à ma grande surprise, je reconnus son mari. Le pauvret était sous le charme; il s'avisait d'être amoureux de sa femme, vice qui a toujours été passablement ridicule, et qui, à cette époque, était une bêtise. Chénier s'approcha de moi tout exprès pour me faire mieux remarquer cette inconvenance; nous en riions, lorsque Talleyrand nous demanda le motif de notre gaîté. Chénier le lui conta, et Talleyrand de nous dire:

« Oui vraiment, ce mari est par trop empressé ; qu'il se tranquillise, il l'aura tout comme les autres. »

Le mot nous parut heureux ; je m'en suis toujours rappelé. Cependant, tout en devisant sur ce point, je cherchais à me mettre sur la route de Barras, car déjà les directeurs faisaient comme les rois : ils parcouraient leur cercle, disant un mot à l'un, gratifiant l'autre d'un regard ou d'un geste, et celui qui obtenait un sourire s'en glorifiait à l'encontre de ses voisins. Mon tour arriva enfin ; Barras me vit, et me fit signe de me diriger vers une fenêtre toute grande ouverte à cause de la chaleur. Dès que j'eus été me placer là, il vint me joindre, et parut impatient de connaître d'une façon plus claire les détails de ma conférence avec l'abbé. Je me piquai de franchise extrême, et les lui racontai dans les moindres détails.

« L'imbécile ! dit Barras en haussant les épaules, comme si l'on doit marchander quand il s'agit de rentrer en possession du royaume de France ! Mon très-cher seigneur, ces gens-là n'ont jamais eu leur cervelle en bon état. Au demeurant, qu'ils fassent à leur

guise, je compte peu sur eux, mais beaucoup sur le seul droit du roi : attendons ce que celui-ci me dira ou me fera dire. »

Barras s'arrêta ; et, comme les idées avaient peu de suite dans sa tête légère, il revint à sa maîtresse cachée. Cette dame, dont j'ai parlé dans le premier volume, et qui avait d'abord conspiré contre lui, avait fini par faire l'amour avec lui. Elle régnait toujours sur son cœur, non qu'il lui fût fidèle, mais parce que le mystère dont cette intrigue demeurait enveloppée la lui rendait piquante. Il se croyait très-passionné, et cependant allait encore glaner à droite et à gauche; puis il passa à Uranie, dont il se dégoûtait, ce qui le porta à m'engager sérieusement à la reprendre. Il se mit à traiter ce point avec un peu plus d'insistance qu'il n'en avait mis à la négociation tendant à ramener Louis XVIII sur le trône de ses pères. Je me moquai de lui, et, selon la coutume que nous avions prise de nous combattre avec des citations de nos poètes modernes, je lui dis en faisant une demi-révérence :

Non, je n'aspire pas à l'honneur singulier
D'être le successeur de l'univers entier.

« Qu'est-ce que cela fait? répliqua-t-il avec le plus beau sang-froid.

— Beaucoup pour moi, je vous jure, surtout lorsque non seulement il s'agit de succéder, mais en outre de posséder de moitié avec l'univers.

— Oh! peu de chose vous effraie. Ma philosophie, dans le plaisir, consiste uniquement à voir l'heure présente.

— Et moi, je songe à celle passée et à celle qui la suivra. Je verrai madame D... L....., car je tiens à vous complaire en quelque chose, mais pour me rattacher à ses fers..... »

Barras m'interrompant.

« Oui, vous préférez porter ceux d'une belle fille de l'Helvétie?

— Est-ce que mes amours sont du ressort de la police du directoire? Je me flattais que vous ne la dirigeriez pas à mon encontre.

— Vous oubliez que je suis un cinquième de roi, et que les quatre autres régnans ont une telle peur, qu'ils se méfient de tout le monde. Ils vous voient fort de mes amis, c'en est assez pour qu'ils cherchent à vous battre en brèche. Moquez-vous-en, votre prudence les mettra en défaut. »

Nous finîmes là. Barras fut recevoir l'ambassadeur de Toscane, qui entrait, et moi je revins faire ma cour aux dames. J'étais très-piqué de voir que mon intrigue avec Wilma était ainsi publique. Cette charmante créature rendait mon intérieur un paradis, et comme elle n'y trouvait pas matière à exercer sa jalousie, la paix régnait chez moi; elle n'y fut pas toujours.

Madame Bonaparte alla vers cette époque prendre les eaux à Plombières, où elle tint l'éclat d'une reine. Ce voyage, nécessaire à l'entendre, avait pour but de ne pas se séparer d'un M. Charles, alors très-avant dans ses bonnes grâces, et en faveur duquel elle s'affichait un peu trop. On en parlait beaucoup; je ne pus m'empêcher d'en dire un mot à madame de Montesson, qui, m'arrêtant après la première phrase, dit :

« Elle jette sa gourme. Comment d'ailleurs voulez-vous qu'elle fasse autrement que les femmes qui l'environnent? Vous savez, monsieur, qu'on est ce qu'on hante.

— Oui, madame, mais je crains que ce proverbe ne paraisse pas au général une ex-

cuse déterminante; il commencera par dire : il ne fallait pas hanter. »

Madame de Montesson demeura d'accord de ceci avec moi, et toutefois ne se crut nullement en droit de faire à Joséphine des représentations dangereuses. Elle s'y prit mieux, ce fut de chercher à M. Charles une mauvaise querelle, et de lui interdire l'entrée de sa maison. Alors elle me dit :

« Je suis en règle.

— Oui, envers le général; mais sa femme?

—Est avertie. La leçon est donnée ; elle en profitera si cela lui convient. »

Joséphine, avant que d'aller aux eaux, fit tout ce qu'elle put pour me déterminer à la suivre; je m'y refusai obstinément; enfin, poussé à bout, je lui dis :

« Il y a dans votre société des gens que je n'aime pas assez pour me trouver par force dans une intimité journalière.

— Qui, par exemple? » demanda-t-elle.

J'attendais la question.

« M. Charles, le premier.

— Lui! et tout le monde l'aime.

— Non, pas moi.

— Vous avez tort ; il ne cesse de dire du bien de vous. On aura fait quelque histoire que vous aurez cru.

— Non, j'ai vu.

— Quoi ? »

Je me tus ; puis prenant mon parti : « Madame, dis-je, entre M. Charles et le général je ne balancerai jamais. »

Et aussitôt je sortis de l'appartement. Je revins à mon heure accoutumée ; Joséphine me parut singulièrement embarrassée. Elle hésitait à me parler ; enfin :

« Monsieur, il y a des gens qui empoisonnent tout.

— Suis-je de ce nombre, madame ?

— Vous êtes de ceux qu'on empoisonne.

— Du moins on ne m'aveugle pas. »

Joséphine n'osa pas mentir, quoiqu'il lui en coûtât peu pour farder la vérité ; elle me bouda seulement, ne fit aucune attention à mes avis, alla à Plombières, et s'afficha presque, et Bonaparte le sut par sa propre famille.

CHAPITRE III.

Lucien Bonaparte. — Origines de sa querelle avec Napoléon. — Il obtient l'estime des conseils. — Bataille d'Aboukir. — Joie non déguisée de Barras et de ses collègues. — Son impatience du retard de la missive royale. — Stupefaction de madame d'Esparbès. — Les dépêches arrivent. — Lettre du roi à l'abbé de Montesquiou. — Je porte à Barras la sienne. — Comment il la reçoit. — Lettre du roi à Barras. — Éloge de sa forme. — Réponse de Barras au roi. — Condition de Barras moins humble que son épître. — Quelques détails politiques. — Journaux supprimés. — Réapparition de Fouché. — Il veut se donner au roi. — M. de Montesquiou le refuse au nom du monarque. — Il est nommé ambassadeur de France à Milan.

Je ne peux laisser plus long-temps en arrière de la scène politique un homme qui, à diverses époques de sa vie, a joué un rôle honorable, et soutenu avec force la grandeur du nom qu'il porte, car encore il vit, et j'espère qu'il fournira loin une carrière illustrée plus encore par ses qualités que par sa position si supérieure d'ailleurs : c'est Lucien Bonaparte. Ce jeune homme, car je ne sais trop si à cette époque il avait atteint vingt-cinq ans, venait d'être nommé représentant

au conseil des cinq-cents par le département de Liamone (Corse), et pour l'investir de ces fonctions il fallut aider un peu à la loi, car il n'avait pas encore l'âge exigé par elle.

Je le connaissais peu; je le voyais parfois chez son frère, où lui-même ne venait pas aussi souvent qu'on aurait pu le croire. Il logeait rue du Rocher, chaussée d'Antin, en face du corps-de-garde. Déjà et dès cette époque il existait entre lui et Napoléon une sorte de froideur non encore déclarée, mais apparente pour ceux qui voyaient bien. D'où provenait-elle alors? de vingt causes: Lucien avait fait un mariage dont Bonaparte n'avait pas été satisfait. Lucien ne se connaissait pas de chef dans sa famille, et déjà Napoléon aspirait à l'être. Lucien était franchement républicain et patriote; Napoléon commençait à n'être plus que soi. La conduite de Lucien avait la légèreté de son âge; celle de Napoléon était grave et même solennelle; l'un faisait des étourderies, et l'autre voyait là des crimes; l'un ne songeait aucunement à sa réputation, et Napoléon, qui lisait dans l'avenir, aurait voulu qu'une immense considération environnât ses proches. Enfin Joséphine avait plai-

santé maladroitement des formes communes de sa très-jolie belle-sœur, et Lucien, fort amoureux de sa femme, avait riposté sur la *vieillesse* de Joséphine, et peut-être sur ses imprudences. Toutes ces causes réunies mirent une montagne d'aigreur, de récriminations, de bouderies, de mécontentement réciproque. Bonaparte appelait par instans Lucien *mon frère Brutus*, et Lucien une fois le salua aussi *bon jour César*. Il s'ensuivit une querelle dont nous nous mêlâmes tous, ce qui la rendit très-difficile à terminer, car dans la société les divisions ont d'autant moins de durée, qu'elles sont circonscrites dans un cercle d'officieux plus rétréci.

Lucien, dès son entrée aux cinq-cents, y acquit de la consistance et du crédit ; il se trouva là avec Joseph, son frère, logé rue des Saints-Pères, et qui, trop doux et trop facile, n'entraîna pas après lui ses collègues, qui, par préférence, se rangèrent sous la direction de Lucien. Le directoire ne tarda pas à reconnaître ce fait, et il en prit de l'ombrage. La Révellière dit un jour devant moi :

« Nous ne pourrons éviter les Bonapartes ; car, si de l'armée nous fuyons le général, ce

sera pour tomber aux mains du représentant son frère. Cette famille envahira la république au civil et au militaire. »

Il est certain que Lucien eut aux cinq-cents des succès flatteurs, que souvent son éloquence simple fut persuasive ; elle respirait le patriotisme, et annonçait des idées arrêtées sur le droit de chacun : il eût été possible que Lucien, à la tête de l'état, eût donné à la France toute la liberté que depuis elle a reçue pleinement des Bourbons. Lucien n'allait pas non plus beaucoup au directoire, et, quand il s'y montrait, il *y tenait son rang.* Les cinq sires étaient involontairement complaisans avec lui, en lui témoignant des égards dus autant à son caractère qu'à son titre de frère du général Bonaparte.

Celui-ci, en partant, m'avait dit : « Cultivez Lucien sans vous livrer à lui ; je suis assuré que Joseph verra et pensera toujours comme moi. Je n'oserai m'avancer autant sur l'autre. Parlez-lui de manière à lui faire comprendre la nécessité d'unir nos intérêts.

Les événemens marchaient cependant, et, en retour de la superbe conquête de Malte,

la France dut ressentir une douleur profonde en apprenant la destruction fatale de sa flotte, battue et anéantie sur la côte d'Égypte par lord Nelson. La nouvelle de ce grand désastre arriva, presque simultanément, avec celle de la descente; elle en fut le sinistre correctif. Les amis de Bonaparte en éprouvèrent un chagrin affreux. Il y eut dans cet intérieur autant de larmes répandues qu'on laissa éclater d'élans de joie dans celui du directoire; on dissimula du mieux qu'on put de part et d'autre, mais la vérité perça. Les directeurs, dès ce moment, se crurent délivrés de Bonaparte, dont le retour devenait impossible; car aucun ne pouvait le croire possible sans celui de son armée. Barras, à ce sujet, me dit :

« Vous perdez votre ami : une barrière éternelle s'élève entre lui et la France. Comment pourrions-nous faire pour les ramener tous ?

Moi. La chose est difficile. Dieu y pourvoira.

Barras. Dieu ou Mahomet son prophète, car il ne reste à Bonaparte d'autre ressource que d'embrasser l'islamisme, afin de s'attacher les naturels du pays : sa position est très-

embarrassée, très-pénible; et maintenant comment le secourir? Les moyens nous manqueront, et avant que nous puissions disputer la mer aux Anglais il s'écoulera un temps dont la prolongation sera funeste à Bonaparte. J'en suis vraiment désolé. »

Barras prononça ces derniers mots d'un ton qui signifiait : ne croyez pas à mes paroles; je suis enchanté d'un revers qui me met à mon aise. Puis il ajouta :

« Maintenant plus que jamais il y aura facilité à accomplir notre projet. Laissez-moi faire; s'il ne réussit pas, vous ne m'en accuserez point. »

Barras en effet dès ce moment suivit avec une constance peu commune le projet de la restauration royale; ce fut vers ce but qu'il tourna ses soins, ainsi que je le signalerai dans le cours de ce volume. En attendant il supporta avec impatience le retard qui fut mis à la venue de la lettre que l'abbé de Montesquiou avait dit qu'il demanderait au roi. Cette pièce devenait très-importante; elle serait la preuve fondamentale sur laquelle on bâtirait solidement tout l'édifice de la contre-révolution. J'allais souvent m'en informer au-

près de l'abbé, soit chez lui, soit chez la marquise, et la lettre n'arrivait pas encore.

Madame d'Esparbès ne concevait pas la retenue de Barras; elle manifestait un étonnement comique de la réserve de ce directeur, si par cas il jouait un rôle à se faire couper la tête. Cette dame, non moins que la majorité des royalistes, n'entendait une conspiration que flagrante pour les yeux les moins attentifs. Elle ne sut rien de nous, ce qui nous sauva de la comtesse de L..., toujours rôdant autour de ceux qui pouvaient raconter ce qu'elle aurait du profit à répéter à droite ou à gauche, et plus encore à gauche et à droite tout à la fois.

Deux mois s'écoulèrent ainsi, Barras augmentant de mauvaise humeur et moi d'inquiétude, car je trouvais ce retard d'étrange augure; je craignais que le roi ne voulût pas jouer ce double jeu, et qu'endoctriné par Fauche-Borel, il ne préférât suivre la négociation entamée par celui-ci.

Deux mois à peu près s'écoulèrent, lorsque je vis venir la gouvernante de l'abbé, qui, de la part de son maître, me demanda l'*Horace* que j'avais promis de lui prêter. Je contins

ma joie : c'était la manière convenue par laquelle je devais être averti de l'arrivée de la missive royale. Je répondis que je n'avais pas ce volume à ma disposition, mais que j'allais le prendre chez un ami, et que dans une heure au plus tard je le porterais moi-même au citoyen Montesquiou.

En effet, et rempli d'envie de voir cette pièce importante, je courus, un Horace de Barbou à la main, où j'étais attendu. Il me fallut endurer de nouvelles et solennelles précautions de la part de l'abbé, qui, cette fois encore, se montra beaucoup plus effrayé d'une surprise possible. Nous entrâmes dans son cabinet, et d'une cache très-adroitement pratiquée dans le bois du dossier d'un fauteuil d'ébène il tira deux papiers, chacun muni du petit sceau royal, et tous les deux écrits de la propre main du roi. Le premier s'adressait à l'abbé. Il était conçu en ces termes :

« J'ai reçu avec un contentement inexpri-
« mable, mon cher abbé, la bonne nouvelle
« que vous m'avez transmise des bonnes in-
« tentions du vicomte de Barras. Son crime,
« sans doute, est énorme; il est même tel que,

« pour l'expier imparfaitement, il faut ce qu'il
« veut entreprendre. Mais, d'une autre part,
« la France délivrée des charlatans qui la dé-
« vorent, la France arrachée à l'anarchie à
« laquelle elle est en proie depuis près de dix
« ans, la restauration de la monarchie, le libre
« cours des lois, et tous les avantages que
« mon retour lui assure, tout cela, dis-je, mi-
« lite victorieusement en faveur du pardon
« demandé, et que j'accorde pleinement. Il
« faut ici que j'impose silence à ma tendresse
« de frère, à mes devoirs de roi; je le fais parce
« qu'il ne peut en être autrement. Mon pro-
« jet est d'accorder au royaume plus de liberté
« qu'il n'en possède aujourd'hui, et plus qu'il
« n'en attend de moi. Je ne sévirai unique-
« ment que contre les opiniâtres; ceux qui se
« tairont ne seront pas aperçus, je m'y en-
« gage. Quant à la juste indemnité demandée,
« je l'accorde aussi : je ne disputerai pas des
« vétilles quand il s'agit de la France tout
« entière. Dites-le bien au vicomte.

« Recommandez-lui aussi de prendre sage-
« ment ses mesures; de tâcher de s'adjoindre
« quelque général capable de le seconder, et
« surtout estimé de la troupe. Je voudrais Ber-

« nadotte ou Moreau : il y aurait plus de fa-
« cilité auprès du second, mais je compterais
« davantage sur la tenue du premier. Il y en
« a d'autres moins connus dont le concours
« peut être utile : il ne les repoussera pas,
« sans doute. Je consens à négocier avec lui
« par vous, d'une part, et de l'autre par Louis
« (Fauche-Borel), et la Maisonfort, qui com-
« mence à se mêler de cette affaire; mais ici
« on pelotera en attendant partie : l'essentiel
« me viendra directement de vous. Quant à
« F....., que je ne connais que par le bruit
« public, je suis déjà rempli pour lui d'es-
« time; apprenez-le-lui (c'était moi). Il est de
« ceux que les récompenses ne séduisent point.
« Aussi, en l'appelant à mon conseil d'état,
« en lui donnant à son choix une charge de
« premier président ou de procureur-général
« en l'un de nos parlemens, ce sera non payer
« ses services, mais les perpétuer dans mon
« propre intérêt. Enfin je serai, quoi que je
« fasse, votre propre débiteur.

« Adieu, mon cher Duc; comptez sur mon
« amitié inaltérable.

« *Signé* Louis. »

Telle était cette lettre satisfaisante de tout point, et par laquelle l'abbé de Montesquiou reçut, pour la première fois, un titre que le roi lui a confirmé depuis son retour. Ainsi nous trouvâmes chacun là-dedans de quoi nous satisfaire. Je n'avais pas à me plaindre de la part qui m'était faite : elle dépassait mes espérances raisonnables.

La seconde missive n'était pas ouverte : je présume que le roi en avait envoyé une copie à l'abbé; il me la remit en tremblant presque; il voulut que je l'assujétisse dans ma poche au moyen de deux épingles, redoutant toujours que je ne vinsse à la perdre, ou qu'on ne me l'enlevât. Je lui laissai prendre toutes ces précautions méticuleuses, et le quittai vite, tant j'avais hâte de me rendre au Luxembourg.

J'étais pareillement convenu avec Barras que, dès que je serais nanti de la lettre du roi, je viendrais le trouver, et que, pour parvenir à lui, n'importe à quelle heure que ce fût, je prétexterais avoir une communication politique à lui faire. Ces précautions furent inutiles, il était seul, et dès que je parus l'huissier de service m'introduisit. Je ne perdis pas

de temps en paroles inutiles, et dès que je fus seul avec Barras :

« Voici, dis-je, la lettre.

— Enfin la voilà, dit-il à son tour; je la croyais perdue ou refusée.

— Elle était lente à venir. »

Et je la donnai, et le cachet fut rompu, quoique avec ménagement, et Barras se mit à la lire des yeux une fois, deux fois, et moi je l'examinais pendant cette occupation, et la joie qui brilla sur ses traits m'annonça son contentement parfait. Lui enfin me dit :

« Tout va bien; le roi est tout ce que je désirais qu'il fût : il est rempli de sagesse et de modération; je suis convaincu qu'il sauvera la France. Tenez, prenez connaissance de son style : il en vaut la peine. »

Et à son tour il me céda la lettre, qu'il relut encore par-dessus mon épaule. Je l'étudiai tant, que je peux la répéter sans crainte d'en oublier la moindre phrase.

« Je ne me souviendrai de rien de ce qui « sera antérieur à ma rentrée. Voilà, monsieur « le vicomte, ce que je peux assurer à vous d'a- « bord, et à tous les Français ensuite. Je veux « fermer la plaie, et non la maintenir ouverte.

« Vous aurez assez de prudence pour vous « tenir à l'écart dans le premier moment : un « voyage d'un an, et pas d'un jour de plus, « en Italie ou en Angleterre, suffira, et ceci « autant dans votre intérêt que dans les con- « venances générales. Vous ne me verrez point, « cela doit être; mais ma reconnaissance ap- « préciera toujours votre repentir. Je ne vous « dissimule point combien j'estime la gran- « deur du présent que vous voulez me faire, « et combien je trouve mesquin le retour dont « je le paierai. Toutes vos demandes sont ad- « mises; je ne me bornerai pas là : votre fa- « mille aura des droits à ma munificence, et « je ne les contesterai pas.

« Mon intention, je vous le répète, est d'ou- « blier le passé; je ne m'en rappellerai que si « l'on m'y force. Engagez tous ceux qui vou- « dront vivre en paix à se tenir tranquilles; « je ne souffrirai pas, dans ce cas, qu'on les « tourmente. Mon projet est d'appeler à toutes « fonctions les hommes qui, pendant la révo- « lution, ont fait preuve de talens éminens; « je ne m'arrêterai qu'en face de l'impossibilité « de les employer. Tous les militaires conser- « veront leurs grades; je suis trop fier de leurs

« exploits pour leur en montrer de l'ingrati-
« tude. Vous serez mon garant auprès d'eux,
« et cette lettre fera foi contre moi si je man-
« que à aucun des engagemens qu'elle ren-
« ferme.

« Sur ce, je prie Dieu qu'il vous pardonne
« comme je le fais, et qu'il vous maintienne
« en sa sainte garde.

« *Signé* LOUIS. »

Barras ne me tut pas son contentement. Je vis que le poids énorme d'épouvante pour l'avenir, qui pesait sur son cœur, venait d'être levé. Alors, et afin d'achever de le placer dans cette disposition, je lui mis sous les yeux la lettre du roi à l'abbé, que celui-ci m'avait confiée. Elle acheva de convaincre le directeur de la loyauté du prince. Nous admirâmes la mesure de ses expressions; comment elles s'éloignaient également et de cette bassesse qui les aurait rendues suspectes, et de cette hauteur inconvenante aussi. Il voyait la question sous son aspect réel, et la traitait en homme supérieur. Peu de rois, aucun peut-être à cette époque, auraient agi comme lui.

Je dis ensuite à Barras :

« Répondrez-vous?

— Oui, et cela par la raison que ma réponse me perdra si jamais le roi la publie. Je tiens à ce qu'il ne puisse élever de doute sur ma bonne foi.

— C'est, répliquai-je, agir en homme d'honneur. Soyez certain que la loyauté de ce procédé lui sera agréable. »

Barras en effet, et séance tenante, rédigea sa lettre. Elle disait :

« Sire, je mets aux pieds de votre majesté
« mon repentir et ma gratitude. Je conviens
« que, si je peux réussir dans ce que je vais
« tenter, j'aurai acquis des droits à votre clé-
« mence. Le passé doit être pénible pour tous;
« aux uns par leurs fautes, aux autres par
« leurs malheurs : l'oublier sera utile; il faut
« que l'avenir en dédommage, et je me repose
« de ce soin sur les vertus et les grandes qua-
« lités de votre majesté. Le plan de conduite
« future dont elle daigne me faire part sera
« infaillible pour ramener dans la France la
« concorde et le bonheur. Je ne doute pas que
« tous ceux qui ont des reproches à se faire
« ne suivent mon exemple, et ne se tiennent
« à l'écart et en paix. Quant à moi, je tâcherai

« de me perdre dans la foule, et la protection « dont votre majesté me couvrira, je la regar- « derai comme une faveur, et aucunement « comme récompense. D'ici là, je chercherai « à faire connaître le plus possible vos inten- « tions paternelles et propres à vous attacher « tous les cœurs; quant au mien, il est en en- « tier à votre majesté, à laquelle j'assure « l'hommage du respect, etc., etc. »

Barras m'autorisa à retenir un duplicata de cette pièce; je le fis, et on a dû en retrouver la minute dans ses papiers, à moins, ce qui est très-probable, qu'il n'ait cru, après le 18 brumaire, devoir en faire un sacrifice à sa sûreté. Je portai le lendemain l'original à l'abbé de Montesquiou, qui lui aussi fut charmé du procédé loyal du directeur. Celui-ci, néanmoins, ne me dissimula pas qu'il tenait à avoir un titre certain, scellé du grand sceau de l'état; qu'il fournirait un mémoire, sur lequel on le rédigerait. Ce mémoire, en effet, suivit de près la lettre *de politesse et de convenance*, ainsi qu'il la qualifia; mais je ne retrouvai plus en cette nouvelle pièce les formes du courtisan; elle respirait au contraire la volonté d'un homme dont la position su-

périeure lui permet de traiter d'égal à égal avec qui que ce soit, enfin du premier magistrat de la république, profondément persuadé de l'importance de ce qu'il cède, et qui veut le faire sentir à ceux dont il attend le gage de son sacrifice. J'ai vu, depuis la publication des mémoires de Fauche-Borel, que ce document, dont la contexture me frappa, était le double de celui que par l'intermédiaire de cet autre agent, Barras avait aussi fait mettre sous les yeux de S. M.

L'abbé de Montesquiou fit partir la lettre et la note; il en reçut l'accusé de réception presque courrier par courrier, et les lettres-patentes furent annoncées au même instant; elles aussi arrivèrent enfin, mais beaucoup plus tard, et je m'en souviens bien, après que le duc de Fleury eut fait manquer la négociation entamée par Fauche-Borel, à laquelle celui-ci ne renonça point, et qu'il continua jusqu'à la catastrophe du 18 brumaire, époque à laquelle j'avais déjà cessé de correspondre activement avec l'abbé de Montesquiou.

Le directoire, cependant, poursuivait sa marche; elle devenait de plus en plus incertaine; il paraissait abandonner l'Égypte et

l'armée qui en faisait la conquête, et Bonaparte qui la commandait. Il se montrait peu empressé à conclure la paix générale, que l'on négociait nonchalamment à Rastadt ; il continuait à agiter l'Italie, à menacer le royaume de Naples ; et La Révellière, en son particulier, poursuivant le pape de sa haine active, employait les derniers momens de son pouvoir à faire traîner en France l'auguste vieillard. La police devenait de plus en plus investigatrice et ombrageuse ; le pouvoir exécutif pesait plus lourdement sur les citoyens ; il suspendait arbitrairement la liberté de la presse ; ne se faisant faute d'empêcher certains journaux de paraître lorsque cela lui convenait, par exemple, et le 7 juillet 1798, on supprima, et les scellés furent mis en même temps sur une douzaine de feuilles périodiques. Dans le nombre étaient : *les Annales de la Religion*, *le Courrier de la Gironde*, *le Républicain*, *l'Ami de l'ordre*, *le Nécessaire*, *l'Abeille*, etc. ; enfin, un mélange d'œuvres des opinions royalistes et jacobines. Le directoire ne pouvant se résoudre à frapper d'un seul côté à la fois, sa tactique,

constante et sotte à force d'être minutieusement sincère, consistait à se mettre en balance entre les deux seules opinions qui pussent diviser la France, l'anarchie et la royauté. Les visites domiciliaires, les arrestations suivirent ces actes de violence, et Paris n'en recouvra pas le repos. Je dois prévenir le lecteur que je mêle quelquefois l'ordre des temps quand il s'agit d'objets de peu d'importance, et entre autres que ces faits-ci sont antérieurs à ceux plus graves que je viens de rapporter.

Parmi ceux qui se permettaient de blâmer ces mesures, je ne me serais pas attendu à trouver Fouché. Celui-ci, à cette époque, se mit à cheminer dans une voie opposée à celle qu'il avait suivie précédemment; c'était un homme de beaucoup d'esprit, qui voyait aussi de loin. Il fut un des premiers à reconnaître que la démagogie touchait à sa fin, et aussitôt, faisant volte-face, il se trouva presque aristocrate, en attendant qu'il le devînt tout-à-fait.

Fouché a joué, avant et après le directoire, un si grand rôle et rempli des fonctions si

majeures, qu'on ne peut le laisser inaperçu, lors même que par l'effet des circonstances il se tenait à l'écart.

Le 9 août 1795, une majorité imposante demanda son arrestation; elle fut prononcée, et on ne lui épargna pas les reproches, les injures, les récriminations de toutes sortes; il se défendit mal et à dessein, afin de ne pas irriter d'avantage contre lui des collègues indisposés à son égard. Sa prison fut de peu de durée; une amnistie générale et rendue dans l'intérêt des jacobins sauva presque tous ceux de ces misérables qui se trouvaient sous le glaive de la justice. Fouché, certes l'un des plus coupables, recouvra la liberté; il en profita pour se lier au directoire. Barras, ayant toujours été son ami, lui fit confier une mission qui l'envoya dans le midi de la France, vers les Pyrénées, et dont on n'a jamais connu le motif. Il paraît que Fouché ne la remplit pas à la satisfaction des directeurs, ou qu'elle manqua par une autre cause. Tout-à-coup il fut rappelé, et alla chercher du repos dans la vallée de Montmorency; là il se tint coi, ne complota que très en secret, et ne se mêla d'aucune intrigue apparente.

Les choses étaient ainsi pour lui, lorsque Barras me dit :

« Fouché va être employé de nouveau.

— Ah! mon Dieu ! m'écriai-je, ne sera-t-il pas le précurseur de la résurrection de Robespierre ?

— Vous le connaissez mal, me fut-il répondu ; il n'y a pas de conventionnel mieux revenu de son délire, car alors nous étions fous. Il n'en est aucun sur tous de plus convaincu de l'impossibilité de l'existence de la république. »

Barras ne me dit rien au-delà de ce propos, et, me maintenant dans ma réserv e accoutumée, je ne lui demandai point de poursuivre. Mais quelques jours après, ayant rencontré l'abbé de Montesquiou chez madame d'Esparbès, il me prit à part.

« Que je vous apprenne, me dit-il, une conversion qui vous surprendra un peu plus que celle du diable.

— Talleyrand, dis-je, rentrerait-il dans le giron de la sainte église ?

— Oh! pour le coup, ce serait au-delà d'un miracle. Non, ce n'est pas de lui dont j'ai à vous entretenir, mais de Fouché.

— Eh bien ! que chante-t-il ? L'avez-vous vu ? où vous a-t-il fait parler ?

— Un de ses intimes que je vois quelquefois, parce que dans ma condition on va du ciel au tartare, m'a peint le désespoir de Fouché concernant ses actes passés, et son désir extrême de faire connaître au roi le besoin qu'il a de réparer ses crimes.

— Qu'avez-vous répondu ?

— Que Fouché était un monstre, un infâme, auquel le roi, s'il rentrait, ne pardonnerait jamais. Je me suis rendu, sur ce point, le garant de sa majesté. Que vous en semble ? avons-nous besoin de souiller notre cause du concours de ce misérable ? »

J'avouerai en toute humilité que dans ce môment j'approuvai M. de Montesquiou. Fouché n'avait pas encore fait preuve de la supériorité de son génie d'intrigue, et l'assistance qu'il pouvait fournir ne balançait pas l'odieux de sa vie politique. Je complimentai l'abbé de sa sottise, et j'en fis une en le complimentant.

On rendit à Fouché, si chaud, si dur, le propos de M. de Montesquiou, que pour ce moment il désespéra de nouer une négocia-

tion de ce côté, et le malin personnage, ne pouvant demeurer tranquille, se tourna d'un autre, où il trouva mieux son compte, ainsi que je le dirai. En attendant, l'amitié de Barras le soutenant toujours, il obtint l'ambassade de France auprès de la république Cisalpine, où il alla pour renverser tout le travail de son prédécesseur Trouvé, et pour se susciter une mauvaise affaire que je détaillerai dans un autre moment. Il me convient maintenant de rapporter tout d'un trait les événemens les plus remarquables qui signalèrent la fin de l'année 1798.

CHAPITRE IV.

On n'aimait pas le directoire parce qu'il était rempli d'avocats. — Ce que je dis sur le danger de confier à ceux-ci les affaires publiques. — Barras craint l'avenir. — Détails de la guerre de Naples. — Ferdinand III. — La reine Caroline. — Acton. — Mack. — Les Napolitains à Rome. — Mack est battu. — Championnet prend possession de Naples. — Le roi de Sardaigne est chassé du Piémont. — Armées françaises. — Leurs généraux. — Disposition de l'Autriche qui entre en campagne. — Revers de Jourdan. — De Scherer. — De Moreau. — Suwarow nous chasse de l'Italie. — Assassinat à Rastadt des plénipotentiaires français. — Qui on accuse de ce crime. — Évacuation du royaume de Naples. — Championnet destitué et arrêté. — Retraite habile de Macdonald. — Prise de Mantoue. — Bataille de Novi. — Mort de Joubert. — Masséna vainqueur à Zurich sauve la France.

Le directoire, au 18 fructidor, avait retardé et non dissipé l'orage amassé contre lui dès le moment de sa naissance. Plus nous avancions, et plus sa situation devenait précaire. Barras un jour en causait avec moi.

« Mais, enfin, me disait-il, pourquoi s'acharne-t-on après le pouvoir exécutif? Il fait ce qu'il peut; il a étendu notre influence sur

l'Italie, il fait maintenant conquérir l'Égypte, il fait observer les lois, que lui reproche-t-on?

— Me permettrez-vous d'être sincère? répliquai-je?

— Dites tout ce que vous voudrez, je ne m'en fâcherai pas; je suis bon prince.

— Voilà justement ce qui manque à vos collègues, ce que la France leur voudrait voir. Elle a, dans son effervescence révolutionnaire, un sens exquis; elle souffre de voir à sa tête des gens incapables de la gouverner. Qu'est La Révellière? un avocat; et Rewbell? un avoué; et Merlin? un avoué; et Treilhard? un avocat. Qu'est-ce, au fond, que des avocats, des avoués? des parleurs, des faiseurs d'affaires, des tripottiers, gens de commérage, à idées fausses et mesquines. Remplis d'un orgueil comique, vantant l'honneur de leur profession, prenant de toutes mains, et vendant l'orphelin, la veuve et ceux qui paient mal, ils arrivent au timon du gouvernement : là leur bouffissure n'est pas de la dignité; là on ne peut déguiser l'aridité du fond par la faconde de la phrase. Comment voulez-vous que des gens tous bourgeois de père en fils, bourgeois par leur femme, leurs compères, leurs amis; qui

n'ont jusque là causé que de petites choses, d'intérêts de ménages, de sentimens, de cotterie; toujours au milieu d'avoués, d'huissiers, de notaires, de tout ce qui éteint les idées généreuses et châtre le génie; qui ont vu l'univers circonscrit dans leur étude, dans leurs égaux; comment, dis-je, voulez-vous que ces gens-là, placés tout-à-coup à la tête de la France, et de pair avec les souverains, puissent, aussi facilement qu'on en fait des princes par la forme, le devenir en réalité? c'est chose impossible. Merlin, au directoire, reste Merlin l'avocat; Treilhard est procureur malgré le costume; ainsi des autres. Qu'en advient-il? que de ces âmes il ne sort rien d'élevé, rien de noble; que le gouvernement pue la chicane, qu'il s'en exhale des miasmes bourgeois, des émanations canailles, auxquelles la France républicaine ne peut se faire. Ce n'est pas ainsi qu'elle a entendu que l'on succédât à ses antiques rois; elle veut à la place de Louis XVI des hommes respectables à l'Europe par de grandes actions militaires, par des vertus perpétuées de siècle en siècle, par une fortune immense, qui réponde qu'elle sera représentée avec majesté. Rien de cela ne lui est offert par

l'avocasserie, qui est sa lèpre permanente, et dès lors elle se moque, rit et méprise. Je crois avoir mis le doigt sur la plaie; qu'en pensez-vous?

— Mais, dit Barras, j'ai encore trop la tache originelle de la gentilhommerie, pour vous rompre en-visière. Oui, c'est là où le bât nous blesse; on ne se moquerait pas de Mirabeau, de Dumourier, de Bonaparte.

— Pas plus que de Talleyrand, de Bernadotte, de vous enfin; car, si on vous hait, du moins on ne vous stygmatise pas de ridicule.

— C'est vrai, dit Barras en jubilant. Comment faire?

— Revenir à la monarchie.

— Je suis en chemin; il est rude, celui-ci.

— Vous verrez combien la nation sera aise d'être délivrée de la basse-robe. Que serait-ce si le commerce s'en mêlait aussi? c'est bien alors que nous tomberions dans la pagnoterie complète. Il n'y a que les propriétaires sans profession lucrative, sans négoce aventureux, que l'on doive appeler au timon de la machine administrative; eux seuls ont la consistance nécessaire. Le peuple les respecte naturellement, tandis que non moins naturelle-

ment il se moque des autres et les jalouse en même temps. Se peut-il, dès lors, que ces hommes sans consistance personnelle, sans considération de famille et de rapports sociaux, puissent en imposer à la masse au dedans de l'état, et en dehors chez les souverains? L'exiger serait prétendre à l'impossible; aussi il en arrive que le gouvernement est dépourvu de ce qui en fait la force première, de la majesté. »

Barras opina du bonnet; il m'avoua, à la suite de ce colloque, une nouvelle dont je me doutais, que le pouvoir exécutif recommençait à n'être plus homogène. « Les quatre légistes, poursuivit-il, qui le composent avec moi se sentent attirés l'un vers l'autre par cette attraction de coterie qui a tant de valeur. La Révellière, Rewbell s'éloignent de moi; un *quatrumvirat* se forme, et je n'en suis pas?

— Vous êtes cependant, repartis-je, le seul qui jetez un peu d'éclat sur le directoire; que ferez-vous?

— Je me défendrai; des ressources me restent, si le sort ne me chasse pas lors du renouvellement annuel.

— Le sort? dis-je; et que fait-il à votre af-

faire? je croyais qu'il n'était plus aveugle.

— Il le sera cette fois. »

Je compris le sens de cette phrase. Barras ne voulut pas s'expliquer davantage, mais plus tard j'obtins la connaissance de tous les démêlés secrets des directeurs ; je les raconterai, et ferai voir de quelle manière Barras conduisit sa barque à travers tant de récifs menaçans, jusqu'à l'heure où une tempête venue de plus haut le renversa soudainement. Je vais à présent esquisser en traits rapides les faits historiques relatifs à la guerre; et je les conduirai jusqu'aux approches du 18 brumaire, afin de pouvoir ensuite ne m'occuper que des faits intérieurs.

Dès l'envahissement des états du pape par l'armée française, la cour napolitaine avait conçu de justes inquiétudes. Le Vésuve politique fermentait rapidement; son explosion était à craindre. C'était, à Naples, le roi qui signait, mais la reine seule régnait, ou, pour mieux dire, Acton, son amant, son favori, ou tout ce qu'on voudra. Acton, Anglais d'origine, Français de naissance, et Napolitain de profession, comptait dans le nombre de ces hommes funestes aux empires par leur demi-

science et leur opiniâtreté complète. Plus intrigant que politique, plus présomptueux qu'habile, il gouvernait par des rigueurs, par l'espionnage, par tous les grands moyens des petits esprits. La reine, sans talens et sans vertu, mais avide de pouvoir et de plaisirs, avait un fond de férocité naturelle qui la faisait entrer avec délice dans toutes les mesures sanglantes qu'Acton employait. Le roi, chasseur sans retenue, pêcheur sans vergogne, incapable de tenir le sceptre, et chargé de déshonneur, se consolait par de sales amours des infidélités de la reine; ses chiens, ses filets, ses maîtresses, formaient son peuple, et circonscrivaient son univers.

Ce trio conçut cependant le dessein de nous chasser d'Italie, et de refouler la révolution par-delà les Alpes. Le 14 août 1798, un traité fut signé entre les cabinets de Naples et de Londres, offensif et défensif; il devait tendre au succès de la cause commune. L'armée napolitaine, si couarde à toutes les époques de l'histoire, passa sous le commandement du général Mack, fanfaron d'héroïsme, à qui l'intrigue avait fait une réputation que la mise en jeu ne tarda pas à détruire. Un autre pacte

secret encore liait le roi de Piémont au fantôme de Naples; et l'Autriche, qui, sous main, inspirait cette nouvelle coalition, ne devait pas tarder à lui prêter l'appui de ses forces; enfin, et plus tard, la Russie se lia pareillement avec Ferdinand III.

Ces préliminaires conclus, le peuple napolitain ayant pris la cocarde anglaise, sorte d'humiliation inconnue jusque là, on se disposa à l'entrée en campagne. Un homme sur cinq avait été levé; chaque couvent avait fourni un cavalier; et Saint-Janvier enfin répondait de la victoire. C'était plus qu'il n'en fallait pour se croire invincible. Le général Mack, devant prendre les ordres de la reine, lui demanda où il s'arrêterait : A Paris, répondit-elle; et pas un de ceux qui entendirent la question et la réplique ne se prit à rire, tant la conviction est grande chez le courtisan jusqu'au lendemain de la défaite. Cette confiance reposait principalement sur la faiblesse numérique de l'armée française, répandue dans la Romagne. Quinze mille combattans la formaient à peine; mais c'était un reste de ces vieilles et invincibles bandes qui avaient conquis l'Italie en se

jouant, et que n'épouvantaient pas certes les cent mille Napolitains que Mack traînait avec lui. Les débuts de ce général annoncèrent son impéritie; au lieu de réunir en un seul corps toutes ses troupes, et d'en écraser successivement les demi-brigades françaises, il forma le projet fou de les envelopper, et marcha sur six colonnes, qui séparées demeurèrent sans force.

Championnet commandait les Français; il ne crut pas convenable de se maintenir dans Rome, où la position aurait présenté trop de péril. Il l'évacua, en gardant toutefois le château Saint-Ange, et alla prendre une forte position, assise sur le Tibre, entre les deux petites villes de Civita Ducale et Civita Castellanna. Cette retraite prudente n'était pas une déroute; elle enivra d'orgueil les Napolitains, qui, ne trouvant aucun obstacle, s'emparèrent de Rome le 29 novembre 1799. Ferdinand III, à qui on fit honneur de cette conquête, fut invité à venir en prendre possession, et on eut l'impudence de le flétrir par le ridicule d'un triomphe à la manière de ceux des anciens empereurs romains. Il vint donc siéger au Capitole; mais ce fut pour

consacrer les droits de la papauté à la cité sainte, et pour faire planter une croix sous ses yeux; et ces actes de catholicité consommés, il s'en retourna à ses forêts, à sa mer de Naples et aux mystères impudiques de son village de San-Lucio.

Cependant il y eut enfin contact entre ceux de Naples et de France. Le premier choc fut décisif; partout nous culbutâmes les vainqueurs de Rome; Mack, étonné d'un résultat que son orgueil et ses flatteurs n'avaient pas prévu, renonça à nous chasser de Civita Castellanna, et changea son plan de campagne, comme si un nouveau pouvait être plus heureux. Ce fut Terni qu'il prétendit attaquer; mais lui en laisserions-nous la facilité? Il l'espérait et en eut le décompte; d'autres revers lui signalèrent son impuissance, et celui qui ne devait s'arrêter que dans Paris recula tout-à coup sur Rome, que le roi évacua le premier, par honneur pour le rang, et que suivit bientôt son armée, déjà en pleine débandade.

Mack, confondu, cherchait les quarante mille hommes qu'il avait amenés en ligne; il ne les apercevait qu'éparpillés. Déjà Cham-

pionnet, ayant repris l'offensive, le poursuivait l'épée dans les reins sans lui laisser le loisir de prendre haleine. Les Français, dans leur course rapide et victorieuse, ne s'arrêtèrent que sur la ligne de l'antique Vulturne, à cette Capoue autrefois si célèbre, et dont les délices disparues n'arrêteraient pas le moderne Annibal. Mack avait devancé les Français sur cette ligne et cherché à s'y maintenir, tandis que le roi rentrait dans Naples pour ne faire qu'y passer. Déjà cette ville immense se préparait à recevoir de nouveaux maîtres, accoutumée qu'elle est à changer de dynasties régnantes, qui ne vieillissent pas dans ce beau pays. Acton, la reine, les Anglais, la cour, tout ce monde s'élance sur les vaisseaux, et va chercher un refuge de l'autre côté du détroit, dans la Sicile, que la mer défendra mieux que les héros dont on attendait tant de merveilles. Le 31 décembre, cette évacuation fatale eut lieu à l'aide de la flotte que Nelson commandait.

La reine fit incendier ce qu'elle ne put enlever; elle donna l'ordre au prince Pignatelli de faire égorger toute la bourgeoisie; ce

crime ne reçut pas son exécution ; il fallut le retour de la reine pour qu'une partie en fût consommée. Mack cependant traitait avec les Français ; il consentait à leur abandonner une forte portion de ces états, dont on lui confiait la défense. A la nouvelle de cet armistice, conclu le 11 janvier 1799, le peuple se soulève et commence une de ces séditions familières à Naples. En un instant il n'y a plus de pouvoir légal ; le peuple règne encore ; mais cette fois Mazaniello lui manque ; le prince de Molitorno, qu'on met à sa tête pour remplir la place de ce fameux lazarone, ne peut le recommencer. Naples est livrée aux flammes, au pillage, à l'assassinat ; le général Mack, pour se dérober à la mort affreuse dont on le menace, court se réfugier sous la tente de Championnet, qui, le 23 du mois, est appelé dans la ville par la saine partie de la population. La canaille veut le repousser ; des combats sont livrés dans les rues ; enfin la bravoure disciplinée des Français l'emporte sur le courage aveugle des enfans de Parthénope, qui ne tardent pas à s'ériger en république.

Ce gouvernement eut peu de durée ; la reine Caroline, à son retour, le noya dans le sang de ceux qui l'avaient fondé.

Tandis que, malgré tant d'efforts et l'assistance active des Anglais, le royaume de Naples expirait au midi de l'Italie, celui de Piémont, à l'ouest de cette même contrée, achevait son existence; elle était déjà incompatible avec la forme administrative des états qui l'environnaient. Placé au milieu des républiques cisalpine, ligurienne, suisse et française, il devenait une anomalie, et par suite devait prendre fin. Le roi Charles-Emmanuel, prévoyant sa destinée, avait essayé de la conjurer en s'attachant à l'Angleterre, à la Russie, à l'Autriche et à Naples. Ces liens ne servirent qu'à précipiter sa chute; le directoire, instruit de ses menées, lui déclara la guerre le 6 décembre 1798. La citadelle de Turin, déjà en notre pouvoir, empêcha la résistance de la ville, dont le général Joubert s'empara sans coup férir. Le roi, pour conserver la liberté, nous céda le Piémont et se retira dans la Sardaigne, où il protesta par-devant notaire contre son abdication forcée. La minute demeura inconnue de la victoire, qui seule pouvait la

déclarer valable, jusqu'au moment de nos grands revers, en 1814.

Ainsi l'Italie tout entière passait de droit ou de fait sous la domination française. L'étendard aux trois couleurs flottait, en maître ou en protecteur, de la cime des Alpes jusqu'au golfe de Tarente, et nous paraissions invulnérables de ce côté; une descente presque heureuse, tentée sur la côte d'Irlande par le général Humbert, tourmentait et humiliait l'Angleterre; l'Égypte rentrait dans notre grand système de conquête; une constitution nouvelle, et entièrement conforme à celle qui nous régissait, avait été imposée tour à tour à la Hollande, à l'Helvétie et à la Cisalpine : rien ne paraissait pouvoir contre-balancer cette influence marquée; et l'avenir, en apparence, se présentait favorable à la France et à son gouvernement; mais tout ceci avait plus d'éclat que de réalité. L'Europe tremblait sous nos pas; aucune stabilité ne concourait à nous soutenir; aux alentours de la France, nos alliés manquaient de force; nos ennemis étaient aiguillonnés par tout ce qui donne de l'énergie, et nos finances s'anéantissaient.

Le directoire, avec juste raison, se méfiant de l'Allemagne, fit rendre une loi solennelle, dont les conséquences majeures ont été adoptées depuis dans tous les états de la chrétienté, celle qui établit la conscription militaire, en admettant en principe que tout citoyen français est soldat de droit, et que la patrie peut réclamer un certain nombre d'années de sa vie. Cette mesure politique sauva la France, en délivrant le gouvernement de la nécessité où il se trouvait sans cesse de recourir à des expédiens onéreux pour recruter ses armées; il fut dès lors tranquille, puisque désormais les soldats lui viendraient *en coupe réglée*, suivant la belle expression de Châteaubriant.

Les troupes ainsi trouvées, il fallut chercher les généraux. Le même bonheur ne présida pas complètement à cette opération décisive : Jourdan, dont les malheurs militaires n'avaient pas fait oublier les grandes victoires, fut nommé au commandement suprême de la principale armée d'Allemagne, dite du Danube; Bernadotte reçut sous lui la direction d'une armée d'observation, et Masséna prit le commandement de celle qui occupait la

Suisse; Championnet, dont j'ai parlé par anticipation, eut la charge de contenir le royaume de Naples; à Brune échut la défense de la Hollande. Voilà quels furent les premiers choix et les premiers arrangemens. On se demandait pourquoi Moreau demeurait sans emploi; Moreau, avec raison, était suspect au directoire; on savait qu'à côté du génie militaire qui fait gagner les batailles il y avait dans son âme la faiblesse qui les fait perdre par l'intrigue et les petites jalousies. Son concours pouvait donc être redoutable; on essaya de ne pas en avoir besoin.

Ce fut avec ces dispositions hostiles que s'ouvrit l'an VII de la république, que finit l'année chrétienne 1798, et que commença la suivante, qui devait être si fertile en grands événemens. La paix était loin de se conclure au congrès de Rastadt, tout y prenait une teinte d'acrimonie belliqueuse; on y reconnaissait clairement les symptômes non équivoques d'une nouvelle conflagration. L'Autriche manifestait des exigences, formait des prétentions dont elle n'avait rien exprimé à Léoben ou à Campo-Formio; elle calculait les chances d'une autre lutte, et espérait qu'elles lui se-

raient favorables, puisque Bonaparte ne serait plus là pour les lui disputer. Déjà ses armées s'étendaient sur une ligne immense, tirée de la forêt Noire aux rives du Tagliamento. Les Français de leur côté se tenaient en présence de l'Autriche, mais avec des forces bien inférieures; car, sur toute l'étendue de l'Europe où nous avions pénétré, à peine deux cent mille hommes étaient disponibles pour repousser les efforts des Anglais, des Siciliens, des Autrichiens, des Russes et des princes de l'Allemagne qui persisteraient à combattre encore; et nos forces étaient ainsi dispersées : quinze mille combattans en Hollande; trente-trois mille sur le Danube; quarante mille en Suisse; vingt-cinq mille de réserve et d'observation; quarante-sept mille dans la Cisalpine; vingt-cinq mille disséminés à Rome et à Naples, et douze mille qui en arrière gardaient le Piémont.

Le 4 mars 1799, le prince Charles passe le Lech à Augsbourg, et se dirige vers Jourdan. Masséna de son côté prend l'initiative et s'empare de Coire, repousse les Autrichiens et soumet les Grisons. Le 10, un combat est livré à Ostruch en Souabe. Les Français, acca-

blés par les masses des ennemis, supérieurs en nombre, et sans cesse renouvelées, battent en retraite; et, tandis que ce premier revers devient d'un funeste augure, une déclaration de guerre, en date du 12, a lieu à Paris, tant contre l'empereur d'Allemagne, que contre le même prince en sa qualité de chef de ses états héréditaires; la même déclaration s'adresse au grand-duc de Toscane. La politique raisonnable ne pouvait plus laisser au centre de l'Italie menacée un souverain que ses affections de famille et son intérêt porteraient à seconder ostensiblement ou en secret les opérations des puissances belligérantes.

L'attaque continue, et de nouveaux revers atteignent Jourdan. Le salut de son armée est compromis par cette perpétuité d'infortunes, que le prince Charles décide au moyen de combinaisons savantes. Jourdan est destitué; Masséna lui succède. Les généraux Lecourbe et Dessolles pénètrent en vainqueurs dans la Valteline.

Il faut un chef à l'armée d'Italie, puisqu'on s'obstine à refuser les services de Moreau. Une funeste intrigue tendante à enlever à Scherer le ministère de la guerre lui donne en dé-

dommagement l'armée d'Italie à conduire. Jamais il ne fut choix plus fatal à la France. Scherer manque de toutes les qualités qui font les habiles capitaines, et sa confiance aveugle, en ne lui laissant pas les mains nettes, le livre à des fripons qui s'enrichissent sous son nom, tandis qu'ils le déshonorent. Moreau, par une résignation digne des temps antiques, accepte une division dans cette armée qu'il mènerait si bien à la victoire. Scherer, pour son début, et ne voulant pas écouter Moreau, se fait battre sous Véronne; à Magnano sur l'Adige, il est encore repoussé; et cependant le 30 avril une armée russe de quarante mille hommes, augmentée de Suwarow qui la commande, débarque à Trieste, et vient se réunir aux soixante mille Autrichiens qui chassent Scherer devant eux. La position de la France devient critique; de nouveaux incidens vont la compliquer.

Le 8 avril, l'empire, lassé de la comédie que les plénipotentiaires jouent à Rastadt, rompt décidement les conférences commencées quinze mois auparavant; on n'a pu, dans tout ce laps de temps, ni se rapprocher, ni s'entendre; il y a tant de prétentions en jeu, que la vic-

toire seule les réduira au silence. Tout-à-coup le bruit se répand d'un grand crime politique. Les trois ministres français, Bonnier d'Alco, Roberjot et Jean de Bry, sont assassinés dans la soirée du 28, à la sortie de Rastadt, par des hussards d'un régiment autrichien. Les deux premiers expirent sur le lieu même. Le troisième se sauve si miraculeusement, que son bonheur inspire des soupçons extraordinaires. Qui a commis cet attentat? se demande toute l'Europe. On accuse tour-à-tour l'Autriche, l'Angleterre, le directoire. Il est aujourd'hui certain que ce crime est le fruit d'une intrigue d'Acton, de la reine de Naples et du cabinet Anglais. L'Autriche a eu l'indigne faiblesse de ne pas s'y opposer, et de souffrir que ses propres soldats l'exécutassent.

A la nouvelle de cet attentat, la France pousse un cri d'indignation, et manifeste sa colère par des actes lugubres et flétrissans pour l'Autriche. Mais il est un moyen plus assuré de punir celle-ci, et il se trouvera sur le champ de bataille. Ici, d'une part, Masséna ne forme plus qu'une armée de celles du Danube et de la Suisse. Scherer, destitué et fuyant la

colère des soldats, est enfin remplacé par Moreau, tandis que Suwarow est investi du commandement suprême des armées russes et autrichiennes. Il bat les français à Cassano, le 27 avril, malgré les talens et le courage que Moreau déploie; il a cent mille hommes qui le pressent, qui l'enveloppent; il est encore vaincu à Bassignana; et, au milieu de tant de revers, les soldats consternés se demandent où est la victoire; ne suivrait-elle que Bonaparte, et à lui seul serait-elle attachée la destinée de vaincre en Italie?

Suwarow marche en avant, rien ne l'arrête; toutes les villes de la haute Italie sont en son pouvoir. Milan et sa citadelle le reçoivent le 24 mai, tandis qu'en Suisse l'archiduc Charles, poursuivant aussi ses succès, s'empare de Zurich et peut espérer de rétablir dans l'Helvétie l'antique suzeraineté de la maison de Habsbourg.

Nous n'étions pas plus heureux dans le royaume de Naples : Championnet par suite de ses querelles avec Fraypoult, commissaire-général du directoire, avait non seulement perdu le commandement, mais il expiait dans une prison et en l'attente d'un jugement sé-

vère son indocilité. Macdonald, qui le remplace, conçoit l'impossibilité de se maintenir au fond de l'Italie. Ses communications étant coupées avec la France, soit par terre ou par mer, il se retire, mais sans confusion; il a trente-cinq mille hommes qui tiennent en échec perpétuel cinquante mille Austro-Russes. Son plan hardi, et tout de génie, tend à opérer sa jonction avec Moreau. La fortune ne le favorise qu'imparfaitement; on le comblerait d'éloges s'il avait pu vaincre, on ne lui saura aucun gré de n'être pas vaincu en entier; et pourtant c'est tout ce qu'il peut faire. Enfin le 27 mai il rejoint auprès de Gênes Moreau, lui remet le commandement et se retire: c'est là son vrai tort; un général peut céder à son mécontentement quand il triomphe, et jamais quand la patrie est en péril.

Le 30 juillet la France perd Mantoue, que le général Latour-Foissac rend au général autrichien Kray, après un siége de deux mois et demi, et quatorze jours de tranchée ouverte. Masséna lutte avec courage et constance dans la Suisse, d'où l'archiduc Charles ne peut parvenir à le repousser entièrement;

et en Italie une continuité de désastres semble faire présager le moment où la France sera envahie. Moreau en punition des succès de Suwarow est destitué ; Joubert le remplace ; il livre le 15 août la bataille de Novi, qu'il perd complètement, malgré des efforts héroïques de tous ceux qui combattent, et de lui-même, qui y trouve la mort. Moreau, encore présent, donne des ordres, fait des miracles, mais ne peut l'emporter sur l'ascendant de Suwarow ; et nous laissons, en tués, blessés ou prisonniers sur le champ de bataille, plus de vingt mille des nôtres.

La lutte continue, mais le moment fatal pour la France touche à sa fin. La victoire de Novi a détruit en partie l'armée victorieuse. Une multitude de Russes ont perdu la vie ; Suwarow, à moins que des secours ne lui arrivent, ne pourra plus continuer sa marche sans l'appui des Autrichiens. La jalousie de ceux-ci se manifeste déjà ; elle s'inquiète des prétentions que Paul Ier formera en paiement de tant de victoires. Des ordres partent de Vienne, et mettent un frein à une conquête aussi rapide. En même temps Masséna, le 25 septembre et pendant les jours qui suivent, ma-

nœuvre autour de Zurich, où les Austro-Russes sont venus le chercher; il déjoue leur plan, trompe leurs efforts, et, dans dix combats partiels, détruit enfin cette armée victorieuse. Masséna, cette fois, a sauvé la France, et la France un jour ne s'en souviendra plus. En vain Suwarow cherche à poursuivre ses avantages finis; en vain sa colère vient à l'aide de son orgueil; les moyens lui manquent, tout tourne contre lui. Masséna lui oppose une digue de fer, et l'astuce autrichienne vient combattre cette fois en faveur des Français. Le reste de la campagne n'offrira plus que des succès variés, jusqu'à l'heure où Bonaparte, de retour en Europe, jettera son épée terrible en contre-poids dans la balance des destinées.

CHAPITRE V.

Pourquoi je peux écrire l'*Histoire secrète du Directoire*. — Les partis en présence. — Les conseils attaquent le directoire. — Division dans celui-ci. — Barras seul contre tous ses collègues. — Conseil tenu chez Barras et avec lui, par Cambacérès, Poulain Grandpré, Ozun et moi. — Révélation que Barras me fait à la suite. — Je lui conseille de s'entendre avec Sieyès. — Qui accepte et puis le nie. — Espérances de Barras. — Comment il rompra la majorité du directoire liée contre lui. — Ses armes contre Treilhard et Merlin. — Il se méfie de Cambacérès. — Bergasse *l'Enragé*. — Les collègues de Barras veulent le renvoyer. — Propositions qu'ils lui font faire par Treilhard. — Sa colère et sa réplique. — Il fait une scène à Merlin. — Ce qu'il me dit.

J'ai tenu à présenter dans un tableau rapide l'ensemble des opérations militaires dans cette dernière campagne, pendant le règne du directoire. J'ai voulu montrer à quelles extrémités la fortune de la France était réduite; toute l'Italie perdue, moins Gênes et quelques places fortes; le Rhin revoyant nos guerriers consternés de tant de déroutes, malgré tant de prodiges de bravoure, et ces malheurs peu réparés par les succès de Brune

contre les Anglo-Russes débarqués sur la côte de Hollande. Il manque les détails de la guerre intérieure, de cette perpétuité d'intrigues, de complots mesquins, qui amenèrent la chute de la république; je vais maintenant m'en occuper, et je ne les suspendrai encore une fois avant le dénoûment que pour raconter en épisode les faits de la campagne d'Égypte, et alors j'aurai complété le travail que j'ai entrepris.

Placé dans une position particulière, et pouvant connaître des secrets qui ne venaient pas au public, j'ai recueilli, sur les événemens qui vont suivre, des actes, des documens, des données, que nul autre n'aurait pu se procurer. Je tiens les uns de la confiance de Barras, que je n'ai jamais trahie, bien que mon affection me portât vers Bonaparte; les autres me viennent de celui-ci, de Cambacérès, et des principaux personnages de l'époque, avec lesquels je suis demeuré lié d'amitié, et avec qui nous avons parcouru une carrière qui n'a pas été sans importance; ce sont les sources où je puise maintenant. Je ne me tourmenterai pas des dénégations que certains m'opposeront, soit par intérêt mercantile,

soit pour relever soi ou les siens ; je suis certain de ce que j'avance, et ne me tourmenterai guère des allégations, sans fondement, que l'on m'opposera peut-être.

Je dois d'abord dessiner la position des principaux personnages que je vais faire agir, les montrer sous un vrai point de vue du moment, afin de faire toucher au lecteur, au doigt et à l'œil, l'exactitude de mon récit dans lequel, à défaut d'autre mérite, il trouvera celui de la clarté.

J'ai dit déjà que le 18 fructidor avait suspendu et non terminé la querelle entre les deux conseils et le directoire, et que de ce combat prolongé on devait présager l'établissement d'un nouvel ordre de choses. Le directoire tendait toujours à empiéter, à agrandir le cercle de ses attributions ; les conseils, au contraire, cherchaient à le circonscrire. De part et d'autre on agissait avec passion, on refusait de s'entendre, et de cette guerre acharnée naissait une sorte d'anarchie qui livrait la France à des commotions intestines. Dans chaque ville les partis s'attaquaient avec une violence égale. Le sang recommençait à couler ; la Vendée, éteinte, paraissait prête à se relever de ses cendres, et dans le

midi les agens de Louis XVIII parvenaient enfin à allumer un nouveau foyer de guerre civile. Treize départemens devaient se lever à la fois, des bords de l'Océan aux pieds des Alpes, et le long des Pyrénées et de la Méditerranée.

Le directoire voyait ces calamités, et, loin qu'elles lui inspirassent des craintes sérieuses, il se divisait lui-même, et une autre lutte allait se livrer dans son propre sein. Déjà, et avant le 18 fructidor, une première scission avait compromis la chose publique. Barras, La Révellière et Rewbell, s'étaient réunis contre Carnot et Barthélemy; cet accord ne fut pas de longue durée. J'ai signalé la vraie cause de sa rupture en montrant Barras seul représentant dans le directoire et de l'ancien régime et de l'armée. Homme de naissance et d'épée, il avait des goûts, des manières, des principes antipathiques, avec les principes, les manières et les goûts de ses collègues. Ceux-ci lui reprochaient ses grands airs; leur mesquinerie en était jalouse. Ils reconnaissaient que, seul parmi eux, il savait représenter. Ceci était si vrai, que dans toutes les circonstances le public plaçait Bar-

ras à la tête du directoire, et regardait ses collègues moins comme ses égaux que comme ses inférieurs.

Il résulta de ces points de répulsion que les quatre avocats virent d'abord le gentilhomme avec des yeux d'envie, que peu à peu ils passèrent contre lui à de la haine, et qu'enfin ils en vinrent à le reléguer à l'écart, et à vouloir gouverner sans lui. Ce plan aurait reçu son exécution, si tous ces légistes avaient été des hommes de tête; mais les avocats, si habiles en paroles, ne valent rien lorsque arrive l'heure d'agir; ils en ont toujours fourni la preuve, et dans cette circonstance ils ne se conduisirent pas autrement. Le hasard vint aussi prendre sa part dans cette querelle, et, comme il se tourna vers Barras, il lui facilita le complément de sa victoire, que je vais décrire maintenant.

Dès la fin de 1798, je fus appelé par Barras avec Ozun, Cambacès et Poulain Grand-Pré. Barras nous consulta tous ensemble sur divers cas, que le directoire voulait soumettre aux conseils, et sur lesquels nous lui donnâmes notre avis. Je demeurai seul avec lui. Il se promena pendant un peu de temps sans me

rien dire, mais enfin il s'arrêta devant moi, et croisant les bras, selon son usage, chaque fois qu'il allait traiter une matière importante :

« Les cartes, dit-il, se brouillent furieusement.

Moi. La victoire aidera à les démêler ; il me semble que les affaires vont bien du côté de Naples et en Égypte.

Barras. Je ne m'occupe que secondairement des affaires du dehors, c'est le dedans qui me tourmente, c'est ce qui se passe dans cette maison.

Moi. Vous devez le savoir mieux que moi.

Barras. Et voilà pourquoi j'ai prétendu que les cartes se brouillaient. Il y a de nouveau deux partis dans le sein du directoire.

Moi. Si vous avez la majorité ainsi que précédemment?

Barras. Je ne l'ai plus ; je suis seul de mon bord ; Rewbell et La Révellière ont fait volte-face. L'aimant de l'avocasserie les a ralliés à Treilhard et à Merlin. Vous m'aviez bien signalé le péril ; il est survenu, et je suis seul à lutter contre quatre.

Moi. Un homme de guerre doit-il craindre des légistes?

Barras. J'ai peur de leur vote et non de leur épée. Je redoute quelque coquinerie bien ténébreuse, quelque mise en accusation spontanée. Ces gens-là sont capables de me faire payer les vols de nos fournisseurs, comme si je suis seul à approuver les entreprises. Il y a des chuchotemens, des conciliabules secrets, auxquels je n'assiste pas, et, si tantôt je vous ai réuni avec ceux qui sortent, c'était avec la pensée de vous consulter tous; mais j'ai réfléchi qu'il valait mieux, peut-être, prendre d'abord votre avis séparément. Que dois-je faire? Prévenir ou attendre l'attaque?

Moi. En devançant vos adversaires, vous les déconcerterez. Soupçonnez-vous qui les soutient en dehors du directoire ?

Barras. Je me méfie de force monde : d'abord de Talleyrand.

Moi. Lui ? ce n'est pas possible, il ne jure que par vous.

Barras. Ce sont justement ses tendresses qui me font peur. C'est un homme d'une finesse excessive : on ne le connaît pas encore ; il est de l'avis de tout le monde, et au fond le sien propre prévaut toujours. Je re-

doute après lui Sieyès, dont on est accoutumé à faire une puissance.

Moi. Ne pourriez-vous traiter avec celui-là? il se contentera de la politique intérieure, et vous prendriez celle du dehors.

Barras. Mais s'il me joue?

Moi. Vous le jetteriez par la fenêtre *sans phrase* (je faisais allusion au vote célèbre du régicide Sieyès). » Barras accueillit ma plaisanterie, et mon conseil encore mieux. Il ne poursuivit pas plus loin les objets de ses inquiétudes politiques, et s'attacha au moyen de se mettre d'accord avec Sieyès. Celui-ci avait dans le principe refusé de faire partie du directoire, pour ne pas se retrouver journellement avec Rewbell, qu'il ne pouvait souffrir, et la haine de ces républicains était singulièrement tenace. Envoyé en ambassade à Berlin depuis un an à peu près, il justifiait cette mission par une conduite habile, et, à Postdam, accueilli par des préventions défavorables, il lui en coûta peu pour les détruire; il ne tarda pas à jouer un rôle important; son éloge était dans la bouche de tous les étrangers qui venaient à Paris, où on se mit à le vanter aussi outre mesure.

C'était donc au moment où sa réputation parvenait à son apogée que Barras, instruit du dessein des conseils d'appeler de nouveau Sieyès au directoire en remplacement du premier membre sortant, que Barras, dis-je, suivant mon inspiration, essaie de l'amener à former avec lui les élémens d'une majorité. Ce fut par l'entremise d'un de leurs amis communs encore existans, et que je ne nomme pas à cause de la prière qu'il m'en a faite, que cette négociation fut nouée. Sieyès l'a niée dans la notice biographique que lui-même a fait insérer dans ce mauvais dictionnaire intitulé *Biographie des contemporains.* Je ne sais pourquoi, ou pour mieux dire j'ai vu pourquoi Sieyès repousse toute coopération à la grande intrigue de Barras; c'est parce qu'il travaille à s'innocenter de toutes ses menées ténébreuses, et que lui-même a pris soin de composer son propre panégyrique. Le fait est cependant certain, lui-même dicta les conditions; il devait y avoir une nouvelle forme donnée à la constitution, car déjà il mettait en avant celle que plus tard il osa proposer à Bonaparte, qui la repoussa avec

indignation : enfin, comme Sieyès, en s'associant à Barras, avait l'arrière-pensée de le chasser à son tour ainsi qu'il l'a fait avec l'aide du vainqueur de l'Italie et de l'Égypte, il n'est pas étonnant qu'il se défende d'une union qu'il a été le premier à trahir.

Quant à moi, je suis certain de ce que j'avance. Barras, à qui j'en avais fourni l'éveil, me tint au courant des allées et venues de l'ami commun, de la correspondance de Sieyès, dont j'aurais pu copier les lettres ; mais elles étaient si longues et si verbeuses, que je ne m'en sentis jamais la fantaisie.

Ces deux personnages ne purent s'entendre d'abord ; il fallut pour les amener à se raccorder ensemble plusieurs mois, si bien que vers la fin de février l'alliance n'était pas encore conclue ; elle le fut dans les premiers jours de mars 1799. Barras se hâta de m'en prévenir, et sa joie n'était pas équivoque ; lui aussi était sous le charme et avait une haute opinion de Sieyès. Je dois dire que dès ce moment il aida de tout son crédit à ce que la nommination de ce directeur futur n'éprouvât aucune entrave.

« Mais, lui dis-je, si le sort vous chasse?

— Il ne me chassera pas, me répondit-il. Comment voulez-vous que, sur cinq, ce soit moi précisément qu'il choisisse ? »

La faiblesse humaine est telle que cette folle raison paraissait sans réplique à Barras ; je lui dis la dernière fois, où il me la jeta au nez :

« Moi. Eh bien, j'admets que vous restiez : comment ferez-vous pour que la majorité vous revienne ? car, encore en supposant Sieyès entré, vous serez deux contre trois. »

Un sourire de satisfaction parut sur la figure de Barras, qui me dit ensuite :

« Ne vous tourmentez pas de l'avenir. Il est des moyens légaux de me procurer cette majorité ; j'ai pour cela deux cordes à mon arc, dont une sera toujours excellente, attendu que, si je ne suis pas la victime du sort, il est impossible que deux de mes collègues le soient à la fois.

Moi. Ceci est certain.

Barras. Eh bien, alors, si Merlin, au lieu de partir, reste, je lui ferai peur. Vous ne sauriez imaginer jusques à quel point il pousse la couardise ; son ombre l'effraie, et, si je le menace, il n'est rien à quoi il ne consente

pour sauver sa vie ; voilà pour un. Si le sort en l'atteignant épargne Treilhard, j'emploie la constitution à me délivrer de cet autre jurisconsulte.

Moi. Serait-il en faute contre elle, lui qui la professerait?

Barras. Il est en flagrant délit perpétuel : l'article 136 de cette constitution porte, en termes exprès : *A compter de l'an V nul ne peut être élu membre du directoire pendant l'exercice de ses fonctions législatives ni pendant l'année qui suivra la session.* Or Treilhard a été nommé membre du directoire le 26 floréal an VI, et il est de fait que ses fonctions n'avaient cessé que le 30 floréal an V; il s'ensuit évidemment qu'il n'y a pas l'intervalle d'une année exigé par la constitution. »

Le moyen me parut un coup de massue, dont Treilhard serait frappé. Le texte de la loi étant formellement contre lui, je ne doutai pas de ce côté du succès de Barras, à qui, à l'avance, j'en fis mon compliment.

Barras. Je le mérite un peu, car je dois avouer qu'à l'avance j'ai préparé cette ressource en poussant tous mes amis à porter leur vote sur Treilhard. Maintenant vous com-

prenez avec quelle facilité la majorité me sera rendue ; car, si c'est La Révellière ou Rewbell qui part, je pourrai encore chasser Merlin par l'épouvante, et Treilhard en lui montrant la loi; si bien qu'au lieu d'un collègue mis à la porte, il y en aura nécessairement trois.

Moi. Êtes-vous également en mesure pour parer un tour de passe-passe d'urne? Je me méfie beaucoup de l'impartialité de ces boules et de ces numéros.

Barras. Vous n'avez pas tort; mais cette fois j'en fais mon affaire. Je serais bien maladroit si je me laissais prendre à un méchant tour de gobelet.

Barras, à la suite de tout ceci, me dicta ce que j'avais à faire, me pria de revoir Ozun et Poulain-Grandpré, de lui envoyer ce dernier, auquel il voulait parler, et de donner le même avis à Bergasse Laziroulle, autre partisan de Barras, quoique en public il affectât pour lui presque de l'indifférence.

Moi. Et Cambacérès, le laisserai-je à part?

Barras. Cambacérès est sans doute très-habile, mais il est selon moi un peu trop formaliste; d'ailleurs, je m'imagine qu'il pen-

sera à lui dans les circonstances présentes, et je ne le veux absolument pas pour collègue.

Deux causes majeures motivaient cette exclusion donnée à Cambacérès ; la première parce que Barras voulait être seul à mener la négociation avec le roi, et qu'il était certain que Cambacérès, entré au directoire, voudrait marcher dans le même chemin : la seconde était qu'il redoutait que, dans un instant d'agitation, un parti nombreux ne donnât à Cambacérès, dont la sagesse et la science étaient connues, la présidence du directoire : enfin il le soupçonnait, ce qui était vrai, de correspondre secrètement avec Bonaparte. Que je le fisse moi, ceci lui paraissait naturel et peu redoutable à cause de ma non influence ; mais le fait, regardant Cambacérès, acquérait une importance majeure : il en résultait que, tout en admettant cet homme d'état dans son intimité et en le consultant sur les affaires publiques, Barras lui fermait entièrement sa confiance.

Je me conformai aux intentions du directeur ; j'allai à l'assemblée, où je recrutai Poulain Grandpré et Bergasse Laziroulle ; celui-ci frère ou cousin du célèbre Bergasse adver-

saire de Beaumarchais et défenseur de la monarchie expirante. Le nôtre, à part son double nom, portait pour sobriquet le nom de *l'Enragé ;* c'était un officier d'artillerie assez estimé dans son arme, mais tellement révolutionnaire, qu'il en inspirait le dégoût ; homme d'esprit d'ailleurs, très-bien né, ayant, comme on dit, la parole en main, se mourant d'envie de jouer un rôle, et ne pouvant sortir d'un rang inférieur. Il assiégeait le directoire de sa présence, et gardait toutefois plus de mesure envers Barras, quoique au fond il lui appartînt corps et âme.

C'était lui que le directeur avait déjà choisi pour lever le lièvre au moment venu contre Treilhard sur le fait de sa nomination anticonstitutionnelle. Bergasse *l'Enragé* accepta cette mission avec empressement, se flattant toujours que ses complaisances finiraient par lui procurer une ambassade, vers laquelle tendait la constance de son ambition. Je n'ai vu, dans ma carrière politique, que des hommes pourchassant sans relâche des fonctions tellement au-dessus de leurs moyens et de leur position sociale, que je me suis ébahi sans cesse de ne pas les y voir parvenir, tant nous

sommes dans un pays où le seul vrai titre d'exclusion à une place quelconque est d'en être digne, et de la mériter par des talens réels. En France la ligue est permanente contre celui qui sait, en faveur de qui ne sait point : on fait au premier un tort, un crime de sa science, et au second un droit certain de son incapacité; en un mot, je n'ai jamais entendu faire des objections contre un candidat, que lorsqu'il était un personnage recommandable : un sot passe d'emblée. Le vers de Gresset manque, selon moi, de sens, car les sots

Ne sont pas ici bas pour nos menus plaisirs,

mais bien pour nous évincer des charges du gouvernement, des ambassades, de l'administration, et de la magistrature; c'est un tendre intérêt qu'on leur voue; c'est de la haine qu'on a pour les gens d'esprit.

Après cette disgression, que l'on ne trouvera pas déplacée, tant elle paraîtra juste, je reprends le fil de mon récit.

Barras manœuvra de son mieux en dehors de ses collègues. Ceux-ci, se confiant dans leur nombre, le traitaient déjà avec un dé-

dain superbe. L'un d'entre eux, sur ces entrefaites, Treilhard précisément, l'ayant aperçu un matin qu'il se promenait dans le jardin particulier du Luxembourg, alla le rejoindre, et amena insensiblement la conversation sur la sortie prochaine, qui aurait lieu bientôt, d'un membre du directoire.

« Le sort le désignera, dit Barras.

Treilhard. Oui, le sort selon la règle; mais on pourrait faire ce qu'on a déjà fait, s'entendre et convenir entre soi de quelque chose. Tenez, mon cher Barras, j'ai à vous parler franchement. Vous avez, certes, donné des gages éminens à la république : eh bien! elle est ingrate, elle vous soupçonne, vous accuse à tort sans doute; on dirait, à entendre les méchans.... »

Treilhard s'arrêta, et Barras, le regardant fixement, lui dit :

« A entendre les méchans, qu'entend-on, s'il vous plaît?

Treilhard. Tenez, mon cher Barras, le directoire, si vous consentez à prendre votre retraite, vous en dédommagerait amplement, d'abord par le double de la somme convenue entre nous à donner à chacun de nos collè-

gues sortant; et puis par des intérêts dans telles fournitures..... et puis par l'ambassade d'Espagne. Enfin, si vous aviez en vue quelque autre chose de meilleur, on ne balancerait pas à vous le procurer. »

Cette proposition, à laquelle Barras était loin de s'attendre, le jeta dans une surprise momentanée, dont il revint bientôt; il ne s'amusa pas à discuter le fond ou la forme; il la rejeta avec une colère qu'il rendit véhémente et de manière à produire une forte impression sur Treilhard. Il lui demanda depuis quand on marchandait de l'honneur d'un des premiers magistrats de la république, et si, en le déconsidérant davantage par l'indigne marché qu'on lui offrait, ce serait néanmoins la voie de se réhabiliter dans l'opinion publique. Il le prit donc si dru et si haut, que Treilhard, stupéfait, n'osa ni se moquer de la vertu outragée, ni crier autant que lui; il essaya au contraire de le calmer, l'assurant que par cette démarche on n'avait eu en vue que de rendre le directoire plus compacte, en s'adjoignant un avocat de plus, ajouta-t-il avec une naïveté charmante; et il convint que Thibeaudeau était leur élu. Barras alors ne se gêna pas dans

sa réplique, et il la fit à peu près en ces mots, selon ce qu'il m'a conté depuis :

« Êtes-vous donc complètement fous à vous quatre, pour vouloir noyer le directoire et l'avilir sans retour en le maillottant dans votre ancienne robe noire? Quoi! cinq avocats pour représenter la France! N'y a-t-il que des avocats et des procureurs dans la république? Manque-t-elle de savans, de militaires, d'administrateurs de la première volée? En êtes-vous encore à vous apercevoir qu'on est las de l'avocasserie? Parbleu! ce serait une belle nichée que l'avocat Merlin, l'avocat Treilhard, l'avocat Thibeaudeau, l'avocat Rewbell, l'avocat La Révellière! N'auriez-vous pas à craindre que le premier sous-lieutenant venu ne vous chasse à coups de pieds dans le derrière? Si le directoire a obtenu quelque considération, il l'a dû à Carnot et à moi; à nous, qui avons paru autre part que dans les salles d'audience. Où étiez-vous, brailleurs éternels, au 9 thermidor, au 30 prairial, au 13 vendémiaire? Dans des caves ou à genoux devant tous, en attendant de quel côté se déterminerait la victoire ; je ne donnerais pas trois mois

d'existence au pouvoir exécutif, s'il n'était formé que d'avocats. »

Sur ce, Barras tourna le dos à son collègue stupéfait, et rentra dans son appartement. Treilhard, de son côté, s'empressa d'aller apprendre à ses collègues le mauvais résultat de sa négociation, la fureur de Barras, et les termes méprisans dont il s'était servi; il excita, par cet aveu, le courroux du bossu La Réveillière, homme le plus vain parmi tous les hommes, et qui, à part toutes ses perfections, s'imaginait que son titre de grand pontife, ajoutait au reste de ses excellences. Rewbell, non plus, ne fut pas content. Quant à Merlin, il ne marchanda pas sur ce qu'il avait à faire; il malmena Treilhard, l'accusant de les avoir compromis envers Barras, bien qu'il n'eût agi que d'après leur assentiment; et, cela fait, il accourut aux pieds de ce dernier pour démentir, tant l'effroi le dominait, sa participation à la démarche de leur collègue commun. Barras, charmé de cet acte de lâcheté morale, lui répliqua froidement:

« Tu ne vaux pas mieux que les autres; tu nies aujourd'hui un affront que tu m'as fait

de concert avec eux, et dont tu peux être certain que je tirerai une vengeance éclatante.»

Merlin, à ces paroles sévères, sanglota et se répandit en protestations d'amitié et de tendresse. Barras, sans s'y arrêter, le saisit par les deux mains, et, lui lançant à la fois des regards qui achevèrent de l'anéantir, lui dit :

« Tu as voulu me chasser du directoire, eh bien ! il faudra en effet que j'en sorte ou que tu en décampes, et je travaillerai à ce que de nous deux tu sois le mauvais marchand. Tiens-toi pour bien averti. »

Merlin, à demi mort, s'en retourna piteusement remplir le Luxembourg de son désespoir et de ses larmes. Et Barras, après m'avoir répété tout ce que je viens d'écrire, ajouta :

« Je le ferai selon que je lui ai dit; il faut que je prenne un parti, et ce ne sera pas ma faute si Louis XVIII ne profite pas des sottises de ces légistes enragés.

CHAPITRE VI.

Allocution plaisante de Barras à ses collègues. — On dotera les directeurs sortant. — Description de la scène du tirage entre les cinq directeurs. — Rewbell est renvoyé par le sort. — Sieyès le remplace. — La tabatière d'or et l'officier prussien. — Sieyès dès le début se met mal avec ses collègues. — Ce qu'il leur répond. — Désappointement de Barras. — Qui se met en mesure de pousser son entreprise. — Bergasse *l'Enragé*, dénonce la nomination inconstitutionnelle de Treilhard. — Que les conseils annulent. — Stupéfaction de la majorité au directoire. — La Révellière engage Treilhard à lutter contre le corps législatif. — Treilhard va consulter Barras. — Réponse dure et menaçante qu'il en reçoit. — Il se détermine à céder. — Ceci ne brouille pas le directoire en son intérieur. — Pourquoi. — Message que le pouvoir exécutif adresse aux conseils. — Motifs qui le fait écouter sans colère.

Je peux affirmer que, pendant la dernière année où Barras demeura au directoire, il s'attacha sincèrement à provoquer la restauration. Il se flatta d'y mieux réussir par le concours de Sieyès, que d'ailleurs il aurait repoussé difficilement du directoire, et Sieyès en ceci le trompa; acte dont ce dernier fut

puni par Bonaparte, qui à son tour se moqua de lui en ne lui tenant rien des promesses qu'il lui avait faites.

Barras, bien averti de la coalition de ses collègues, s'était mis en mesure de la rompre à sa volonté. Il mit cette fois une constance minutieuse à tout prévoir, à tout disposer; il inspira tant de confiance à son parti, ses collègues étaient si peu aimés du public, et en particulier des conseils, qu'on rivalisa de zèle à l'aider en cette occurrence, bien qu'au fond on n'eût guère d'estime pour lui.

La veille du jour où le tirage devait avoir lieu au directoire pour la sortie d'un de ses membres, et pendant la tenue du conseil, Barras prenant la parole :

« Citoyens, dit-il, nous sommes tous cinq sur la brèche où nous combattrons demain. Je vous signifie que j'entends que ce soit de franc jeu; que je visiterai les urnes, et que, s'il y a quelque friponnerie, j'en donnerai publiquement la honte à qui de droit. »

Ce propos, que Rewbell et La Révellière auraient pu relever avec connaissance de cause, demeura sans réplique. Chacun se tint pour bien averti, et, comme on savait

Barras très-capable de casser les vitres, on se détermina à laisser au sort la libre direction de ses chances. Alors on se mit à traiter un autre cas, celui de la dot à fournir au congédié. Il fut convenu qu'elle serait de cent mille francs apparens, c'est-à-dire à peu près avoués, mais qu'en secret on y joindrait aussi deux cent mille francs qu'on devait trouver facilement, et pour lesquels on n'aurait même pas besoin de l'aide du ministre des finances, si par cas il faisait le récalcitrant. Ceci regardait Ramel de Nogaret, dont la probité était méticuleuse, et dont, à ce titre, on cherchait à se débarrasser. Le directeur partant aurait en outre le droit de quitter le Luxembourg dans la voiture et avec les chevaux précédemment à son service, et qu'il retiendrait dans son écurie ou vendrait à son profit, comme bon lui semblerait.

Cet accord passa à la majorité de quatre voix contre une, celle de La Révellière. Il déclara solennellement qu'il ne voulait rien au-delà de ce que la constitution lui accordait; que sa fortune bornée lui serait suffisante, et qu'il n'approuvait pas le don d'un supplément si opposé à la loi.

La Révellière était un honnête homme, à part le ridicule; il fut amplement sifflé par la majorité, qui se moqua de ses scrupules en lui répondant que, s'il voulait faire le Fabricius, on ne s'y opposerait pas, mais que sa détermination ne servirait aucunement de règle à la conduite générale. La Révellière se maintint dans sa probité, et l'on passa outre.

Le lendemain, 16 mai 1799, je me rendis à la séance solennelle du directoire. Je ne pouvais surmonter une vive inquiétude touchant le résultat de la loterie qui allait avoir lieu; car enfin elle pourrait être défavorable à Barras, et, lui retiré, je voyais la destinée de la France prendre une autre route, dans laquelle je craignais qu'elle n'échouât. J'examinai Barras : son front était calme, il parvenait du moins à dominer les sensations de son cœur. Les autres directeurs étaient moins tranquilles; leur anxiété se cachait mal. Le matériel de la cérémonie s'effectua, le billet fatal fut tiré, il porta le nom de Rewbell..... J'aurais de bon cœur embrassé la destinée pour le secours qu'elle portait à mes opinions. Barras retint seul le sourire qui passa rapidement sur les lèvres de ses trois autres collègues con-

servés. Quant à Rewbell, il fit le héros dans la mauvaise fortune, et tâcha de paraître indifférent à ce qui au fond lui brisait l'âme. Il reçut avec assez de retenue les complimens de condoléance que chacun lui adressait, et y répondit par les phrases d'usage, qu'il rentrait sans peine dans la vie privée; que le repos lui serait agréable après avoir tant travaillé pour la cause publique; tandis qu'en réalité il envoyait au diable la loterie et la main qui lui jouait ce méchant tour. Rewbell était d'une avarice sans seconde; il en avait appris là-dessus à son ancien collègue Le Tourneur; aussi regrettait-il ce logement, ces meubles qu'il pouvait user sans regret, cet éclairage, ce chauffage, ces valets qu'il ne payait point.

Cependant les messagers d'état avaient été porter le résultat du tirage aux conseils, où Sieyès fut nommé à une très-forte majorité. Un courrier extraordinaire lui apporta sa nomination à Berlin, où il résidait en qualité d'ambassadeur de la république. Le choix fait de sa personne augmenta son importance. Un témoin oculaire, M. de Dammartin, raconte à ce sujet une anecdote que je vais répéter après lui.

L'abbé Sieyès, appelé à une place dans le directoire, se hâta de quitter Berlin. La catastrophe de Rastadt l'effrayait au point qu'il demanda au roi de lui donner pour escorte un officier du régiment de ses gardes, qui serait muni de pouvoirs pour réclamer, en tous lieux, des secours, soit des autorités municipales, soit de la force armée. Le jeune homme que les chefs proposèrent ne fut pas suffisamment averti des difficultés de sa commission. Arrivé à Wesel, le terme de son voyage, il eut la faiblesse de céder aux instances de l'abbé pour traverser le Rhin avec lui sur la rive gauche du fleuve. Un général de brigade à la tête de deux régimens, les magistrats des divers tribunaux, les officiers municipaux de plusieurs communes, et une population nombreuse, prêtaient à l'arrivée du nouveau directeur une pompe imposante.

Sieyès revêt sur-le-champ le manteau, et avec l'accent convenable à une haute dignité il adresse à l'officier prussien ces paroles :

« Monsieur, ce n'est plus comme simple employé que je vous fais mes remercîmens sur vos soins, qui ont été aussi empressés que soutenus; mais je vous parle à titre d'un des

chefs du gouvernement de la république française. Le droit me revient de vous offrir un gage de ma reconnaissance, que vous devez accepter sans aucun scrupule. »

Il présente alors une tabatière; l'officier reste confondu; le directeur réitère ses ordres, auxquels le général français joint ses avis : « Croyez-en l'expérience d'un ancien soldat qui vous parle en camarade; si votre roi me faisait un tel cadeau, je ne balancerais pas un seul instant. Il est trop sûr qu'un refus peut amener des résultats fâcheux. » Le Prussien, plus intimidé que convaincu, tend la main, reçoit la tabatière, fait un profond salut, et se retire.

Le jeune homme, de retour à Wesel, examine la tabatière, qu'il voit grande, lourde et antique; il l'ouvre : elle était remplie de frédérics d'or. Honteux et affligé, il prend au plus vite la route de Berlin. Le maréchal Mollendorf reçoit sa visite et le récit de ce qui s'est passé. Le désespoir du jeune homme lui parut supérieur aux reproches qu'il pouvait faire; il se borna à des observations modérées sur une imprudence qui devenait grave par le manquement à la discipline militaire, et le

maréchal consentit à réparer cette erreur. M. Otto, chargé des affaires de France à la cour de Prusse, reprit la tabatière et les cent frédérics d'or qu'elle renfermait. Le roi fut satisfait, mais non les camarades du conducteur de Sieyès. Sa carrière depuis a été pénible.

Sieyès arriva à Paris précédé d'une haute réputation d'habileté, qu'il allait perdre complètement. L'opinion publique lui attribuait en outre des projets hostiles contre la constitution elle-même. On prétendait qu'il en avait dans son portefeuille une qu'il voudrait faire prévaloir : c'était vrai; Sieyès venait avec cette intention bien arrêtée.

Son début fit connaître sa pensée. Jamais il ne fut pédagogue plus rempli de morgue et de vénération en sa propre importance. Il se rendait à soi-même un culte d'idolâtrie fort plaisant, mais si solennel, qu'il commença tout dès l'abord à rendre Sieyès ridicule. Monté pareillement à ce ton envers ses nouveaux collègues, il les indisposa beaucoup; aucun d'entre eux ne put le dérider; il se maintint froid et silencieux, ne parlant qu'en style d'oracle, et seulement pour blâmer; et

lorsque l'un d'entre eux lui disait avec impatience :

« Eh bien! puisque nous faisons tout mal, dites-nous comment il nous faudrait faire?

— Si je parlais, on ne me comprendrait pas, » était la réponse incroyable de Sieyès. Barras demeura confondu et fort décontenancé de ces manières pédantes.

« Celui-là, me dit-il avec mécontentement, renverse mes idées. J'espérais trouver en lui un appui; ce sera un ennemi de plus que j'aurai à combattre. Je n'ai pu, depuis qu'il est ici, en tirer une bonne parole, une confirmation de ses engagemens pris de Berlin; il équivoque ou reste muet; il m'évite, je ne sais ce qu'il roule dans sa tête, il semble prétendre à représenter à lui seul la révolution passée, présente et future. Je ne lui connais avec moi qu'un seul point de contact, son mépris souverain de l'avocasserie. Oh! de ce côté, il n'épargne pas nos collègues; il tâche de les conduire à la baguette, et avant peu ils le détesteront complètement.

— Mais que ferez-vous, s'il persiste à s'écarter de vous?

— Il faudra voir. »

Il faudra voir, c'était le mot favori de Barras, celui qu'il opposait à tout ce qui l'embarrassait, lorsque sa nonchalance naturelle s'opposait au développement de son ambition. Il avait mis de la ténacité à se préparer les voies pour écarter ses autres collègues, et maintenant il ne se sentait plus le courage de combattre encore contre le nouveau venu ; mais la mollesse qu'il manifestait à son égard, il ne l'étendit point au reste de son projet, et Treilhard, auquel il en voulait plus que jamais, surtout depuis la proposition qu'il avait pris la charge de lui faire, Treilhard, dis-je, n'en eut que trop tôt la certitude. Ce directeur était plein de confiance en son règne, au moins encore d'une année complète, lorsqu'un coup de foudre le renversa subitement.

Le 17 prairial, le conseil des cinq-cents, à la suite d'un débat prolongé, arrêta qu'il serait demandé, séance tenante, un rapport au directoire sur la situation intérieure et extérieure. Ceci ne se présentait que sous un aspect général qui, en aucune sorte, ne devait inquiéter aucun directeur. Le pouvoir exécutif n'eut aucun égard à l'invitation du conseil, et les choses en demeurèrent ainsi jus-

qu'au 28. Ce jour-là Poulain-Grandpré, feignant d'être blessé pour le conseil du silence du directoire, monte à la tribune, et, en conséquence, fait décréter l'envoi d'un second message sur le même objet, et qui, dans sa dernière phrase, annonçait la détermination du conseil de se maintenir en permanence jusqu'à ce qu'une réponse catégorique eût eu lieu. Pour cette fois, le directoire manda que lui aussi s'établissait en permanence, afin de pouvoir satisfaire au désir du conseil, et qu'il ne tarderait pas à envoyer les documens réclamés.

Vers onze heures du soir, Bergasse-Laziroulle, dit *l'Enragé* et organe à son tour des diverses commissions qui avaient d'abord fait prendre la parole à Poulain-Grandpré, prononça un discours assez long et peu clair; il y dit que la constitution était violée dans son article 136 (celui relatif aux conditions exigées pour entrer au directoire, et que j'ai rapporté page 106 de ce volume); il le lut à l'assemblée, et ajouta tout ce qui établissait que Treilhard siégeait au directoire en contradiction de la loi.

Les initiés poussèrent de grandes exclama-

tions ; peu s'en fallut qu'ils ne criassent au crime, du moins ils demandèrent que le délit manifeste cessât ; ce que Laziroulle avait déjà préparé, en proposant un décret qui dirait : « L'acte du 26 floréal an VI, portant nomination du citoyen Treilhard à la place d'un des membres du directoire exécutif est déclaré inconstitutionnel. En conséquence, il cessera ses fonctions sur-le-champ, et il sera pourvu à son remplacement, selon le mode déterminé par la constitution. »

Ce projet de décret étonna les amis de Treilhard, mais ils étaient en trop petit nombre pour pouvoir lutter contre les envieux des hautes fonctions de ce directeur. Ils auraient pu faire observer que les six jours qui rendaient Treilhard inhabile étaient effacés par un an d'exercice, et que, nul n'ayant réclamé, la légalité était acquise. Ceux qui essayèrent de parler dans ce sens furent réduits au silence par les grands mots de respect à la constitution, d'exemples à donner à la masse des citoyens. Bref, on alla aux voix ; le projet fut adopté séance tenante, et adressé aux anciens, qui eux aussi se maintenaient en permanence. Les anciens, préparés par les

menées de Barras, se montrèrent aussi chauds que nous à se perpétuer dans un respect constitutionnel, et, sans désemparer, et avant une heure du matin, et sans aucune discussion, tant la violation de la loi parut évidente, sanctionnèrent le décret, qui passa en loi.

Ce fut un étrange réveil pour la majorité du directoire que cette détermination si vite proposée et si lestement prise. Les trois avocats s'étaient nouvellement promis de se perpétuer en triumvirat, de ne jamais se désunir, et de combattre sans trêve contre *le noble* et contre *le prêtre*, car ils qualifiaient ainsi Barras et Sieyès. Combien leur stupéfaction d'abord et leur désappointement ensuite furent éminens, quand ils se virent ainsi mutilés, et leur majorité perdue! Ils ne doutèrent pas que leurs deux adversaires ne se fussent assurés de celui qui entrerait, et ils purent prévoir dès lors leur nullité. Leur pensée n'alla pas plus loin, et ne devina pas quel nouveau coup on leur porterait prochainement et avec véhémence.

La douleur de Treilhard fut surtout excessive; elle l'accabla au point de lui enlever la parole; mais en même temps il jura à ses deux

ennemis une haine qu'il a perpétuée jusqu'à sa mort. Il eut à faire son paquet ; il partit, non toutefois sans avoir demandé et obtenu, pour fiche de consolation, la somme destinée à chaque directeur sortant, les chevaux et la voiture. Il voulait y joindre le linge et l'argenterie, il fallut presque lutter avec lui pour le déterminer à abandonner une portion quelconque de ce qu'il regrettait tant, mais il ne lui vint pas la pensée de résister. Vainement La Révellière l'y engagea, en lui disant :

« Merlin, toi et moi formons la majorité ; porte ta défense au directoire ; nous déciderons en ta faveur et protesterons contre la décision des conseils comme illégale, séditieuse et arrachée par une faction. »

Treilhard, avant de se déterminer à cet acte de vigueur, prétendit qu'il voulait prendre conseil, et, en effet, fut en demander un.... à qui? je le donne en mille à deviner.... à Barras! oui, à Barras, en propre personne, et sans doute voici pourquoi : il savait que Barras était à la tête de la faction opposée, et il espérait savoir par lui de quelle manière elle soutiendrait ce qu'elle venait de mettre

en avant, et lui, Treilhard, se déciderait selon le plus ou moins de violence de la détermination. Barras, qui jubilait, le laissa parler tout à son aise, puis lui dit d'un ton sérieux :

« Ce que vous avez de mieux à faire est de vous soumettre. Le décret des conseils est chose légale ; et à qui vos parens iraient-ils demander vengeance, si on vous jetait par les fenêtres du Luxembourg, en prétextant que vous êtes en rébellion ouverte contre la constitution ?

— Mais, repartit Treilhard, on ne viendra pas à une extrémité pareille.

Barras. Au temps où nous sommes, on ne ménage rien. Au demeurant, voyez si vous êtes le plus fort. Dans ce cas, résistez ; mais si la puissance vous manque, soumettez-vous. Qui diable, après votre mort, s'occupera de votre vengeance ? Nous avons bien tué Louis XVI, et nul ne nous en demande compte. Vous n'êtes pas plus inviolable que lui. »

Ces paroles étranges, la sécheresse avec laquelle Barras les prononça, donna beaucoup à penser à Treilhard. Il s'imagina que son collègue, à la tête de la majorité des deux con-

seils, allait peut-être tenter un autre 18 fructidor, à contre-sens, et que, si lui s'opiniâtrait à tenir tête, il pourrait bien mal finir. En conséquence, il répliqua que son intention n'était pas d'élever autel contre autel dans la république, et que la législature s'étant déterminée à le mettre en cause, il prouverait, par son obéissance, le respect qu'il portait aux lois et à la constitution.

« Eh bien! lui fut-il répondu, par là vous vous placerez à couvert, et éviterez la grêle prête à tomber sur les récalcitrans. »

L'ambiguité de cette phrase, tournée à dessein par Barras, confirma Treilhard dans l'idée que l'on brassait quelque chose d'extraordinaire. Il s'en retourna vers La Révellière, qui l'attendait avec Merlin, et sans leur apprendre ni d'où il venait, et sans leur communiquer les conjectures qu'il croyait fondées, il leur signifia que, toute réflexion faite, il aimait mieux se retirer sans combat que se laisser accuser par sa résistance d'aspirer à troubler la paix au profit de son ambition. Les bossus sont mutins, rétifs, opiniâtres : La Révellière, pour ne pas déroger à la coutume de ses confrères, l'était à lui seul plus que plusieurs ensemble.

Il tenait à faire ici acte d'énergie, et pendant une heure il pérora pour amener Treilhard à faire acte de force; ce fut en vain. La peur avait gagné monsieur l'avocat, et il se maintint dans sa détermination d'obéissance, qu'on rétribua, comme je l'ai conté, par de l'argent, une voiture et des chevaux.

Dans cette affaire Barras ni Sieyès n'avaient eu de points de contact; on ne l'avait pas mise en délibération, et, Treilhard cédant, ce n'était pas aux autres directeurs à combattre malgré lui pour lui. Il fallait d'ailleurs se raccorder pour répondre à la demande impérieuse des cinq-cents sur la position intérieure et extérieure, et ici c'était de l'intérêt commun du directoire dont il s'agissait. Le même jour devait voir le départ de Treilhard, la nomination du remplaçant, et la réponse du directoire. Voici d'abord celle-ci, à peu près dans son ensemble; elle est précieuse à conserver :

« Le directoire exécutif est convaincu, di-
« sait-il, que les deux principales autorités
« de la république ont besoin de marcher de
« concert pour parvenir au but commun de
« leur institution, la conservation et le bon-

« heur du peuple; aussi, relativement à la si-
« tuation extérieure de la France, n'a-t-il pas
« oublié, lorsque les circonstances l'ont exigé,
« d'employer provisoirement les moyens mis
« à sa disposition contre les préparatifs et
« les attaques de quelques puissances étran-
« gères; et, dans tous les cas de cette nature,
« il s'était empressé de prévenir le corps lé-
« gislatif des mesures qu'il avait prises.

« Quant à la situation militaire, il lui avait
« été impossible, quelques efforts qu'il eût
« faits, de suppléer au défaut des fonds et du
« crédit nécessaires pour réaliser à temps
« les augmentations de forces qu'il avait de-
« mandées.

« Si le succès n'a pas toujours couronné
« les efforts des républicains, malgré la con-
« stance de leur courage, l'impartialité en
« trouvera surtout la cause dans cette plaie
« profonde qui afflige l'état depuis si long-
« temps, dans l'épuisement du trésor public,
« qui n'a pas seulement nui au prompt déve-
« loppement de notre force armée, mais aux
« succès même des négociations, par les-
« quels on aurait pu seconder énergiquement

« la valeur de nos héros. Les opérations les « mieux concertées, les diversions les plus « puissantes, resteront dans la classe des « idées spéculatives, si le corps législatif ne « prend très-promptement en considération « la situation des finances, et s'il ne s'impose « pas à lui-même, et en vue du salut public, « la sainte et indispensable loi de terminer « sans délai l'article des fonds, sans lesquels « il n'y a pas moyen de faire la guerre. « De ce côté, le directoire se livre avec une « attention continue à ces deux grands mo-« biles de sa pensée, le militaire et les fi-« nances.

« Quant à l'état intérieur de la république, « le tableau n'en peut être qu'affligeant dans « plusieurs de ses parties : les revers des ar-« armées, les doutes sur la sollicitude du gou-« vernement, les fausses nouvelles et les pré-« sages sinistres, répandent une agitation in-« quiète. Le double fanatisme du trône et de « l'autel éclate avec violence ; il se fortifie « par l'espoir des secours étrangers, et l'or « de nos ennemis fait encore mouvoir une « foule de personnes, à qui toute forme

« de gouvernement est indifférente, et qui,
« par cela même, sont toujours portées à at-
« taquer celui qui existe.

« Le pillage des caisses publiques, les atta-
« ques dirigées contre les fonctionnaires pu-
« blics, l'inertie d'un grand nombre d'entre
« eux, l'assassinat des républicains, tel est
« malheureusement l'aspect que présente un
« grand nombre de départemens. Dans quel-
« ques-uns de ceux de l'ouest, des rebelles
« font des tentatives pour se réunir dans quel-
« ques parties du midi; les assassins se réor-
« ganisent ailleurs; l'Autriche vomit ses in-
« fâmes satellites; partout on cherche à ré-
« pandre la consternation et l'effroi.

« Pour parer à tant de maux, il faut un
« grand effort et des mesures énergiques. Le
« directoire délibère encore sur le choix de
« celles qu'il doit proposer. Il ne tardera pas
« à transmettre, par un second message, un
« résultat qui doit obtenir l'assentiment du
« conseil, et qui imprimera à l'opinion pu-
« blique une direction qu'elle n'aurait dû ja-
« mais perdre.

« C'est surtout dans ces divisions intestines
« que nos ennemis ont placé leurs espérances;

« aussi, dans cette vue, il n'est pas, depuis plu-
« sieurs mois, une idée horrible et absurde
« qu'ils n'aient jetée dans le public, et qu'ils
« n'aient réussi, plus ou moins, à accréditer. On
« a osé annoncer des attaques, prédire des for-
« faits, faire craindre pour la constitution et
« pour les membres des autorités qu'elle a
« créées. Le directoire exécutif a été assailli,
« à plusieurs reprises, par des menaces qui
« lui reviennnent de toutes parts, et qu'on
« se permet de tirer de la source la plus
« auguste. Il n'a pas ajouté foi à ces détes-
« tables inventions de la perversité de nos
« ennemis, mais il n'a pas douté qu'on ait
« osé de même insinuer de sa part l'idée
« de quelques représailles, dignes seulement
« de l'imagination de l'auteur de ces impos-
« tures.

« Il proteste que, soit en corps, soit in-
« dividuellement, tous ses membres périront
« plutôt que de souffrir qu'il soit porté la
« moindre atteinte à la constitution, et à l'in-
« violable sécurité avec laquelle toutes les
« autorités qu'elle a créées doivent exercer
« leurs fonctions. Il se plaît à rendre les lé-
« gislateurs dépositaires de l'engagement qu'il

« contracte à cet égard; il sera mieux dessiné « dans un second message, qui ne se fera pas at- « tendre, mais qu'exige la réunion de plusieurs « renseignemens qui ne sont pas rassemblés.

« En attendant, citoyens représentans, « veuillez recevoir l'épanchement du direc- « toire avec la même cordialité et la même « franchise qu'il vous est offert, et faites que « cette circonstance dont les ennemis de la « patrie attendent avec impatience le résultat, « comme le signal de la discorde et l'époque « de la scission du corps politique, soit au « contraire marquée par l'affermissement et « la concentration des deux principales par- « ties du faisceau républicain. »

Cette pièce, discutée en commun, était empreinte de ce ton doctoral avec lequel le directoire avait coutume de s'adresser aux conseils. Certes, et en tout autre temps, sa lecture aurait soulevé toutes les passions, et les amours-propres des députés y eussent ré- pondu avec autant de véhémence que d'a- mertume ; mais en ce moment une seule pensée occupait les conseils, celle de se ven- ger du directoire, en brisant sa majorité, en en bannissant les membres qui leur étaient

particulièrement insupportables. La partie, à cet effet, était bien liée; je la développerai dans tous ses détails au chapitre suivant. Je dirai, en finissant celui-ci, que le message d'agonie du directoire fut entendu avec plus de pitié dédaigneuse qu'avec impatience et aigreur.

CHAPITRE VII.

Gohier est nommé directeur. — Sa vie et son caractère. — Les trois directeurs préparaient un coup d'état. — Révélé à Barras par Lagarde et Talleyrand. — Il en prévient les conseils. — Bertrand du Calvados et son discours. — Boulay de la Meurthe attaque nominativement Merlin, La Révellière, Trouvé, Rapinat et Faypoult. — Il demande ainsi que son collègue la démission des deux directeurs. — Résolution hostile des conseils. — Barras offre sa démission par écrit. — Elle est refusée. — Il se méfie de Sieyès.

Immédiatement après la lecture du message du directoire, lecture écoutée, ai-je dit, avec un calme qui ne laissait pas prévoir l'orage prêt à fondre sur la majorité du directoire, les cinq-cents procédèrent à la composition de la liste des candidats pour remplir la place

que Treilhard abandonnait forcément. Les conseils réunirent leurs suffrages sur Louis-Joseph Gohier, l'un des hommes les plus honnêtes et les plus nuls du temps. Petit avocat à Rennes avant la révolution, et ne jouissant d'aucune renommée au barreau de sa province, il la quitta pour venir siéger à l'assemblée législative, où il montra des opinions exagérées et non soutenues par des talens. Il ne fut pas réélu à la convention nationale, et devint, à cette époque, secrétaire-général au ministère de la justice, dont il reçut le portefeuille, en remplacement de Garat, le 20 mars 1793, qu'il conserva jusqu'au jour de la nomination de Merlin de Douai, en l'an VI. Ce ne fut pas pour rentrer dans la vie privée qu'il se démit de son ministère ; il devint président d'un des tribunaux civils de Paris, puis président du tribunal criminel de la Seine, et enfin, au même titre, il entra au tribunal de cassation.

Il occupait ce dernier poste lorsque le choix des conseils l'appela au directoire. Il avait été désigné par Barras et Sièyes, à leurs amis, à titre de bon homme, et qui certes ne s'aviserait pas de lutter contre ses collègues.

Il était lié avec le premier de ces deux-là, qui le conseillait sur ses affaires privées ; il professait une haute admiration des talens de Sieyès ; et ce fut, dans cette occurrence, le meilleur titre de son élection. Madame Roland, dans ses Mémoires, le peint comme un ambitieux sans moyens. Peut-être exagère-t-elle, mais il est certain pour moi que Gohier doit être rangé dans la catégorie de ces personnages qui doivent tout aux circonstances, et qui en retour ne leur rendent rien.

Cette nomination eut lieu le 30 prairial (19 mai) ; elle semblait devoir clore l'attaque du conseil des cinq-cents contre le directoire ; elle ne fut que le prélude d'une plus violente qui suivit, et que Barras avait préparée, car c'était sa propre cause qu'il défendait. Il venait, ce même jour, d'apprendre par Talleyrand que, le 26 prairial, la majorité du directoire avait pris, dans un conseil secret, une détermination violente contre lui, contre Sieyès et les deux conseils. On voulait essayer d'un second 18 fructidor, et l'extravagance de ce plan prouvait, d'une manière victorieuse, combien avaient peu de science de gouvernement, ces trois légistes qui formaient cette

majorité. Le 18 fructidor avait réussi parce qu'il s'appuyait sur des généraux, et sur deux grandes armées, celle de Hoche et d'Italie, et que la force militaire vint au secours de l'usurpation. Ici, au contraire, l'opinion et les soldats étaient unanimes dans leur mépris et dans leur haine contre ces avocats bavards qui gouvernaient si inhabilement. Ils étaient seuls eux trois par le fait, au milieu de la France, et leur seul amour-propre pouvait ne pas l'apercevoir. Ces trois insensés avaient fixé au premier messidor le moment de l'exécution de ce coup d'état impossible, pour lequel ils comptaient employer deux ou trois généraux obscurs, sans crédit, sans estime, qui leur avaient vendu leur épée à défaut de leur honneur, qui était perdu; c'étaient Rossignol et Santerre. Leur nom connu aurait sur-le-champ perdu ceux qui prétendaient les employer; leurs adjoints avaient la même valeur, c'étaient Merlin et La Révellière, qui principalement brassaient l'affaire.

Le secrétaire-général Lagarde la communiqua au ministre des relations extérieures, qui, à son tour, en fit part à Barras, plutôt qu'à Sieyès, qu'il n'aimait pas, et dont il se

défiait avec raison, car Sieyès, qui le détestait, travaillait à l'évincer de son poste. Barras, instruit de cette intrigue, la communiqua à Ozun, à Poulain-Grandpré, à Bertrand du Calvados, et à quelques membres des anciens, par des billets dont moi-même je dus écrire quelques-uns, afin que la besogne allât plus vite; aussi je certifie le fait que j'avance, dût tel ou tel individu le nier. Et, à propos de lui, je signalerai à mes lecteurs une tactique maintenant fort en usage; elle consiste à prétendre faux tout acte, tout fait qui embarrasse, ou qu'on ne veut plus accepter. Or, comme une dénégation n'est pas une réponse victorieuse, on doit tenir pour certain dix-huit points sur vingt qu'on repousse.

Bertrand du Calvados reçut son billet le même jour où l'on procédait à l'élection de Gohier. C'était un homme impétueux, irascible; la colère s'empara de lui à la lecture du guet-à-pens qu'on lui révélait; et sur-le-champ, prenant son parti, il s'élança à la tribune, et à propos du message du directoire, sur lequel chacun s'était tu jusque là, il entreprit l'accusation de la majorité défunte du pouvoir exécutif, sachant que par là il pré-

parerait la chute des deux derniers membres qui la composaient. Il s'écria donc avec une virulence extrême :

« Quoi ! mes collègues ! après avoir accordé plus qu'il ne vous a été demandé, on vous accuse d'entretenir la pénurie du trésor public ! Quoi ! dans le seul arsenal de Paris, cent trente trois mille fusils ont été vendus vingt sous, tandis qu'ils valaient au moins vingt francs ! Quoi ! des compagnies privilégiées ont été admises à faire des services, ont reçu des avances, n'ont rien fourni, et ont remboursé les écus avec des valeurs qui perdaient soixante pour cent ! et on se plaindra de nous ! Quoi ! des états que j'ai vus entre les mains du ministre Millet-Mureau portent en vendémiaire dernier l'effectif de nos armées à quatre cent trente-sept mille hommes, tandis qu'il ne s'élevait pas à trois cent mille. Ah ! sans doute, sous une administration à la Scherer, sous *la surveillance du triumvirat directorial*, *réduit aujourd'hui à deux*, l'or de l'Europe eût été dans le trésor de la république, qu'au bout d'une année le ministre Ramel vous aurait annoncé le déficit !

« Quoi ! parce que vous avez refusé de

faire la contre-révolution en rétablissant les formes de la monarchie ; parce que vous avez rejeté l'impôt odieux sur le sel, et quand vous l'avez remplacé par quatre-vingt-huit millions de nouvelles ressources, on ose vous accuser de n'avoir pas alimenté le trésor public! Pâlissez, imprudens et ineptes triumvirs ; je vais tracer une esquisse légère de vos fautes, que d'autres, peut-être moins indulgens, appelleront des crimes. Malgré le cri unanime du peuple français, vous avez conservé dans l'administration de la guerre le plus effréné dilapidateur que l'on ait vu jusqu'alors (Scherer). Et quand enfin lui-même est fatigué de ce genre de forfait, quand son administration a fait éclater l'indignation de toutes parts, vous l'avez envoyé livrer au fer assassin des esclaves de Paul les vainqueurs de l'Europe..... Le peuple français avait, en l'an VI, senti enfin la nécessité de choisir des représentans, des administrateurs, des juges dignes de sa confiance, et capables de défendre ses intérêts ; vous avez osé dire que les élections de cette année avaient été faites par et pour l'anarchie ; vous l'avez laissé imprimer par un de vos ministres, et, loin de le désavouer, vous y avez applaudi.

Vous avez cherché à avilir la représentation nationale, en la supposant capable de rétablir le régime exécré de 1793; vous avez destitué dans plus de quarante départemens, comme partisans de ce régime, des hommes qui en avaient été victimes, et qui n'avaient marqué dans la révolution que par des vertus publiques et privées. Ainsi vous avez relevé l'espoir des royalistes, et aiguisé leurs poignards homicides; ainsi vous avez servi les projets de la coalition des rois, plus efficacement que la profusion de leur or corrupteur et les baïonnettes de leurs esclaves.

« Je ne vous parlerai pas de vos Rapinat, de vos Rivaux, de vos Trouvé, de vos Faypoult, qui, non contens d'exaspérer nos alliés par des concussions de toute nature, ont violé par vos ordres les droits des peuples, ont proscrit les républicains, les ont despotiquement destitués pour les remplacer par des traîtres. Ce système ne pouvait manquer d'être suivi en Italie comme en France. Il fallait au moins de l'uniformité dans votre marche. Voilà, au lieu de l'accusation du corps législatif, au lieu de lui offrir son pardon, au lieu de l'inviter à une réunion, ce que vous auriez dû avouer

en sollicitant vous-mêmes auprès du peuple français sa commisération, sa générosité, sa pitié. Vous invitez les représentans à une réunion pour travailler au salut de la république, et vous n'avez pas mis en jugement les auteurs de ses revers, et vous avez traduit devant les tribunaux les chefs qui conduisaient nos défenseurs à la victoire (Championnet).

« Vous avez proposé une réunion, et *moi je vous propose de réfléchir si vous-mêmes pouvez encore conserver vos fonctions*. Vous n'hésiterez pas à vous décider, si vous aimez la république. Vous êtes dans l'impuissance de faire le bien. *Vous n'aurez jamais la confiance de vos collègues*, ni celle du peuple, ni celle de ses représentans, sans lesquels vous ne pouvez faire exécuter les lois. Déjà, je le sais, grâce à la constitution, il existe dans le directoire une majorité qui jouit de la confiance du peuple et de celle de la représentation nationale. Qu'attendez-vous pour mettre l'unanimité de vœux et de principes entre les deux premières autorités de la république? Vous n'avez plus même la confiance de vos flagorneurs, de ces vils flatteurs qui ont creusé votre tombeau politique. *Terminez votre car-*

rière par un acte de dévouement que le bon cœur des républicains saura seul apprécier. »

Ce discours véhément, et historique par les reproches qu'il adresse à des hommes connus, déchirait le voile; il mettait à nu le plan des ennemis de l'ex-majorité. On voulait la démission, volontaire ou forcée, de La Révellière et de Merlin. Bertrand du Calvados la leur demandait positivement, les menaçant de la vengeance nationale s'ils hésitaient à la donner. Cet avertissement sinistre avait revêtu les formes de la haine passionnée. Boulay de la Meurthe, qui suivait toujours, avec une fidélité canine, la majorité partout où elle surgissait, ne lui manqua pas en ce moment. Il prit à son tour la parole, et, employant des termes plus doux, arriva au même résultat que son collègue. Il prouva que l'on devait réunir les diverses commissions chargées de présenter des rapports divergens et non compactes sur telles ou telles matières; que de cette homogénéité leur ensemble tirerait plus de force. En conséquence, il fit la motion de les remplacer toutes par un comité unique auquel on renverrait spécialement le message du directoire et la proposition de Bertrand du

Calvados. Puis, s'excitant à mesure qu'il acquérait la certitude que la majorité ne lui manquerait pas à son tour, il ajouta :

« Vous voilà, citoyens représentans, en présence du peuple français; le directoire vous accuse, vous accusez le directoire. *Il est évident*, pour quiconque a observé les faits et suivi la marche des événemens, *que le directoire voulait mutiler la représentation nationale*. Nous jurons tous qu'elle ne sera pas mutilée..... »

Ici des cris partent de tous les bancs de l'assemblée; chaque membre, par un mouvement spontané, se lève, et tous s'écrient : *Nous le jurons!* C'était le serment de la peur, adressé à la faiblesse. Cependant Boulay de la Meurthe continue :

« Depuis le 18 fructidor, époque à laquelle la dictature avait été créée, le corps législatif a été tenu dans un asservissement continuel; l'amour de la paix lui a fait garder le silence. Long-temps il a cru que le directoire n'userait de la pleine puissance qui lui avait été accordée que pour le maintien de la paix et l'affermissement de la république; il en a abusé pour faire disparaître la première, et conduire

la seconde sur les bords de l'abîme; il a tout fait pour nous perdre au dehors, pour nous faire égorger au dedans. Cet inepte et atroce système est l'ouvrage de deux hommes, Merlin et La Révellière. Ce Merlin, homme à petite vue, à petites passions, à petites tracasseries, à petites vengeances, à petits arrêtés, a mis en vigueur le machiavélisme le plus odieux et le plus dégoûtant. Il était digne d'être le garde-des-sceaux d'un Louis XI, et fait tout au plus pour diriger l'étude d'un procureur. La Révellière a de la moralité, j'en conviens, mais son entêtement est sans exemple; son fanatisme le porte à créer je ne sais quelle religion, pour l'établissement de laquelle il sacrifie toutes les idées reçues, il foule aux pieds toutes les règles du bon sens, il viole tous les principes, et attaque la liberté des consciences.

« *Il faut que ces deux hommes sortent du directoire*, afin d'y rétablir l'unité si nécessaire dans les circonstances où nous sommes; des hommes sages, et mûs par d'excellens motifs, les ont engagés à donner leur démission; s'ils eussent suivi ce conseil, ils se fussent couverts d'une gloire immortelle. Mais leur opiniâtre

entêtement les en a empêchés; *il faut les forcer à le faire, et pour cela frapper un grand coup, il n'y a pas d'autres moyens de sauver la république.* »

Boulay, comme on le voit, alla plus loin que l'orateur précédent; aussi le danger était-il moindre, puisque le vœu de l'assemblée se manifestait; il fut applaudi et approuvé. On nomma une commission formée d'abord de neuf membres, auxquels on en adjoignit deux de plus. Français de Nantes, qui en faisait partie, en devint le rapporteur, et, presque instantanément, il présenta le projet de résolution suivant, que le conseil des anciens sanctionna non moins vite:

« Toute autorité ou tout individu qui at-
« tenterait à la sûreté ou à la liberté du corps
« législatif, ou de quelqu'un de ses membres,
« soit en en donnant l'ordre, soit en l'exé-
« cutant, est mis hors la loi. »

Les événemens se pressaient, car ils avaient été combinés à l'avance avec une habileté profonde. Cette résolution n'était pas convertie en loi, que Barras, par une détermination d'esprit supérieur, envoya au conseil des anciens un message signé *Barras, ex-président*

(il présidait alors le directoire), et accompagné de la lettre suivante :

« Citoyens Représentans,

« Lorsqu'un affreux déchirement menace « la patrie, ceux dont la présence dans les « fonctions est un obstacle à l'harmonie, ou « sert de prétexte à la discorde, doivent s'en « éloigner. C'est ce motif qui m'engage à don- « ner ma démission de membre du directoire. « Aucune crainte personnelle, comme aucun « espoir indigne d'une âme généreuse, ne l'a « dictée. Je reste au sein de ma famille, tou- « jours prêt à rendre compte d'une conduite « exempte de reproche, parce que les motifs « en ont été dictés par l'amour le plus ardent « de la république. »

Un murmure de satisfaction s'éleva dans la salle, et de toutes les parties on cria que ce n'était pas la démission de Barras qu'on voulait, mais celle de La Révellière et de Merlin. Barras, par cet acte adroit, se sépara entièrement de la responsabilité de ses deux collègues pour les actes antérieurs de leur administration commune. Il reçut, pour ainsi dire,

un bill d'indemnité qui le blanchit des reproches adressés aux auteurs du 18 fructidor. J'admirai sa conduite en cette circonstance, elle fut celle d'un véritable homme d'état. Il domina un mouvement qui, bien que provoqué par lui, avait néanmoins des chances dangereuses. Il sut les faire tourner à son avantage, et cela lorsque Sieyès, sur qui il comptait tant naguère, s'il ne l'abandonnait pas déjà complètement, essayait toutefois de le placer dans une position difficile sans lui prêter son aide pour en sortir. Barras démêla le piége et l'évita; tout autre s'y serait laissé prendre.

CHAPITRE VIII.

Conditions onéreuses que met Sieyès à son union avec Barras. — Il n'aimait pas Talleyrand. — Le directoire rassemblé chez Merlin. — Je rétablis la vérité à propos d'un sabre et sur un propos de sabreur. — Reproches sanglans que les directeurs s'adressent. — Dépit de Sieyès. — Il faut en finir. — Conseil général au Luxembourg. — Scènes orageuses qui en résultent. — Complimens qu'on s'adresse réciproquement. — Le conseil est rompu. — Opiniâtreté de La Révellière. — Frayeur de Merlin. — Menace attribuée à Barras. — Elle décide La Révellière à cesser ses fonctions. — La même scène racontée par quelqu'un qui n'y était pas. — Démissions données. — Joie de Barras. — Billet qu'il m'écrit.

Je me suis attaché dans le chapitre précédent à décrire la partie ostensible et parlementaire du coup d'état qui renouvela presque entier le directoire ; je vais dans celui-ci rapporter ce qui est demeuré peu connu, et ce qu'un historien moderne, aussi partial que prolixe, a revêtu de couleurs qui ne sont pas celles de la vérité. (Thiers, *Histoire de la Révolution française.*)

Quoique Sieyès ne tînt aucunement à mar-

cher de bon accord avec Barras, il lui fut impossible, pour cette fois, de l'abandonner à ses propres forces, et de ne pas lui prêter quelque secours. La cause soutenue était également la sienne; car dès son entrée au directoire il était parvenu, ainsi que je l'ai dit, à déplaire à tous ses collègues; si bien que, si Barras était congédié, il était probable que le même sort lui écherrait en partage. Son intention n'étant pas d'abandonner la partie, il y eut donc nécessité à lui de s'en mêler. Il rallia d'abord aux amis de Barras les siens, qui étaient en grand nombre, et lorsque le moment de la mêlée fut venu, il descendit de sa personne dans l'arène; mais auparavant, et le 29 prairial dans la journée, il eut une sorte d'explication avec Barras, où il dicta les conditions; elles étaient onéreuses. Il voulait d'abord le renvoi de Talleyrand, qui lui était insupportable, tant en sa qualité de politique supérieur, que parce qu'il le soupçonnait de se moquer au fond de lui, et partant d'avoir assez mauvaise opinion des talens sublimes de lui directeur; enfin de prêtre à prêtre, bien que défroqués tous les deux, il y avait rivalité et haine cachée.

Je fus témoin du chagrin que cette première demande causa à Barras, de son déplaisir de sacrifier un ministre précieux à l'instant même où il lui rendait un service majeur, en lui dévoilant l'intrigue du triumvirat directeur. Mais Barras n'était pas assez fort pour agir sans Sieyès, et Sieyès mettait sans cesse le marché en main. Il fallait en outre accepter non seulement le remplaçant de Talleyrand tel que *monsieur sans phrases* le présenterait, mais encore lui laisser, pour ainsi dire, le libre choix des autres personnages à investir des portefeuilles qui resteraient à donner. On convenait que le ministère était à renouveler ainsi que le directoire. Sieyès enfin voulait que l'on s'occupât incessamment de son arrière-projet de constitution tant ridiculisé par Bonaparte, et où, sous le titre de grand-électeur, il se faisait don du château de Versailles et de six millions de rente pour l'aider à passer le temps gaîment. Barras encore promit ce cas, très-certain que la momerie de la chose la ferait rejeter partout.

Cette sorte de traité conclu, les deux directeurs convinrent que le même jour et le

soir, à une réunion qui aurait lieu chez Merlin, ils engageraient celui-ci et La Révellière à donner leur démission qu'on souhaitait, afin d'éviter un acte de violence qui serait extra-légal, de quelque manière qu'on l'envisageât. Treilhard, ainsi que je l'ai dit, fut mis hors du Luxembourg le 29, et les quatre directeurs se trouvèrent en tête-à-tête chez Merlin. Les partisans laissés par ce dernier et ceux de La Révellière font grand bruit de l'appareil de guerre avec lequel Barras parut là, ayant, dit-on, un grand sabre à son côté. Le fait est qu'en sa qualité de président du directoire il portait habituellement son petit costume avec l'épée qui en faisait partie, et qu'il ne quitta pas dans ce moment, sans y attacher néanmoins aucune importance. Il est étrange que ceux qui ont signalé ce fait, si indifférent, n'aient pas su que Sieyès, depuis une semaine, ne sortait que muni de deux paires de pistolets anglais, à quatre coups chacun, ce qui le faisait ressembler assez bien à une batterie ambulante; que Merlin, outre son épée, dont il était inséparable, était cuirassé de la tête aux pieds, et avait aussi une manière d'arsenal sur lui, et que La Révellière ne négli-

geait pas non plus ce genre de précautions. Barras, au contraire, était le seul à les dédaigner; il avait conservé de la profession des armes cette bravoure supérieure qui fait mépriser ces petites précautions.

Le comité des quatre formé, Sieyès entama chaudement la discussion; il montra à ses deux collègues l'exaspération des conseils montée au comble contre eux; que l'on était déterminé à se débarrasser de leur présence, et que ce qu'ils avaient de mieux à faire était de prendre leur parti de bonne volonté.

« Ce peut être là votre opinion, répliqua La Révellière, et ce n'est pas la mienne. Je ne me suis pas retiré à la veille du 18 fructidor devant les criailleries des conseils, bien autrement virulentes et dangereuses qu'aujourd'hui; mon parti est pris de tenir tête à l'orage. »

Barras, que dans des relations infidèles on prétend avoir gardé le silence, releva au contraire le dé; il risposta à La Révellière que le 18 fructidor était dirigé contre les véritables ennemis de la république, et qu'ici la république s'élevait, par l'organe des deux

conseils, contre des hommes dont l'incapacité politique lui était démontrée.

A ces propos rudes La Révellière prit feu, et, avec un orgueil comique, essaya de faire preuve de supériorité d'esprit, récrimina contre Barras, qu'il accusa de n'avoir pas plus de patriotisme que de bonnes mœurs. Barras, au lieu de prendre l'attaque d'une façon sérieuse, dit en riant à La Réveillère :

« C'est ta femme qui prétend que je suis un roué, parce que je me plais en la compagnie des jolies femmes de Paris. C'est toi qui dénigres mon patriotisme, parce que je ne te suis pas sur les tréteaux de ton culte extravagant. La question est jugée décidément par la France, puisqu'elle veut mon maintien au directoire, et qu'elle travaille à t'en expulser. »

La Révellière, battu de ce côté, se rejeta sur Sieyès ; il lui reprocha son hypocrisie, son double jeu, sa forfanterie, son style d'oracle, l'idéologie de sa politique et ses arrière-pensées, qu'il déroula assez bien. Sieyès pendant cette philippique faisait la grimace, tâchait de couper la parole à l'orateur, qui, criant plus haut que lui, ressemblait à un énergu-

mène, tandis que Barras continuait de rire en écoutant ce débat plaisant, et que Merlin, qui en était réellement consterné, gardait un profond silence. Cette dispute dura dans sa véhémence pendant plus de deux heures. On ne s'épargna aucune vérité d'un côté ni de l'autre, et, quand elle cessa, on se sépara sans avoir rien décidé, et seulement un peu plus aigris les uns contre les autres.

Sieyès, se laudatifiant par avance, s'était targué qu'il amènerait les deux directeurs à ses fins par le seul secours de son éloquence *persuasive et forte en preuves.* Il n'en avait pas été selon ce qu'il avait dit, et l'amour-propre d'auteur le poussait au parti des mesures extrêmes; il les proposa sans façon à Barras dès qu'il fut seul avec celui-ci. Barras, ne les jugeant pas encore indispensables, s'y refusa. Il voulut auparavant employer toutes les voies possibles, et cette même nuit il envoya le Girondin Bergoeng, ancien ami de La Révellière, avec mission de lui faire peur ou de le gagner. La Révellière a rendu compte à sa manière de ce que Bergoeng lui dit pour le déterminer à se retirer; il a dénaturé les faits en ceci comme en tout le reste; il est seulement po-

sitif que le messager de Barras ne put gagner rien sur lui.

Cependant l'agitation croissait, non dans Paris, qui, par le fait, demeurait très-indifférent à ces débats, dans lesquels il n'apercevait aucun résultat avantageux, mais parmi les membres de la majorité des conseils. Ceux-ci se déterminèrent à rompre la glace, à attaquer à découvert les deux hommes dont ils ne voulaient plus, et ce fut alors que le lendemain, 30 prairial, jour où Gohier prit sa place au directoire, Bertrand du Calvados et Boulay de la Meurthe, prenant texte du message du directoire, nommèrent dans leurs discours Merlin et La Révellière, en les accusant de tous les malheurs de l'état. Ceci eut lieu presque en même temps que la séance du directoire pour l'installation de Gohier. On passa ensuite en conseil secret, où tous les ministres furent appelés, et devant eux on mit en délibération le texte de la veille. La Révellière entamait une série d'accusations contre Barras et Merlin, quand celui-là, se levant, lui demanda une conversation particulière; elle lui fut accordée sur les instances de tous ceux qui étaient là. Dès qu'ils furent seuls,

Barras, sans s'amuser à faire du pathos, alla droit au but. Il montra à son collègue l'impossibilité d'une résistance contre la nouvelle majorité du directoire, contre celle des conseils, et enfin contre l'opinion publique; que prolonger la lutte deviendrait trop dangereux ; que la prudence voulait une soumission entière et prompte. Il tâcha de l'ébranler par tout ce qu'il imagina de plus entraînant. La Révellière, furieux de ce qu'il ne pouvait plus se dissimuler sa chute prochaine, se mit dans une sorte de délire qui lui fit proférer des paroles si incohérentes, si offensantes pour Barras, que celui-ci, sans plus vouloir rien entendre, rentra dans le salon où l'attendait le reste du conseil. Il y fut suivi par son collègue encore tout échauffé, ardent, furieux, qui essaya de répliquer à Barras devant l'assemblée, et qui, à un mot d'usage, où celui-ci disait que les sabres étaient tirés, pour exprimer que la guerre intestine existait, répliqua impétueusement :

« Misérable ! que parles-tu de sabres ? il n'y a ici que des couteaux, et ils sont dirigés contre des hommes irréprochables que vous voulez

égorger, ne pouvant les entraîner à une faiblesse.

— Tu es fou, tu es enragé, répondit Barras sur le même ton, car le règne des formes d'urbanité n'existait plus. Qui te veut égorger? personne : vous chasser tous les deux à coups de pied, à la bonne heure, et c'est ce qui arrivera, pour peu que tu persistes dans ton opiniâtreté. Que ne fais-tu comme ton camarade, qui se tait? et il a raison. Le poids de ses fautes l'étouffe; il comprend que la France est lasse de lui. »

Et à la suite de ce début, Barras, qui ne ménageait plus rien, entra dans le narré de tous les griefs imputés à Merlin; ils étaient en si grand nombre, et tellement graves, que celui-ci ne trouva pas un mot pour se justifier; ses partisans avouent son silence, mais ils le rejettent sur sa peur. On essaya, Gohier le premier, et en sa qualité de nouveau venu, de calmer l'irritation de cette scène; on proposa des voies d'accommodement. Les ministres eux-mêmes s'interposèrent dans la querelle, dont les résultats devaient tourner contre eux. Ce fut en vain; il fallait que d'un côté ou d'autre on cédât complètement.

Les choses en étaient à ce point, lorsque des députés officieux vinrent annoncer la sortie de Bertrand du Calvados et de Boulay de la Meurthe, ainsi que la résolution des cinq-cents : ils firent connaître que, si les deux directeurs se refusaient enfin à donner leur démission, un acte formel d'accusation, une mise en jugement contre eux serait prononcée. La Révellière eut l'air de soutenir cette dernière attaque avec non moins de fermeté que les précédentes, mais elle lui occasiona un effroi pareil à celui qui agitait Merlin. Tous les deux, sans rien déterminer, se retirèrent de la séance, et, seuls dans leur appartement, avec une douzaine d'affidés qui perdaient beaucoup à leur chute, se consultèrent sur le parti à prendre définitivement. L'opiniâtreté de La Révellière dépassait les bornes de la folie humaine : il parla de se maintenir dans sa place malgré la volonté des conseils, quoique toutefois, dit-il, elle lui fût à charge et importune ; mais dans le cas actuel il convenait qu'il se sacrifiât à l'avantage de la chose publique.

Merlin, tout au contraire, et dont l'épouvante augmentait à chaque minute et à cha-

que nouvelle qui leur arrivait de l'irritation des conseils, déclara solennellement que, loin de lutter, sa détermination était prise d'abandonner la partie; que se flatter de la soutenir avec espoir de succès était pis que de l'extravagance; qu'en conséquence il prévenait son collègue qu'il allait, de ce pas, donner sa démission, puisqu'on l'exigeait impérieusement. La Révellière, alors, fut sur le point de punir Merlin de la position dans laquelle il le plaçait, et cela en tombant sur lui d'une rude manière, à tel point son exaspération s'accrut; mais plus elle se développa, et plus elle s'éteignit vite : il se lassa de résister contre tout le monde; ses partisans furent les premiers à le conjurer de céder. Un d'entre eux, vendu secrètement à Barras, entra sur ces entrefaites; il prétendit que Barras, ayant tiré sa montre, venait de dire en même temps : « Si à minuit ces deux drôles n'ont pas quitté le Luxembourg par la porte, une minute après on les en fera sortir par la fenêtre. »

Je ne sais pourquoi La Révellière s'était mis en tête que Barras serait capable de tout; cela provenait peut-être du soin qu'il avait mis à le décrier, et qu'à force de le représenter

comme un homme de sac et de corde, il s'était persuadé de ceci ; tant il y a que l'épouvante, lui aussi, le saisit ; la chose est plus certaine que le discours qu'on lui fait tenir, et qui au fond ne serait que de la frayeur déguisée sous le manteau de Curtius. M. Thiers prétend que beaucoup d'hommes modérés des deux conseils se réunirent, et dirent que pour éviter des malheurs il fallait aller conjurer La Révellière de céder à l'orage. Ils se rendirent auprès de lui dans la nuit du 30, et le supplièrent, au nom des dangers que courait la république, de donner sa démission : ils lui dirent qu'ils étaient exposés tous aux plus grands périls, et que, s'il s'obstinait à résister, ils ne savaient pas jusqu'où pourrait aller la fureur des partis.

« Mais ne voyez-vous pas, leur répondit La Révellière, les dangers plus grands que court la république? Ne voyez-vous pas que ce n'est pas à nous qu'on en veut, mais à la constitution? qu'en cédant aujourd'hui il faudra céder demain et toujours, et que la république sera perdue par notre faiblesse? Mes fonctions me sont à charge, et si je m'obstine à les garder aujourd'hui, c'est parce que je crois devoir

opposer une barrière insurmontable aux complots des passions. Cependant, si vous croyez tous que ma résistance vous expose à des périls, je vais me rendre; mais, je vous le déclare, la république est perdue; un seul homme ne peut pas la sauver; je cède donc, puisque je reste seul, et je vous remets ma démission. »

Quoi qu'il en soit de ce discours, dont j'ai tout lieu de suspecter la véracité, et croyant être plus en droit d'exposer la version que j'avance, La Révellière, à bout de son opiniâtre résistance, envoya aux conseils son acte d'abdication. Merlin, incapable de rien faire de lui-même, à une heure où l'effroi l'avait submergé, copia textuellement la lettre de La Révellière. Dès ce moment le directoire fut renouvelé, d'autres maximes devinrent les siennes; je dirai plus tard comment il se divisa. Je dois ici ajouter que La Révellière, en quittant le pouvoir, montra un désintéressement peu commun, et qui, depuis, n'a guère servi d'exemple; il refusa les cent mille francs avoués, les deux cent mille cachés, ne voulut ni chevaux, ni voiture, ni sa part de ce qui lui revenait de la retenue sur son traitement.

Merlin ne l'imita pas, il prit tout, et lors-

qu'on lui opposa la conduite de son collègue, il fit la même réponse du maréchal de Villars en pareil cas, qui, acceptant une forte somme d'une ville conquise, somme que Turenne avait refusée, s'écria, sur l'observation qu'on lui en fit : Oh! M. de Turenne était un homme inimitable.

Barras passa néanmoins dans l'inquiétude une forte portion de la nuit; il n'avait au fond rien préparé pour attaquer de vive force ses collègues s'ils avaient persisté dans leur refus de se démettre, et tout me porte à croire que la violence, s'il y en avait eu, ne serait pas venue de lui, mais des conseils. Ce fut à cinq heures du matin que le secrétaire-général du directoire prit sur lui d'entrer dans sa chambre, pour lui annoncer la détermination des deux disgraciés. Il embrassa sans façon le porteur de la nouvelle, et, se levant sur-le-champ, se mit à travailler pour que les deux nominations à faire n'appartinssent pas à Sieyès. En même temps il m'écrivit le billet suivant :

« Voici la quatrième fois que je triomphe [1].

[1] Au 9 thermidor, au 13 vendémiaire, au 18 fructidor, pour les trois premières. (*Note de l'auteur.*)

« Je mériterai certainement le titre de vain-
« queur du dedans. Nos gens partent. Voici
« que la maison est nette : tâchons que ceux
« appelés à les remplacer ne soient hostiles ni
« à nous ni à là-bas (le roi). Je me méfie de
« l'abbé ; il cherche à me donner un croc-
« en-jambe. Je vais me mettre en mesure de
« l'envoyer rejoindre ses collègues. Celui-là
« ne vaut pas mieux que les autres, et il est
« en outre plus gourmé et plus faux. »

« *Signé* BARRAS. »

CHAPITRE IX.

Manœuvres opposées de Sieyès et de Barras. — Nomination et position des deux nouveaux directeurs.—Roger Ducos. — Moulin. — Je cause avec Barras du nouveau ministère. — Reinhard. — Robert Lindet. — Cambacérès. — Bernadotte. — Quínette. — Bourguignon. — Paroles de Sieyès. — Il indispose ses nouveaux collègues. — Colère de madame de Staël au sujet de son père. — Sa philippique contre Barras et Sieyès. — L'abbé de Montgaillard va surveiller les royalistes du midi. — On se soulève dans la Haute-Garonne. — Les révélations de Montgaillard font manquer l'insurrection. — Lucien et Joseph Bonaparte chez moi. — Ils ont écrit à leur frère de revenir. — Lettre de ce dernier à mon adresse. — Je me détermine à travailler pour lui. — Je l'avoue à l'abbé de Montesquiou.

Quoique je servisse Barras dans l'intérêt de la nation, que je croyais lié à la stabilité du gouvernement royal qu'il voulait rétablir, je ne pus, en cette conjoncture, me conformer en entier à ses intentions. Il prétendait remplacer, au directoire, les deux nullités politiques sortantes par deux nullités complètes sur tous les points, et ce afin de se conserver pleinement l'influence. Sieyès, au contraire, y appelait une capacité réelle, Cam-

bacérès, et un homme ordinaire, Treilhard, qu'il aurait vu renommer avec plaisir, je ne sais trop pourquoi. Il est certain que, sans s'occuper de contenter ou de mécontenter son collègue, sans s'embarrasser de s'entendre avec Gohier, qui demeurait entre eux deux passablement embarrassé de sa personne, et en cinquième roue à un carrosse, Sieyès, dis-je, travailla activement à faire élire ses deux protégés.

Ce n'est point qu'il n'eût qu'une corde à son arc, peut-être même ne mettait-il en avant Cambacérès et Treilhard que pour faire porter sur eux les coups de Barras, et puis avoir le loisir de présenter inopinément un homme obscur, qui lui fût plus profitable encore. Ceci me parut avoir été son vrai jeu. Barras, de son côté, se démena à l'instar d'un diable qui nagerait dans un bénitier, et cela si ostensiblement et d'une façon si contradictoire à son collègue, que leur division éclata dès l'heure précise de la victoire. Barras évita Cambacérès et Treilhard, mais il dut subir Roger Ducos. En revanche il se donna Moulin. Or, le premier étant le choix de Sieyès, le directoire se trouva scindé

en trois fractions : Sieyès et son directeur d'un côté, Barras et Moulin de l'autre, et Gohier au milieu, en manière de camp-volant : celui-là très-indépendant des deux meneurs, et qui, dans son peu de lumière, ne se déciderait du moins qu'avec impartialité; mais très-enchanté de sa place, de son rang, de son traitement; et on pouvait compter qu'il se rangerait toujours vers celui qui tiendrait à conserver l'importance du directoire.

Roger Ducos, ancien avocat (car l'avocasserie est le chancre inévitable de l'époque), appartenait au Béarn par sa naissance. Le département des Landes le nomma, en 1792, député à la convention, où il vota la mort du roi, sans appel ni sursis, non qu'il fût un homme de sang, mais il était homme de peur, ce qui, au fond, est la même chose. Il fut tour-à-tour secrétaire et président de l'assemblée, qui lui avait confié une mission en Belgique, dont il se tira convenablement, selon les montagnards. Il professait alors les principes les plus exaltés de la jacobinerie; du reste, Roger Ducos ne marqua, ni par de grands talens, ni par son éloquence; il passa inaperçu, et ne brilla pas davantage aux

cinq-cents, où il fut appelé lors de la constitution de l'an III. Il prit parti avec chaleur pour le directoire au 18 fructidor, où la chambre le porta à la présidence en remplacement de Lafont Ladébat, que l'on proscrivit; et élu par l'assemblée électorale de Paris, réunie à l'Oratoire, sa nomination fut annulée dans ce moment de trouble, et le choix de ses commettans ne s'arrêta plus sur lui. Bien lui en prit, car, comme il était rentré dans son département, où il exerçait les fonctions de juge-de-paix, Sieyès, qui le connaissait maniable, sans esprit supérieur, et surtout sans indépendance, qui d'ailleurs se le savait acquis, manœuvra avec succès et le fit élire directeur. Nous le vîmes tous arriver aussi haut avec surprise; certes, il ne méritait pas son élévation.

Mais si celui-là ne jetait aucune lumière, ce fut bien pis encore que la nomination de Moulin, général cependant, mais tellement enfoncé dans des ténèbres profondes, qu'on n'a jamais su ni le lieu de sa naissance, ni son âge, ni ses prénoms. Soldat de fortune, ainsi que son frère, celui-ci eut un peu plus de réputation; celle du nouveau directeur fut

si minime, qu'on n'a pu citer de lui un fait d'armes particulier. Il commandait depuis l'année précédente 1798, la division de Paris. Il s'était dévoué à Barras, cela fit sa fortune. Barras fut certain que Moulin marcherait sans cesse après lui, et qu'il ne l'abandonnerait pas, surtout pour passer à ses collègues. Ce général possédait au plus haut point le souverain mépris que les gens d'épée ont pour tous ceux qui ne sont pas militaires. Il n'appela jamais ses trois collègues civils, pendant le temps qu'il fut au directoire, que *l'abbé* (Sieyès), *Dandin* (Gohier), et *l'avocat* (Ducos); à peine si, en leur adressant la parole, il leur disait : *Citoyens directeurs ;* mais, en revanche, les épaulettes de Barras l'enchantaient, et Barras était perpétuellement *mon collègue.* Au reste, il ne fallait demander à Moulin ni science politique, ni vues profondes, ni connaissances administratives; il n'était rien, pas même sabreur ; enfin, inconnu de tous, nous fûmes plusieurs jours aux enquêtes, pour bien savoir, *primo*, qui était-ce que ce cadet, et puis, qui était le directeur, ou le mort, parmi les frères Moulin. J'ai entendu des érudits, quinze jours après

peut-être, parier pour celui qui, désespéré de tomber entre les mains des Vendéens, s'était brûlé la cervelle sur le champ de bataille, près de Chollet, en février 1794. Si le nôtre manquait de génie et d'esprit, l'opiniâtreté ne lui faisait défaut; il possédait, comme presque tous les militaires d'un mérite inférieur, une jalousie inquiète envers des confrères que la renommée proclame. Il haïssait par exemple Bonaparte, dont il critiquait les opérations avec un amour-propre très-comique.

« Enfin nous marcherons, me dit Barras dès la nomination de ses collègues parachevée. Sieyès va s'en aller de sottise en sottise, selon l'habitude des gens d'esprit. Il ne tardera pas à rester seul de son bout, car j'espère qu'à force de vouloir mener et régenter Ducos à la baguette, il se révoltera; Gohier est un bon homme, amant de la république; Moulin est démagogue : ces deux-là me sont acquis.

— Vous revenez donc à la république? demandai-je.

Barras. Je reculerai pour mieux sauter. On me surveille; je crains que Sieyès ne noue

avec quelqu'un une partie fâcheuse. Je veux d'abord me bien établir avant de me lancer de nouveau; je tiendrai, par exemple, à conserver Talleyrand au ministère. C'est impossible, il n'aura que ma voix; les autres le trouvent aristocrate. Il partira, mais pour peu de temps, car je le ferai rappeler aussitôt que je serai bien assis moi-même: au demeurant, Reinhard le remplacera; Reinhard l'Allemand, à la forme épaisse et à l'intelligence déliée, un vrai finot avec les apparences niaises; c'est d'ailleurs le recommandé de Talleyrand, qui se connaît en hommes.

Moi. Et le reste du ministère, comment l'accommoderez-vous?

Barras. Ramel nous quitte; nous l'immolons à la haine des conseils; son mérite ne peut lutter contre son impopularité. Il est bon, en outre, que ce bouc-émissaire emporte en nous quittant la mauvaise opinion que l'on a de nos financiers. On met en son lieu et place Robert Lindet.

Moi. Miséricorde! un tel personnage! mais c'est le *caput mortuum* de la montagne! une manière d'ogre-jacobin, qui fera concevoir le retour du comité de salut public!

Barras. Je sais que ce choix déplaira, mais Lindet n'est pas aussi méchant qu'on le fait; et d'ailleurs il est capable. Si vos conseils crient trop, eh bien, on le remplacera; en attendant nous le prenons. On ne dira pas que nous prenons des royalistes..... Ne pouvant faire entrer Cambacérès au directoire, Sieyès a voulu lui faire avoir le ministère de la justice.

Moi. Il ne peut être en de meilleures mains.

Barras. Je le sais; Cambacérès a mon estime et ma méfiance; je le crois en position de nous remplacer un jour. Le roi finira par s'accommoder avec lui.

Moi. Malgré son vote?

Barras. A cause de son vote; car enfin le roi nous doit des garanties, et, parmi tous les *entachés* (Barras appuya sur ce mot), Cambacérès l'est moins que tous les autres; c'est un ancien magistrat; il a de la science, une tenue parfaite. Soyez certain qu'il surnagera.»

Barras, dans ses prévisions, ne se doutait pas qu'il devinait si juste, et que surtout l'élévation de Cambacérès serait si prochaine. La justice était alors dirigée par Lambrecht,

homme tout d'une pièce, vertueux, farouche, qui, se croyant utile à la république, refusa de se démettre; il fallut le destituer; personnage d'ailleurs très-recommandable, et que plus tard j'ai retrouvé au sénat avec plaisir.

Bourguignon, l'un des hommes de Barras et de Fouché, leur compagnon, conventionnel de toute manière, mêlé à leurs trafics de fournitures et de politique, fut placé à la police, où l'on attendait merveille de sa coopération. Il la tint en dépôt jusqu'à ce que Fouché, son chef de file, y vint lui-même.

Le ministre de la guerre Millet-Mureau, que personne ne soutenait, et qui, royaliste au fond de l'âme, était une sorte d'anomalie parmi tout ce monde, fut entraîné dans le mouvement général; son portefeuille fut remis aux mains d'un des personnages les plus recommandables de ce siècle, le général Bernadotte. Jamais choix meilleur ne fut mieux reçu et ne fut fait avec plus d'habileté. La pensée secrète de Barras, qui le décida, était que la supériorité du ministre de la guerre serait vigilante à empêcher que trop d'ambition dans un chef militaire ne fût nuisible au

gouvernement. Il savait que Bernadotte ne souffrirait aucune intrigue, et qu'il contiendrait de tout son pouvoir ceux dont les pensées tendraient à bouleverser la machine publique.

Ce fut alors que Quinette reçut le portefeuille de l'intérieur, et Bourdon celui de la marine; le ministère, par là, se trouva entièrement renouvelé, et certes bien supérieur, en son ensemble à celui qui venait de s'éteindre en la compagnie de l'ancien directoire. La présomption de Sieyès était si extrême, qu'il ne se tourmenta pas de ces choix, provoqués en grande partie par lui-même. Il ne douta point qu'il ne dirigeât à son gré des hommes dont quelques-uns, Bernadotte, Cambacérès, entre autres, lui en auraient appris en cas de besoin. Il dit à ceux-ci, à ses collègues, à Joubert, qui s'en moqua :

« Je veux tout réformer, tout reprendre en sous-œuvre. Je n'ai voulu venir à la tête des affaires qu'après que le directoire serait usé, afin de convaincre la république que je suis seul capable de lui rendre la vie, et de lui donner le mouvement. Je marcherai droit à

mon but, et saurai me passer du concours de ceux qui ne sauraient pas me comprendre. »

Ce langage extraordinaire, et qui fut tenu positivement, indisposa ceux qui l'entendirent; il en résulta que Gohier, encore incertain, se rapprocha de Moulin et de Barras, et qu'à eux trois ils se promirent de se soutenir mutuellement. Ils en avaient besoin : les affaires étaient désastreuses; les ennemis triomphaient de toutes parts, et Championnet, qu'on mit en liberté, et Joubert, ne purent ni l'un ni l'autre résister à Suwarow, qui s'avançait vainqueur. La France non plus n'était pas heureuse : Frotté, Bourmont, d'Autichamp, Cadoudal, travaillaient de nouveau la Vendée; la chouannerie était en pleine existence, et Louis XVIII, par ses agens, tentait de faire insurger tout le midi. Je donnerai sur ce fait quelques détails après que j'aurai épuisé ce qui me reste à dire touchant la révolution du 30 prairial.

Parmi ceux qu'elle mit de mauvaise humeur, je signalerai madame de Staël, qui, ne perdant jamais son plan chéri de vue, travaillait, depuis la chute du trône, à conduire

son père au fauteuil de président de la république française. Qu'elle se donna de mal pour le faire appeler au moins au directoire! et, dans cette occasion dernière, où en peu de temps quatre places se trouvèrent vacantes, ne pas en obtenir une pour M. Necker, mit au désespoir madame de Staël. Elle intrigua à cet effet près de tous et contre tous, allant de Sieyès à Barras, et d'eux aux conseils, sans rien emporter, car nul ne songeait à l'ancien contrôleur-général des finances que madame sa fille. Sieyès, lorsqu'on lui en parla, répondit :

« Quoi! Necker aux affaires? Ce pauvre homme, qui s'est fondu devant nous déjà sans laisser aucune trace? ce *chiffrier* froid, pâle et maigre au moral? Non, de par tous les diables. Le directoire, d'ailleurs, ne serait pas assez large pour l'ampleur de son orgueil, doublé des intrigailleries de sa fille. Je n'en voudrais pas pour premier commis. »

Barras, avec moins de rudesse, donna une réponse aussi négative. Ce fut alors de la part de madame de Staël un déchaînement de murmures, de menaces, de colères, d'imprécations. On aurait dit que Necker était dépos-

sédé par usurpation d'une autorité que depuis longues années il exerçait à titre légitime. Cette véhémence naïve était réjouissante; je m'en procurai la satisfaction. Madame de Staël, sachant que je pourrais redire ce qui lui échapperait, et ne doutant pas que je ne le fisse, ainsi qu'elle aurait fait à ma place, et charmée que son courroux retentît dans le cœur de Barras, me dit à notre première entrevue :

« Voilà comment on récompense de grands citoyens, et des services éminens. La France touche à sa chute; un seul bras la sauverait, on le repousse. On en sera puni..... Ah! ils me veulent pour ennemie!... Moi, qui ai fait le directoire! Eh bien! je le jetterai à bas.... Les ingrats! oublier mon père! le dédaigner! le repousser!..... Assurez à Barras que je me vengerai; que je lui ferai voir qu'il se joue à forte partie. Moi, qui lui avais donné Constant!... Je le lui retire ; signifiez-le-lui. Je viens de déclarer à Constant que je le renierais, si dorénavant il écrivait une ligne à l'aide du directoire. Que deviendra-t-on sans moi et sans lui?..... Tous les hommes forts le quittent; il chasse Talleyrand, Talleyrand le

leur rendra. Patience! patience! Sieyès et Barras ne sont pas à l'abri du naufrage. »

Je me gardai de rien opposer à cette fureur, dans la crainte d'être excommunié moi-même. Je dis comme la dame, qui, croyant toujours à sa puissance d'entraînement, me regarda dès lors comme gagné à sa cause, et qui, sans plus réfléchir, déroula devant moi une longue conspiration qu'elle venait de créer, et dont à l'avance elle faisait complice toute la France, moins les cinq directeurs. J'admirai cette mobilité d'esprit sans pareille, cette infatuation d'un génie brillant, facile à prendre des chimères pour des réalités. Je quittai madame de Staël enchantée de ma capacité, car j'avais dit toujours oui à ses assertions.

Cependant le gouvernement *des forts* commença par marcher dans la voie de l'arbitraire. On mit à la disposition du directoire toutes les classes de la conscription; on décréta un emprunt forcé de cent millions, moyen odieux de remplir le trésor; on créa l'infâme loi des otages, qui frappait sur tous les nobles et les gens riches, monstruosité que la convention nationale n'avait pas osé employer, et que la DOCTRINE créée par

Sieyès mit en jeu sans balancer, parce que la pire espèce de bêtes féroces à qui on donne les états à dévorer sont les idéologues, les penseurs prétendus et tous ces gens à reins faibles et à mesures sanguinaires. La cruauté est le type du lâche.

Je fus indigné de cette loi barbare, de cette tyrannie sans exemple, et m'en expliquai vivement avec Barras. Il me jura qu'elle lui était également insupportable, mais que Sieyès, dont elle était l'œuvre chérie, avait tenu opiniâtrement à la faire décréter.

« Ce sera, dis-je, le meilleur pont sur lequel on puisse faire passer la monarchie pour la ramener en France.

— Dans ce cas, pourquoi crier contre la loi ? »

Je n'admis pas la justesse de la réponse. Comme je sortais du directoire, j'y vis entrer Montgaillard; je me doutai dès lors qu'il se brassait encore quelque autre intrigue, un tel homme ne pouvant être appelé que dans un but pareil. Je sus ensuite de quoi il était question.

Il fallait dans le midi un agent secret qui eût la facilité de pénétrer dans les réunions

royalistes, afin de savoir ce qu'elles tenteraient. L'abbé Montgaillard, sorte de Thersite politique, avait accepté cette mission; il était parti pour Toulouse, muni de je ne sais quel emploi inférieur dans l'administration des hôpitaux militaires. Là, il fit montre des meilleurs sentimens; il trompa sans peine les royalistes, gens d'une confiance extravagante, et qui croient toujours qu'on a de la propension à penser comme eux. En conséquence, on tarda peu à l'admettre aux conciliabules tenus, où il débutait par vomir des torrens d'injures contre celui qu'il qualifiait de *son indigne frère* (qui, à Paris, et pour mieux couvrir leur jeu, le lui rendait bien). Là M. l'abbé tâchait d'atteindre aux chefs, de connaître leurs plans, leurs menées. Il sut l'arrivée d'un commissaire extraordinaire du roi, un M. Dubourg de Lapourquerie, ancien mousquetaire, connu avant la révolution par des aventures galantes; il était, depuis, messager important du roi, qui ne le soupçonnait pas de perfidie, tandis qu'il m'est presque prouvé que ledit fidèle mangeait à double râtelier.

Il est certain que, soit calcul, soit erreur,

ce Dubourg de Labourquerie eut des conférences mystérieuses avec l'abbé de Montgaillard, et que celui-ci, correspondant avec le ministère de la police, lui apprenait tout ce que l'on faisait dans l'intérêt du roi, depuis le Rhône jusqu'à l'Océan. On tramait alors un soulèvement général dans treize départemens, ceux de la Gironde, de Lot-et-Garonne, du Lot, de l'Aveyron, du Tarn, de l'Hérault, du Gard, de l'Aude, des Pyrénées, Hautes, Basses, et Orientales, de l'Arriège, du Gers, et de la Haute-Garonne. Dubourg termina sa mission, et partit. L'abbé Montgaillard continua la sienne, et demeura. Un autre envoyé du roi parut, un certain de Launnay. Oh! pour celui-ci, un cri universel l'accusa d'être vendu au directoire, et il n'y eut aucun doute sur sa culpabilité; il se lia, non moins que son prédécesseur, avec le Montgaillard; et tous les deux, stimulant les royalistes, décidèrent le mouvement du midi.

J'ai dit qu'il devait avoir lieu dans treize départemens; un seul néanmoins s'agita, celui de la Haute-Garonne. Là parurent en chefs deux hommes dévoués, le général baron Rougé, et le comte Jules de Paulo. Leur levée

de boucliers ne fut suivie d'aucun résultat, la trahison de l'abbé de Montgaillard ayant à l'avance paralysé les meilleures intentions. Dès que ce méchant homme eut allumé le feu qui éclata dans le mois d'août 1799, il s'en retourna à Paris, en toute hâte, chercher sa récompense, qui lui fut mal payée; c'était un vil coquin. Dieu fasse paix néanmoins à son âme.

Sur ces entrefaites, je vis arriver chez moi Lucien Bonaparte, accompagné de Joseph, son frère. Tous les deux me voyaient avec amitié; ils commencèrent à me demander ce que je pensais de la situation de la république.

« Autant vaudrait, répondis-je, s'enquèter à moi d'un malade entré dans son agonie. La république touche à sa fin.

— Ne pensez-vous pas, dit Lucien, quel remède la rappellerait de cet état désespéré?

— Il faudrait une main d'acier, un de ces génies dont le ciel est avare. Votre frère, enfin, s'il pouvait être parmi nous?

Joseph, *alors, prenant la parole.* Et si on le rappelait?

Moi. Nul ne le désire plus que celui qui vous parle; mais comment le ramener à temps?

Il n'a plus de flotte, et son armée ne le suivrait pas. Abandonnerait-il d'ailleurs les plans qu'il a formés sur l'Égypte ?

Lucien. Ces plans sont aujourd'hui inexécutables. L'échec devant Saint-Jean-d'Acre a fermé l'entrée de l'Orient ; d'ailleurs la France passe avant l'Égypte.

Moi. Certainement ; aussi vous conseillerai-je, mes amis, d'écrire à votre frère, de lui mander ce qui se passe, et de l'inviter à nous secourir.

Lucien. La chose est faite. J'ai pris sur moi cet acte ; mais, si mon frère y accède, il nous faut des appuis pour le maintenir à son arrivée. Pensez-vous que le directoire le rappellerait volontairement ?

Moi. Ceci me paraît peu probable. Cependant il faudrait s'en assurer.

Joseph. Aussi nous sommes venus à vous, afin de vous proposer de traiter avec Barras cette matière délicate.

Moi. Délicate en effet, car, si le cas ne lui convenait point, il serait inutile de lui en donner l'éveil, et il faut absolument que votre frère arrive.

Lucien et Joseph, *ensemble.* C'est là votre opinion?

Moi. Oui, et très-arrêtée.

Lucien. Eh bien! voyez Barras.

Moi. Mais il n'est pas seul, et Sieyès?

Lucien. Adressons-nous à Barras d'abord, et nous verrons Sieyès ensuite. »

On ne me dit pas autre chose, et pourtant je m'imaginai que ces messieurs étaient d'accord avec Sieyès; j'étais dans l'erreur, et quoi que des gens mal informés aient pu avancer, le retour de Bonaparte ne fut pas préparé d'intelligence avec l'abbé du directoire. Le concours que celui-ci donna au 18 brumaire a pu le laisser croire. Je peux affirmer que sa coopération à ce coup d'état date uniquement du retour de Bonaparte. Les deux frères, avant de me quitter, me remirent une lettre du général; c'était la troisième qu'il m'écrivait depuis son départ. Je transcrirai plus loin les deux autres; celle-ci disait:

« Ainsi donc, mon ami, la fortune de la « France est exposée ici; je n'ai pu faire ce que « j'aurais voulu, et en Europe on n'a rien fait « de ce qu'on aurait pu. Quoi! *mon Italie* vous

« serait enlevée, et on vous repousserait der-
« rière les Alpes ! Tant de combats livrés et
« gagnés, tant de villes conquises, l'auraient
« été en pure perte ! Cette idée m'est insuppor-
« table, elle ne me quitte pas. Je conçois le cri
« nocturne d'Auguste : *Varus, rends-moi mes*
« *légions.* Ainsi on ne s'est occupé que d'in-
« trigues mesquines, que de voler le trésor. On
« nous a vendus aux fournisseurs ; le direc-
« toire a passé d'inutilités à d'autres inutilités
« non moindres. Qu'est-ce que Gohier, Moulin,
« Ducos ? *Je connais trop bien les deux autres.*

« Qui sauvera la France ? Il faudrait un coup
« de tonnerre. Avez-vous un bras capable de
« le lancer ? Voyez mes frères ; entendez-vous
« avec eux ; voyez Cambacérès, Talleyrand, et
« Fouché ; ce sont, dans leurs genres, des
« capacités supérieures. Prenez leurs avis,
« qu'ils se décident entre un roi qui les fusti-
« gera, et un citoyen qui ne veut que la gran-
« deur de la patrie. C'est le cas de se défaire
« des liaisons de coteries, des demi-amitiés ; il
« faut une résolution forte, énergique, rapide
« surtout ; car les ennemis sont aux portes. Je
« présume que vos sentimens pour moi n'ont
« pas changé..... *Lucien, qui connait mon*

« *amour pour la république*, A TOUTE MA PEN-
« SÉE. Concertez-vous ensemble, et mandez-
« m'en le résultat. Adieu. »

Cette lettre était datée du 11 août, et le 22 Bonaparte avait quitté l'Égypte.

Quand je fus seul, je me consultai sur ce que je devais faire. Il y avait, d'un côté, la royauté avec mille incertitudes de chances de succès, et, de l'autre, Bonaparte, et, avec lui, non l'espoir, mais l'assurance de la réussite. Je pesai le pour et le contre en citoyen consciencieux, et, après avoir mûrement réfléchi, je reconnus l'impossibilité du retour du roi sans des commotions affreuses, sans peut-être le déchirement de la France, et, à coup sûr, la perte de son influence au dehors. J'attendis, au contraire, plus de gloire et de bonheur pour elle si Bonaparte en prenait le commandement. En conséquence, je me résolus à soutenir les prétentions de celui-ci; je le fis dès ce moment avec loyauté, je peux dire; car mon premier soin fut de prévenir l'abbé de Montesquiou de mes nouvelles intentions, elles l'étonnèrent.

« Les communiquerez-vous à Barras?

— Oui, répondis-je; j'ai la tromperie en

horreur; mais lui et vous pouvez compter sur ma discrétion.

— Ceux qui en manquent n'agissent pas comme vous. »

J'allai immédiatement après chez Barras; mais, avant de raconter les particularités de notre entrevue, il faut que je transporte mes lecteurs en Égypte.

CHAPITRE X.

Départ de la flotte pour l'Égypte. — Allocution de Bonaparte aux armées de terre et de mer. — Prise de Malthe. — Débarquement en Égypte. — Prise d'Alexandrie. — Combat de Chebreisse. — Les Pyramides. — Mot célèbre de Bonaparte. — Bataille des Pyramides. — Dispersion des Mamelucks. — Entrée au Kaire. — Administration établie. — Lettre de Bonaparte. — Il poursuit Ibrahim Bey. — Bataille navale d'Aboukir. — Le sultan déclare la guerre à la France. — Bonaparte va conquérir la Syrie. — Djezzar pacha. — Marche triomphale de l'armée. — Villes conquises. — Investissement de Saint-Jean d'Acre. — Le chevalier de Phelippeaux et sir Sidney Smith. — Victoire du Mont-Thabor. — Siége de Saint-Jean d'Acre sans résultat. — L'ange *El-Modhy*. — Il est battu par les Français. — Proclamation de Bonaparte.

Le 19 mai 1797, la flotte française réunie dans le port de Toulon appareilla, le ciel étant beau et la mer houleuse, double présage d'une expédition toute de gloire et de danger. Bonaparte, au moment de monter à bord, réunit autour de lui des soldats de chaque arme et des marins; alors élevant la voix :

« Soldats, leur dit-il, vous êtes une des ailes « de l'armée d'Angleterre.

« Vous avez fait la guerre de montagnes, « de plaines, de siéges ; il vous reste à faire « la guerre maritime.

« Les légions romaines, que vous avez quel- « quefois imitées, et pas encore égalées, com- « battaient Carthage tour à tour sur cette même « mer et aux plaines de Zama. La victoire ne « les abandonna jamais, parce que constam- « ment elles furent braves, patientes à supporter « la fatigue, disciplinées et unies entre elles.

« Soldats, l'Europe a les yeux sur vous. « Vous avez de grandes destinées à remplir, « des batailles à livrer, des dangers, des fati- « gues à vaincre ; vous ferez plus que vous « en avez fait pour la prospérité de la patrie, « le bonheur des hommes et votre propre « gloire.

« Soldats, matelots, fantassins, canonniers, « cavaliers, soyez unis, souvenez-vous que « le jour d'une bataille vous avez besoin les « uns des autres.

« Soldats, matelots, vous avez été jusqu'ici « négligés ; aujourd'hui la plus grande sollici- « tude de la république est pour vous ; vous

« serez dignes de l'armée dont vous faites « partie.

« Le génie de la liberté, qui a rendu dès sa « naissance la république l'arbitre de l'Europe, « veut qu'elle le soit des mers et des nations « les plus lointaines.

« BONAPARTE, *membre de l'Institut.* »

Quand on s'exprime ainsi on inspire l'enthousiasme. Les troupes de terre et de mer s'embrassèrent en poussant des cris de joie et d'ardeur. Les diverses divisions de convoi et d'escorte se réunirent à la flotte mère, et l'on partit comptant autant sur la fortune du général que sur celle de la France. Les voiles furent tournées vers l'île de Malthe. Le projet de Bonaparte était de s'emparer de ce chef-lieu d'un ordre célèbre; il allait attaquer avec trente-six mille hommes des remparts inexpugnables, qui plus de deux cents ans auparavant, et bien loin d'être amenés au point de force où ils étaient alors, avaient lassé les efforts de deux cent mille Turcs et la volonté du terrible Soliman. Mais que pourrait la *cité victorieuse* contre Bonaparte?

Le 10 juin l'armée navale fut en vue de Malthe. Le même soir Bonaparte envoya demander au grand-maître la permission de faire de l'eau. Elle lui fut refusée par un consentement dérisoire, puisqu'il aurait fallu trois cents jours à la flotte pour faire sa provision. Le lendemain toutes les troupes de débarquement étaient à terre, l'amiral Bruix, commandant en chef la marine, tenant à honneur de seconder Bonaparte. Les chevaliers voulurent tenter une sortie. Marmont, en les repoussant, leur enleva l'étendard de l'ordre; l'ordre, en effet, ne devait plus en avoir besoin.

Une terreur panique frappe le grand-maître Hompech et son conseil, ils ne sont pas investis encore, qu'ils parlent de se rendre, et voilà qu'ils se sont rendus. Le traité est conclu; l'ordre de Saint-Jean cède Malthe et son territoire en toute souveraineté à la république. On accorde en retour quelques pensions, et c'est ainsi que la place la plus forte de l'Europe est enlevée en passant par Bonaparte, comme l'on appréciait que le temps d'en faire le siége manquait. Le 12 juin tout était fini; cela passait les prodiges des héros

de l'Arioste. Le 17 la flotte remit en mer; le 28 elle côtoyait Candie, l'ancienne Crète; le 1er juillet elle salua le rivage de l'Égypte; le 2, au soir, l'armée de terre, entièrement descendue, avait culbuté les quelques escadrons qui se présentèrent devant elle, et campait sous les murailles d'Alexandrie; il y avait de la magie dans un tel bonheur.

Bonaparte passe l'armée en revue, en forme trois divisions, dont il donne le commandement aux généraux Bon, Kléber et Menou. Les Arabes rétranchés dans Alexandrie espèrent la défendre, ils refusent la capitulation qu'on leur offre. L'assaut est ordonné; Kléber, Menou agissent en simples soldats; ils sont blesés, on veut les venger; on se précipite sur les remparts, on les escalade, la ville est prise; elle va subir les lois terribles de la guerre; le général s'y oppose. Les imans, les cheïks, les cherifs, les émirs, viennent implorer sa clémence, le supplient de manger avec eux le pain et le sel, gage de pardon et d'alliance. La paix est conclue, et Alexandrie est occupée au nom de la république française. L'auguste saint Louis n'en avait pas fait autant.

Un autre aurait pris du repos, ce n'est pas

l'usage de Bonaparte. Il marche par le désert et par Demenhour vers le Kaire ; il faut lutter contre la chaleur dévorante, l'aridité du sol et le manque d'eau. Arrivé à Demenhour le 8 juillet, l'armée y séjourne le 9, et le lendemain se remet en marche à la vue du Nil, que l'on rejoint enfin à Rhamanié. Les soldats se croient au but de leurs travaux; ils vont s'y rafraîchir..... Le tambour roule; ils reprennent les armes; trois cents Mameluks viennent les reconnaître, on les balaie avec quelques coups de canon. Un autre combat, une autre victoire attendent nos braves à Chabreisse; ici quatre mille cavaliers sont rangés en bataille; ils ont juré de vaincre. Ils sont battus, un feu terrible et bien nourri les accueille, les déconcerte ; on ne les suit pas dans leurs évolutions rapides, on les attend en bataillon carré, et ceux que la mousqueterie épargne tombent percés de ces baïonnettes contre lesquelles ils s'élancent, emportés par leurs légers coursiers. Chabreisse est pris, les ennemis s'échappent vers le Kaire.

Cependant Mourad-Bey, à la tête de six mille Mameluks et des milices de l'Égypte, au nombre de plus de vingt mille, se targue

d'arrêter enfin ce valeureux conquérant ; il le rejettera dans la mer qui l'a vomi sur le sable de l'Égypte. Cinq ou six mille spahis, janissaires de la garde du pacha, renforcent cette armée, dont le camp est à la gauche du Nil et adossé au village d'Embabeh ; on le fortifie, on attend le signal. La bataille aura pour témoin Ibrahim-Bey, le collègue de Mourad en pouvoir, et non son émule en bravoure ; celui-là se tient sur la rive droite du fleuve, prêt à fuir si un revers est possible ; et le 21 juillet les Français, qui s'avancent, aperçoivent à la fois les minerets du Kaire, les sommets des Pyramides, et les Mameluks resplendissans d'or, de velours et de fer. Les nôtres s'arrêtent, la grandeur du spectacle les charme..... Ils battent des mains, et voici Bonaparte qui, parcourant au galop toute la ligne, s'écrie :

Soldats, songez que du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent !

L'armée, impatiente de se signaler en face de ces plus vieux monumens de la civilisation, ne tarde pas à se ranger en ordre de bataille. Le général en chef va donner le signal ; il est prévenu par Mourad-Bey, et à la voix de ce-

lui-ci les Mameluks s'élancent, menacent notre centre, et avec une impétuosité folle attaquent chaque division des carrés formidables que rien n'ébranle, et d'où part un feu roulant et perpétuel qui les arrête dans leur course. Là sont Desaix et Reignier; là on soutient le choc sans être entamé, et la charge des enfans de Mahomet a pris fin; nul d'entre eux sur ce point ne la recommencera.

Les divisions Bon et Menou, soutenues par celle de Kléber, que Dugua commande, s'avancent lentement vers Embabeh, dont elles s'emparent à la suite d'un assaut opiniâtre, où quinze cents Mameluks armés préfèrent la mort à la honte de se rendre; ils périrent sous le fer des Français ou noyés dans le Nil, qu'ils tentèrent de traverser à la nage. De tous les côtés le résultat fut pareil; les ennemis en pleine déroute, quarante pièces de canon, quatre cents chameaux et bagages, les vivres, furent les trophées de cette journée célèbre, et l'attente des *quarante siècles* fut sans doute remplie.

Cette victoire magnifique (l'épithète lui convient parfaitement) fut l'ouvrage de la tactique européenne. Des colonnes carrées,

que l'on n'entamait pas, devenaient des forces irrésistibles dans leur inaction savante. L'impétuosité de la cavalerie orientale ne parvint jamais à rompre cet ordre de bataille, et elle dut y trouver la défaite et la mort. Les Mamelucks, lassés, se dispersèrent; la meilleure partie, toutefois, se retira vers la Haute-Égypte, espérant qu'on ne la leur disputerait pas.

Les Français, ayant passé le Nil, rencontrèrent à Giseh la députation du Kaire, composée de tout ce que cette ville renfermait de personnages éminens; ils venaient se mettre à la discrétion du vainqueur, selon l'usage de ces contrées barbares. Le général leur répondit que la coutume des Français était de respecter les vaincus; il leur fallut du temps pour comprendre cette maxime et pour la croire. La populace du Kaire avait pillé pendant leur absence les maisons des Mamelucks; elle allait se porter à d'autres excès, mais nous arrivâmes, et le bon ordre fut rétabli.

La possession du Kaire établit les Français dans la domination du pays. Le brave général Dupuis fut nommé gouverneur de la ville. Le premier soin de Bonaparte se tourna vers

l'administration ; il établit une municipalité et un conseil supérieur et général. Celui-ci prit le titre de *divan*, en conformité de celui qui régissait naguère le pays. Il défendit les excès, veilla à ce que la police fût exactement faite, et il étonna les naturels du pays, qui croyaient ne passer que d'un esclavage absolu à un plus pénible encore. Ce fut alors qu'il m'écrivit sa première lettre ; la voici textuellement :

« Je n'ai pas perdu le temps depuis notre « séparation, mon cher ami. J'ai conquis Malthe l'*imprenable ;* j'ai traversé en maître la « ville d'Alexandre; les Pyramides ont revu « les drapeaux français ; le Kaire est *à moi* ; « la puissance des Mameluks est détruite ; je « n'ai pu encore faire que cela, laissez-moi « le loisir d'achever mon ouvrage.

« Les voyageurs nous ont trompés ; la belle « Égypte est un désert horrible, où l'on trouve « parfois des oasis ; le sable y est la terre, et « le ciel est de bronze. Les habitans sont au- « dessous de la brute; la misère ne peut se « concevoir; on manque de tout, et c'est ici « une vraie peine que vivre; nul de nous « n'est content. Les savans, un peu plus que

« les autres, y rencontreront des sujets de « recherche et de dispute.

« Cependant on peut créer de grandes « choses. L'Égypte, avec un gouvernement « habile, remonterait au rang des nations; « elle est située de manière à servir d'entre-« pôt à trois parties du monde; elle peut at-« tirer aussi une portion du commerce de « l'Amérique. Je la régénérerai; elle sera mon « point de départ; je dis ainsi, car mon plan « consiste à former en Asie un grand éta-« blissement sur la côte de la Méditerranée, « en présence de Crète et de Chypre, dans « la plus belle position de l'univers. Laissez-« moi le temps, je vous le répète, et vous « verrez ce qui vous surprendra.

« J'ai conquis déjà, outre le sol, les affections « des hommes à peu près civilisés du pays. « Les scheïks, les imans, les mollahs; ceux « de la mosquée de Jemil-Azar, qui sont ici « ce que les cardinaux sont à Rome, ont « rendu, sur ma prière, une déclaration so-« lennelle qui fait de moi un lieutenant du « prophète, envoyé par lui pour délivrer les « felhahs du joug des Mamelucks. Notre ex-« pédition a maintenant un caractère de sain-

« teté qui la rendra respectable aux yeux du « peuple.

« Je veille à ce qu'on n'écrase pas l'Égyp- « tien ; je dote le Kaire des établissemens « d'Europe : il y aura un institut, une salle « de spectacle, une académie, des adminis- « trations régulières, une comptabilité qui « ne sera pas oppressive; chaque province « aura un divan qui ressortira de celui de la « capitale; les cadis continueront à exercer « la justice, et je parviendrai à rappeler aux « Cophtes qu'ils étaient autrefois les pro- « priétaires du pays; voilà comment j'emploie « mes heures. On s'amuse sans doute davan- « tage à Paris..... A Paris, où l'on ne voudra « voir que le grand désastre qui vient de « couper mes communications avec la France. « La perte de la bataille navale d'Aboukir est « un malheur irréparable; la moitié de mon « plan en est détruite; comment y remédier? « je ne le vois pas encore. Mon cœur saigne « d'une perte aussi énorme. Brueys a payé « de sa vie la faute qu'il a commise, et il « nous fait pleurer sa mort avec des larmes « de sang. L'armée a été sur le point de tom- « ber dans un découragement qui aurait ren-

« versé mes espérances; je vais tâcher de la « distraire par des victoires. Adieu.

« Bonaparte. »

Ces victoires, qui en effet dédommagent de tout les Français, qui les aiment tant, il fallait les aller chercher soit vers la Syrie, soit vers la Haute-Égypte. Ibrahim-Bey, dès après la bataille des Pyramides, ayant pris avec lui la moitié de ce qui restait de l'armée des Mamelucks, s'était retiré à travers le Delta vers l'isthme de Suez et le chemin de Thèbes; il fallait donc les poursuivre séparément. Ibrahim était principalement le chef civil de l'Égypte, et, moins guerrier que son collègue, avait néanmoins plus de crédit et d'influence. Bonaparte prit lui-même le soin de marcher contre lui; ceci rentrait d'ailleurs dans son plan d'étendre sa conquête vers l'Asie.

Après quatre jours de marche, les Français de l'avant-garde atteignirent Ibrahim à Salehieh. L'arrière-garde de celui-ci était trois fois plus forte que notre corps avancé, mais Bonaparte commandait en personne. Le choc ne fut pas long; les Mamelucks, mis en pleine

déroute, se dispersèrent dans le désert; un grand nombre se rendit prisonnier. Ibrahim, néanmoins, s'échappa avec ses femmes, son trésor et ses principaux officiers. Ce fut à cette époque qu'eut lieu la funeste bataille navale d'Aboukir, livrée le 1er août, par Nelson, à Brueys, amiral de notre flotte. Une manœuvre savante de l'Anglais décida le revers. Il fit passer une division de sa flotte entre la nôtre et le rivage, coupa ainsi la ligne française, et tout fut perdu. Nos marins conservèrent leur honneur par des prodiges de valeur surhumaine, mais cette belle flotte n'en fut pas moins perdue. Brueys ne survécut pas à sa défaite, un boulet de canon le coupa en deux.

Le désastre d'Aboukir eut des suites immenses. Le grand-seigneur n'avait pas encore déclaré la guerre à la France; il se flattait que nous lui conserverions l'Égypte, et il patientait; mais instruit de la journée d'Aboukir, il crut perdue l'armée française, et entra dans la coalition européenne. Nos ennemis en tressaillirent, et en France il y eut de l'écho avec eux. Le directoire reçut cette nouvelle fatale peu de jours avant le 1er vendé-

miaire (22 septembre), où l'on célébrait la fondation de la république. On avait préparé la représentation puérile d'un navire anglais, qui serait incendié au milieu du Champ-de-Mars. Il fallait renoncer à cette allégorie ridicule, mais Treilhard, qui présidait à la fète, nous en dédommagea par des invectives qu'il débita contre l'Angleterre. Le moment était mal choisi, tout allait de travers pendant le règne du directoire, et l'absurde y donnait la main à l'odieux.

J'ai dit qu'à la nouvelle de ce malheur le sultan déclara solennellement la guerre à la France. Notre chargé d'affaires à Constantinople est renfermé au château des Sept-Tours; nos consuls sont arrêtés, et on confisque les propriétés des Français. Un nouveau grand-visir est nommé, c'est Jussuf-Pacha, l'ami des Anglais; le muphti est déposé, et la flotte russe, invitée à se joindre à celle de la sublime Porte, vient mouiller dans le port de Constantinople.

Bonaparte avait fait cependant tout ce qui lui avait été possible pour convaincre le sultan du vif désir de la république de conserver son amitié; le drapeau turc flottait partout à

côté du drapeau tricolore; on recevait avec des honneurs et des présens les envoyés du grand-seigneur, vers qui un Français (Beauchamp) alla en mission pour lui faire connaître les mécontentemens qu'Ahmed, pacha de Saint-Jean-d'Acre, avait donnés au général en chef, et de déclarer que le châtiment qu'on lui réservait, s'il persistait dans la même conduite, ne devait en aucune manière donner de l'ombrage à l'empire ottoman. C'était ce même Ahmed que ses cruautés avaient fait surnommer Djezzar (*le boucher*). Ce pacha accueillit Ibrahim et les Mamelucks; il menaçait en outre les frontières de l'Égypte; Bonaparte le fit prier de se mieux conduire. Il répondit avec arrogance, et ordonna l'emprisonnement des Français qui se trouvèrent à Saint-Jean-d'Acre. Bonaparte résolut d'aller le punir.

Mais auparavant il fallait affermir la domination de la conquête; déjà il y avait des fermens de révolte; ceux du Kaire, revenus de leur premier effroi, comptaient notre petit nombre et l'immensité des leurs. Le fanatisme les échauffait encore; des décisions religieuses, opposées à celles des imans de la

grande mosquée, ordonnaient de courir sus aux infidèles. Le peuple du Kaire se souleva le 21 octobre dans tous les quartiers, et particulièrement à la mosquée de Jemil-Azar. Le général Dupuis, n'écoutant que son courage, va presque seul au-devant des rebelles; il est assassiné. Les Arabes se montrent aux portes de la ville, où l'insurrection devient générale. Alors toute l'armée prend les armes, se forme en colonne, presse, bat, renverse les Égyptiens, en fait un massacre horrible, et la grande mosquée, où ils se défendent encore, s'écroule sous le canon de la citadelle, qui tire contre elle. L'incendie la consume, ainsi que plusieurs quartiers; la mort de Dupuis est punie; le peuple demande grâce, et le Kaire est mis dans l'impossibilité de se révolter de nouveau.

Ceci n'arrête pas Bonaparte; il laisse les Anglais bombarder sans fruit les ruines d'Alexandrie; il va à Suez visiter le reste du canal qui joignit autrefois les deux mers, et de là va chasser Djezzar pacha du fort d'El-Arich, situé à dix lieues dans le désert, qui défendait l'entrée de l'Égypte, et dont il s'était emparé après cette conquête. L'armée se met en mar-

che pour la Syrie, que soixante lieues de désert séparent de l'Égypte. Les Français traversent cette vaste mer de sable avec des fatigues incroyables ; ils arrivent dans la plaine de Ghazah, d'où leur approche a fait disparaître l'ennemi. Ghazah ouvre ses portes ; de là on tourne vers Jaffa, qu'un espace immense de pays aride et coupé de rochers sépare de toute civilisation ; Jaffa est emporté d'assaut. Dix-sept cents Turcs ou Maugrabins, qui veulent se défendre, sont passés au fil de l'épée; tous les Égyptiens et ceux d'Alep et de Damas, qui implorent la pitié du vainqueur, trouvent sa clémence ouverte ; il les renvoie libres et avec leurs biens.

L'expédition continue sa course ; Zète est soumis, aussi bien que Caïffa ; on arrive enfin devant Saint-Jean-d'Acre, terme marqué par la Providence aux victoires de Bonaparte. Dieu ne veut pas que celui qui a reconnu au Kaire Mahomet en sa mission divine devienne roi de ces contrées, où le fils de Dieu a pris naissance et a trouvé la mort. Le 9 avril 1799, la tranchée est ouverte devant Saint-Jean-d'Acre. On croyait cette place mal fortifiée, on était dans l'erreur. Un Français, Philipeaux,

officier d'artillerie à l'ancien régiment où servait Bonaparte, s'était sauvé du Temple à Paris, où il était prisonnier avec le commodore Sidney-Smith. Tous les deux sont accourus à la défense du boulevard de la Syrie ; l'Anglais est sur la flotte, l'émigré dirige la résistance. Il faut triompher par un siége régulier, lorsqu'on se flattait de n'avoir qu'à forcer une vieille muraille.

Pendant ce temps, une armée turque a passé le Jourdain ; Kléber, Murat, vont à sa rencontre ; Bonaparte les suit de près ; Kléber, avec deux mille hommes, soutient le choc de vingt-cinq mille cavaliers, c'est là un combat d'Horatius Coclès. Ce miracle a lieu au pied du mont Thabor, dont cette célèbre bataille portera le nom. Le camp des Mamelucks, qui ne donnent pas encore, est à Neplouse, à près de deux lieues en arrière du champ du combat. Bonaparte fait ses dispositions ; un coup de canon indique l'attaque ; les diverses colonnes s'ébranlent ; Kléber prend l'offensive et culbute tout devant lui ; il enlève le village de Fouli, passe au fil de l'épée des escadrons entiers, que les généraux Rampon et Vial mettent en déroute sur un

autre point, tandis que la cavalerie française, aux ordres du général Leturq, surprend et disperse le camp des Mamelucks; la victoire est complète, et Bonaparte peut espérer la prise de Saint-Jean-d'Acre.

Mais ici une force supérieure lui est opposée; le doigt de celui qui ébranle le monde défend la ville assiégée; Bonaparte ne la prendra pas. Le temps s'écoule; l'Égypte est tourmentée par le fanatisme; l'ange El-Modhy, annoncé par le Koran (un émissaire turc), débarque à Derneh. Ses proclamations raniment le fellah, excitent les Arabes; une foule nombreuse se rassemble autour de lui; il court à Demenhour égorger deux cents hommes de la légion nautique; l'Égypte entière s'ébranle; des provinces prennent les armes. Lannes et Lanusse tentent d'arrêter ce mouvement. Ils y parviennent en partie; l'*ange* battu se sauve, et sa mission divine est ajournée. Toutefois la présence de Bonaparte est indispensable en Égypte, et Saint-Jean-d'Acre lutte encore. Il faut l'abandonner, mais avec cette résolution on perd l'Asie, et Bonaparte se renferme dans la terre des Ptolomée. C'est un revers; Bonaparte l'accepte, et il y pré-

pare ses soldats par la proclamation suivante.

17 mai 1799.

« Vous avez traversé le désert qui sépare « l'Afrique de l'Asie avec plus de rapidité « qu'une armée arabe.

« L'armée qui était en marche pour envahir l'Égypte est détruite; vous avez pris son « général, son équipage de campagne, ses « bagages, ses outres, ses chameaux.

« Vous vous êtes emparés de toutes les « places fortes qui défendent les puits du « désert.

« Vous avez dispersé, aux champs du Mont-« Thabor, cette nuée d'hommes accourus de « toutes les parties de l'Asie dans l'espoir de « piller l'Égypte.

« Les trente vaisseaux que vous avez vu arriver dans Acre il y a douze jours portaient « l'armée qui devait assiéger Alexandrie; mais, « obligée d'accourir à Acre, elle a fini ses « destins. Une partie de ses drapeaux orneront votre rentrée en Égypte.

« Enfin, après avoir avec une poignée « d'hommes nourri la guerre pendant trois « mois en Syrie, pris quarante pièces de cam-

« pagne, cinquante drapeaux, fait six mille « prisonniers, rasé les fortifications de Ghazah, Jaffa, Caïffa, Acre, nous allons rentrer en Égypte; la saison des débarquemens m'y rappelle.

« Encore quelques jours, et vous aviez « l'espoir de prendre le pacha, même au milieu de son palais; mais dans cette saison « la prise du château d'Acre ne vaut pas la « perte de quelques jours. Les braves que je « devrais d'ailleurs y perdre sont aujourd'hui « nécessaires pour des opérations plus essentielles.

« Soldats, nous avons une carrière de fatigues et de dangers à courir. Après avoir mis « l'Orient hors d'état de rien faire contre nous « de cette campagne, il nous faudra peut-être « repousser les efforts d'une partie de l'Occident.

« Vous y trouverez une nouvelle occasion « de gloire, et si, au milieu de tant de combats, chaque jour est marqué par la mort « d'un brave, il faut que de nouveaux braves se forment, et prennent rang à leur « tour parmi ce petit nombre qui donne l'élan dans les dangers et maîtrise la victoire. »

CHAPITRE XI.

Retour de Syrie. — Lettre que m'écrit Bonaparte. — Talleyrand est de mauvaise humeur de sa disgrâce. — Ce que j'en dis à Barras. — Qui voit mal la chose. — Talleyrand se tourne vers Bonaparte. — J'apprends ceci des deux frères du général. — Cambacérès suit le même chemin. — Fouché. — Il change de système. — Il est nommé ministre de la police. — Bourguignon, son prédécesseur. — Fouché se rapproche de la famille Bonaparte. — Lui et Sieyès se déclarent contre les jacobins. — Gohier et Moulin penchent pour eux. — Ils sont puissans dans les conseils. — Lois hostiles au directoire. — Conversation entre Sieyès, Cambacérès, Talleyrand, Regnaud et moi. — *La tête et le sabre.* — Sieyès veut dominer avec le concours d'un général.

La proclamation de Bonaparte fut le signal de la retraite. Le 20 mai, à neuf heures du soir, on bat la générale, et le siége de Saint-Jean-d'Acre est levé, après soixante jours de tranchée ouverte. L'armée aussitôt s'éloigne, et reprend le chemin de l'Égypte. Ainsi sont renversées toutes les espérances d'un nouvel empire à établir dans l'Orient. Le 16 juin l'armée rentre dans le Kaire; ce fut pendant cette route que Bonaparte, vi-

sitant les pestiférés; ne recula pas devant la frayeur d'être frappé de ce mal terrible. La fermeté de son âme lui fit remporter là aussi une de ces victoires qui lui étaient si ordinaires.

D'une autre part, et tandis que ces événemens ont lieu du côté de la Syrie, Desaix chasse Mourad-Bey vers la Haute Égypte. Ici la fortune de la France ne se dément pas; chaque combat est un succès, et Mourad-Bey, rejeté dans des contrées désertes, ne peut une fois entamer avec avantage son habile et intrépide adversaire. Les Anglais ayant paru dant le port de Kosseïr, Desaix y accourt, les en chasse, et fortifie ce point important. Kosseïr, Suez, El-Arich, en notre puissance, ferment entièrement l'Égypte du côté de la Mer-Rouge et de la Syrie, tandis que les fortifications d'Alexandrie, de Rosette et de Damiette, rendent par mer toute attaque impraticable.

Une administration nouvelle, dont les membres sont pris parmi les naturels du pays, succède au gouvernement anarchique et despotique des beys. Les propriétés, la religion, les femmes, sont respectées; on cherche à

ramener sur ce sol appauvri les arts, les sciences, qui jadis y fleurirent avec tant d'éclat. L'institut de l'Égypte se livre à des travaux utiles, à des recherches intéressantes; enfin, sur tous les points, la main agissante, l'esprit créateur de Bonaparte dominent, et montrent l'étendue de sa capacité.

Immédiatement après sa rentrée au Kaire il m'écrivit, et me disait dans cette lettre intéressante :

« Mon ami, j'ai trouvé le terme de ma « prospérité; un méchant rempart a borné « ma course, et il a fallu qu'un Français vînt « le défendre contre moi. Me voici revenu de « tous mes projets d'avenir; j'ai à en former « d'autres. Qui, à ma place, ne se croirait « pas dédommagé de ce revers par tout ce « que j'ai fait? Eh bien! moi, je le regarde « comme vain, puisque mon but est manqué. « Je ne suis pas venu ici pour me renfermer « dans l'Égypte, ce serait trop borner ma « carrière. L'Égypte, d'ailleurs, va être le « point de mire des efforts sans cesse renais- « sans des Anglais et de la Turquie. Les assail- « lans ne manqueront pas; les défenseurs « disparaîtront tous les jours, et la France

« ne m'en enverra plus. Hélas! la France elle-« même ne touche-t-elle pas à quelque ca-« tastrophe sinistre? Voyez comment on la « presse. Que deviennent nos avantages? Tout « est compromis de nouveau.

« Mon ami, que dois-je faire? Que vous et « ceux qui m'aiment pèsent bien cette ques-« tion, et y répondent avec autant de sincé-« rité que de dévouement. »

Aucun de ceux dont Bonaparte demandait l'avis ne put le lui donner, car, suivant son usage, il avait pris conseil de lui-même, et cette fois s'en trouva bien. Sa prolongation de séjour en Égypte devenait inutile depuis sa dernière victoire d'Aboukir, et son absence perdait la France, que seul il pouvait sauver. Il se détermina à revenir; il laissa le commandement suprême à Kléber. Le 22 août il mit à la voile, emmenant avec lui Eugène Beauharnais, son fils d'adoption; Murat, qui deviendrait son beau-frère; les généraux Berthier, Lannes et Marmont: quelques hommes de l'institut d'Égypte, furent aussi parmi les favorisés : ce furent Monge, Berthollet, Parseval et Denon.

Mais, avant qu'il débarquât, voyons rapi-

dement tout ce qui s'était passé et ce qui eut lieu jusqu'à ce moment décisif, c'est le point principal de mon ouvrage.

Le changement de ministère déposséda un homme dont il ne faut pas se faire un ennemi. Talleyrand, devenu le point de mire des jacobins et des royalistes, ayant à lutter contre des ennemis infatigables, con tre surtout la haine de Sieyès, et mal défendu par Barras, ne put se maintenir malgré toute la supériorité de sa tactique politique; il fut mis à l'écart, ainsi que d'autres de ses collègues. Je le vis au moment de sa chute, et en vérité son visage ne disait rien du coup de pied donné à son derrière. Il demeurait calme, et, mieux encore, impassible. Ses propos non plus n'avaient rien de la véhémence et de l'acrimonie de ceux de madame de Staël, qui ne déparlait pas. Il trouvait tout bon, et la mesure et le choix de son successeur; il me parut si doux, si satisfait, que je ne pus m'empêcher de dire à Barras :

« Êtes-vous certain que Talleyrand n'est pas votre ennemi?

— Pourquoi le serait-il? il me doit sa rentrée et son ministère.

— Mon Dieu ! répliquai-je, il y a des hommes qui tiennent moins à ce qu'on fait pour eux qu'à ce qu'on ne fait ou ne peut faire; je crains qu'il ne vous accuse de sa chute.

— Il sait que Sieyès l'a seul voulu.

— Oui, mais il peut croire que vous n'avez pas lutté chaudement pour lui.

— Je lui ai promis de le faire rappeler après le gros temps passé; je ne manquerai pas à ma parole, et lui s'y fie. »

Je n'insistai plus, Barras me paraissant très-confiant en sa franchise; mais je m'aperçus peu après qu'une intimité naquit tout-à-coup entre Joseph Bonaparte et Talleyrand. Il y eut, en moins de rien, un échange de gracieusetés, de petits soins qui me charmèrent; on ne cessait d'aller de chez l'un chez l'autre; on avait toujours une partie de plaisir à faire ensemble, ou une pièce nouvelle à aller voir en commun. Quelques jours s'écoulèrent, et Joseph, me rencontrant au Palais-Royal, m'engagea à faire avec lui quelques tours d'allée. La conversation s'établit sur son frère, il en était très en peine; des bruits sinistres se répandaient. Il me répéta plusieurs fois qu'il faudrait que tous les amis

du général formassent un faisceau pour le soutenir réciproquement en cas de malheur. Je pensais comme lui, lorsqu'il me dit :

« Talleyrand est bien dévoué à mon frère. »

Je faillis répondre :

« Je n'en doute pas, l'amitié commence! »

Je me tus néanmoins, et me contentai de répliquer par une phrase banale, de celles qui ne signifient rien, et dont celui qui les écoute se contente toujours. Joseph poursuivit. Je m'aperçus, à ses propos, que le magicien spirituel avait déroulé devant ses yeux un avenir immense et superbe, et qu'il attendait désormais du général ce que le directoire avait cessé de lui offrir. J'en fus charmé, car moi aussi je reconnaissais dans ce personnage tout l'esprit qui aide à plaire, avec la dextérité nécessaire à décider d'une manière avantageuse la marche des événemens.

Cambacérès était un des nôtres; il fut bientôt un de ceux auxquels Talleyrand fit les yeux doux. Je me sers d'un terme extraordinaire, et naturellement si en rapport avec la coquetterie politique de l'ancien évèque d'Autun, qu'il ne surprendra aucun de ceux qui ont eu l'honneur d'approcher de celui-ci.

Cambacérès ne tarda pas à être lui aussi sous le charme, à ne jurer que par l'ancien ministre des relations extérieures, et à s'enquêter où on pourrait le mettre, et quelle place convenable lui présenter. Au reste, on n'en voulait aucune, on ne souhaitait qu'une chose, le retour prochain du général Bonaparte; il devenait d'une nécessité absolue à la prospérité de la république, à laquelle le régime directorial ne convenait plus.

Une autre intrigue, qui eut lieu un peu plus tard, ramena à Paris et à la direction principale des affaires un homme destiné à jouer un plus grand rôle dans la seconde portion de sa vie que dans la première, où cependant il avait fait beaucoup parler de lui. Jacobin forcené dans le principe, l'un des plus atroces démagogues de l'époque, implacable dans ses vengeances prétendues nationales, Fouché avait pris sa part de tous les crimes les plus atroces commis par les conventionnels furieux : il s'était rendu horriblement célèbre par ses actes, par ses discours, par sa correspondance. On l'avait vu à Lyon et dans le midi verser le sang à flots; la monarchie, les royalistes, et même les gens

de bien, n'avaient jamais eu d'ennemi plus acharné, plus terrible, et dont rien ne désarmait la colère; c'était enfin le type des monstres de la révolution : eh bien, ce personnage devait soudainement prendre un autre caractère, revêtir des formes opposées, manifester des opinions tellement conciliantes, qu'elles finiraient par ramener à lui ceux qu'il avait poursuivis avec une cruauté si véhémente. Je ne peux mieux comparer le changement qui s'opéra en lui qu'au pareil déjà rencontré dans l'histoire, dans le successeur de César, lorsque les vertus de l'empereur Auguste firent oublier aux Romains les cruautés du triumvir Octave.

Fouché possédait au reste un esprit adroit, délié, fin, une profonde connaissance des hommes ; il avait des dehors capables de séduire : il prenait le langage le plus propre à l'aider dans ses projets. Né pour diriger la police d'un grand royaume, il le fit avec une sagacité remarquable; il enleva à ce ministère ce qu'il avait d'acerbe, de méticuleux, de tracassier et de tourmentant; il voulut qu'en redoutant l'action on aimât l'acteur : il y réussit d'une façon si particulière, que chaque jour en-

core on regrette Fouché même dans ce faubourg Saint-Germain, où il était si abhorré pour ses premiers forfaits.

C'était un homme, somme totale, très-supérieur, une de ces capacités éminentes dont la fortune se plut à environner le trône de l'empereur. La police n'a plus été faite depuis qu'il a cessé de la diriger, et on a pu le voir quand elle tomba dans les mains de l'inepte duc de Rovigo, et mieux encore dans celles de Decazes, qui, avec un esprit au-dessus du dernier, n'en a pas moins été un mauvais ministre de toutes manières.

Fouché, je crois l'avoir dit déjà, ayant pris le vent, devina sans peine que le moment était venu de changer de route et de langage. On s'attendait, lors de sa nomination au poste de régulateur de la république cisalpine, où il succédait au furibond et inhabile Trouvé, qu'il ramènerait là cette terreur de l'anarchie révolutionnaire; il n'en fut rien. Fouché, au contraire, se montra ami de l'ordre, protecteur du clergé, de la noblesse et des préjugés : il ne parla que de modération, que de concorde, prêcha d'exemple, renversa le travail démagogique de son prédé-

cesseur, et parut si facile, si disposé à satisfaire tous les sentimens, que son départ fut un jour de deuil pour la Cisalpine. Nommé à l'ambassade de Hollande, il y apporta les mêmes vues, une manière égale d'agir. Ici, comme en Italie, il se fit des partisans, non des jacobins effrénés, mais des amateurs de l'ordre et de la paix; bref, sa réputation prit une nouvelle vivacité, et l'on entendit des Milanais raisonnables et ceux de Hollande faire son éloge; on en demeura surpris.

Il n'avait pas négligé de se perpétuer dans la bienveillance de Barras; il entretenait avec lui une correspondance secrète en dehors de l'officielle, le consultait sur tout, lui demandait ses ordres avec une telle persistance, que Barras ne doutait pas de la sincérité de l'attachement que celui-là lui portait. Dès lors il forma le dessein de le rapprocher de lui, dans la pensée de l'appeler plus tard au directoire, où il viendrait comme sa créature; Barras du moins en était persuadé. Il travailla donc à le rappeler; il parvint à effacer les impressions peu favorables que Sieyès avait conservées de Fouché, et, pour me servir d'une expression familière et très-expressive, il parvint à bom-

barder Fouché au ministère de la police.

Ce portefeuille reposait alors dans les mains de Bourguignon, l'un des hommes les plus honorables de la révolution, magistrat habile et très-estimé, mais fort peu à sa place au ministère de la police; il y était mené par les subordonnés, ne savait comment se démêler des embarras de ce labyrinthe inextricable, dans lequel il demeurait entièrement perdu. Le directoire s'en apercevait; il hésitait cependant à le renvoyer, à cause de sa probité, qui n'était pas suspecte. Barras, dans son désir effréné de ramener Fouché au centre commun, travailla auprès de ses divers collègues : après avoir gagné Sieyès, il emporta l'objet de ses manœuvres. Bourguignon passa à la régie de l'enregistrement, et Fouché fut investi du ministère de la police. Il lui donna dès les premiers jours une direction toute particulière. On vit rentrer en foule des émigrés sous la condition de simple mise en surveillance. Les royalistes, persécutés depuis le 18 fructidor, purent aller et venir librement. On abordait Fouché en croyant aller vers un ogre; on en revenait convaincu d'avoir eu

affaire à une colombe. Il trouvait tout facile, acceptait toute raison, admettait la moindre excuse, non sans doute que cela eût lieu gratis; mais enfin la poule était plumée avec tant de précaution, que, loin d'en jeter les hauts cris, elle faisait la révérence. Je demeurai confondu pour ma part de ce revirement d'opinion sur ce personnage dont les louanges, peu avant le 18 brumaire, furent chantées jusque chez la marquise d'Esparbès.

Le premier soin de Fouché en arrivant à Paris fut de rendre à la sollicitation de Joséphine Bonaparte cinq ou six services tous très-éclatans à gens de l'entour de celle ci, à plusieurs de ses parens encore sous le couteau de l'émigration : il facilita en outre je ne sais combien d'affaires sourdes et lucratives auxquelles Joséphine était mêlée, si bien qu'un autre concert admiratif s'éleva de cette maison en l'honneur de Fouché. Il se rapprocha pareillement de Lucien, de Joseph Bonaparte, et leur manifesta un tel enthousiasme pour les vertus sublimes du général leur frère, qu'il les mit pareillement dans le sac. Enfin, un mois après sa prise de possession de ses nouvelles fonctions, sa réputation

nouvelle surgissait de tous côtés. On verra bientôt comment il sut par un coup décisif assurer pour bien long-temps la barque de sa fortune.

L'un de ses premiers soins fut de maintenir Barras dans l'éloignement que ce dernier commençait à manifester contre la jacobinerie, à mesure qu'il se liait de plus en plus à la contre-révolution pour Louis XVIII. Barras dédaignait ceux qui d'abord l'avaient porté au pouvoir, et qui ensuite l'aidèrent à s'y maintenir au 18 fructidor et au 30 prairial. Barras savait néanmoins que ces hommes ne le suivraient pas volontairement aux genoux du roi, et qu'ils seraient les premiers alors à se déclarer contre lui. Cette certitude le portant à les craindre, il se mit à les haïr. Fouché, venant par là-dessus, n'eut pas de peine à lui prouver que les jacobins sont les ennemis nés de la paix publique, que l'opinion universelle leur était contraire. Il lui raconta tout le mal qu'ils faisaient en Italie, en Hollande, le mépris et la détestation que les souverains et les honnêtes gens de toute l'Europe avaient pour eux ; et il fit si bien, que Barras se retira de ce groupe malveillant, ce qui l'isola presque.

Les jacobins avaient cru que Sieyès leur reviendrait : l'amour-propre froissé de l'homme s'y opposa. Sieyès voulait régner seul, et avec les jacobins la puissance ne pouvait être que collective; il leur échappa donc, mais sans se ranger vers un autre parti. Il prétendait en avoir un, il ne l'eut pas, et ceci le perdit plus tard. Roger Ducos était trop raisonnable et trop entraîné par Sieyès pour se lancer dans la démagogie; il restait donc aux jacobins Barras, sur lequel ils ne devaient plus compter; Gohier et Moulin, qui, par niaiserie sentimentale, outraient le républicanisme au point de faire peur ou pitié, ces deux derniers formaient un tout opposé à Sieyès et à Ducos; ils avaient un penchant qui les rapprochait de Barras, dans la confiance où ils étaient de son jacobinisme. Barras pouvait compter sur leur coopération; il s'en targuait, et c'était le seul motif qui le portât à garder des ménagemens envers son ancien parti.

Je ne veux pas m'attacher à répéter ce que j'ai déjà dit de sa double négociation avec Louis XVIII par le canal direct de l'abbé de Montesquiou, et puis par le moyen de Fau-

che-Borel ; ce serait recommencer sur nouveaux frais un texte amplement traité dans les mémoires de ce dernier personnage ; je n'en dirai que ce qui sera nécessaire à l'intelligence de la catastrophe qui se préparait.

Barras, dès la venue de Fouché au ministère, et ne *pouvant douter de l'attachement de ce cher ami*, s'avisa de lui confier, sous le sceau du plus grand secret, le détail de ses négociations royales. Fouché s'en effraya, il avait, lui aussi, tenté cette voie de fortune ; elle ne lui réussit point. L'abbé de Montesquiou, avec sa maladresse accoutumée, l'ayant repoussé avec indignation, Fouché donc craignit que la rentrée des Bourbons ne lui fût fatale, et, sans en rien manifester à Barras, il se mit à manœuvrer de manière à la rendre impossible, ou du moins si difficile que, si elle avait jamais lieu, ce ne pût être que de son consentement et avec son concours. Au demeurant, un fait survenu peu après facilita singulièrement ses intrigues ; et lorsque je serai là je signalerai la cause réelle du grand rôle que depuis il a joué dans le monde. Elle ne fournira pas, il est vrai, un éloge de sa

reconnaissance, mais bien toutefois de son habileté.

Il était nécessaire que l'on tentât d'opposer une barrière aux empiètemens du jacobinisme, qui relevait sa tète menaçante. Le cas arrivera chaque fois que la France sera malheureuse dans ses opérations guerrières. Le besoin de défendre le territoire ramènera nécessairement au régime de la terreur, ce levier puissant avec lequel on imprime à l'épouvante un courage héroïque qui la porte à braver à la frontière la mort dont on la menace à l'intérieur.

Les nominations qui avaient eu lieu pour complèter les deux conseils à la suite de la mutilation fructidorienne avaient amené des hommes entachés de démagogie; ils voulaient que le gouvernement rentrât dans la voie de la pleine république, et les malheurs de nos armées les firent persister dans cette pensée. Aussi se prêtèrent-ils facilement à cette abominable loi des otages, votée sur la demande expresse de Merlin. Plus tard, ils regardèrent le directoire comme trop monarchique, et s'attachèrent à le garrotter du mieux pos-

sible. Des lois à ce sujet furent rendues successivement.

La première porta que toute fraction d'une assemblée électorale légalement convoquée qui s'établirait en scission ne serait pas admise à la concurrence des nominations, et que ses choix seraient repoussés comme inconstitutionnels.

On déclara ensuite coupable d'attentat à la souveraineté du peuple tout fonctionnaire qui, pour lui ou pour ses agens, essayerait d'influencer une élection quelconque. Ces mesures frappaient indirectement le directoire, on ne tarda pas à s'adresser à lui avec plus de rigueur.

Une défense nouvelle et solennelle lui fut faite de faire entrer des troupes dans le rayon constitutionnel sans en avoir obtenu au préalable l'autorisation par une loi. Que tout militaire en jouissance d'un grade ne pourrait en être privé que par un jugement de conseil de guerre, et non par la volonté du ministre ou du directoire. C'était fermer une large porte ouverte à l'arbitraire, qui ne tarda pas à être regretté par le gouvernement, et que Bonaparte recommença aussitôt qu'il put agir contre une loi au moyen d'un dé-

cret impérial. On retira aux agens du directoire la délégation accordée à celui-ci de pouvoir lancer des mandats d'arrêt; on interdit à tout membre du gouvernement de prendre un intérêt quelconque dans les fournitures civiles ou militaires. On enleva au directoire la faculté de supprimer à volonté les journaux existans; enfin, et ceci porta le cachet de l'esprit en majorité dans les conseils, on décida que le pouvoir exécutif ne pourrait fermer un club sans l'autorisation spéciale des deux administrations de la ville et du département.

Gohier et Moulin applaudirent à ces lois. Barras les vit avec peine, elles contrariaient son projet caché. Sieyès s'en indigna, parce qu'elles mettaient à l'avance un frein à sa volonté; il ne se gèna pas pour clabauder contre elles : sa mauvaise humeur en augmenta. Je le rencontrai vers cette époque chez madame Bonaparte, où il venait assez souvent. Il y avait ce jour-là quelques hommes célèbres : c'étaient Cambacérès, Regnault de Saint-Jean-d'Angely, Talleyrand, quoique en disgrâce, Fouché à l'avénement de sa nouvelle fortune, Merlin, qui boudait à

l'écart, madame de Staël, qui encore paraissait amie de la maîtresse de la maison, Ozun tout à Bonaparte, Joseph, Lucien et moi,

Après d'aussi grands noms si j'ose me placer.

On parla des lois sévères que rédigeaient les cinq-cents; on déclara qu'elles liaient le pouvoir exécutif outre mesure.

« Oui, s'écria Sieyès, il me semble voir un homme auquel on attache ensemble tous les membres, et puis à qui on crie: Marche! et surtout prends bien garde de ne pas tomber. Il tombe, et on l'accuse de sa chute; à l'application, *messieurs.* »

Sieyès dit *messieurs*, et non pas citoyens. Cambacérès, alors prenant la parole, dit à son tour :

« En théorie on peut imposer au pouvoir tant de chaînes que bon semble; en pratique il les brise ou périt. L'action d'un gouvernement ne peut être circonscrite que dans un cercle excessivement étendu; sans cela, elle est faible et nulle; on ne comprend pas assez cet axiome de haute politique administrative.

—Tout cela vient, reprit Sieyès, de ce qu'il

n'y a parmi nous que des masses, et pas de tête une, et de sabre un, pour exécuter ce que la tête imagine.

Fouché, *en riant.* Mais citoyen directeur, la tête *une*, le sabre *un*, tout cela est furieusement monarchique.

Sieyès, *d'un ton sec.* Monarchique ou non, c'est positif. Les meneurs en nombre ne mènent rien. On n'a pas besoin, d'ailleurs, de recourir à la royauté pour trouver un double rouage. On le rencontrerait aussi bien avec des formes républicaines; l'essentiel serait qu'un homme d'état régularisât l'administration et la diplomatie, tandis qu'à côté de lui un général exécuterait. Si on n'en vient pas là, il n'y aurait jamais ni paix au dehors ni concorde à l'intérieur, tenez ceci pour positif. »

C'était de la part de Sieyès clairement annoncer l'intention de changer la forme du gouvernement actuel, et de prendre pour lui le rôle de la tête *une;* mais où serait le sabre *un* qu'il fallait, pour le seconder? Les généraux marquans étaient tous dans une position particulière qui les distinguait : Joubert venait d'être tué à la bataille de Novi; Moreau

avait de la réputation, et on se méfiait de ses arrière-pensées; Championnet, quoique intrépide, passait pour étourdi; Masséna, dont la renommée augmentait, n'avait aucun crédit dans le civil; on reconnaissait dans Augereau un sabreur, et pas autre chose; Bernadotte, certainement, avait la capacité nécessaire, mais c'était son défaut aux yeux de Sieyès qui le redoutait, et qui s'imaginait que celui-ci croirait avoir en soi et la tète et la main en état de diriger les affaires.

Sieyès s'était bâti la chimère d'un homme de guerre qui consentirait à jouer le rôle de son valet; mais où le rencontrer? là gisait une difficulté insurmontable. Il voulait des garanties d'obéissance, il n'en rencontrait que d'ambition; n'alla-t-il pas s'imaginer que Bonaparte serait son homme? Il s'adonna à cette infatuation, dont il fut dupe si complètement. Je ne peux encore me rendre compte du motif réel de cette folie qui jeta ce vieil abbé dans les filets du jeune militaire; il faut, pour l'expliquer d'une façon satisfaisante, avoir recours à l'intervention de la Providence, qui voulait amener Bonaparte à ce pouvoir qu'il a occupé avec tant d'éclat.

CHAPITRE XII.

Position politique. — La Prusse excitée à la guerre. — On veut congédier Bernadotte. — Je cause avec Barras de matières importantes. — Le mot qu'on n'écrit pas. — Conséquences de la bataille de Novi. — Le jacobinisme relève la tête. — Ses chefs. — Mesures qu'ils proposent. — Gohier et Moulin les approuvent. — Mécompte de Sieyès, dont Barras se réjouit. — Ce qu'il m'apprend touchant Sieyès et Bernadotte. — La majorité du directoire attaque les jacobins. — Il fait fermer le club du Manége. — On en ouvre un autre rue du Bac. — Séance orageuse au directoire. — Fête du 10 août. — Il pleut des balles qui ne tuent personne. — Colère calculée de Barras et de Sieyès. — Les jacobins accusent celui-ci d'avoir traité de la couronne de France avec le duc de Brunswick. — Disgrâce du général Marbot. — Le général Lefèvre. — La France est monarchique et pas républicaine. — Mot que je hasarde à ce sujet. — La presse tourmente le directoire. — Mesure qu'il prend pour s'en délivrer. — Tumulte qu'elle occasione.

Tous ces projets étaient pour le moment des spéculations pures ; il fallait, avant de parvenir à imprimer cette nouvelle forme gouvernementale, se démêler des embarras toujours croissans de la réalité. La situation de la république devenait de jour en jour

un peu plus précaire; une série de revers épouvantables compromettait jusqu'à son existence. On pouvait, sans être taxé d'extravagance, prédire l'époque à peu près certaine de sa chute définitive. Les coalisés gagnaient du terrain; l'Italie était entièrement occupée; Gènes investie, et que Masséna défendait avec autant de talent que de bravoure, déciderait de la reddition totale du Piémont. Les affaires en Allemagne n'allaient guère mieux; il revenait au directoire des avertissemens sinistres sur les dispositions de la Prusse, qui ajoutaient à son embarras. Cette puissance était alors vivement travaillée par l'Angleterre et la Russie, qui l'appelaient à partager les provinces de la France qui paraissaient devoir appartenir au premier occupant.

La tentation était forte: la république tombait; le gain à faire à ses dépens paraissait positif, et la Prusse, bien qu'agitée dans l'intérieur de sa cour, était pleine de vigueur et de force. Ses habiles capitaines éprouvaient le besoin de réparer la honte de la campagne de 1792. La prise de possession d'une partie de la Pologne les avait mis en goût d'a-

grandir la Prusse d'un autre côté; et on prêtait, à Berlin, l'oreille à des sollicitations qui devenaient à chaque instant plus pressantes.

L'ambassadeur français, instruit en secret de ces menées, en faisait part au directoire. Sieyès disait en se gonflant : « On voit bien que je ne suis plus là ! D'une autre part, il s'indignait que *ses bons amis* du cabinet prussien, si charmés, à l'entendre, de le voir dirigeant les affaires de la France, fussent si disposés à le rosser, la première occasion se présentant. On savait néanmoins que la Prusse ne se déclarerait qu'à la suite d'une perpétuité de revers, et qu'elle se tiendrait tranquille si nous reprenions l'initiative; et ce fut vers les moyens de nous refaire de nos pertes que le directoire se tourna positivement.

Le ministre de la guerre, ne voyant pas la possibilité de ressaisir encore l'avantage en Italie, où Suwarow avait trop d'ascendant, voulait que le choc principal de la guerre fût porté en Allemagne, et qu'on renforçât notre armée de ce côté aux dépens de celle de Masséna. Ce plan rencontra des contradicteurs. Barras et Sieyès, rarement d'accord, le furent pour suspecter les intentions de Ber-

nadotte; ils se figurèrent tous les deux que ce ministre aspirait à s'emparer du pouvoir en se rattachant aux jacobins, et ils résolurent de se défaire de lui.

Ce n'était pas chose aisée que congédier le ministre de la guerre; il avait dans le directoire deux partisans déclarés, Moulin et Gohier. Ceux-ci, enchantés de ses talens, de sa bravoure et de son patriotisme, ne voyaient que lui capable de sauver la république, et s'en expliquaient ouvertement, de manière à inspirer de plus vives craintes à leurs collègues.

Je voyais Barras beaucoup moins depuis que je me rattachais en entier au parti Bonaparte, mais cependant notre liaison durait toujours, et sa confiance en moi était peu refroidie ; il pouvait soupçonner mon arrière-pensée, et se plaignait souvent de ce que je n'étais plus aussi familier dans le Luxembourg. Je trouvais des défaites, et le temps coulait selon la coutume. J'allai un matin chez Barras, je le trouvai couché, quoiqu'il fût assez tard.

« Qui vous a fait veiller? dis-je en riant; Vénus ou la république?

Barras. Celle-ci, parbleu! et, depuis quelques mois, elle devient à tel point exigeante que l'autre a le droit de se plaindre. Où est l'heureuse époque de mes plaisirs?

Moi. La position, en effet, est critique; chaque courrier apporte l'annonce d'un nouveau malheur!

Barras. Oui, le dehors, le dedans, tout est sinistre; et nous avons à nous garder de ceux dont la coopération est absolument nécessaire.

Moi. De qui donc vous méfiez-vous, cette fois?

Barras. Du ministre de la guerre. Sa conduite est peu nette; il se rapproche d'un parti dont nous ne voulons plus; il propose un plan de campagne dangereux dans ses conséquences; il se lie avec ce bon Gohier, qui ne voit pas plus loin que son nez, et ce pauvre Moulin, qui se croit militaire parce qu'il porte des épaulettes de général; et s'ils parviennent à entraîner à eux Roger Ducos, nous sommes...... Sieyès et moi. »

Le directeur employa un mot que je ne peux écrire, et que les dames surtout me reprocheraient de répéter; puis il continua :

« Cela nous tracasse; nous voudrions pouvoir le congédier; mais qui mettre là, lorsque les capacités sont rares, et que néanmoins il est d'une nécessité indispensable de les employer? Bernadotte, d'ailleurs, si un grand événement arrive, sera un obstacle à ce que je tente. Celui-là est comme Bonaparte, on ne saura jamais bien quelle serait la part dont il se contenterait. Moulin approuve son plan de campagne; Masséna se démet si on l'exécute; nous sommes bien embarrassés. »

Cette conversation avait lieu avant la funeste bataille de Novi; elle me montra les nouvelles divisions qui éclateraient prochainement dans le sein du directoire. Je demeurai de plus en plus persuadé que l'unité en cinq personnes était une chose impossible à obtenir; que le pouvoir exécutif n'aurait jamais qu'une homogénéité apparente, tant qu'il ne serait pas ramassé sur une seule tête; en un mot, qu'il n'y a de stabilité que dans un gouvernement monarchique. Je prévis encore que peut-être Bernadotte, avec le concours de Moulin et de Gohier, parviendrait à s'emparer du gouvernement. Je

fis part de ceci aux frères Bonaparte, qui, quoique fort amis du ministre de la guerre, lui préféraient le général, chef de leur maison. Ils partagèrent mes craintes, et ne manquèrent pas de les verser dans le sein de Napoléon, lorsque celui-ci arriva. Ce fut une des causes du levain de mésintelligence qui dès lors exista entre ces deux grands hommes; je leur donne l'épithète qui leur convient à chacun également.

La perte de la bataille de Novi, répandit au sein de Paris une terreur inexprimable; chacun alors se crut en droit de veiller au soin de sa propre conservation, puisque le gouvernement se montrait dans l'impossibilité de veiller à la défense générale; et, comme je l'ai déjà fait pressentir, le jacobinisme en prit un nouveau ressort, et se montra plus redoutable; les assemblées populaires, fermées après le 10 thermidor, s'étaient reconstituées; plus tard, le club des jacobins occupait, par faveur spéciale, l'ancienne salle de la convention, au Manége : là il reprenait une portion de son ancienne énergie.

Parmi ses membres les plus passionnés, on comptait Félix Le Pelletier, Bouchotte, Arena,

Drouet et quelques autres, tous impatiens de replacer la république sous leur influence, et de ramener le régime de sang, dont ils étaient les seuls à regretter l'existence. Chaque bataille perdue leur inspirait une audace plus marquée. Ils demandaient le prompt recours aux mesures énergiques qui, en 1792 et 1793, avaient sauvé la patrie. Il fallait, à les entendre, d'autres levées en masse, d'autres proscriptions, courir sus aux émigrés rentrés, relever les échafauds contre les ennemis de la république, les partisans de la maison déchue, contre ceux qui trouvaient leur avantage dans la calamité publique, dans les malheurs communs. Ils murmuraient les mots de rigueurs nécessaires, d'emprunt forcé, de maximum; enfin on revenait aux déclamations démagogiques qui naguère avaient fait tant de mal.

Elles avaient des échos dans le directoire, ces déclamations insensées et furieuses; Gohier et Moulin les trouvaient très-patriotiques. Ils s'enquêtaient de leurs collègues du moment où on les mettait en œuvre; cet assentiment déplaisait à Barras et beaucoup

plus encore à Sieyès. Celui-ci, dans son utopie, s'était en outre donné, à part le *sabre* docile à tête, une majorité complaisante, qui, par son vote, aiderait à la marche de l'administration. Or, ce qui irrite le plus les faiseurs de système, c'est de trouver une opposition là où ils se sont arrangés pour avoir un appui. Sieyès, qui comptait sur des conseils soumis, trouvait insupportable la résistance que déjà ils lui opposaient.

Barras voyait sa mauvaise humeur; il s'en réjouissait avec moi, qui lui dis :

« Je pense que le plaisir de voir Sieyès en défaut dans ses calculs vous ferait presque consentir à ne pas réussir dans les vôtres.

— Il est si despote, si entier! me fut-il répondu. Il nous prend tous pour des machines dont les fils sont en ses mains. Cependant je crains l'avenir; les conseils sont, dans une direction opposée, ce qu'ils étaient à la veille du 18 fructidor. On y prêche ouvertement le retour aux principes de la Montagne; deux directeurs sont pour eux; si un troisième s'y range, Sieyès et moi ferons le pendant de Carnot et de Barthélemy.

— Cela serait possible, répliquai-je; mais, si vous êtes certain de Roger Ducos, recommencez ce que vous avez déjà fait.

Barras. Cela ne se peut plus; je m'appuyais alors sur une opinion, maintenant aucune ne me secondera. L'action de l'armée est nulle, puisque l'armée est en déroute; les généraux pencheraient plutôt vers le républicanisme pur; les royalistes sont autour de moi en trop petit nombre; d'ailleurs Sieyès ne consentira jamais à coopérer à un mouvement monarchique : il veut être chef, et non subordonné. Je me trouverais seul, je vous le répète; la position n'est plus la même; nous sommes presque à la merci des conseils et du premier ambitieux qui osera; et si Bernadotte ose, adieu le pouvoir exécutif..... Oui, poursuivit Barras en marchant à grands pas, nous touchons à une crise; elle me sera fatale, je le crains, car les auxiliaires me manquent; je tomberai, c'est probable; mais ce qui me console, c'est que Sieyès n'aura pas plus de bonheur : on le chassera, n'importe qui arrive où nous sommes. Savez-vous qu'Augereau se met sur les rangs?

Moi. Lui! c'est une pitié. Que ferait-il du commandement?

Barras. Bernadotte le met en avant, le berce d'un consulat militaire, auquel ce sabreur se laisse prendre; et, le coup achevé, Augereau sera doucement poussé à la seconde, puis à la troisième place, et enfin retombera dans sa sphère naturelle, la nullité. Il y a plus de deux cent cinquante députés qui s'entendent avec ces deux hommes; ils auront en outre à disposer de Gohier et de Moulin.

Moi. Et Ducos?

Barras. Eh! Ducos sera au plus offrant et dernier enchérisseur. Ces avocats sont toujours à vendre; il ne s'agit que de savoir ou de vouloir les acheter. »

Nous en étions là de notre causerie, lorsque Fouché entra, tenant des papiers à la main. Je voulus me retirer, Barras me retint. Il dit au ministre de la police : « C'est un des nôtres, il ne redira rien aux jacobins; d'ailleurs, il faut qu'il nous aide dans la conjoncture où nous sommes. »

Fouché, à qui, au fond, la chose était in-

différente, ne répliqua par aucune objection. Je sus que Sieyès, Roger Ducos et Barras, étaient convenus d'essayer leur force et leur influence, par une attaque à la jacobinaille, en fermant son club du Manége. Une loi n'était pas nécessaire à cet effet, ni une simple disposition de police, appuyée du consentement des autorités compétentes; il suffisait de la volonté du conseil des anciens. Celui-ci, logé aux Tuileries, avait la police de son palais, dont la salle du Manége formait une dépendance. Sieyès et Barras réunirent leurs amis auprès de la commission des inspecteurs, qui retira la permission donnée aux jacobins de s'assembler dans ce lieu; on le signifia au bureau. On prit les clefs, et tout fut dit. Cela parut une sorte de victoire, et par le fait ce n'était rien.

Les jacobins ne s'amusèrent pas à établir une dispute de local, dans laquelle ils auraient tort; ils allèrent s'établir rue du Bac, dans l'endroit où depuis on a vu le petit théâtre *de la Victoire.* Là ils furent bien plus en dehors de l'influence de l'autorité, et sans nécessité d'avoir à conserver certains ménagemens que leur commandait leur établissement au Ma-

nége. Les motions incendiaires et hostiles allèrent leur train avec un peu plus de véhémence; on en vint presque à menacer le directoire et le ministre de la police, que l'on taxa de royalisme : c'était par trop fort.

Au directoire on remit sur le tapis ce qu'il fallait faire. Ici les deux directeurs jacobins se prononcèrent catégoriquement. Ils déclarèrent que, la constitution permettant les sociétés populaires, il fallait leur laisser la pleine liberté; que si des propositions coupables y étaient émises, on avait la ressource de traduire leurs auteurs devant les tribunaux; que le péril imminent de la patrie devait faire autoriser tout ce qui retremperait l'esprit public; que les clubs étaient un des moyens les plus propres à raviver l'ancien enthousiasme.

Sieyès, à son tour, pérora dans un sens opposé, mais en vain. Ses collègues ne cédèrent pas à son éloquence; sa mauvaise humeur en augmenta. Voyant que par le raisonnement il ne pouvait l'emporter, il fit comme on fait toujours, il employa la force, et, séance tenante, demanda qu'on allât aux voix; Barras, Roger Ducos, votèrent avec lui.

La majorité décida donc que la salle de la rue du Bac, serait fermée; on remit toutefois cet acte de vigueur après la fête du 10 août, que l'on solennisait chaque année.

Sieyès, qui, dans ce moment, présidait le directoire, avait préparé, pour cette fête, un discours dont il attendait un grand résultat. Qui sait si même il ne se flattait pas de ramener à lui tous ceux appelés à l'entendre, ou qui le liraient plus tard? Il s'est complu, dans sa notice biographique écrite de sa main, à rappeler le courage qu'il mit à prononcer ce discours au bruit du sifflement des balles. Ceci exige une explication.

A la rentrée de cette cérémonie, Barras et Sieyès dirent à qui voulut l'entendre, et firent même insérer dans les gazettes à leur dévotion, que les jacobins, profitant de la circonstance d'un exercice à feu, avaient dirigé contre eux des fusils chargés avec des cartouches. Ils affirmèrent cette accusation, qui trouva peu de crédit; car, si on eût tiré sur eux, on pouvait atteindre aussi bien leurs collègues, et tout au moins tuer ou blesser quelqu'un dans la foule nombreuse qui les environnait. Aucun accident pareil n'arriva;

aucune balle ne porta coup; ce qui est impossible, si elles eussent réellement sifflé, comme le dit l'abbé Sieyès. Tout dans ce moment me décida à croire que ce fut une ruse, un prétexte, que ces deux messieurs employèrent pour autoriser les mesures qu'ils prendraient plus tard contre leurs adversaires. Il est certain qu'on cria beaucoup à l'assassinat, au guet-apens, et que nul ne fut ni tué ni égratigné.

Cela n'enleva rien à l'exaspération de ces deux hommes. Si Barras avait eu sous sa main le roi de France, il l'aurait mis soudainement sur le trône; si Sieyès avait déjà rencontré *son sabre*, il lui aurait dit : feu!!! Cela occasiona un bruit d'enfer, une cascade de dits, de redits, d'accusations, d'explications multipliées; on inculpait, on se justifiait; c'était à ne pas s'entendre; et, au milieu de ce conflit de mensonges, de jongleries, d'intérêts opposés et de calamités extérieures, Dieu sait comment allait la machine publique.

Les jacobins ne demeurèrent pas en reste. Eux, de leur côté, prétendirent que Sieyès, pendant son ambassade en Prusse, avait traité de la couronne de France avec le duc de

Brunswick. Il en était quelque chose, si l'on m'a bien informé : on avait leurré Sieyès d'une acceptation de constitution créée par lui, et d'un premier ministère perpétuel, dont on récompenserait ses services. Lui avait trop d'esprit pour croire possible une pareille combinaison ; mais il se donna le tort d'admettre qu'elle pût avoir lieu, et celui de répéter, soit à Berlin, soit à Paris, que les princes du nord de l'Allemagne étaient des hommes sages, capables de gouverner un état constitutionnellement. On inféra de ce propos que ce qu'on avançait avait quelque fondement, et il demeura certain, pour quelques-uns, que Sieyès avait fait marché de la France avec le duc de Brunswick. Certes, celui-ci eût été le dernier appelé à nous gouverner. Nul, parmi nous, n'avait oublié ses fameuses proclamations de 1792.

Barras et Sieyès, persistant à soutenir que des coups de fusil avaient été tirés contre eux, voulurent en punir quelqu'un. Ils s'adressèrent au général Marbot, commandant la place de Paris, excellent militaire, mais un peu chaud patriote, incapable d'assassinat, qu'on ne pouvait accuser raisonnablement de quoi

que ce soit, et qui n'en fut pas moins mis de côté. Il fut remplacé par le général Lefebvre, depuis maréchal de France et duc de l'empire, notabilité au-dessus de Marbot. Lefebvre était déjà connu avantageusement dans l'armée, où son nom se rattachait à une foule de beaux faits d'armes. Il se trouva à une multitude de combats, de batailles rangées, où il mérita des lauriers, et l'estime des vainqueurs et des vaincus. Ce n'était ni un enthousiaste de la république, ni un partisan de la terreur; ami de l'ordre, on pouvait croire qu'il ne prêterait pas son appui à des actes désorganisateurs.

La majorité du directoire, forte de sa nomination, ne balança pas à frapper le club démagogue. On déploya un certain appareil pour enlever l'idée de toute résistance; il n'y en eut pas. Il est un fait certain, c'est que depuis la chute de Robespierre l'horrible parti dont il était le chef est demeuré sans sympathie, sans affinité avec le reste de la France. Il a trouvé toujours ou une opposition décidée, ou une résistance d'inertie, chaque fois qu'il a tenté de ressaisir l'avantage. On lui fait, en le redoutant, plus d'hon-

neur qu'il ne mérite. La république est tuée à jamais parmi nous.

Les Français aiment par nature la monarchie; ils se plaisent à revêtir l'importance de cour. Je n'ai vu aucun bourgeois qui, pouvant s'approcher d'un prince, ait refusé cet honneur. Dès que l'empire se fut établi, les plus huppés jacobins devinrent les plus fous de titres et de cordons. Ils se ruèrent là-dessus en affamés véritables; et, en 1814, il n'y a eu de boudeurs que ceux dont le monarque n'a pas voulu. Nos habitudes n'ont rien de Caton ou de Brutus.

Les jacobins, en 1799, avaient prétendu que le peuple ne souffrirait pas qu'on fermât leur repaire. Le peuple demeura tranquille; il s'amusa de la mine des membres qui venaient sérieusement les uns après les autres se faire congédier par les soldats qui gardaient les avenues de la salle; mais il ne fut aucunement question de révolte. Je dis à ce sujet à Barras :

« Je peux répéter hardiment le mot d'Henri IV; les Parisiens sont affamés de voir un roi.

— Je le crains, répondit le directeur; ils

sont gens à se contenter, tant leur appétit est extrême, du premier général qui se coiffera d'une couronne. »

Barras et moi avions raison. L'anarchie républicaine déplaisait un peu plus chaque semaine; on aspirait à un meilleur ordre de choses, à une stabilité qui découlerait nécessairement de la puissance d'un seul.

Sieyès se donna les gants de la facilité avec laquelle le club avait été fermé. Il prétendit que son influence était la cause déterminante de la patience des jacobins; et, comme il faisait d'eux ses ennemis directs, parce qu'il était sorti de leur sein, il imagina de les poursuivre en outre dans les journaux, où ils s'étaient réfugiés, et d'où ils battaient le directoire. Comment parvenir à ce but? La chose était difficile. Le brave abbé y rêva, et enfin alla se rappeler qu'il existait une loi conventionnelle très-acerbe, contre tous ceux qui, par des écrits ou par des actes, tendraient au renversement de la chose publique; dans ce cas prouvé, on serait puni de mort. La chance était forte, et punir de mort l'auteur d'un article de journal paraissait chose impossible; et, bien que cette arme

fût dans les mains du directoire, il n'osa jamais s'en servir, comprenant l'odieux qui en rejaillirait sur lui.

En France on ne comprend la peine capitale que pour des crimes positifs, et un bavardage de gazette, quelque virulent qu'il soit, ne peut être placé sur la même ligne de l'homicide que par un ministère public avide de faire son chemin.

Il fallait néanmoins arrêter la violence des attaques journalières, que les jacobins ne ralentissaient pas. Le gouvernement, par le canal de Berlier, tenta vainement de faire rendre une loi contre la liberté de la presse; les chambres la repoussèrent, et l'arène demeura ouverte plus large qu'auparavant. Je vis Barras sur ces entrefaites.

« Il est impossible, me dit-il, que le directoire continue à marcher, s'il ne trouve pas un moyen d'arrêter le débordement d'injures et d'allégations calomnieuses dont on l'accable; nous ne gouvernerons qu'au moyen d'un peu de repos.

— Et comment l'obtiendrez-vous? demandai-je. »

Barras, répondit :

« Hier encore nous étions fort embarrassés sur ce que nous avions à faire; mais Fouché, véritable homme de ressource, vient d'arriver à notre aide. Il a découvert, dans la constitution, un article excellent, le 145me, conçu en ces termes : « Le directoire, s'il se trame « quelque conspiration contre la sûreté de « l'état, peut décerner des mandats d'amener « et des mandats d'arrêts contre ceux qui en « sont présumés les auteurs ou les complices. »

« Nous avons trouvé là-dedans notre fait; or, comme de pareilles déclamations sont de réelles attaques contre le fait même de l'existence de la république, nous avons résolu de l'employer à notre légitime défense. Nos deux collègues, Moulin et Gohier, ont opposé une résistance blâmable. Ils ont trouvé très-constitutionnels les calomnies, les outrages dont on nous abreuve; il a fallu en venir aux voix, et la majorité a, dans la séance d'aujourd'hui, lancé onze mandats d'arrêt contre les rédacteurs d'autant de gazettes, et autant destinés aux scellés des presses et à la saisie du matériel.

— Miséricorde! m'écriai-je. Avez-vous osé faire cela? Vos oreilles ne sont-elles pas déjà

remplies du bruit fou que vous allez faire lever? Il n'y aura pas en France assez de rage pour la diriger contre vous.

— Je m'en moque, reprit Barras, pourvu que nous rendions muets ces journaux misérables; ils nous dévorent tout vivans. Ah! la méchante chose que la liberté d'une république !

— Ainsi vous en venez à regretter le mutisme des monarchies?

— Je regretterai dorénavant, repartit-il, tout ce qui imposerait silence à la canaille folliculaire. Un message signifiera demain aux conseils cette mesure nécessaire. »

Ce lendemain fut le 3 septembre 1799. On ne peut concevoir, même lorsque l'on assiste à ce qui se passe actuellement, l'exaspération, la colère délirante, la frénésie démagogique, que produisit ce coup d'état. Les jacobins avaient trouvé bon, au 18 fructidor, qu'on sévît contre les presses royalistes: les excuses en faveur de cette violation de la loi ne leur ayant pas manqué, ils recueillaient aujourd'hui le fruit de cette approbation imprudente et si peu politique. On les punissait avec les mêmes verges dont l'usage leur

avait paru légitime, et on les sifflait maintenant qu'ils trouvaient mauvais qu'on les employât de nouveau et contre eux. Le corps législatif ne demeura pas tranquille, il s'agita; des motions incendiaires furent faites, une nouvelle irritation s'empara des esprits; on proposa de prendre la défense de la constitution : c'était, en d'autres termes, donner le signal de la guerre civile.

CHAPITRE XIII.

Situation réciproque du directoire et des conseils. — Quelques députés veulent opérer un rapprochement. — On charge Ozun et moi de porter les premières paroles. — Idée qu'on inspire à Lucien Bonaparte. — Je cause avec Barras, qui doute de l'union projetée. — Conférence chez lui. — Ceux qui s'y trouvent. — Discussion vive. — Rupture éclatante. — Barras et moi. — Je lui conseille de se rallier à Merlin et à Moulin. — Jourdan propose de déclarer la patrie en danger. — Les jacobins proposent à Bernadotte la dictature. — Sagesse de son refus. — Effroi de Sieyès et de Barras. — Bernadotte au Luxembourg. — Barras, Sieyès et Fouché, le trompent de concert. — Trois directeurs acceptent la démission qu'il n'a pas donnée.

Nous touchions à la veille d'une révolution; elle était flagrante et plus encore nécessaire. Il n'y avait plus possibilité d'aller dans la voie actuelle, la division intestine du directoire devait suffire seule à tout bouleverser. Comment pouvait cheminer un gouvernement dont le char était sans relâche tiré en sens inverse par ses chefs divisés en nombre à peu près égal? Il y avait de plus acrimonie permanente et lutte continuelle du pouvoir

exécutif aux conseils ; ceux-ci jalousaient celui-là ; celui-là prétendait dominer ceux-ci. Bref, c'était un conflit de volontés divergentes, au milieu duquel Dieu le père n'aurait pu conduire la machine du monde. A plus forte raison les directeurs devaient être embarrassés.

Les conseils ne l'étaient pas moins; tant de têtes ne seraient pas facilement réunies sous le même bonnet. Chacune avait son avis différent, son plan de conduite en opposition à l'avis, au plan de son collègue, et aspirait à les faire prévaloir. Il y avait dans ce corps législatif les jacobins intraitables, les démocrates, qui se vendraient, puis les républicains purs en petit nombre, les constitutionnels, qui ne savaient ce qu'ils voulaient ; les modérés, prêts à s'accommoder de tout ; les monarchiens, reste de la vieille constituante ; les royalistes de bonne foi et ceux furieux; enfin le ventre, qui de la montagne robespierriste était tout entier descendu dans la plaine à la suite du 10 thermidor, et qui maintenant réparti dans les deux conseils, parvenait, comme cela arrive toujours en cas semblable, à plus embarrasser le directoire qu'à le servir.

Les lâches qui en chaque circonstance ont un vote d'obéissance banale tuent à la fin les gouvernemens qui se confient entièrement en eux, parce qu'il advient telle situation où le remède est dans l'énergie, et où la mollesse complaisante ne sert qu'à la ruine de ceux qu'elle trompe, en les flattant.

L'intérieur, par contre-coup, était bouleversé par toutes les passions haineuses et de vengeance, par la misère publique, la cessation de tout commerce, la défaillance de l'agriculture, la frayeur des invasions, qui paraissaient prochaines, et par l'irritation surtout provenant de l'incertitude du gouvernement et de l'inhabile tyrannie de l'administration. Il fallait étouffer dans du sang la révolte du département de la Haute-Garonne ; on devait craindre qu'elle gagnât le midi ; la chouanerie, la Vendée, à la nouvelle des désastres de nos armées, se préparaient à rentrer en lice.

Les finances, en proie aux fournisseurs, aux agioteurs, à toute sorte de sangsues publiques, périssaient, malgré les emprunts forcés, la masse énorme des impôts et la vente des biens nationaux. En un mot, la patrie

touchait à l'heure de sa perte. Ce fut dans ce moment que certains membres des deux conseils imaginèrent que peut-être on pourrait s'entendre avec la majorité du directoire; que le péril commun, en diminuant l'exagération des prétentions réciproques, rendrait aussi l'accommodement plus facile. On se réunit; on appela à ces conférences les jacobins chefs; on ne repoussa pas ceux soupçonnés de royalisme. Ozun, dont la modération était connue, eut la mission de s'entendre avec moi, afin que tous les deux, de concert, nous pussions parler à Barras du projet de paix qu'on voulait réaliser.

Ozun, autant que moi, appartenait à la fraction Bonapartiste, n'existant alors que parce qu'elle votait d'ordinaire avec les frères Bonaparte. Lucien, chef réel en l'absence du général, avait un demi-parti, qui cherchait à faire de lui quelque chose; on abondait dans l'idée de Sieyès de réunir une tête et un sabre, et on prétendait trouver l'un et l'autre en Lucien et Napoléon Bonaparte. Aussi, autour de lui, murmurait-on les mots de deux consuls, de deux tribuns, l'un de l'intérieur, l'autre de la guerre, d'une double prési-

dence ; enfin il semblait que Lucien serait appelé prochainement à jouer un rôle de haute importance. Son frère Joseph, sans en être encore jaloux, aurait bien désiré qu'on songeât à lui ; cela ne se pouvait guère, on n'a pas l'habitude de prendre dans une seule maison tous ceux qu'on veut placer à la tête des gouvernemens populaires.

Une combinaison aurait amené Lucien, au moyen d'une dispense d'âge, au directoire ; mais ceci était machiné au dehors de la multitude, qui ne devait en avoir connaissance qu'au moment de la mise en œuvre de ce dessein particulier.

Cependant Ozun, après avoir jasé avec moi de notre mission commune, pensa qu'il valait mieux que je m'en expliquasse d'abord seul avec Barras, dont j'étais plus intimement connu, et dans le cas où le directeur serait disposé à traiter, lui alors viendrait nous joindre, et ensemble nous réglerions les dispositions préliminaires. J'allai donc seul au Luxembourg, et, selon ma coutume, j'abordai franchement la question. Barras m'écouta avec cette attention impatiente que l'on ac-

corde à ce qui déplaît, et lorsque j'eus achevé :

« On veut une discussion amicale, me dit-il. Vous savez sans doute de quelle manière elle se terminera : on se prendra aux cheveux si on y met de la bonhomie, ou l'on se détestera davantage si la diplomatie vient en place de la loyauté. »

Je tâchai de le persuader que l'on ne viendrait là qu'avec des dispositions conciliantes ; que d'ailleurs, comme on n'excluait aucun de ses amis, il pouvait renforcer la conférence de l'appui des siens et de ceux de son collègue Sieyès. Barras en demeura d'accord, et, sans perdre de temps, s'en alla vers celui-là lui faire part de la proposition. Sieyès y topa d'abord ; il aimait les réunions intimes, où il pérorait à son aise, et celle-là lui parut propre à faire briller son éloquence. Je n'eus alors qu'à mander à Ozun de venir prendre jour avec les directeurs ; on se décida pour le lendemain, et nous retournâmes aux cinq-cents, répéter ce que nous avions conclu avec les deux directeurs.

Parmi ceux qui assistèrent à cette confé-

rence, si ma mémoire me sert bien, je retrouve Lucien et Joseph Bonaparte, Le Carlier, Poujart du Limbert, Poullain-Grandpré, Bodin, Castilhon, Maragon, Jourdan, Sallicetti, Pérez et quelques autres pour les deux conseils. Ozun et moi ensuite arrivâmes; les chefs de la jacobinerie, Félix Le Pelletier en tête, Bouchotte et Aréna, les cinq directeurs et environ une douzaine de ceux accoutumés à voter selon le désir de Sieyès et de Barras. Nous pouvions tous ensemble être trente ou trente-six; cela formait déjà presque une assemblée tumultueuse.

Plusieurs prirent la parole tour à tour; on demanda collectivement au directoire s'il avait l'intention de cheminer constitutionnellement, et sur sa réponse affirmative, Le Carlier, prenant la parole, signala divers actes, tous opposés à cette prétention. Il insista sur la fermeture du club de la rue du Bac, au moment où la république, menacée par les satellites de la tyrannie, avait besoin qu'on la secourût, en réveillant la chaleur de l'esprit public.

Barras répondit avec convenance : il dit que les excès faisaient plus de mal que de bien;

que le club servait peu la république, en attaquant sans relâche la marche du pouvoir exécutif et la personne de ses membres; que, loin par là de déjouer les projets de l'étranger, on les servait; que quant aux autres actes on pouvait les soutenir, puisqu'on les trouvait tous caractérisés dans la constitution; qu'il fallait avant tout empêcher celle-ci de périr, et que c'était préférable au contentement de certains amours-propres, et à savoir supporter des vengeances non motivées.

Aréna, à ces mots, éclata; il prétendit que nul des siens n'était mu par des idées d'une hostilité personnelle, mais bien par la vue du péril que courait la patrie; que les bons citoyens concevaient des craintes lorsque le directoire ne formait pas une masse compacte, lorsque certains d'entre ses membres, ou avaient des liaisons avec des hommes suspects, ou affichaient des opinions qui ne l'étaient pas moins.

Sieyès répliqua que, pour sa part, il n'avait que des pensées favorables au maintien des lois et à la conservation de la paix générale, mais qu'il fallait se défier de ceux qui, sup-

posant des complots, complotaient eux-mêmes, et que certainement il existait une classe d'hommes dangereux dont les démarches tendaient véritablement à la perte de la république.

Lucien Bonaparte, je ne sais pourquoi, prit feu à ces paroles. Il s'écria :

« Sera-ce toujours avec des allégations qu'on éludera des réponses qu'il faudrait préciser? Le champ est vaste que l'on ouvre, au moyen de ces phrases générales, où l'on accuse qui on veut, de ce qu'on veut, sans courir néanmoins aucune chance, parce qu'on n'a rien spécifié! C'est une arme trop souvent employée, pour que cette fois on en veuille souffrir les atteintes. Le président du directoire (Sieyès l'était en ce moment) vient de signaler des hommes qui complotent, et dont les manœuvres tendent à la perte de la république; je lui demande de nous les désigner nominativement, afin que nous nous séparions d'eux, s'ils nous ont séduits, ou qu'on les évite, s'ils ne font pas bande commune avec nous. »

L'attaque, cette fois, était rude et directe. Barras comprenant que son cher collègue

venait de s'enferrer, ne put contenir toute sa joie, qu'il me manifesta par l'éclat de son regard. Quant à Sieyès, qui depuis son entrée au directoire, allait de désappointement en désappointement, et qui ne pouvait s'accoutumer à ne pas jouir de cet ascendant qu'il s'était supposé gratis, il ne put, dis-je, se vaincre, et répliquer de manière à ressaisir l'avantage ; il ne prit pas même le temps de réfléchir à ce qu'il faudrait dire, et lui aussi, s'exprimant avec impétuosité, fit la faute de répliquer :

« Et nous, est-il possible de désigner ces hommes, avec l'espoir d'arriver à leur punition, lorsque à chaque séance la tribune des cinq-cents est occupée par des membres qui ne cessent de les soutenir ? »

A peine cette phrase eut-elle été lâchée, qu'il s'éleva parmi nous une huée presque générale. Ceux du conseil des cinq-cents qui étaient là, se regardant comme offensés par ce propos, le relevèrent, certains, au moins, avec une chaleur aigre. Sieyès ne s'abandonna point. Il y eut un feu roulant de plaintes aigres, de reproches véhémens; les têtes s'échauffèrent, et selon ce que Barras m'avait

prédit, au lieu de se concilier au moyen de concessions réciproques, on se sépara un peu plus irrité qu'auparavant.

Parmi ceux venus là, non dans un esprit de paix, mais avec l'intention secrète d'envenimer la querelle, je signalerai le général Jourdan. Il se trouvait dans une position particulière, qui le portait à se montrer l'ennemi personnel du directoire, auquel il reprochait ses malheurs au commandement des armées. Le maréchal Jourdan est sans doute un très-bon militaire, mais il a rarement été heureux. Il venait, coup sur coup, d'essuyer des revers qui avaient décidé le directoire à le rappeler, bien que ses intentions ne fussent pas suspectes; il n'en ressentait pas moins un dépit violent, et nourrissait dans son âme un désir de se venger de la majorité du pouvoir exécutif. Il parla peu ou point peut-être ce jour-là, mais aussitôt qu'il fut de retour au conseil des cinq-cents, il monta à la tribune, et demanda que le danger de la patrie fût déclaré.

Je viendrai tout-à-l'heure à ce fait; je veux auparavant raconter les suites de la conférence rompue. Chacun se retira par grou-

pes; je fus l'un des premiers à partir avec Lucien Bonaparte et Ozun. Je ne descendis cependant que jusqu'à la porte du Luxembourg, ayant la fantaisie de retourner à l'instant même chez Barras, d'où nous sortions. Lucien paraissait enchanté de sa boutade; il était heureux d'avoir battu Sieyès. Il jacta un peu sur ce point. Nous convînmes avec lui que le directeur avait fait une école; et puis moi, saisissant l'à-propos de la survenue de Joseph et de Cambacérès, qui lui aussi était là, je rentrai dans le palais, et par la route des passages à peu près secrets, je revins auprès de Barras.

Je le trouvai seul, Sieyès ayant emmené Roger Ducos avec lui, et les deux autres directeurs s'étant retirés avec les jacobins.

« Me féliciterez-vous de ma perspicacité? me dit-il.

Moi. Oui, et plus encore de la maladresse de votre collègue.

Barras. Ce pauvre Sieyès! on croirait à l'entendre, qu'il prend chaque jour à volonté la lune avec les dents, et au fond il manque de malice; ce sera là pourtant *notre tête*.

Moi. Si *le sabre* n'a pas plus de fil.....

Barras. Il ne le trouvera jamais, bien qu'il le cherche. Il s'accommoderait d'Augereau, de Lefebvre, je ne sais de qui encore; je crois que la république aura besoin de le renvoyer en Prusse.

Moi. Si toutefois le roi Frédéric-Guillaume ne nous envoie pas des soldats au lieu d'ambassadeurs.

Barras. Nous sommes dans la crise. Le directoire doit prendre fin, mais il faut que sa chute entraîne celle des conseils, en leur forme actuelle..... Mon cher, nous aurons sous peu une chambre des pairs et une chambre des communes. »

Je compris à ce propos que la négociation avec Louis XVIII était en pleine voie de conclusion; mais comme je ne voulais plus m'en mêler, je ne fis aucune question propre à déterminer une pleine confidence. Barras, qui s'était arrêté pour me laisser peut-être la facilité de la question, poursuivit en voyant que je n'ouvrais pas la bouche.

« Le Rubicon est passé. Les conseils, à la suite de la scène qui vient d'avoir lieu dans mon salon, nous traiteront en ennemis, et

franchement, je ne me soucie guère de lier ma cause à celle de Sieyès.

Moi. En effet, pourquoi pactiseriez-vous avec un homme qui cherchera perpétuellemen tà vous donner le croc-en-jambe? A votre place, je l'abandonnerais net, et me procurerais soudainement la majorité, en me faisant *tête* et non *queue*.

Barras. Et par quelle voie, s'il vous plaît?

Moi. Revenez au parti qui vous a toujours soutenu, et que Gohier et Moulin représentent au directoire. Ceux-ci seront charmés de devenir quelque chose d'important, au moyen de votre agglomération avec eux. Et vous les verrez, satisfaits, marcher à votre suite, lorsqu'ils s'imagineront cheminer de front avec vous. »

Ce que je disais frappa Barras; je le reconnus à la contenance pensive qu'il prit soudainement. Il se tut, réfléchit, puis se mit à dire :

« C'est impossible; je me suis trop avancé dans une autre route, pour pouvoir avec avantage rentrer dans celle-là. Les républicains purs me repousseraient.

Moi. On ne repousse que les hommes inutiles; vous ne l'êtes pas. Au reste, ce que je vous conseille est votre seule ressource, c'est à vous à savoir s'il vous convient de l'employer. »

Et je pensais ainsi que je m'exprimais. Barras, en se maintenant en équilibre avec Sieyès, tomberait nécessairement à l'instant de la chute de celui-ci, et il m'a été prouvé que si l'incident du retour de Bonaparte n'avait pas eu lieu, Sieyès ne serait pas demeuré au directoire jusqu'à la fin du mois de décembre. Il s'était posé si étrangement que déjà il était seul, et cela au pied de la lettre.

Barras, auquel j'avais ouvert un nouveau cours à ses idées, me remercia de mon conseil, sans me confier ce qu'il en ferait; nous nous séparâmes. Jourdan, sans marchander, lança, le 13 septembre, sa proposition de déclarer la patrie en danger; il se flattait qu'elle serait adoptée presque sans discussion. La chose n'eut pas lieu ainsi; elle éprouva une vive contradiction. Les peureux craignirent le mouvement qu'imprimerait cette mesure; les gens sages reconnurent que les jacobins en profiteraient seuls; Lucien Bonaparte la

redouta, sans trop savoir pourquoi. Il fut un de ceux qui la combattirent avec le plus de chaleur ; Chénier le seconda, et, quoique les républicains ardens l'appuyassent, elle ne fut pas adoptée.

Cette proposition mit Paris en feu. Les jacobins, qui la regardaient comme leur ancre de salut, firent tous leurs efforts pour lui donner de la consistance. Ils ramassèrent toute la canaille de Paris, cette portion hideuse de la grande ville qui répond depuis quarante ans aux appels de l'anarchie ; une foule nombreuse et menaçante entoura le lieu des séances du conseil des cinq-cents, demandant avec des cris furieux que la proposition de Jourdan fût admise : elle se porta à des insultes envers Boulay de la Meurthe, qui parla contre toujours dans l'intérêt de la majorité du directoire, auquel il était acquis de prédestination. Lucien Bonaparte lui-même fut maltraité à sa sortie du conseil.

Mais le péril pour le pouvoir exécutif n'était pas dans les mouvemens aveugles de cette masse ; il fut sur le point de naître d'une combinaison bien autrement relevée : voici des détails que je peux donner pour certains ;

ils me viennent de Barras lui-même, que je vais laisser parler.

« Dès que les jacobins virent que nous étions résolus à ne pas céder à leur exigence, ils se déterminèrent à nous pousser à bout ; ils voyaient notre faiblesse évidente : nous manquions de soutiens réels; il n'y avait plus ni près ni loin une armée et un chef liés essentiellement à notre cause, et dont le concours ne pût nous manquer. Les généraux et les troupes en avaient assez du soin de se défendre, ainsi que le territoire, et nous les appellerions toujours trop tard ou en vain. La force militaire de Paris était encore d'une utilité incertaine; on la tournerait facilement contre nous si on la faisait appeler par un homme recommandable, et celui-là on le trouvait dans le ministre de la guerre. En conséquence Félix Lepelletier, Aréna et quelques autres, allèrent le trouver au moment même où l'on discutait la proposition de Jourdan. On lui proposa la dictature qui lui serait concédée par les conseils épurés, pourvu que sur-le-champ il voulût monter à cheval, se mettre à la tête des patriotes, et nous chasser du Luxembourg.

« On lui montra combien ceci serait facile, et quelle récompense il en recueillerait. Bernadotte ne nous aimait point ; il nous accusait d'avoir préféré le plan de campagne de Joubert au sien particulier. Il pensait que la machine gouvernementale pourrait être mieux administrée, et se sentait capable de remédier aux maux de la patrie. Certes, avec de pareilles dispositions on pouvait présumer qu'il ne serait pas éloigné de tomber d'accord au sujet de la proposition qui lui était faite; mais Bernadotte est rempli de sens et de mesure. La situation de la république lui paraissait tellement précaire, et les moyens de la maintenir si incertains, que sa haute sagesse recula dans ce moment ; il répondit aux envoyés de la jacobinerie à peu près dans les termes suivans :

« Je trouve la marche du directoire mauvaise, je vois ses fautes, et comme vous, citoyens, je le crois peu capable de conduire les affaires au milieu des écueils qui surgissent de tous les côtés ; mais je me garderai de tenter de faire mieux, lorsque je ne me vois pas appelé par le concours de la confiance générale ; ceux que vous représentez

ne sont pas la majorité de la nation. Vouloir me mettre à votre tête serait simplement déplacer la question, et non la résoudre. La lutte recommencerait demain sur nouveaux frais. Encore si vous aviez la majorité des conseils ! mais elle vous manque ; si elle vous venait... »

« Bernadotte s'arrêta. Aréna répondit que cette majorité avait l'habitude de venir là où était la force, et que sans doute dans la circonstance présente elle ferait tout comme ci-devant. Bernadotte répliqua d'un ton grave et ferme :

« Citoyens, je me sens digne d'attendre l'opinion publique. Je me déclare incapable de la violenter. Je vous le répète, que la majorité des conseils se prononce, qu'elle m'appelle, mon devoir sera d'obéir. Jusque là je demeurerai dans le rôle que mes attributions me donnent. »

« Bernadotte, voyant qu'on voulait insister, rompit ce colloque, et congédia les députés, qui s'en retournèrent non sans espoir de l'entraîner un jour, puisqu'il avait mis pour condition à son assentiment celui de la majorité des conseils. On se flatta d'emporter celle-ci

au moyen de séductions ou de menaces.

« Il n'est rien qui puisse être tenu caché, poursuivit Barras, de tout résultat d'une démarche collective. Fouché, peu d'heures après, savait ce qui s'était dit réciproquement au ministère de la guerre : il vint me le rapporter. J'étais avec Sieyès qui, lui aussi, eut grand émoi du péril que nous avions couru. Nous étions à chercher de quelle façon nous éviterions d'y tomber une autre fois, lorsque je vis le ministre de la guerre entrer dans la cour du Luxembourg ; je le dis à Sieyès. Une pensée soudaine frappa celui-ci. Il m'invita à voir d'abord Bernadotte en l'assistance de Fouché, et puis à le lui envoyer lorsqu'il aurait assez causé avec nous. Je me conformai à cette invitation : elle eut un bon effet.

« Le ministre de la guerre entra peu de temps après. Il venait m'annoncer ce que je savais déjà, et partit de ce texte pour récapituler tous les griefs contre la conduite du directoire à son égard, ne me laissant pas ignorer qu'il en aurait tiré vengeance ce même jour s'il n'avait eu pitié de la patrie. J'avoue que je fus beaucoup plus touché du coup qui

avait failli nous atteindre que de la magnanimité de Bernadotte ; et, attendu la volonté ambulatoire de l'homme, je craignis qu'un retour sur soi-même ne lui fît accepter plus tard ce que d'abord il avait refusé. En conséquence, courant au plus pressé, je l'assurai que tout ce qu'il s'imaginait de notre concert contre lui manquait de fondement; que, si ses idées n'avaient pas été suivies dans leur ensemble, il fallait s'en prendre à Masséna principalement, qui avait offert sa démission si on les exécutait, et que, vu l'urgence, il eût été impossible de laisser Masséna se retirer en ce moment.

« Fouché après moi, et à l'aide de paroles dorées, acheva de tranquilliser Bernadotte. Il lui jura sur son âme, et le malin ne croyait guère en avoir une, que le directoire, dans sa majorité, loin de lui être défavorable, ne comptait que sur lui seul pour le retirer du mauvais pas où il était engagé. Il lui insinua qu'on pensait à lui pour un généralat suprême, une sorte de dictature militaire, dont on l'investirait, vu l'imminence du danger. La loyauté de Bernadotte donna complète-

ment dans ce piége, et ce propos de Fouché fut la cause de ce qui s'ensuivit peu de momens après: Enfin, nous arrangeâmes si bien la chose que, lorsque le ministre de la guerre s'en alla trouver Sieyès qui, lui dîmes-nous, voulait aussi lui prouver son amitié, nous étions entièrement blanchis dans son esprit.

« Sieyès le reçut à bras ouverts, écouta le même récit qu'il nous avait fait, lui répondit de la même manière, et puis ajouta :

« Et pourquoi accepteriez-vous d'un parti peu nombreux, et antipathique avec la France, ce que nous sommes disposés à vous donner? Oui, le commandement suprême vous sera dévolu lorsqu'il vous plaira de l'accepter.

— Je suis prêt, repartit Bernadotte, à le recevoir aussitôt qu'on me le confiera. Je le regarderai comme la récompense du peu que j'ai fait pour la patrie, des travaux de mon ministère, et de ce que je me flatte de faire à l'avenir. »

« Sur ces grands complimens de la part de Sieyès, épanchemens de cœur, exclamations affectueuses, serremens de mains à l'avenant, on est d'accord, tout désormais sera à mer-

veille. Le directoire est soutenu, il en aura plus de confiance en ses ressources, et Bernadotte est congédié.

« A peine est-il sorti, que Sieyès me mande ainsi que Roger Ducos, nous raconte ce que Bernadotte vient de lui dire, et propose d'accepter la démission offerte par le ministre de la guerre; ceci me parut un peu leste. J'étais ancien militaire, mais un abbé et un avocat ne doutent de rien. Nous formions à nous trois la majorité du directoire; nous pouvions à toute force prendre un parti, quoiqu'un peu illégal alors; et, sans appeler nos deux autres collègues à la délibération, nous la décidâmes dans le sens de la proposition de Sieyès, et le secrétaire-général Lagarde l'ayant consignée sur le registre, le président y apposa sa signature et tout fut dit. Sieyès crut avoir victoire gagnée; quant à moi, je regardai comme un gage de mon existence politique de ne pas dépendre de la volonté du ministre de la guerre.

« Cette façon leste de congédier Bernadotte fut un véritable coup d'état. Dès que nous l'eûmes consommé, nous songeâmes à en prévenir Gohier et Moulin; leur stupéfaction.

poursuivit Barras, fut extrême. Ils n'eurent pas l'esprit de se taire pour éviter de prouver qu'on les avait comptés pour rien. Ils s'en allèrent tous les deux *in fiocchi*, et tels que de grands enfans, faire à Bernadotte une visite solennelle. Vous en avez eu connaissance, vous savez ce qu'ils ont dit; à leur place j'aurais agi avec plus de retenue, car, en définitif, on s'est moqué d'eux. »

Barras termina là son récit, je vais le compléter.

CHAPITRE XIV.

Dubois de Crancé ministre de la guerre.—Captivité et mort de Pie VI.—Attente du retour de Bonaparte. — Il quitte l'Égypte. — Incidens de sa navigation. — Arrivée à Fréjus. — Joie des populations. — R.... m'apprend le retour de Bonaparte. — Je vais chez Joséphine. — De là au Luxembourg. — Physionomie des directeurs. — Ce que Barras me dit sur plusieurs points. — Ce qu'il me charge de proposer à Bonaparte dès que je le verrai. — Aspect de Paris. — Joie des républicains et des royalistes. — La Harpe se mystifie lui-même. — Retour de Bonaparte. — Comment il est accueilli par les Parisiens. — Il va au directoire. — Dîne avec Gohier, et boude Sieyès. — Détails.

La nouvelle de la destitution du ministre de la guerre, que Dubois de Crancé, régicide incorrigible remplaça, causa une surprise générale. On ne douta pas que le directoire ne fût appuyé chaudement pour s'être porté à se conduire ainsi. Bernadotte répliqua à la lettre officielle d'acceptation de sa démission par une lettre dans laquelle il spécifiait que cette démission dont on le frappait, il ne l'avait pas offerte. Nous ne nous en tourmentâmes aucunement ; l'essentiel pour

nous était de nous être délivrés de la crainte qu'il nous inspirait. Son successeur manquait de tout ce qui le rendait lui redoutable; Dubois de Crancé manquait de talens relevés, non qu'il fût dénué de toute espèce de mérite; il n'en possédait seulement pas assez pour devenir à son tour un objet de terreur.

Ce choix d'ailleurs était significatif; il tendait vers la jacobinerie; ce fut Barras qui le décida, et il le fit dans le dessein de se rapatrier en quelque sorte avec Gohier et Moulin, auxquels dès ce même jour il se mit à faire des galanteries. La fortune en ceci fut sur le point de le servir selon son gré, mais une autre fortune supérieure allait lutter contre la sienne et l'étouffer dans ses fortes mains. L'arrivée de Bonaparte, veux-je dire; elle suivit de près cette série d'événemens. J'ai négligé, en les signalant, de ranger parmi eux la captivité du pape Pie VI, ordonnée par le directoire, d'abord sur l'inspiration de La Révellière, et ensuite perpétuée par la conséquence d'une fausse démarche qui, nécessairement, en entraîne toujours de plus désastreuses encore après elle. Le saint-père, conduit à travers la haute Italie et les Alpes, alla

terminer sa carrière à Vienne en Dauphiné, où il expira le 29 août, laissant au directoire la charge de sa fin et de ses malheurs. Le directoire ne sut point ce qu'il faisait en acceptant cette responsabilité, qui fournit à ses ennemis une arme bien dangereuse, et dont Bonaparte tira un grand parti dans son avantage personnel.

Tout concourait à écraser le pouvoir exécutif, lorsque Masséna, par des manœuvres savantes et toutes de génie, parvint, ainsi que je l'ai rapporté plus haut, à dominer l'étoile de Suwarow, qu'il arrêta à Zurich dans sa course victorieuse, le 25 septembre. Masséna dès ce moment reprit l'avantage. Suwarow vaincu se coucha vainement devant ses soldats pour les arrêter, il dut se relever et fuir avec eux. Son terrible adversaire poursuivit le cours de ses avantages, tandis que vers le Nord et en Hollande, Brune, avec non moins de bravoure et de bonheur, gagnait sur les Anglo-Russes la bataille de Kastricon; il y en avait assez pour laisser au directoire le loisir de respirer. Hélas! ces lénitifs arrivaient trop tard, l'heure de son agonie était sonnée;

et le 8 octobre Bonaparte débarqua sur la plage de Fréjus.

Ce grand événement, prévu par un petit nombre de fidèles parmi lesquels je comptais, était loin encore d'être une certitude. Nous savions que les frères de Bonaparte lui avaient mandé que sa présence était nécessaire pour sauver la France des revers du dehors et des dissensions intérieures. J'avais uni ma voix à la leur, je lui avais tenu le même langage. Savions-nous s'il l'aurait entendu? c'était l'objet de notre sollicitude.

Mais tandis que nous nous livrions à des inquiétudes graves, celui qui en était l'objet se rapprochait de nous et devait bientôt reparaître inopinément. Il avait quitté l'Égypte monté sur la frégate *la Muiron*, qu'accompagnait la frégate *la Carre*, et deux chebecs, la *Revanche* et la *Fortune;* on aurait dit de deux noms choisis exprès pour se procurer un augure favorable. Ces quatre navires étaient sous le commandement du contre-amiral Gantheaume. Le départ eut lieu la nuit, afin d'éviter une voile ennemie qui croisait dans les parages d'Alexandrie. Bonaparte fixa lui-même

la route à tenir, en disant au contre-amiral :

« Je veux que vous longiez autant que possible la côte d'Afrique le long des rives de la Méditerranée. Vous suivrez cette route jusqu'au sud de la Sardaigne. J'ai ici une poignée de braves, j'ai un peu d'artillerie; si les Anglais se présentent je m'échouerai sur le sable; je gagnerai par terre avec ma troupe Oran et Tunis, et là je trouverai le moyen de me rembarquer. »

Son étoile parut d'abord obscure ; les vents pendant vingt-un jours lui furent tellement contraires, qu'à peine si on put faire une centaine de lieues en courant avec difficulté des bordées ; enfin le vingt-unième le mouvement du ciel changea, et en peu d'instans on doubla l'ancienne Carthage et la Sardaigne. On pouvait espérer d'atteindre promptement la rive de France, lorsque le vent d'occident, se ranimant avec vivacité, força la petite flotte à mouiller le 1er octobre dans le port d'Ajaccio ; ce mauvais temps dura jusqu'au 7.

Ce fut dans ce lieu que Bonaparte eut connaissance des derniers événemens, de la perte de la bataille de Novi, de la mort de Joubert. Ceci ne le rassurait pas sur l'avenir,

mais lui aida à croire que son retour deviendrait nécessaire. La quarantaine à laquelle il fallait se soumettre le désespérait à l'avance, et il dit à Bourrienne à ce sujet :

« Sans cette maudite quarantaine, à peine à terre, j'irais me mettre à la tête de l'armée d'Italie; il y a encore de la ressource. Je suis sûr qu'il n'y a pas un général qui me refusât le commandement. La nouvelle d'une victoire remportée par moi arriverait aussitôt à Paris que celle d'Aboukir. Cela ferait bien. »

Tels étaient les moindres projets de ce grand capitaine, qui ne pouvait même rêver des actes communs ; il lui fallait des chimères gigantesques et proportionnées à la gloire qui déjà l'environnait. Le 7 octobre il quitta le port d'Ajaccio ; le même soir, quatorze vaisseaux anglais se dessinèrent à l'horizon ; une destinée heureuse les porta à ne pas attaquer ; on devait pourtant le craindre. Gantheaume proposa de rentrer dans le port ; Bonaparte s'y opposa, et fit diriger les manœuvres vers la côte de France, où l'on aborda tout auprès de Fréjus, dans la baie de Saint-Rapheau, le 8 octobre à huit heures du matin.

Le convoi fut d'abord reçu hostilement ;

quelques coups de canon lui furent tirés des batteries voisines; mais tout-à-coup, et sans que l'on sache comment la chose arriva, le bruit s'étant répandu sur la plage que Bonaparte était sur l'un de ces bâtimens, la scène changea : mille et mille cris s'élevèrent de tous les côtés ; la foule des acclamateurs augmenta en un clin d'œil ; elle ne pouvait se rassasier de contempler Bonaparte ; c'était à qui l'approcherait de plus près, à qui se féliciterait de son retour avec le plus d'enthousiasme. Vainement les préposés de la santé voulaient que les mesures sanitaires fussent observées, et quand ils parlaient de la nécessité d'une quarantaine, la population répondait en chœur : « Nous aimons mieux la peste que les Autrichiens. »

On craignait la prochaine invasion de ceux-ci, et la venue inopinée de Bonaparte changeait en assurance de la victoire l'épouvante de l'invasion. Il n'y eut aucun moyen de se conformer aux règlemens d'usage ; pas un de ceux qui étaient là ne l'eût souffert. On espérait tout de la présence du vainqueur de l'Italie et de l'Égypte. C'était à qui lui ferait le récit accusateur de la mauvaise administration

intérieure et des désastres extérieurs. On ne se cachait pas pour lui dire qu'on attendait de son seul génie le dédommagement de ces malheurs. Les autorités locales vinrent lui rendre leurs hommages, comme si déjà il eût été leur souverain. En un mot, en touchant du pied la France, Bonaparte s'en était déjà emparé.

J'étais aux Français, et fort occupé du soin de me démêler d'une intrigue que la belle Uranie de Montbert, devenue femme légitime du général L..., voulait nouer avec moi, lorsque je vis venir R..., l'âme damnée de Barras, ai-je dit déjà souvent. Il avait la figure allongée, les traits renversés; il portait çà et là ses regards effarés, qui, enfin tombant sur ma personne, parurent se remettre quelque peu. Il ne pouvait ou ne voulut pas venir dans la loge où je me reposais, et me fit signe d'aller à lui. La curiosité me porta à lui complaire; je me mis en cervelle que Masséna avait été battu. Je joignis R...

« Eh bien! qu'est-ce? » lui dis-je.

Il m'entraîna loin des corridors dans le foyer, et là, d'une voix sourde et douloureuse :

« Il est arrivé, » me dit-il.

Je ne savais pas que le retour de Bonaparte pût causer ce chagrin ; aussi ne devinant pas qu'il était question de lui :

« Qui donc est arrivé? demandai-je.

— Ou le diable, répliqua R..., dont le visage se monta soudainement à la mauvaise humeur, ou bien Bonaparte.

— Il est ici ! m'écriai-je emporté par un mouvement involontaire; ici! Ah! tant mieux, nous sommes sauvés.

— Vous, c'est possible ; mais nous, perdus, repartit l'honnête proxénète du directeur ; il revient sans autorisation, sans accord préalable. Tout cela ne présage rien de bon à mon maître... Au cher Barras, » dit-il en se reprenant.

Je tâchai alors de dissimuler la joie de mon âme, et questionnai le personnage, car, d'après ses premières paroles, je voyais le général à Paris; il n'y était pas encore, mais le télégraphe venait d'annoncer son débarquement. Le directoire aussitôt s'était réuni pour délibérer sur une nouvelle positive, quoique très-surprenante. R... me *sollicita* de venir voir Barras avant que de me coucher. Je m'y engageai, nous nous quittâmes ensuite, lui ayant des intimes à rejoindre, et moi, impatient de savoir ce qui en

était positivement, j'allai d'abord au plus près chez Joseph Bonaparte; je ne le trouvai pas, non plus que Lucien où je fus ensuite; je me rendis en troisième chez madame Bonaparte; elle nageait dans un océan de bonheur, et pleurait tout à la fois à chaudes larmes, selon son usage, pour le contentement ou le chagrin. Ses deux beaux-frères étaient déjà venus chez elle; un nombre considérable de généraux, d'hommes des deux conseils, y accoururent pareillement.

Je sus qu'elle dînait ce jour-là chez Gohier avec Sieyès, lorsque tout-à-coup la nouvelle inattendue avait tombé à la suite du repas, comme un coup de foudre. Les deux directeurs de leur côté, et Joséphine du sien, avaient pris chacun leur volée, ayant tous des sentimens bien divergens à répandre ou à retenir. Mes devoirs remplis dans la maison de la rue de la Victoire, je me dirigeai vers le palais du pouvoir exécutif. Il me parut être pris d'assaut, à tel point tous ceux qui sortaient ou entraient paraissaient hors d'eux-mêmes; car, à mesure que le retour de Bonaparte était connu, les cœurs palpitaient, les têtes se montaient; on formait des conjectures bizarres, on se livrait

à des pensées qui eussent paru extravagantes si tout autre que le général les eût inspirées.

A peine si le portier, si la valetaille, songea à me demander ce que je voulais. Je montai chez Bottot d'abord; il était dans le salon du directeur; je m'y rendis également; les cinq demi-dieux s'y trouvaient, non plus en séance, mais en la compagnie d'une vingtaine d'individus, tous très-dévoués à la chose publique, ce que je traduisais par ces mots à leur intérêt privé. Gohier et Moulin me parurent consternés; ils ne dissimulaient ni leur appré hension ni leur colère; ils tonnèrent contre l'audace du général qui revenait sans avoir pris leurs ordres; et s'étonnaient que la France comptât plus sur lui que sur eux; Roger Ducos se maintenait dans son indifférence accoutumée. Barras était réfléchi et soucieux; je m'interrogeai sans pouvoir me répondre d'une manière satisfaisante sur le motif de la joie désordonnée de Sieyès; était-il possible à une personne raisonnable d'admettre la cause qui charmait Sieyès? Je la sus peu après.

Il avait trouvé *son sabre*. Oui, le cher abbé, en apprenant le retour de Bonaparte, se laissa

atteindre soudainement de l'infatuation que celui-là ne revenait que pour prendre de ses almanacs, comme dit le dicton populaire; que pour se ranger sous ses ordres et pour les exécuter. Ce fut folie : cela parut à Sieyès une conséquence inévitable de sa supériorité de génie sur Bonaparte. Aussi, loin de partager la mauvaise humeur de ses collègues, il se voyait déjà délivré d'eux ; seul, et ayant un peu en arrière le général, qu'il supposait enchanté de cheminer à sa suite.

Je fis semblant de ne rien savoir : je me laissai apprendre la nouvelle du jour; je m'en montrai surpris ; chacun, l'un après l'autre, se retira. Barras m'ayant fait signe de rester, je demeurai avec lui. Dès que la dernière personne de celles qui avaient été avec nous fut sortie, le directeur alla lui-même pousser le verrou de la porte principale, ce qui annonçait qu'il ne voulait aucunement être interrompu dans ce qu'il voulait me dire. Puis, revenant à moi :

« Étiez-vous instruit de sa prochaine arrivée ?

Moi, *résolument.* Non, et rien même ne me l'annonçait. Au reste, il ne m'a écrit que

deux fois depuis son embarquement à Toulon (sa dernière lettre ne me parvint que vers la fin d'octobre.) J'ignorais sa détermination.

Barras. C'est un coup de tête fort hasardé, très-dangereux; il abandonne sans ordre l'armée dont le commandement lui était confié; il viole les lois sanitaires; et certes, s'il rentre à Paris, c'est pour y cabaler contre nous.

Moi. Ses intentions seront bientôt connues; les momens sont critiques, il vaudrait mieux l'employer à réparer nos revers qu'à le quereller.

Barras, *avec vivacité.* Si mon avis au conseil de tantôt eût passé, on l'aurait puni sévèrement; Moulin, Gohier, Ducos, pensaient comme moi; Sieyès s'est mis à faire des phrases; Ducos alors a passé à son avis; Gohier n'a pas voulu faire connaître le sien, et on n'a rien décidé.... Mais que veut-il? que vient-il faire? Je ne demanderais pas mieux que de me mettre d'accord avec lui. Voyez-le dès qu'il descendra de voiture; parlez-lui franchement de ma part, et tâchez qu'il y ait une sincérité égale de la sienne. Il obtiendra tous les commandemens qu'il voudra.... Et, poursuivit Barras en hésitant, s'il désire entrer au direc-

toire, on avisera aux moyens de lui faire avoir une dispense d'âge. »

Je pus aisément reconnaître combien cette concession coûtait à Barras. Il pérora ensuite longuement, dans le but d'effacer le mauvais effet que produirait sur Bonaparte l'avis extrême qu'il avait ouvert contre lui dans le conseil. Barras savait qu'on en instruirait le général, et déjà il revenait sur des paroles dictées plutôt par un instinct de terreur que par de la haine personnelle. Je pus en outre me convaincre qu'une nouvelle majorité se formait dans le directoire ; à compter de ce jour elle se composerait dorénavant de Barras, Moulin et Gohier. Je retrouvai le républicanisme du premier quelque peu retrempé, son royalisme de fraîche date un peu en baisse, et sa confiance en l'avenir très-incertaine ; rien de toutes ces choses ne m'étonna : Bonaparte était sur la route de Paris. Je quittai le directeur, je rentrai chez moi pour me coucher, mais cette nuit encore ne put appartenir au sommeil ; une foule de pensées m'assaillirent ; je voyais les destinées de la France s'améliorer soudainement, grandir outre mesure, se consolider surtout ; et j'attendais ces merveilles

rapides du seul poids que Bonaparte jetterait dans la balance politique.

L'aspect de Paris le lendemain fut curieux; un seul sentiment animait la population entière, la satisfaction que lui causait le retour de Bonaparte; tous les cœurs allaient au-devant de lui, c'était comme à Fréjus. Je ne doutai plus qu'il ne pût faire tout ce qu'il voudrait, et je présumai que sa volonté serait très-étendue. La même agitation remplissait le conseil des cinq-cents lorsque je m'y présentai. Ceux qui avaient l'espérance de jouer un premier rôle comprenaient que dorénavant cela ne se pourrait plus. Jourdan, par exemple, dont quelques-uns auraient voulu faire la doublure de Pichegru, se faisait remarquer par son air morne, sa contenance embarrassée. Chénier rayonnait de satisfaction; les républicains exaltés espéraient de ne pas rencontrer en Bonaparte les refus obstinés de Bernadotte; toutes les illusions ne se terminaient pas là.

Je rencontrai chez madame d'Esparbès, où je dînai ce même jour, La Harpe et le marquis de Clermont-Gallerande renforcés d'une

demi-douzaine de disciples à foi robuste, et auxquels on faisait croire des absurdités dont les chefs du parti se berçaient eux-mêmes. La nouvelle du moment était sur le tapis, lorsque j'arrivai; on s'émerveillait que les Anglais, qui faisaient sur mer si bonne garde, eussent laissé passer quatre vaisseaux sans les voir et les visiter.

La Harpe écoutait avec une mine de mystification; il souriait, se moquait visiblement de l'auditoire. Je compris qu'il avait quelque grosse et forte balourdise à nous conter, et pour à mon tour me moquer de lui, je me mis à provoquer son silence. Ma ruse réussit, et lui, profitant du repos, nous révèle, mais sous le sceau du secret, le fait important que voici:

Le passage de Bonaparte a eu lieu de concert avec les Anglais; il est la conséquence d'une négociation suivie entre le général et les puissances de l'Europe. Il revient pour rendre la couronne à la famille royale, et recevoir en récompense l'épée de connétable, la chose est certaine; le comité royaliste en a reçu la nouvelle, et doit favoriser de tous

ses moyens la prise de possession momentanée que Bonaparte fera du pouvoir souverain.

Là-dessus toute la tablée poussa de grands cris, exalta la politique sublime de l'Angleterre, convint que le général serait largement payé de son service; nul ne vit plus loin que son nez, et ne conçut l'absurdité d'une pareille bourde; et moi j'admirai avec quelle faiblesse on accueille tout ce qui flatte notre désir dominant. La marquise comme les autres chanta les louanges de monsieur Bonaparte, et on arrêta unanimement qu'on le titrerait par avance de *second Monck*.

Je tais une foule de faits privés, mes entrevues avec ceux du bord nouveau, avec Cambacérès, Ozun, Regnaud, les frères Bonaparte, et toute la cabale anti-directoriale. On recommença plus que jamais à leurrer Lucien du partage de l'autorité avec son frère, et pour lui en donner un avant-goût, on le nomma, le 23 octobre, président du conseil des cinq-cents; c'était sans doute s'engager envers sa famille, mais je n'en suis pas encore là.

Quelques jours s'écoulèrent, et une cen-

taine de bruits divers furent répandus; les uns disaient que Bonaparte dès son débarquement avait pris la route de l'armée d'Italie; d'autres, qu'un ordre impérieux du directoire le soumettait à une quarantaine rigoureuse; il y en avait qui le disaient arrêté et déjà traduit devant une commission militaire sous la double prévention du poste quitté et des lois sanitaires violées; il en était qui au contraire le faisaient marcher vers Paris à la tête d'une armée qu'on improvisait.

Quoi qu'il en soit, lui seul occupait tous les esprits; son nom était dans chaque bouche. Sa famille, impatiente de le voir, courut à sa rencontre par la route de la Bourgogne, qu'il avait désignée comme étant celle qui le ramènerait à Paris; mais à Lyon il changea de pensée, et sa voiture roula vers celle du Bourbonnais; il entra dans Paris le 16 octobre. La rue de la Victoire fut à l'instant encombrée d'une multitude joyeuse et criante qui hurlait plus qu'elle ne manifestait son contentement.

Je peindrais mal les transports qui éclatèrent lorsque deux heures après il sortit pour se rendre au directoire. Le concours d'enthou-

siasme l'accompagna dans les rues qu'il traversa. La garde du directoire, instruite de sa venue par ce mouvement extraordinaire, courut aux armes d'elle-même, se rangea en bataille! on battit aux champs, on cria vive Bonaparte, non moins que si déjà il eût été souverain. Gohier, si je ne me trompe, présidait alors le directoire. Ce fut chez lui qu'il alla d'abord. Gohier, qui avait résolu de le traiter avec froideur, de le quereller même, il s'en était vanté à l'avance, ne sut en le voyant que le complimenter, à tel point il se trouva soudainement enveloppé du prestige universel.

Il allait dîner avec Sieyès et Moulin. Il invita Bonaparte à prendre place à sa table; il envoya prévenir Barras et Ducos; ni l'un ni l'autre ne se trouvait au directoire; le premier avait été rejoindre à Vincennes une de ses maîtresses, le second dînait en ville; on ne put savoir où. Bonaparte accepta. Le repas fut froid; chacun craignait de se livrer. Bonaparte voulait voir venir Moulin et Gohier; celui-ci, revenu de sa première, surprise cherchait à se relever par un air digne et solennel; et Sieyès! Sieyès, lui qui s'était déjà tant

promis de profiter de l'apparition de *son sabre*, éprouvait un de ces mécomptes si communs dans la vie humaine, et contre lequel il n'était aucunement préparé. *Son sabre* le boudait.

Je ne sais pourquoi Bonaparte alla s'imaginer que Sieyès, plus encore que les autres directeurs, lui serait contraire; il en partit pour affecter pendant tout le dîner de ne lui parler ni de le regarder; vainement l'abbé à constitution lui faisait des agaceries, il ne les voyait ni n'y répondait; et l'abbé de s'en désoler, et de se demander d'où provenait cette bouderie envers un homme qui le voyait presque pour la première fois. On convint que le lendemain aurait lieu la présentation officielle du général au directoire. Bonaparte se retira de bonne heure, si bien que Barras et Ducos, avertis enfin, ne le rencontrèrent pas au Luxembourg lorsqu'ils y rentrèrent.

Sieyès revint dans son appartement dès après la sortie de Bonaparte; Moulin et Gohiers demeurèrent ensemble; ils se demandèrent la conduite à tenir en cette occurrence, et reçurent Barras comme un dieu tutélaire quand il se présenta. Leur union de fraîche

date devenait intime ; tous les trois se concertèrent. Barras, qui voulait se maintenir au pouvoir et se conserver ces deux collègues, dont les intérêts seraient dorénavant le sien, les engagea à ne rien faire de ce qui pourrait compromettre le salut commun. On se promit de ne point se diviser, et on décida que l'on appellerait les ministres pour tenir un conseil où les deux autres directeurs furent appelés pour la forme, car on se défiait d'eux déjà, bien que Ducos n'eût manifesté aucune opinion personnelle.

CHAPITRE XV.

Je vais chez Bonaparte. — Je rencontre Fouché qui en sortait nuitamment. — Cause de la conduite postérieure de Napoléon envers le duc d'Otrante. — Je trouve Talleyrand déjà chez Bonaparte. — J'entre à mon tour. — Colloque intéressant. — Propos remarquable du général. — Il refuse de se rapprocher de Barras. — Suite de notre conversation. — Gohier propose d'opposer Bernadotte à Bonaparte. — Barras n'y consent pas. — Réception solennelle au directoire du vainqueur de l'Italie. — Cortége significatif qui accompagne celui-ci. — Les militaires. — Les savans. — Les hommes d'état. — Les députés. — Bonaparte cajole Bernadotte. — Mot sublime de ce dernier. — Il inquiète la famille Bonaparte. — Sieyès persiste à vouloir traiter avec Bonaparte. — Il emploie Cabanis. — Qui m'en parle. — Le général n'accepte ni ne refuse. — Il a une médiocre opinion des directeurs. — Sieyès est le seul qu'on doive respecter. — Les directeurs se cherchent un appui. — Moreau refuse de l'être.

Il n'était pas jour encore lorsque j'approchai le lendemain de la maison de Bonaparte; je rencontrai dans la rue du Helder, Fouché en propre personne, tout enveloppé dans une sorte de manteau ; il passa auprès de moi sans me voir. Je le reconnus bien, et, à la direction de sa course, je ne doutai pas qu'il

ne vînt de chez le général. Je le soupçonnais déjà de jouer un double jeu de partisan public du directoire et d'ami secret des jacobins. Je me convainquis que déjà il en commençait un troisième, je ne me trompai pas.

Fouché, avec une perspicacité supérieure, comprenant sur-le-champ la grandeur de la destinée de Bonaparte, se détermina à se ranger de son côté. Il ne fut pas arrêté par cette faiblesse de certaines âmes, la reconnaissance qu'il devait à Barras, qui nouvellement avait rétabli sa fortune. Lui, sans s'en émouvoir, il s'empressa de venir le premier offrir ses services au général en débutant par lui apprendre ce qu'on avait mis en délibération au directoire depuis que l'on y était instruit de son retour. Fouché lui révéla des particularités importantes, lui peignit Barras et Sieyès comme étant ses ennemis les plus à craindre, tandis que Gohier et Moulin, à cause de leur incapacité, seraient les plus opiniâtres. Il fournit de telles preuves de ce qu'il avançait, donna des notes si détaillées sur ce qui se brassait, que Bonaparte ne put que se croire son obligé.

Il me conta lui-même ces particularités,

non pas à l'instant précis dont je parle, mais sept à huit ans plus tard, et à la suite d'une conversation que nous eûmes ensemble et dans laquelle je m'émerveillais de la patience qu'il mettait à souffrir les intrigues patentes de Fouché avec toute la terre. Ce fut alors que, pour s'excuser en quelque sorte, il entra dans les détails que je viens de rapporter. Il me dit que dès la nuit de son entrée à Paris et jusqu'au soir du 18 brumaire, Fouché, presque d'heure en heure, avait trouvé le moyen de correspondre avec lui de telle sorte, que chaque résolution prise au directoire lui était soudainement révélée; que c'était par ce moyen majeur qu'il était parvenu avec tant de facilité à la réussite de son plan.

« Aussi, ajouta-t-il, chaque fois que je suis instruit d'une nouvelle coquinerie de cet homme, je ne peux me résoudre à le punir complètement, lorsque je songe à la grandeur du service qu'il m'a rendu. »

Je laissai donc Fouché s'échapper dans les ténèbres, se flattant qu'elles le dérobaient à tous les regards, et j'achevai de franchir la distance qui me séparait de la maison du général. Six heures sonnaient au moment où je

frappais à la porte; on m'introduisit dans le salon et on me pria d'attendre; le citoyen Talleyrand venant d'arriver avant moi, il était enfermé avec le maître du logis.

Cet empressement à venir visiter Bonaparte me surprit moins que l'autre; je concevais la conduite de Talleyrand, celle de Fouché m'indignait pour l'espèce humaine. Je pris donc patience, ce fut pour peu de temps: l'ancien évêque d'Autun s'en fut, après un colloque assez bref; il se douta qu'il y aurait déjà du monde dans le salon, et demanda la permission de s'évader par les couloirs. On m'appela; je montai à l'entresol dans un petit cabinet étroit et bien connu des intimes. Le général m'embrassa vivement; j'y mis une chaleur non moins expansive; des larmes tombèrent de mes yeux, car j'étais un de ceux les plus dévoués à ce grand homme.

« Vous faites l'enfant, me dit-il avec amitié. Cependant laissons les pleurnicheries aux femmes. Eh bien! vous êtes donc satisfait de me revoir?

— Enchanté! éperdu! lui dis-je. Nous n'avons que vous qui pourrez nous ressortir du mauvais pas où nous sommes.

Bonaparte. Tout va donc bien mal ?

Moi. Tout est perdu.

Lui. Oh non ! la France a des ressources immenses ; il ne faut que savoir les employer.

Moi. Le metteur en œuvre nous manquait. Le voici venu, je suis tranquille.

Lui. Si je m'étais écouté, j'aurais pris mon parti plus tôt, mais j'avais des devoirs à remplir ; je m'y suis arrêté. Ma tâche a été complète : ma dernière victoire d'Aboukir a décidé la conquête de l'Égypte, j'ai pu alors me tourner vers la France. Je suis accouru, ne sachant encore presque rien : on n'a en province que la politique des journaux.

Moi. Nous n'en avons ici guère d'autre.

Lui. Il n'y en a donc pas ? Eh quoi ! *mon* Italie est perdue ; on nous a menés battant du royaume de Naples au pied des Alpes ; les barbares ont débordé au cœur de l'Europe ; je n'aurais plus retrouvé même le sol français sans le courage et la science de Masséna et de Brune ! J'ai appris à la fois la captivité et la mort du pape, acte atroce, acte de bêtise cruelle, et que l'on ne peut excuser, parce que rien ne la nécessitait ; et l'insurrection de Toulouse, et les nouveaux troubles dans la

Vendée, et le réveil de la chouannerie, et dans chaque ville la guerre intestine, les passions en présence, les haines fomentées à Paris, une populace mourante de faim, des masses mécontentes, un corps législatif en fermentation. Qu'est-ce que cela signifie? Il n'y a donc aucun homme capable, aucun esprit qui veuille la concorde au dedans et la victoire au dehors? »

J'écoutais avec ravissement cette peinture animée de notre position politique, faite par un génie supérieur. Je voyais que dès l'abord il avait mis le doigt sur chacune de nos blessures; et, ne doutant pas qu'il n'en déterminât la guérison, je pris à mon tour la parole, et en un récit aussi rapide que je pus le faire, j'achevai de le mettre au courant, ne lui cachai rien, et je corroborai ce que déjà avaient dû lui apprendre Fouché d'une part et Talleyrand de l'autre. Je ne lui laissai pas ignorer non plus la pensée de plusieurs des deux conseils d'appeler avec lui Lucien, son frère, à la tête des affaires.

Il ne dit ni oui ni non, écouta, ce fut tout. Ce point épuisé, je passai à un autre: je le prévins que Barras, qui dès avant l'expé-

dition d'Égypte n'aurait pas mieux demandé que de s'entendre avec lui, persistait dans les mêmes sentimens. Bonaparte m'écouta toujours avec son même flegme, et, lorsque j'eus achevé, répondit :

« Je ne suis ici pour traiter de la France avec l'un ou avec l'autre, pas même dans mon intérêt, mais pour travailler à la replacer au point de prospérité où elle était avant que je la quittasse. Je ne doute encore des intentions de qui que ce soit, mais il me semble que ceux dont je vois les pauvres œuvres faites durant mon absence ne seraient guère en position de faire mieux avec moi ; ils ont sans moi compromis la partie. Si je la rétablis, je tiens à ce que l'Europe entière voie bien que c'est parce que j'ai repris les cartes. Or, pour arriver là, je veux être seul. Dites de ma part à Barras que je suis sans ambition personnelle, mais que si mon concours est nécessaire au rétablissement de notre splendeur précédente, je veux que la nation le demande, et qu'elle uniquement décide à quel titre je la servirai. »

C'était toujours une raison puissante qui parlait par la bouche de Bonaparte. Je com-

prenais combien il avait raison de se retirer des parties qu'on voulait lier avec lui; que sa force n'était aucunement obligée à s'appuyer sur la faiblesse d'autrui. Je savais en outre que Barras n'était pas son homme de prédilection, bien toutefois que l'on n'eût pas, au débotté de Bonaparte, commencé la kyrielle des rapports médisans qui exaspérèrent plus tard celui-ci contre celui-là.

Cependant je me permis de lui demander s'il ne jugerait pas convenable, pour s'épargner un acte de désespoir de la part de Barras, de retenir une portion de sa réponse, de manière à ne pas faire perdre au directeur toute espérance de se lier plus intimement.

« Faites à votre fantaisie, me dit le général. Ne vous lancez pourtant pas de telle sorte que Barras croie me tenir, et travaille en conséquence. Je ne fais d'ailleurs que d'arririver, et il est bon de voir venir tout le monde. »

Nous cessâmes là notre causerie; je m'en allai droit au directoire, où je savais que j'étais attendu impatiemment. Barras avait envie de me voir avant l'heure de l'audience solennelle. J'arrivai donc à lui facilement. Il me

questionna avec tant de hâte, que ses paroles n'attendaient pas mes réponses. Je l'en fis apercevoir en riant, et lui aussi se mit en gaîté, par une suite de sa légèreté ordinaire; je pus alors m'expliquer.

« Le général, lui dis-je, vous remercie; il ne sait encore ce qu'il peut vouloir, puisqu'il ne fait que prendre terre. Il ignore comment les divers partis se comporteront à son égard. Il n'en est pas moins touché de vos offres bienveillantes, et ne renonce aucunement à vous en faire ressouvenir lorsqu'il en sera temps.

— Mais, dit Barras, pourquoi ne les accepte-t-il pas tout de suite?

— Il m'a dit, répliquai-je, qu'il voulait voir ce qu'il y avait à faire; que dès l'Égypte il comptait en vous en cas de besoin.

— Tout cela sont des paroles creuses. J'offrais des actes, il paraît que lui n'en veut pas? »

Je m'efforçai de calmer de mon mieux les soupçons que la réponse dilatoire de Bonaparte inspirait au directeur; cela ne me fut pas facile. Barras, dont l'inquiétude venait d'être éveillée, craignait que le général ne

prétendît travailler contre lui : il finit par me déclarer qu'il voulait impérieusement savoir à quoi s'en tenir, et que, si je ne lui rapportais sous deux ou trois jours quelque chose de certain, il se tiendrait pour bien averti de la malveillance de Bonaparte.

Je le quittai peu satisfait de mon ambassade. Il s'en alla prévenir Gohier et Moulin ; et, donnant à ce que j'avais avancé un sens beaucoup plus étendu, il leur représenta le général comme étant déjà en armes pour leur faire la guerre. La frayeur prit facilement au cœur de ses deux collègues ; ils se mirent tous les trois à chercher par quelles voies ils pourraient lutter avec avantage. Gohier proposa de recourir à Bernadotte. C'était une inspiration de bonheur ; peut-être que si elle eût été suivie la face des choses ne serait pas devenue ce qu'elle devint ; mais Barras ne put se décider à l'admettre ; il y avait trop peu de temps qu'il avait trompé Bernadotte, de concert avec Sieyès, et il craignait que Bernadotte, n'en ayant conservé de la rancune, ne feignît de se réunir à lui que pour se mieux venger plus tard.

Les trompeurs sont souvent trompés, parce

qu'ils supposent dans les autres les mêmes sentimens que ceux qui les animent. La franchise leur paraît impossible par la raison qu'ils sont eux tout duplicité ; ce fut ici le cas. Barras, d'ailleurs, eut de la honte de recourir aussi vite à la générosité de son ennemi naturel. En conséquence, il représenta que l'on n'échapperait à un péril que pour retomber dans un autre non moins dangereux ; il exagéra l'ambition de Bernadotte, et parvint à repousser ce moyen de salut que la fortune lui offrait.

Il fallut cependant, et presque aussitôt, endosser le costume de cérémonie pour recevoir Bonaparte qui arrivait ; il était suivi d'un cortége de généraux, d'officiers supérieurs, qui tous tenaient à honneur de se montrer en sa compagnie. Une portion immense de la population se rangea sur son passage pour le revoir, pour le complimenter. Les ministres de la guerre et des relations extérieures le présentèrent au directoire. Il parla modestement de ce qu'il avait fait en Égypte ; prétendit qu'il n'était revenu que pour secourir la patrie que tant de malheurs accablaient ; mais qu'en débarquant il avait appris le succès des géné-

raux commandant en chef, et qu'il s'estimait heureux que sa bonne volonté n'eût pas besoin d'être mise à l'épreuve. Il acheva en mettant la main sur la garde de son épée, et en déclarant que celle-ci ne serait désormais tirée que pour la défense de la république : c'était un propos à double sens ; il ne disait pas clairement au directoire que Bonaparte se dévouerait à le servir, le pouvoir exécutif étant à part de la patrie.

Le bon Gohier répliqua sur le même thème, insinua que l'administration était sans reproche, rejeta les revers advenus sur un concours de circonstances impossibles à prévoir ; donna de l'encens à Bonaparte, célébra les exploits de l'armée d'Égypte, et vit dans l'avenir la France triomphante ; sa prophétie en effet se réalisa. On s'embrassa avec une cordialité d'étiquette dont les badauds furent seuls les dupes, et Bonaparte s'éloigna avec une suite tellement nombreuse, que le directoire parut être seul. Ce qui fit à Barras le plus de peine, ce fut de voir les généraux Jourdan, Moreau, Augereau, Macdonald, Beurnonville, Lefèvre, Marbot, Leclerc, Cherin, Bruix, et même Dubois de Crancé, le ministre de la guerre et autres, tous distingués par leur mérite, ne pas

balancer à faire partie du cortége de Bonaparte. C'était déclarer que lorsque celui-là voudrait, l'armée reconnaîtrait ses ordres de préférence à ceux du directoire exécutif.

Ceux-là, toutefois, n'étaient que les chefs de la masse innombrable des officiers de tous grades et de toute arme, qui attendaient leur fortune de celle de Bonaparte. Ils se rangeaient déjà autour de lui, et annonçaient pareillement l'intention de le suivre partout où il voudrait les mener.

Les savans qui étaient revenus avec lui de l'Égypte manifestaient à son égard le même enthousiasme, et se faisaient ses prôneurs dans la classe élevée des érudits, alors en grand honneur, parce que tous les hommes célèbres en mathématiques, histoire naturelle, chimie, physique, etc., avaient joué ou jouaient tous encore un rôle actif. Dans le gouvernement, les hommes d'état vinrent aussi à lui, ayant à leur tête Cambacérès; Talleyrand, Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, Treilhard, étaient les sommités dont l'exemple faisait loi. D'une autre part aussi, et dès les premiers jours de sa rentrée à Paris, l'élite des conseils l'environna sous la direction de Lucien, que l'on nomma

tout exprès à la présidence des cinq-cents; on voyait là Auguis, Bailleul, Bérenger, Bodin, Boulay de la Meurthe, Cabanis, Cacault, Chénier, Chollet, Dumoulin, Duplantier, Duviquet, Fabre de l'Aude, Garnier, Gaudin, Gossuin, Larue, Lamarque, Laumond, Nogaret, Sallicetti, Texier-Olivier et Villetard. Les anciens y étaient représentés par Baron, Baudin, Cornet, Cornudet, Alphonse Fargue, Garat, Garnier, Goupil de Préfeln, Lebrun, Daunou, Perré, Pérès, Porcher, Vimar, Volney.

Je ne sais où des gens qui ont écrit dans des temps postérieurs, ont avancé que Bonaparte mena une vie très-retirée depuis son retour d'Égyte jusqu'au 18 brumaire; je peux certifier que sa maison ne cessa jamais d'être encombrée de tout ce que Paris renfermait alors de plus distingué; que l'affluence alla toujours croissant, et que Bonaparte, pour rencontrer la solitude, était dans la nécessité de se renfermer à triple tour dans son entresol. Mais ceux qui font des livres travaillent en général au hasard; ou bien, troupeau moutonnier, suivent servilement le premier qui leur a frayé le passage, soit qu'il ait tort ou qu'il ait raison.

Un seul personnage manqua à ce concours

non d'amis, non de connaissances de société, mais de vrais courtisans, ce fut Bernadotte; il se tint à l'écart tant qu'il put, et ne vint faire au général qu'une simple visite d'étiquette, et à une heure où certes il le savait sorti. Il en résulta que dans la maison de la rue Chantereine on ne s'occupa que d'un seul homme, de Bernadotte. On s'interrogeait réciproquement sur ses intentions, on cherchait un sens à ses moindres paroles, un but à ses démarches, et on caquetait autour de lui de manière à faire voir le cas qu'on en faisait.

Bonaparte alla lui rendre sa visite, et, par une volonté contraire, à une heure où il était assuré de le rencontrer. Ils eurent alors une sorte d'explication. Bonaparte, sans rien spécialiser, prétendit n'être revenu que pour aider la république à se relever de ses infortunes. Bernadotte répliqua :

« C'est fort bien, mais aller au-delà serait mal. »

Et on parla sur un autre texte. Bonaparte me dit en diverses circonstances et à plusieurs reprises :

« Est-il assuré que Bernadotte ne pactise pas avec la majorité du directoire ? »

Ce que moi et d'autres lui disions là-dessus ne le satisfaisait point. Marmont, auquel il accordait alors une partie de sa confiance, put raconter toutes les courses que son général lui fit faire à cette époque pour parvenir à savoir par les alentours de Bernadotte les intentions de celui-ci. Il est certain que de tous les hommes marquans dans l'armée à ce temps, ce dernier fut le seul dont Bonaparte s'inquiéta et dont il craignit la concurrence. C'est le plus bel hommage qu'on ait pu rendre à la capacité de S. M. suédoise.

J'ai voulu d'abord présenter l'ensemble de ce qui amena séparément la révolution du 18 brumaire; maintenant que l'on en est instruit, je vais reprendre le récit particulier des faits.

Sieyès ayant jeté son dévolu sur le héros des Pyramides, avait eu d'abord le désagrément de reconnaître que *le sabre* refusait de se rapprocher de *la tête*, et, par conséquent, l'impossibilité de travailler avec lui au grand œuvre de la régénération française; ceci lui fut pénible. Il s'en expliqua à quelques-uns de ses affidés, à Cabanis, entre autres, homme autant d'esprit que de science, et qui ne reculait pas davantage devant une intrigue politi-

que que devant une discussion de philosophie. Cabanis essaya de consoler Sieyès, lui fit observer que tant de gens ayant à le redouter, il était naturel qu'on eût cherché à le mal mettre dans l'esprit de Bonaparte, qu'il fallait éclaircir ce qui en était, et, la chose faite, aller droit à une explication.

Cabanis me connaissait un peu; il avait en outre quelque liaison avec Lucien; et quatre ou cinq jours après le dîner chez Gohier, où *notre chef* s'était montré plus qu'impoli envers Sieyès, le docteur athée nous rencontra chez madame Tallien. Il nous prit à part tous les deux, et moitié riant, moitié avec une physionomie sérieuse, nous demanda si nous avions vent des griefs que Bonaparte reprochait à Sieyès. Lucien feignit de les ignorer; moi, qui depuis bien long-temps ai reconnu l'avantage que donne la franchise en politique, répondis que le général croyait n'être ni apprécié ni aimé du directeur.

Cabanis, à ces mots, fit une exclamation, et prenant confiance, se mit lui aussi à parler sincèrement. Il nous montra son ami rempli d'une affection particulière pour le général, et cela au point de ne vouloir que lui

pour changer la face des affaires. Il ajouta :

« Vous savez, messieurs, la haute opinion que l'on a en Europe de la capacité du directeur Sieyès; jugez de quel poids elle sera lorsqu'elle reposera en outre sur le génie de Bonaparte ! Ces deux hommes rencontreront par leur alliance tout ce qui peut en assurer le succès. Il n'est aucun individu de mérite, en France, qui ne tienne à se rallier à eux, et aucun cabinet en Europe qui, les voyant ensemble à la tête du gouvernement, ne respecte celui-ci, et ne se hâte de traiter avec.

Le propos de Cabanis frappa Lucien et moi. Lucien, alors, descendant de sa réserve, topa à ce qui venait d'être dit, et assura Cabanis qu'il transmettrait ses propres paroles à Bonaparte ; et moi je pris la liberté d'ajouter :

« Faites mieux encore, monsieur, venez les lui répéter vous-même. »

Cabanis me prit au mot. Je sortis sur-le-champ avec lui de chez madame Tallien, et nous allâmes vers la rue de la Victoire. Bonaparte sortait peu le soir. A peine si, vêtu de gris et ceint d'un sabre turc attaché à un

cordon de soie, il allait aux Français, en loge grillée. Il acceptait avec dépit les invitations multipliées dont on l'accablait, et puis finissait par trouver un prétexte pour ne pas s'y rendre. Il était donc dans son salon avec quelques intimes lorsque nous y arrivâmes. Cabanis ne paraissait point là pour la première fois, ainsi sa venue ne causa aucune surprise. Je saisis l'instant de prévenir le général que le docteur venait en ambassade, et peu après, tous les deux, avec moi, nous nous retirâmes du salon, sous prétexte de voir des curiosités naturelles rapportées de l'Égypte. Ce fut dans le fameux entresol que nous allâmes nous retirer. Là, établis, j'entrai en matière, et instruisis d'abord le général de quoi il s'agissait. Cabanis prit à son tour la parole, et, comme il la maniait bien, il fut écouté avec plaisir. Il ne mit aucune réserve à s'énoncer. Il fit acte de loyauté, ne se gênant pas pour dire que Sieyès attendait du concours de Bonaparte le renversement de la constitution actuelle, afin de parvenir à en établir une plus en harmonie avec le système représentatif. Il s'attacha surtout à convaincre son auditeur que Sieyès, loin

d'être son ennemi, avait pour lui autant d'affection que d'estime.

Bonaparte, depuis le peu de jours qu'il était à Paris, avait mieux vu les choses. Il s'était convaincu de la mauvaise réputation de Barras qui, par ses galanteries hors de saison, la part qu'il prenait au pillage de la république, son laisser-aller inconcevable, et la multitude de ses vices, était tombé dans un discrédit moral, dont rien ne parviendrait à le relever; que Ducos, Moulin et Gohier étaient incapables d'administrer, même faiblement, et que, ni au-dedans ni au-dehors, aucune considération ne s'attachait à eux; que Sieyès, au contraire, soit à tort, soit à raison, possédait une sorte de réputation européenne; on ne voyait pas sa jactance, le décousu de ses idées; on ne faisait attention qu'au rôle public qu'il avait joué; et il vivait en grande partie encore du bruit qu'avait fait au commencement de la révolution sa fameuse brochure : *Qu'est-ce que c'est que le tiers-état?*

Se rallier à lui serait s'attacher à quelque chose de solide pour le moment, et réunir à soi les suffrages de ceux dont on les

compte et les pèse. Ceci contrebalançait bien des préventions, pour ainsi dire de jeunesse; et je pus deviner, dans la réponse que Bonaparte fit à Cabanis, que s'il dînait dorénavant avec Sieyès, ce ne serait plus pour lui faire une impertinence. Cependant il ne s'engagea point d'abord, il se tint sur la défensive, prétendit toujours avoir besoin de repos et pas de pouvoir; ajoutant seulement que si les affaires publiques réclamaient impérieusement sa coopération, il ne demanderait pas mieux alors que de s'entendre avec le directeur pour convenir de ce qui serait utile.

Cabanis insista; il l'engagea à voir au moins Sieyès, à se parler tous les deux à cœur ouvert. Je me joignis au docteur, et Bonaparte, en ne disant ni oui ni non, ne fit point perdre à l'envoyé la croyance que la négociation avait réussi. S'allier avec Sieyès renversait une portion des idées de Bonaparte, qui s'était mis en tête que sa place au directoire, s'il y entrait, serait celle de ce directeur. Il fallait revenir là-dessus, s'accoutumer à une autre combinaison, et pour cela un peu de temps était nécessaire.

D'un autre côté, Barras, éveillé de son repos léthargique, ne se rendormait plus; il s'était étroitement uni avec Gohier et Moulin. Roger Ducos, de l'avis de Sieyès, avait feint d'entrer aussi dans cette association de résistance, si bien que la majorité dans le directoire paraissait hors de doute, Sieyès ayant l'air d'être seul. Les autres directeurs, tout en comblant Bonaparte de politesses apparentes et de marques d'affection, travaillaient en arrière à se maintenir contre ce qu'il lui plairait de tenter contre eux. Ils tardèrent peu à concevoir que, pour le combattre avec avantage, il faudrait le concours de plusieurs militaires; force leur fut alors d'aller à la recherche de ceux qu'on pourrait employer. J'ai dit que le seul à choisir aurait été Bernadotte, et que la fausse honte de Barras ne put s'en accommoder. On laissa donc à l'écart l'homme par excellence, et on alla chercher ailleurs sa monnaie.

Moreau fut le premier auquel on s'adressa, Moreau, si merveilleusement créé pour occuper la seconde place, et qui, toujours envieux de la première, se reconnaissait néanmoins inhabile à la remplir. Il était à Paris,

en ce moment sans emploi, et pas, certes, blanchi de ses rapports avec Pichegru. C'était cependant un général déjà célèbre, fort aimé des soldats, et qui aurait pu faire une révolution à son profit, s'il avait su ce que plus tard il en pourrait faire. Moulin et Barras vinrent à lui ; ils essayèrent de donner à son âme l'énergie dont elle manquait : ce fut sans succès. Moreau recula devant la nécessité de faire contre Bonaparte la guerre dans les rues de Paris ; il s'excusa avec de pauvres prétextes, ce qui porta Barras à dire avec beaucoup de sens :

« Moreau préfère nourrir la haine qu'il porte à son rival que de se mettre en mesure de la satisfaire. Il boudera toujours et ne frappera jamais. »

CHAPITRE XVI.

Augereau ne peut remplir le but des directeurs. — Jourdan se récuse. — Fouché instruit Bonaparte de ces menées. — Celui-ci traite avec Sieyès. — Propos réciproques de ces deux personnages. — Fouché révèle les négociations de Barras avec Louis XVIII. — Réal. — Rœderer. — Bruix. — Treilhard. — On cherche à rapprocher Barras de Bonaparte. — Détails à ce sujet. — Rupture entre eux. — Madame de Staël vient au secours du directoire. — Son colloque à ce sujet avec Talleyrand. — Bonaparte est appelé au directoire. — Sortie indirecte qu'il fait contre Barras. — Il refuse un commandement. — Colère de Gohier. — Il veut faire arrêter Bonaparte. — Son avis n'est pas suivi. — Dubois de Crancé. — Moreau refuse de se réunir au général, mais il lui obéira. — Prétentions de Lucien. — Que Bonaparte n'exaucera pas. — Propos piquant d'une marchande de marée. — Fête à Saint-Sulpice. — On ne peut gagner Bernadotte. — On décide chez Sieyès le jour de l'exécution. — Constitution mise en jeu et éludée.

Les trois directeurs, n'ayant pu réussir du côté de Moreau, attaquèrent séparément et à la fois Augereau et Jourdan. Le premier était si criailleur qu'on le croyait propre à un coup de main, et on ne faisait pas attention qu'il

manquait de tête. Sa conduite au 18 fructidor avait été celle d'un insensé furieux. Il ne fallait attendre de lui ni réserve ni conduite; et pour opposer un adversaire à Bonaparte, certes on ne pouvait plus mal le choisir. Augereau était hors d'état de se rendre compte de ce qu'il voudrait, hors d'état de se tracer un plan de conduite, et bien plus encore de le suivre habilement, et jusque au bout. Il avait fini par s'aviser d'être quelque peu jaloux de Bonaparte, ce qui était passablement ridicule, car il y avait entre eux plus de différence qu'entre un éléphant et une fourmi. Il avait d'ailleurs la prétention d'être un républicain bâti à chaux et à sable; se targuait sans relâche de son patriotisme, et jurait hautement qu'il passerait son épée au travers du corps de tout conspirateur.

Ces jactances ne signifiaient rien, et lorsqu'une proposition sérieuse lui eut été faite, il recula, battit la campagne, déclarant qu'il ne croirait jamais à la trahison de Bonaparte; que, cependant, si la patrie avait besoin de lui, il se sacrifierait pour elle. Voilà tout ce qu'on put en tirer, et on sait qu'au 18 brumaire il se hâta de courir vers Bonaparte, et

de se plaindre à lui de ce qu'il l'avait oublié dans ce moment.

Jourdan, rendu timide par ses revers, avait plus de tenue et de consistance qu'Augereau. On aurait pu se confier en lui et en ses principes sincèrement patriotiques, si on lui eût démontré que le directoire valait mieux à conserver que le système à établir à sa place. Jourdan était sans estime pour Barras, il regardait Moulin comme un pauvre homme, et se moquait de la morgue loquace de Gohier. Aussi, et bien qu'il fût dans les meilleures dispositions pour la chose publique, il ne voulut en aucune manière entrer dans une intrigue, qui, dans l'intérêt de la France, ne lui présentait aucun résultat avantageux.

Barras confiait toutes ses démarches à Fouché. Fouché les transmettait mystérieusement à Bonaparte, qui n'avait rien à faire de son côté qu'à laisser venir à lui ; mais il n'en était pas de même des directeurs ; tout désappointés des refus que les généraux leur faisaient essuyer, et ne sachant plus à qui s'adresser pour renforcer leur parti, ils continuèrent à se maintenir dans cette incertitude jusqu'à la catastrophe venue.

Cependant Sieyès et Bonaparte se rapprochèrent, s'expliquèrent, et s'entendirent. Le premier, en sortant de cette conférence, dit à Roger Ducos, avec un cri de triomphe : J'ai empaumé cet homme, il est mien, il tirera son sabre pour moi.

Bonaparte, de son côté, et sans sortir de sa prudence accoutumée, me dit :

« Sieyès est un beau parleur ; je doute que ses théories soient bonnes dans la pratique. »

C'était me faire connaître son projet dans l'avenir. Ainsi, de part et d'autre, on voulait que l'associé servît de marchepied pour atteindre le but. Barras ne soupçonnait rien de cette machination ; ce qui le rassurait un peu, était sa conviction de l'antipathie réciproque qu'il y avait entre Sieyès et Bonaparte ; c'était son texte favori, il y revenait chaque fois qu'il causait avec moi, ce qui avait lieu rarement, car je ne quittais plus Bonaparte, ses frères, et Cambacérès. Nous arrangions ensemble la mise en scène pour la partie civile du grand drame qu'on allait jouer.

Barras, en même temps, continuait à négocier avec Louis XVIII ; et quoiqu'il eût tu ceci à Fouché, Fouché, l'ayant appris, ne s'était

pas cru obligé de le dissimuler à Bonaparte. Cette révélation le mit dans une fureur peu commune ; elle augmenta son éloignement pour Barras, qu'il accusa de trahison infâme envers la patrie, car le général n'était pas bourbonnien. Quoique La Harpe attendît chaque jour le moment où il proclamerait le roi de France, cette déception se prolongea encore quelque temps ; elle ne disparut que lorsque le caractère de Bonaparte se fût pleinement dévoilé.

Quoique Barras ne dût conserver aucun espoir de s'accommoder jamais avec le général, plusieurs de ses amis, intéressés à ce qu'il conservât son pouvoir, le pressèrent de tenter un dernier effort, et de faire à Bonaparte de telles propositions que celui-ci trouvât son intérêt à les accepter. Il y eut à ce sujet plusieurs allées et venues. On me mit encore en jeu, quoique je me récusasse, en prétextant que, n'ayant pas réussi dans ma première démarche, je n'aurais que de faibles chances de succès. Barras se plaignit que je l'abandonnais ; je ne pouvais lui avouer le secret de l'accommodement conclu entre le général et un autre directeur. Je consentis à

me joindre à ceux qui porteraient la parole. Il s'agissait de conduire Bonaparte à dîner chez Barras.

Tandis que l'on travaillait ainsi, d'autres hommes excitaient le général à tenter un dernier coup. C'était Réal, un des conventionnels dont on se plaignait le plus, et qui, peut-être, avait fait le moins de mal. Il pétillait d'esprit, de malice; ne manquait ni de talent ni de finesse, était tout police des pieds à la tête, et essentiel à qui tiendrait à bien gouverner. Rœderer, beau parleur, journaliste ministériel, moins habile que Réal, et presque autant compromis aux yeux des royalistes; Rœderer qui prétendait avoir sauvé la vie, au 10 août, au roi et à la reine, et qu'on accusait, au contraire, d'avoir amené dans le piége ces augustes personnages. L'amiral Bruix, bon marin, rusé diplomate, capable de servir de toutes façons qui l'emploierait. Après eux venaient Thibeaudeau, beaucoup moins Romain en réalité qu'il ne s'en targue dans ses Mémoires, où le rôle qu'il se donne est très-beau; Treilhard, autre homme à vues étendues, à capacité reconnue; en un mot, tous ceux qui, à cette époque, avaient un mérite

quelconque, abandonnaient la cause du directoire pour se ranger sous la bannière de Bonaparte.

Celui-ci, lorsqu'on l'engagea à voir Barras, montra beaucoup d'éloignement ; il résista, hésita, refusa ; enfin à force de le retourner, de lui représenter qu'une conversation n'engageait à rien, il se laissa entraîner à ce dîner, qui eut lieu le 30 octobre. Je trouve à ce sujet des détails conformes à la vérité dans un historien qui, trop souvent, l'accommode à sa fantaisie. Je crois ne pouvoir mieux faire que de répéter ce qu'il dit.

« Après le dîner, Barras et Bonaparte commencèrent à s'entretenir des affaires; ils s'attendaient réciproquement. Barras entra le premier en matière; il débuta par des généralités sur sa situation personnelle, espérant sans doute que Bonaparte affirmerait le contraire. Il lui dit qu'il était malade, usé, et condamné à renoncer aux affaires. Bonaparte gardant toujours le silence, Barras ajouta que la république était désorganisée, qu'il fallait, pour la sauver, concentrer le pouvoir, et nommer un président; puis il nomma le général Hédouville comme digne d'être élu. Hédou-

ville était aussi inconnu que peu capable. Barras déguisait sa pensée, et désignait Hédouville pour ne pas se nommer lui-même. « Quant à vous, général, ajouta-t-il, votre intention est de vous rendre à l'armée ; allez-y acquérir une gloire nouvelle, et replacer la France à son véritable rang. Moi je vais me jeter dans la retraite, dont j'ai besoin. »

« Bonaparte jeta un regard fixe sur Barras, ne répondit rien, et laissa là l'entretien. Barras, interdit, n'ajouta plus une seule parole, et Bonaparte se retira sur-le-champ ; et, avant de quitter le Luxembourg, passa dans l'appartement de Sieyès, et vint lui déclarer d'une manière expresse qu'il voulait marcher avec lui seul, et qu'il n'y avait plus qu'à convenir des moyens d'exécution. L'alliance fut scellée dans cette entrevue, et l'on convint de tout préparer pour le 18 ou le 20 brumaire.

« Bonaparte en rentrant chez lui trouva Fouché, Réal et les amis de Barras. « Eh bien ! votre Barras, leur dit-il, savez-vous ce qu'il m'a proposé? de faire un président qui serait Hédouville, c'est-à-dire lui, et de m'en aller moi à l'armée ; il n'y a rien à faire avec un pareil homme. »

« Les amis de Barras voulurent réparer cette maladresse et cherchèrent à l'excuser. Bonaparte insista peu, et changea d'entretien, car son parti était pris. Fouché se rendit aussitôt chez Barras pour lui faire des reproches, et pour l'engager à aller corriger l'effet de ses gaucheries. Dès le lendemain matin Barras courut chez Bonaparte pour excuser ses paroles de la veille. Il lui offrit son dévouement et sa coopération à tout ce qu'il voudrait tenter. Bonaparte l'écouta peu, lui répondit par des généralités, et, à son tour, lui parla de ses fatigues, de sa santé délabrée, et de son dégoût des hommes et des affaires. Barras se vit perdu, et sentit son rôle achevé. » *Thiers, Histoire de la Révolution, tom.* x, *page 448 et suiv. seconde édition.*

Barras dès ce moment tomba dans un découragement extrême; et, loin d'emprunter les forces du désespoir, se rejeta en plein dans sa nonchalance, et laissa venir les événemens sans presque plus s'en occuper. Sa position inspira quelque pitié à madame de Staël, alors peu portée vers Bonaparte. Elle se crut appelée à jouer le rôle de la Jeanne d'Arc du directoire, et se mit à le secourir de tous ses

moyens. Je m'en doutai à la véhémence des propos de Benjamin Constant sur Bonaparte, dont il allait partout proclamer l'ambition et s'en courroucer, comme s'il n'était permis qu'aux gens sans mérite d'en avoir impunément. Le privilége de la médiocrité est de n'inspirer ni jalousie ni haine; on prend plaisir en quelque sorte à son élévation et à son manége pour parvenir, tandis qu'on reproche tout au génie.

Madame de Staël eut au sujet des affaires du moment une explication avec Talleyrand, qu'elle trouva froid à la proposition quelle lui fit de se rattacher plus intimement avec Barras et avec la majorité du directoire. A ce nom dernier prononcé, Talleyrand se récria:

« Est-ce qu'il y a encore un directoire?

— Qu'entendez-vous par là? demanda madame de Staël; est-ce que la France n'a pas un gouvernement?

— Je vois, repartit l'interpellé, cinq messieurs logés, nourris, chauffés, habillés et rasés aux frais de l'état, et se pavanant encore au Luxembourg en costume de caractère; mais pour retrouver là ce qui doit être le pouvoir exécutif, cela m'est impossible. Savez-

vous où il est, madame? Rue de la Victoire.

— Ainsi, répliqua vivement l'ambassadrice de Suède, ce petit homme a déjà usurpé?

— Il n'a pas pris possession encore, pour parler plus exactement.

— Et il se flatte que le directoire, les conseils, la France, l'armée, que l'Europe enfin..... (elle n'osa ajouter et moi) le laisseront arriver au but de ses menées? Le soutiendrez-vous vous-même, qui, certes, n'avez perdu le souvenir d'aucun des services que Barras particulièrement vous a rendus?

— Je me le rappelle si bien que je veux les reconnaître par un service d'ami.

— Lequel?

— Celui de traiter de sa place aux meilleures conditions; qu'il m'en charge, il les aura bonnes, il en est encore temps. »

Madame de Staël demeura dans une surprise étrange à une telle manifestation de reconnaissance et d'amitié. Elle s'en expliqua avec sa pétulance accoutumée, ne gagna rien, et néanmoins ne se rebuta pas, elle chercha ailleurs, sans mieux les trouver, des étais à la suprématie chancelante du directoire, que nul ne voulait empêcher de tomber.

Les directeurs essayèrent un dernier moyen, ils appelèrent Bonaparte à une séance particulière, ayant l'intention, en lui offrant à son choix le commandement d'une des armées de la république, de le contraindre à s'expliquer sur ses pensées d'avenir; mais ils prenaient un mauvais moyen. Bonaparte ne les estimait pas assez pour leur répondre avec franchise; il était d'ailleurs irrité plus que jamais contre Barras, qui, dans sa légèreté ordinaire, avait tenu des propos inculpant le désintéressement de Bonaparte pendant qu'il était à la tête de l'armée d'Italie. Il était dans ces dispositions lorsque le message des directeurs lui parvint.

Il se rendit au Luxembourg, on l'introduisit. Le directoire au complet était en séance, Gohier le présidait. Il était dans l'étiquette que le général attendît qu'on lui fît connaître pourquoi on l'avait appelé. Mais lui, dès son entrée dans la salle, prenant la parole avant qu'on le prévînt, dit à peu près les phrases suivantes :

« Citoyens directeurs, je profite de cette occasion pour me plaindre des calomnies infâmes débitées sur mon compte. Elles partent de haut; on a prétendu que je m'étais enri-

chi en Italie, cela n'est pas vrai. J'ai rapporté de ce pays une somme tellement minime, que le moindre des fournisseurs en aurait rougi. Je ne suis pas de ceux qui ont fait leur main aux dépens de l'état, ni de ceux qui ont vécu aux dépens des alliés ou des ennemis. »

Ce fut ainsi qu'il s'exprima. L'historien que j'ai cité plus haut a, par une préoccupation singulière, rapporté ce fait en prêtant à Bonaparte des expressions propres à lui faire avouer au fond les concussions dont au contraire il se défendit avec véhémence. Je suis surpris que M. Thiers, si pur dans sa pauvreté respectable, ait par étourderie entaché Bonaparte, le plus probe des hommes.

La sortie du général confondit Barras, qui ne s'avisa pas de soutenir son mensonge. Gohier, pour terminer cet incident désagréable au directoire, répondit par un concetti.

« Général, dit-il, nous sommes tous persuadés que vos lauriers sont la seule fortune que vous ayez rapportée d'Italie. Je me plais à vous exprimer sa pensée intime, vous possédez son estime et sa confiance, il tient à vous en fournir la preuve. La république, malgré les derniers succès de ses généraux, est dans

une situation difficile. Il vous appartient de l'en faire sortir. Le directoire veut vous appeler au commandement que vous lui désignerez, et cela avant qu'aujourd'hui vous soyez sorti du directoire. »

Bonaparte n'était pas venu là pour se laisser prendre à l'improviste. Il répliqua sans hésiter que l'état de sa santé, vivement ébranlée par le passage subit du climat sec de l'Égypte à l'humidité du sol et du ciel de Paris, ne lui permettrait pas de reprendre de quelque temps du service; que des infirmités, preuves et fruit de ses fatigues militaires, le contraignaient à de grands ménagemens contre sa volonté; qu'il demeurait donc hors d'état de satisfaire le directoire et de lui témoigner sa gratitude et son zèle; que ceci avoué, il craignait de lui faire perdre un temps précieux.

Il achève, salue, et se retire sans en demander l'autorisation, sans attendre ce qu'on pourrait avoir à ajouter. Son départ si brusque jeta le directoire, du moins la majorité, dans une stupéfaction véritable. Jamais il n'y eut colère plus naïve et plus plaisante que celle manifestée par Gohier. Les avocats ont d'eux une opinion si particulière, ils se placent

si haut dans leur propre estime, que leur amour-propre s'empreint de férocité lorsqu'on le heurte. Gohier s'était promis de pérorer de manière à produire beaucoup d'effet sur le cœur et l'intelligence de Bonaparte; et le voir tout-à-coup s'éloigner ainsi en lui faisant perdre ses préparations oratoires, lui fit éprouver un tel dépit, que dans son indignation il déclara qu'il fallait s'assurer de la personne du général Bonaparte.

A cette proposition intempestive Sieyès se récria vainement, prétendit que ce serait commettre une faute énorme, en ce qu'on tenterait un coup qu'on ne pourrait exécuter; que l'opinion publique était trop attachée au général pour souffrir son arrestation. Barras lui-même parla dans le même sens, non qu'au fond il ne fût de l'avis de Gohier, mais parce qu'il croyait qu'une telle détermination ne devait être prise qu'en secret et en dehors de Sieyès. Roger Ducos les appuya, et Moulin seul s'étant rangé de l'avis du président, il n'en fut plus question.

Sieyès en sortant du conseil manda à Bonaparte ce qui s'y était passé, et lui représenta qu'il n'y avait pas de temps à perdre;

il le prévint en même temps que Dubois de Crancé, qui jusqu'alors avait témoigné une telle déférence au vainqueur de l'Égypte et de l'Italie, commençait à manifester d'autres sentimens dans l'appréhension où il était de perdre le portefeuille du ministère de la guerre. C'était sans doute un très-mince personnage, mais enfin de grands pouvoirs reposaient en lui, et il pouvait s'en servir au détriment de Bonaparte.

Celui-ci, qui n'avait pas craint de se moquer ostensiblement de la majorité du directoire, n'était pas homme non plus à ne pas savoir maintenir ce qu'il avait avancé ; il parla lui-même à Moreau, avec qui il tenait à s'entendre ; mais Moreau, incapable de s'élever à la hauteur où on l'aurait amené, ne voulut pas davantage traiter avec Bonaparte qu'il n'avait voulu s'engager avec le directoire. Il répéta plusieurs fois de suite :

« Ne me dites rien ; je veux tout ignorer : je recevrai les ordres que l'on me transmettra au nom de la nation, c'est tout ce que je peux vous apprendre. »

Et il se sauva comme si une meute affamée eût été à ses trousses.

J'entrais chez Bonaparte à l'instant où il en sortait. Je savais pourquoi on l'avait appelé, et je demandai à Bonaparte ce qui s'était passé.

« Je suis tranquille, me répondit-il ; Moreau vient de me parler avec une entière franchise. Le vainqueur peut compter sur lui ; il ne lui manquera pas. »

Du monde survint, je me retirai. Comme j'entrais dans la rue du Mont-Blanc, je fus accosté par Cambacérès, qui me dit :

« Je vous trouve à propos ; j'avais à vous parler : le temps est superbe, voulez-vous que nous allions faire une promenade à Tivoli ? »

J'acceptai. Quand nous fûmes dans une allée retirée :

« Savez-vous, me dit mon interlocuteur, ce que le général projette de faire pour Lucien son frère ?

Moi. Non.

Cambacérès. Il ne vous en a jamais rien appris ?

Moi. Pas un mot. Mais pourquoi cette question ?

Cambacérès. J'ai mission de la part de Lu-

cien de m'informer des dispositions du général. Lucien est en belle position ; il ne voudrait pas la perdre. Les républicains consentiraient à se rallier à lui ; il a leur parole ; mais ce serait à condition qu'il entrerait au pouvoir exécutif.

Moi. Et que vous semble de cela ?

Cambacérès. L'union entre deux frères est rare en une position pareille. Lucien a du mérite, mais le général a du génie. S'entendront-ils long-temps ?

Moi. Ils ne demeureront pas d'accord ensemble pendant une semaine, et une lutte toute naturelle entre deux étrangers prendra en eux les couleurs de la Thébaïde.

Cambacérès. C'est ce que j'ai vu. Je n'ai pas cru cependant devoir refuser à Lucien d'en causer avec son frère, et ceci dans l'intention de les concilier ; car dans la position actuelle des choses, tous ceux qui s'en intéressent doivent travailler à ce que la concorde ne soit pas détruite. »

Je repris la parole, et j'exprimai à Cambacérès mon opinion sur le frère de Bonaparte. Je fis l'éloge de son cœur, de ses qualités privées, et néanmoins conclus à ce qu'il serait

dangereux pour la paix publique qu'on le mît en point de contact avec Napoléon. Cambacérès en convint avec moi, et toutefois se crut engagé à aller remplir son message. Bien lui en prit, car il se conduisit avec tant de retenue, d'habileté dans cette commission si délicate; il se montra à l'avance si attaché à la fortune future de Bonaparte, que celui-ci, appréciant la valeur d'un tel homme, propre à rendre de grands services sans jamais embarrasser ni devenir à craindre, jeta les yeux sur lui pour lui faire prendre la place convoitée par Lucien, et que Bonaparte était très-déterminé à ne jamais accorder à son frère. Ce fut ainsi qu'il s'énonça auprès de l'envoyé; mais il convint avec lui que la réponse ne serait pas rendue en ces termes, et qu'au contraire on tâcherait de contenter d'espérance celui auquel on ne donnerait que peu de chose en réalité. Cambacérès encore mit ici une égale adresse, et sut endormir l'ambition d'un homme qui en avait beaucoup, mais à la façon de son frère, toute supérieure et incapable de se contenter d'un second rang; il l'a prouvé en ne voulant rien être dès qu'il ne pouvait être l'un des premiers.

Le temps cheminait, et tout se pressait d'arriver au dénoûment prévu, non des seuls initiés, mais du reste de la France. La conspiration, si cela en était une, courait les rues ; chacun sans aucun mystère demandait à la première personne qu'il rencontrait quel jour Bonaparte avait fixé pour s'emparer du pouvoir ; nul n'en prenait de l'étonnement ou de la colère. Un jour que le général passait dans le quartier des halles, une grosse et belle marchande de marée lui fit signe de venir à elle avec tant d'action (il y avait deux pas) que, entraîné par je ne sais quelle pensée, il y vint.

« Mon petit homme, lui dit-elle, tu devrais bien chasser ces cinq coquins qui nous dévorent ; toi, au moins, si tu nous manges, le laurier ne manquera pas pour nous apprêter. »

Bonaparte se prit à rire, fit un geste gracieux de la main, leva les épaules, et passa son chemin. J'étais avec lui.

« C'est l'opinion du peuple, lui dis-je.

— Il sera bon que ce soit celle de tous, répondit-il, » à tel point il tenait à se rattacher les classes diverses de la société.

Nous allions ensemble visiter je ne sais quel membre de l'institut qui logeait dans le Marais; c'était la veille de ce repas fameux que les conseils, non en corps, mais individuellement, lui donnèrent dans l'église de Saint-Sulpice, transformée pour cette fête en temple de la Victoire. On avait voulu d'abord que les conseils invitassent Bonaparte en cérémonie : le directoire s'en offensa, se jeta à la traverse, prétendit que la législature ne pouvait rien faire en corps à l'égard d'un simple particulier; qu'un dîner offert de cette manière serait inconstitutionnel. Le nombre est grand des badauds qui se laissent prendre aux mots. Plusieurs députés trouvèrent l'observation raisonnable, et alors on convint que les députés souscriraient individuellement : cela eut lieu. On avait décoré Saint-Sulpice comme une salle de spectacle : c'était inconvenant; cinq cents convives formaient une masse remarquable; une illumination brillante, un orchestre nombreux, et la foule des curieux privilégiés, donnaient l'idée d'un bal interrompu par le besoin de manger.

On a dit que cette fête fut triste; je ne m'en aperçus pas, elle dura si peu de temps!

Bonaparte n'y demeura qu'une heure tout au plus. L'impatience était peinte sur sa figure : il se savait attendu chez Sieyès, où l'on devait décider le jour de la révolution. Il mangea peu ; deux œufs, je crois ; il craignait le poison ; et sur ce que je me récriai d'une pareille idée qu'il me communiqua la veille pendant notre route au Marais :

« Et Hoche, me dit-il, vous figurez-vous qu'il a péri de mort naturelle ? »

Je ne répliquai pas. Il quitta la table aussitôt qu'il put le faire sans impolitesse, ou plutôt il affecta déjà les manières d'un souverain. Mais les convives ne se montrèrent pas courtisans ; la majeure partie continua d'achever le dîner, et on le laissa faire le tour des tables, parler aux uns et aux autres, sans se lever et le suivre.

Le moment d'agir était venu. La taciturnité de Bernadotte inquiétait toujours Bonaparte : plus d'une semaine s'était écoulée avant que le premier vînt voir le second. Leur conversation avait été peu amicale, hostile même ; depuis on s'était rapproché, mais pas franchement. Un déjeuner avait eu lieu chez Bernadotte, et un dîner fut offert à celui-là

chez Bonaparte le 7 novembre, l'avant-veille de la catastrophe, et le lendemain où chez Sieyès, après la fête de Saint-Sulpice, on était convenu de la manière dont on changerait la forme du gouvernement.

Sieyès avait appelé à cette conférence Roger Ducos, Talleyrand, d'après le vœu fortement exprimé de Bonaparte, Cambacérès, Fouché, Regnauld, Cabanis, Bruix et Monge; le général y amena Berthier, Lucien et Joseph ses frères. On régla d'abord le matériel de l'entreprise. Le conseil des anciens, en vertu de l'article 102, avait le droit de changer sans appel le lieu des séances du corps législatif, et de transporter celui-ci dans telle commune de la république qu'il voudrait; et l'article 103 interdisait au conseil des cinq-cents toute délibération avant l'obéissance entière à cette volonté des anciens.

Le comité conspirateur décida que l'on profiterait de cette disposition constitutionnelle d'abord pour amener à Saint-Cloud les deux conseils, où il serait plus facile de les violenter en cas de besoin, et ensuite pour donner au général la commission de protéger cette mesure, bien que la constitution n'en

parlât pas, au moyen d'un commandement *ad hoc* qui lui serait dévolu exprès ; que dès lors il appellerait tous les militaires de grade quelconque en présence à Paris, et qu'il les engagerait à prendre couleur dans la révolution projetée ; que la démission des membres du directoire serait demandée, obtenue ou supposée, si quelque membre opposait de la résistance ; qu'un pouvoir exécutif et provisoire serait formé, composé de trois consuls annuels, Sieyès, Roger Ducos et Bonaparte.

Jusqu'ici tout allait bien ; mais Sieyès se mit à dire : « Maintenant pensons à la constitution à promulguer.

— Eh! bon Dieu! répliqua Bonaparte, craignez-vous que l'on en manque? il y en aura toujours assez. »

Sieyès répondit :

« J'en ai une toute prête. »

Bonaparte alors :

« Tant mieux, cela nous épargnera les frais de recherches. Eh bien! puisqu'il y en a une dans votre portefeuille, il est encore moins nécessaire de s'en tourmenter aujourd'hui, vous serez toujours à temps de nous la communiquer, et comme il faut qu'elle

soit méditée, le loisir manque ; je suis persuadé d'ailleurs que c'est une œuvre sublime.»

Sieyès prit ce propos pour de l'argent comptant, pour l'acceptation pure et simple de son œuvre constitutionnelle ; il en ressentit une vive joie, et déjà se vit logé et engraissé dans le château de Versailles avec six millions de rente, le tout aux frais de l'état. Il ne parla donc plus sur ce point, et Bonaparte, qui avait l'arrière-pensée d'imposer uniquement la charte de sa volonté, crut avoir gagné cette autre victoire en rendant silencieux l'abbé spéculatif.

CHAPITRE XVII.

Le 17 brumaire. — Dits et redits entre l'abbé de Saint-Albin et moi. — Je m'en explique avec Barras. — Cornet et ses préparatifs. — Soirée chez Bonaparte. — Bourrienne rend compte de sa course chez Barras. — Détails. — Frayeur de Cambacérès, et comment il l'excuse. — 18 brumaire. — Lefèvre mandé par Bonaparte. — Assemblée des anciens. — Décret de translation des conseils à Saint-Cloud. — Harangue de Bonaparte aux troupes. — Il ne peut entraîner Bernadotte. — Son discours aux anciens. — Démission de Sieyès et de Roger Ducos. — Barras promet de seconder Moulin et Gohier. — Talleyrand et Bruix le décident à se retirer. — Sa lettre de démission. — Colloque de trois directeurs au travers un trou de serrure. — Gohier et Moulin en chaude discussion avec Bonaparte. — Mot sanglant de Moulin à Moreau. — Barras sort de Paris. — Quelques détails sur cette journée.

Toutes les parties de la conspiration convenues, on fixa au 18 brumaire (10 novembre) le jour où on l'exécuterait. Cabanis s'engagea, au nom des anciens, d'obtenir la translation projetée, et le décret qui chargerait Bonaparte d'en assurer l'exécution. Dans toute autre circonstance, cent avis auraient donné l'éveil au gouvernement établi. La

chose n'alla pas de même dans celle-ci. La police, qui savait tout, ne repéta rien, Fouché la rendant muette; tous ceux qui auraient pu révéler le secret reconnurent, jusqu'à un sou près, combien il leur serait plus avantageux de laisser faire que de prévenir. A peine si de vagues rumeurs en arrivèrent à Gohier, Moulin et Barras; on croit que Dubois-Crancé en sut quelque chose, mais ce fut une lumière si incertaine que nul d'entre eux n'y porta trop d'attention.

Je m'étais retenu d'aller chez Barras depuis quelques jours; et par un sentiment de délicatesse naturelle, je ne voulais pas qu'un homme qui m'avait témoigné une confiance extrême pût me soupconner de venir l'épier; je craignais d'ailleurs ses questions. Cependant, le 17 brumaire, je ne pus refuser à madame de Benevelle la demande qu'elle me fit de l'accompagner au Luxembourg; il s'agissait de la radiation de son père. Barras avait peu de monde chez lui, on soupçonnait le coucher du soleil. L'abbé de Saint-Albin y était; il venait de se faire présenter à Bonaparte, qui l'avait reçu froidement; si bien qu'il en parlait d'une manière peu avanta-

geuse, se moquant de sa piètre mine, de son teint jaune et noir, de ses cheveux plats, dont les mèches droites tombaient en oreilles de chien.

La haine est stupide ; Barras, qui avait de l'esprit, riait de ces sottises ; ses courtisans faisaient chorus, mais avec une nonchalance d'instinct qui laissait présager avantageusement pour la réussite du coup d'état du lendemain. On reconnaissait en tout ce monde comme un pressentiment que celui dont on se moquait ce soir-là exigerait peut-être bientôt des hommages assidus. Barras alla même, avec assez peu de tact, jusqu'à exciter le Saint-Albin ; ce plat d'Orléans, croyant plaire, outra la raillerie, et la poussa si loin que moi, ne pouvant plus la supporter :

« *Monsieur*, dis-je à l'abbé, prenez-y garde, le général est de ces hommes qui rendent le lendemain avec usure ce qu'on leur a prêté la veille, et qu'on adore à genoux immédiatement après leur avoir fait des singeries. »

Barras, étonné de mon propos, me regarda. Je me tournai vers lui :

« Je vous sers, lui dis-je, et demain au soir vous me remercierez. »

Je fis sensation, les flatteurs ne me com-

prirent pas; l'abbé eut peur sans trop savoir pourquoi, et, en conséquence, prenant son parti, se mit à chanter la palinodie et à prétendre que son badinage n'enlevait rien à son profond respect pour le général. Barras venant à moi :

« Savez-vous quelque chose de neuf ?

— Ai-je besoin que mes amis s'élèvent pour prendre leur défense? je n'ai besoin que de les entendre calomnier ou injurier. »

Le directeur ne poussa pas plus loin ses questions, elles seraient devenues par trop embarrassantes; je compris même que je ferais bien de me retirer. Je m'esquivai donc, du consentement de madame de Benevelle, et m'en allai à la commission des inspecteurs de la salle des anciens. On s'y était claquemuré; on avait pris la précaution de fermer les volets, afin qu'en y apercevant de la lumière à une heure où il n'y en avait jamais, on ne se mît pas à soupçonner qu'on y traitait quelque chose d'extraordinaire.

Je trouvai là Cornet, qui se démenait comme un beau diable pour en venir à son honneur. Il s'agissait du matériel du décret de translation, et des lettres de convocation.

Je lui conseillai de n'envoyer que très-tard celles pour les députés dont la coopération était incertaine; il m'embrassa en remercîment de l'excellence de mon idée, dont Bonaparte lui-même me fit ses complimens plus tard. Le fait a été signalé, mais on n'a pas su qui l'avait indiqué. Je tiens à faire connaître ma part positive de coopération à la journée du 18 brumaire.

En sortant de la commission des inspecteurs de la salle, je me rendis chez Bonaparte. Il était avec ses frères, avec Berthier, Marmont, Lannes et quelques autres. Je contai au général d'où je venais, et ce que j'avais vu; il me dit ensuite :

« Avez-vous été au Luxembourg?

— Moi. J'en sors.

Lui. Barras y est-il?

Moi. Oui.

Lui. Il m'a fait prier d'y passer ce soir. Vous en a-t-il parlé, et savez-vous pourquoi il me mande? »

Ma réponse fut doublement négative. J'ajoutai : « A votre place, je n'irais pas. »

Lui. C'est aussi ma pensée. M'appeler ce soir précisément, c'est extraordinaire. Je viens

de lui envoyer Bourrienne, qui me fera malade, qui remettra notre entrevue à demain ; et demain.... où serons-nous, lui et moi ?

Bourrienne revint il était minuit environ ; il conta que Barras, en le voyant à la place de Bonaparte, et en recevant ses excuses du retard annoncé, avait paru consterné. Il m'a dit en me quittant, ajouta Bourrienne : *Je vois que Bonaparte me trompe ; c'est pourtant à moi qu'il doit tout!*

« Que lui dois-je ? s'écria impétueusement Bonaparte. En vérité, à entendre cet homme, on dirait qu'il a vaincu pour moi en Italie et en Egypte. Qu'aurait-il fait sans mon concours ? »

Cela fut débité d'un ton de mauvaise humeur, et accompagné d'un regard de reproche à Bourrienne sur sa gaucherie à rapporter dans son entier le propos de Barras. Bonaparte, appelant Joseph, lui recommanda de s'en aller tout de suite chez Bernadotte, le mettre au fait de ce qui aurait lieu prochainement. Joseph sortait. Son frère, qui s'était ravisé, le rappela, et changeant d'avis, lui dit :

« Non, n'y va pas ce soir, Bernadotte au-

rait le temps..... Mais demain, arrange-toi de manière à l'amener ici à sept heures au plus tard. »

Bonaparte me parut toujours calme et maître de soi-même. L'agitation qui commençait autour de lui ne se manifesta pas sur sa figure sérieuse. Je le quittai à deux heures du matin; il me chargea de passer de *bonne heure* chez Cambacérès; j'y courus soudainement. Cambacérès veillait, et dans une épouvante folle; il était possédé d'une anxiété qui me parut plaisante. Il lui semblait à chaque instant entendre ou voir venir les gendarmes chargés de l'arrêter. Certes, il y avait la science d'état poussée au plus haut degré, mais absence totale de courage de héros. Je fis plaisir à Cambacérès en passant chez lui le reste de la nuit. Nous n'étions pas seuls, quatre ou cinq affidés se joignirent à nous : Ozun, Boulay de la Meurthe, Réal, je ne me souviens plus des autres. Réal montrait, lui, une énergie peu commune; je lui trouvai la bravoure d'un capitaine d'infanterie, et lui en fis mon compliment. Il me répondit :

« Notre champ de bataille à nous, civils,

ce sont les coups d'état et les conspirations, et c'est là où il convient de faire preuve de vaillance ! »

A minuit Lefebvre, commandant la place de Paris, reçut de Bonaparte l'invitation de venir lui parler à six heures; Lefebvre répondit qu'il n'y manquerait pas. Dès le point du jour tout fut en mouvement; les officiers de toutes armes, prévenus à domicile, se dirigèrent vers la rue de la Victoire. Les appartemens, la maison, le jardin, la longue allée qui y conduit, la rue et celles adjacentes, furent bientôt encombrées, et les troupes, mises en mouvement par l'ordre soudain que Lefebvre leur intima, se rangèrent sur les boulevards, et occupèrent la place Louis XV.

Cependant les anciens, convoqués, se rassemblèrent. Cornet, président de la commission des inspecteurs de la salle, prit la parole; il dénonça l'existence d'un complot devant éclater presque dans la journée, et tendant à comprimer l'action des conseils. Que les conspirateurs, pour mieux réussir, avaient rempli Paris de sicaires, de gens sans aveu, et qu'au moment même le soulèvement liberticide commençait dans les faubourgs; que

le conseil, dans cette occurrence, devait, pour sauver la république, user du moyen que la constitution lui donnait, celui de transporter la représentation nationale dans une autre commune, celle de Saint-Cloud, par exemple, et en même temps de désigner un général capable de protéger cette mesure décisive; et aussitôt il donne lecture du projet de décret, qu'il avait préparé à l'avance. Il était conçu en ces termes:

ARTICLE I. « Le corps législatif est trans-« féré dans la commune de Saint-Cloud; les « deux conseils y siégeront dans les deux ailes « du palais.

Art. II. « Ils y seront rendus demain 19 « brumaire, à midi. Toute continuation de « fonctions de délibération est interdite ail-« leurs et avant ce temps.

Art. III. « Le général Bonaparte est chargé « de l'exécution du présent décret; il prendra « toutes les mesures nécessaires pour la sû-« reté de la représentation nationale.

« Le général commandant la 17e division « militaire, la garde du corps législatif, les « gardes nationales sédentaires, les troupes « de ligne qui se trouvent dans la commune

« de Paris, dans l'arrondissement constitu-
« tionnel, et dans toute l'étendue de la 17e di-
« vision militaire, sont immédiatement mis
« sous ses ordres, et tenus de le reconnaître
« dans cette qualité; tous les citoyens lui prê-
« teront main-forte à sa première réquisition.

Art. IV. « Le général Bonaparte est appelé
« dans le sein du conseil pour y recevoir une
« expédition du présent décret, et prêter ser-
« ment; il se concertera avec les commissaires-
« inspecteurs des deux conseils.

Art. V. « Le présent décret sera *de suite*
« transmis au conseil des cinq-cents et au di-
« rectoire exécutif; il sera imprimé, affiché,
« promulgué et envoyé dans toutes les com-
« munes de la république par des courriers
« extraordinaires. »

Il y eut quelques députés qui se récrièrent et sur le projet du rapport et sur le décret, qui voulurent demander, avant toute délibération, une enquête; mais la majorité leur coupa la parole par ses clameurs. Le Brun se distingua parmi les optimistes; ce fut une des causes de la haute fortune à laquelle il fut appelé. On alla aux voix, et la translation et la nomination de Bonaparte à la dictature mi-

litaire furent enlevées d'emblée. Un message lui communiqua le décret, tandis qu'une double ampliation le transmettait au directoire, dont ce fut le glas de mort, et aux cinq-cents. Ceux-ci, réunis en nombre insuffisant pour pouvoir délibérer, grâce à ma prévision, respectaient trop d'ailleurs la constitution pour se refuser à l'obéissance. Ils se soumirent à l'article qui leur interdisait toute délibération jusqu'à leur arrivée au nouveau lieu de leur séance.

Bonaparte reçut le décret au milieu de la foule guerrière qui l'environnait. Aussitôt, montant à cheval, il se rendit aux Tuileries, suivi d'un brillant et nombreux état-major. Là, dans le jardin, on avait réuni dix mille hommes de troupes; on leur lut le décret, et puis Bonaparte, prenant la parole, leur dit :

« Soldats,

« Le décret extraordinaire du conseil des « anciens est conforme aux articles 102 et « 103 de la constitution; il m'a remis le com-« mandement de la ville et de l'armée.

« Je l'ai accepté pour seconder les mesures

« qu'il va prendre, et qui sont toutes en fa-
« veur du peuple.

« La république est mal gouvernée; depuis « deux ans vous avez espéré que mon retour « mettrait un terme à tant de maux, vous « l'avez célébré avec une union qui m'impose « des obligations que je remplis. Vous rem- « plirez les vòtres, et vous seconderez votre « général avec l'énergie, la confiance et la « fermeté que j'ai toujours vues en vous.

« La liberté, la victoire et la paix, repla- « ceront la république française au rang « qu'elle occupait en Europe, et que l'ineptie « ou la trahison a pu seule lui faire perdre. »

Des vivats, des acclamations unanimes, répondirent au général, et dès ce moment la révolution fut consommée. Bernadotte n'avait aucunement voulu y prendre part. Il était venu ce matin, à sept heures, chez Bonaparte, accompagné de Joseph, mais en habit bourgeois. Il avait eu un entretien de quelques minutes avec le général, qui lui apprit tout ce qui devait avoir lieu; Bernadotte répondit :

« Je ne veux point prendre part à un acte de rébellion. »

Bonaparte s'emporta, essaya de gagner l'esprit de son interlocuteur, et ne pouvant y parvenir, lui dit :

« Mais, au moins, me donnerez-vous votre parole d'honneur de ne rien entreprendre? »

Bernadotte répliqua :

« Je vous la donne comme simple citoyen; mais si le directoire me charge de le défendre, j'agirai. »

Et aussitôt Bernadotte se retira. Les ordres du directoire ne lui arrivèrent point, car le directoire ne songea pas à en donner.

Bonaparte, après sa harangue aux troupes, se rendit à la barre du conseil des anciens. Il avait avec lui tous les généraux alors à Paris, même Moreau, hors un seul, Bernadotte. Il fut reçu avec transport, et lui, prenant la parole, dit :

« Citoyens représentans, la république al-
« lait périr; votre décret vient de la sauver.
« Malheur à ceux qui voudraient s'opposer
« à son exécution. Aidé de tous mes compa-
« gnons d'armes, rassemblés ici autour de
« moi, je saurai prévenir leurs efforts. On
« cherche en vain des exemples dans le passé
« pour inquiéter vos esprits; rien dans l'his-

« toire ne ressemble au dix-huitième siècle,
« et rien dans ce siècle ne ressemble à sa fin.
« *Nous voulons la république*, nous la voulons
« fondée sur la vraie liberté, sur le système
« représentatif; nous l'aurons, je le jure en
« mon nom, et au nom de mes compagnons
« d'armes. »

La voix unanime de tous les militaires affirma ce que le général venait de dire pour eux.

Un député voulut prendre la parole à son tour, on lui opposa le texte de la constitution, et la séance fut levée. Bonaparte en profita pour passer les troupes en revue, et leur enthousiasme lui prouva qu'il pouvait tout oser.

La séance aux cinq-cents aurait été orageuse si Lucien ne les eût pas présidés ; mais, la loi à la main, il prouva qu'il fallait se séparer. Les républicains ne s'y déterminèrent qu'avec peine; un éclair qui luisit soudainement leur montra en partie l'avenir de Bonaparte, et ils se résolurent à lutter contre lui. Mais qui les commanderait? On prononça, dit-on, le nom de Santerre; c'était annoncer que la république devait finir, puisqu'on ne lui connaissait d'autre appui que le général *Mousseux*.

Tandis que ceci se passait, Sieyès et Roger Ducos, comme par l'effet d'un mouvement spontané, donnèrent leur démission, et sur-le-champ sortirent du directoire; ils vinrent se ranger autour de Bonaparte. La vue de Sieyès à cheval et vêtu d'un costume semi-belliqueux, et accompagné d'un grand sabre et de deux longs pistolets passés à sa ceinture, amusa beaucoup les spectateurs. Sieyès tenait à se faire voir *à son peuple*, et dans cette fin il avait pris depuis quinze jours des leçons d'équitation dans la cour du Luxembourg. Barras s'en amusait, et n'en devina pas le but.

Que faisait Barras au moment où la révolution commençait? Il avait déjà à combattre l'habileté de Talleyrand et l'énergie pateline de l'amiral Bruix, tous les deux venus à lui avec la mission de l'engager à se démettre. Ils le trouvèrent sortant du bain; il y était lorsque Gohier était accouru en grande hâte lui communiquer la mesure des cinq-cents, le départ de Roger Ducos et de Sieyès, et la défection de tous les ministres, à part celui de la guerre, qui déjà avaient été prendre les ordres du général en chef Bonaparte.

« Ah! le.....! s'écria Barras ; il nous a tous trompés.

— Il m'avait invité ce matin à déjeûner chez lui, dit Gohier.

—N'irez-vous pas? demanda Barras du ton le plus ordinaire.

— Serait-ce faisable? Songeons plutôt à nous défendre. Peut-on compter sur vous?

— Oui, certes.

— Quittez donc le bain, et venez nous rejoindre. »

Gohier, pressé de s'entendre avec Moulin, s'éloigna; Barras en profita pour appeler Bottot, auquel il recommanda de courir aux Tuileries voir ce qui s'y passait; puis il se mit à s'habiller. Ce fut alors que les ministres plénipotentiaires de Bonaparte arrivèrent à lui. Dès qu'il les vit entrer :

« Eh bien! leur dit-il, m'apportez-vous la paix, ou la guerre?

Bruix. On vous laisse le choix, citoyen directeur.

Talleyrand. Ou mieux encore, on compte sur votre haute perspicacité. Les circonstances sont critiques; on pense que vous préfé-

rez assister au mouvement que d'y prendre part.

BARRAS, *d'un ton goguenard, et saluant.* Bien obligé, monseigneur d'Autun, de la foi que l'on a en ma paresse. Il n'en sera pas toutefois ainsi qu'on pense. Mon devoir est de défendre la constitution.

TALLEYRAND. Ce sera d'autant plus magnanime que vous vous trouverez seul.

BARRAS. Bernadotte!

BRUIX. A revêtu l'habit bourgeois un jour de bataille, c'est manifester sa résignation.

BARRAS. Moreau!

TALLEYRAND. Vient d'accepter l'emploi de commandant du Luxembourg; vous êtes sous sa dépendance. »

Un long éclat de rire échappa à Barras, qui, frappant des mains en même temps, s'écria :

« Oh! le lâche! il hait Bonaparte et le sert. »

Bruix et son collègue, qui le secondait, rapportèrent alors exactement à Barras l'état des choses, et lui firent toucher au doigt et à l'œil l'impossibilité de la résistance et l'avantage de céder. Il y eut des promesses de

poids qui furent faites, et qui plus tard furent tenues religieusement, bien que de part et d'autre on n'en ait jamais rien dit, et quoique puisse en dire Talleyrand. Barras avait de l'esprit, et beaucoup; du sens, un peu. D'ailleurs, il sentait sa déconsidération complète; il vit l'abandon de l'armée et du peuple appuyé sur celui des conseils, la défection de deux de ses collègues, la nullité des deux autres; que sa voix, s'il l'élevait, resterait sans écho. Enfin, la nonchalance de son âme vint aussi à le solliciter vivement, et il se détermina à céder, sans combattre; la résignation de cette démarche, lui en farda le déshonneur. Il écrivit, de concert avec les deux négociateurs, la lettre suivante, qui termina sans retour son existence politique, et qu'il adressa au président du conseil des anciens :

« Citoyen Président,

« Engagé dans les affaires publiques uni-
« quement par ma passion pour la liberté,
« je n'ai consenti à partager la première ma-
« gistrature de l'État que pour le soutenir
« dans ses périls par mon dévouement, pour

« préserver, des atteintes de ses ennemis, les « patriotes compromis dans sa cause, et pour « assurer aux défenseurs de la patrie ces soins « particuliers, qui ne pouvaient leur être « plus constamment donnés que par un ci- « toyen anciennement témoin de leurs vertus « héroïques et toujours touché de leurs be- « soins.

« L'admiration qui accompagne le retour « du guerrier illustre à qui j'ai eu le bonheur « d'ouvrir le chemin de la gloire, les marques « éclatantes de confiance que lui donnent « le corps législatif et le décret du conseil « des anciens, m'ont convaincu que quel « que soit le poste où l'appelle désormais « l'intérêt public, les périls de la liberté sont « surmontés, et les intérêts des armées ga- « rantis.

« Je rentre avec joie dans les rangs des « simples citoyens, heureux, après tant d'o- « rages, de remettre entiers et plus respecta- « bles que jamais les destins de la république, « dont j'ai partagé le dépôt.

« Salut et fraternité,

« *Signé* Barras. »

Celui-ci, ayant écrit la missive tout d'un trait, la remit à Talleyrand, et ne put se retenir de lui dire :

« *Presto, presto, monsignor* ; allez en quérir la récompense ; elle vaut un bon bénéfice. » Puis, se tournant vers Bruix :

« *Messieurs* les militaires de terre et de mer, vous aviez des chefs, vous aurez un maître. »

Dans ce moment, on entendit frapper à la porte du cabinet de Barras, dont Talleyrand avait prudemment fermé le verrou.

« Qu'est-ce ? » demanda par la serrure l'ex-directeur.

Moulin et Gohier se nommèrent.

« Que voulez-vous ?

— Nous concerter ensemble.

— Je ne suis plus directeur.

— Comment ?

— J'ai donné ma démission.

— C'est impossible.

— Faites-en autant.

— Ouvrez donc.

— Je ne le peux. Bonsoir, citoyens ; je vais dormir. »

Ses collègues insistèrent encore ; il ne leur

répondit pas. On prétend que la manifestation de leur désespoir fut comique; ils se trouvaient dans l'impossibilité de délibérer, et cependant ils voulaient persister à se conserver la souveraine puissance. Gohier, surtout, n'entendait abdiquer aucunement. Les avocats sont gens tenaces, et, quand ils sont au pouvoir, ils s'y croient incarnés à perpétuité. Moulin, seul, aurait été plus traitable. Tous les deux se flattaient que peut-être on leur aurait donné une fausse nouvelle, et que Sieyès ou Roger Ducos au moins consentirait à leur rendre la majorité. Nul encore ne s'opposait à la liberté de leur mouvement, Moreau n'étant pas arrivé au Luxembourg. Ils s'en allèrent aux Tuileries à la poursuite de leurs collègues. Ce fut Bonaparte qu'ils rencontrèrent, Sieyès et Roger Ducos furent invisibles pour eux. Le général leur dit aussitôt :

« Je vous attendais, citoyens, bien assuré que vous ne balanceriez pas à vous démettre d'un pouvoir qui ne peut plus servir au bien-être de la république. »

Gohier se hâta de répliquer que, s'il venait avec son collègue, c'était pour défendre et

non pour abandonner la constitution ; pour sauver la république.

« La sauver ! dit Bonaparte d'un ton moqueur. Et comment?.... votre constitution s'écroule de toutes parts.

— Qui vous a dit cela? repartit Gohier, des perfides, qui n'ont ni le courage ni la volonté de marcher avec elle.

— Des gens raisonnables qui voient bien. Au surplus, citoyens, je n'ai aucun ordre à recevoir de vous. Je tiens mes pouvoirs des conseils, et je saurai les défendre. »

Un rapport vint, sur ces entrefaites, apprendre au général les démarches que l'on faisait auprès de Santerre, qu'on lui désignait appartenir au directeur Moulin par des nœuds de famille, ce qui n'était pas. Bonaparte alors, s'adressant à celui-ci, muet jusqu'à ce moment, lui dit :

— Général Moulin, vous êtes parent de Santerre ?

— Non, lui fut-il répondu, mais son ami ; c'est un bon citoyen.

— J'apprends qu'il se remue, qu'il intrigue dans le faubourg Saint-Antoine ; faites-lui sa-

voir qu'au premier mouvement qui se manifestera, je le ferai fusiller.

— Le général Santerre, repartit Moulin, est accoutumé à servir la république dans ses momens de crise.

— Il est vrai que celle-ci est en péril, mais par la faute des Jacobins. Je la sauverai, je le veux. Trois de vos collègues ont donné leur démission; le directoire est incomplet; donnez la vôtre, la résistance est inutile, croyez-moi, n'y persistez pas. »

Gohier allait entamer une harangue, Bonaparte lui tourna le dos et s'éloigna. Les deux directeurs désespérés se regardèrent piteusement, remontèrent dans leur voiture, et s'en retournèrent au Luxembourg, protestant qu'ils se conserveraient directeurs en dépit de tout le monde. Alors on détacha Moreau pour les garder; il y alla, et en arrivant fit demander à Moulin où il devait s'établir?

« Dans l'antichambre, répliqua durement le directeur, c'est la place des valets et des sbires. »

Barras aurait voulu demeurer tranquille en un coin de Paris; mais on vint lui apprendre que d'après son désir connu de chercher du

repos à sa terre de Gros-Bois, le général en chef Bonaparte avait donné commission de l'escorter, à un escadron de cavalerie. Barras comprit ce que cela voulait dire :

« Va donc pour Gros-Bois, s'écria-t-il, on dort aussi bien à la campagne qu'à la ville. »

Et aussitôt, montant en voiture, il quitta Paris.

Au milieu de ces actes violens, plusieurs de ceux qui s'y laissaient entraîner commençaient à faire des réflexions sérieuses, à se rapprocher des républicains inflexibles, et tous se demandaient où on voulait les mener. Ils apprirent que le projet existait de changer la constitution, et eux ne l'entendaient pas ainsi. Tous se promirent que le lendemain une vive résistance serait opposée à ce projet que l'on qualifia de liberticide. En même temps des commissaires se répandirent dans les faubourgs. On revint à Santerre, mais les menaces de Bonaparte lui ayant fait peur, il s'absenta, et on ne le retrouva plus.

Bonaparte intimidait les cœurs les plus fermes, et plus d'un brave avait tremblé quand il avait tenu le propos suivant adressé

presque au pauvre Bottot, qui en eut une incommodité désagréable.

« Qu'a-t-on fait de cette France que j'avais laissée si brillante? J'avais laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre; j'avais laissé des victoires, j'ai retrouvé des revers; j'avais laissé les millions de l'Italie, j'ai retrouvé des lois spoliatrices et la misère. Que sont devenus cent mille Français que je connaissais tous? ils sont morts! »

On ne doit donc pas s'étonner si le cœur manqua à Santerre, et ce n'était pas la première fois. Il ne put donc aider à la résistance. La police active, sous la direction de Fouché, annonça les menées hostiles de certains membres des deux conseils. Sieyès, qui s'était installé chef de l'administration civile, prétendit qu'il fallait ordonner l'arrestation de quarante députés.

« Gardons-nous-en bien, dit Bonaparte, ce serait entâcher de violence ce qui doit être la conséquence d'un mouvement libre et réfléchi; et, en résultat, s'il faut un coup de main, j'ai des soldats qui feront taire les parleurs les plus loquaces, serait-ce Dumolard.

La nuit s'écoula ; elle fut tranquille ; aucun de nous ne dormit cependant; des patrouilles nombreuses circulèrent dans Paris. L'aspect était calme, on se montrait plus curieux de connaître ce qui allait être fait, que désireux de l'empêcher. L'émotion des faubourgs n'eut aucune suite; Bonaparte s'opposa à toute mesure hostile. Il était déjà le chef unique, le centre fixe autour duquel tout gravitait; les ministres, les conseils, les administrations, la magistrature, les généraux, le peuple, l'armée. Sieyès était le seul à ne pas s'en apercevoir; il se flattait encore de conduire la révolution et surtout d'en hériter.

CHAPITRE XVIII.

19 brumaire. — Les conseils à Saint-Cloud. — Agitation parmi les députés. — Mesure énergique prise par Bonaparte. — Effroi de quelques civils. — Faux bruits répandus. — Séance du conseil des anciens. — Augereau, mauvais plaisant. — Séance du conseil des cinq-cents. — Proposition de Gossuin. — Orage qu'elle provoque. — Colère des républicains. — Ils adressent à Lucien des reproches. — Sa réponse. — Bonaparte entre au conseil des anciens. — Son discours. — On lui accorde les honneurs de la séance. — Il va aux cinq-cents. — On veut le mettre hors la loi. — Aréna cherche à l'assassiner. — Les soldats le sauvent. — Péril de Lucien. — On le dégage. — Il harangue les troupes. — Les cinq-cents sont chassés de leur salle. — Lettre de Moulin et de Gohier aux anciens. — Les deux conseils rentrent en séance. — On décrète un gouvernement provisoire. — Sieyès, Roger Ducos et Bonaparte sont nommés consuls. — Leur serment. — Ce que deviennent Gohier et Moulin. — Fin de l'histoire secrète du directoire.

Dès le point du jour, le 19 brumaire, on se dirigea vers Saint-Cloud. L'ouverture de la séance de chaque conseil avait été fixée à midi, et eut lieu seulement à deux heures, à cause du matériel qu'il fallut improviser et préparer. Cela donna le temps aux députés qui arrivaient

de se reconnaître, de s'interroger, de se raccorder ensemble. Ils consentaient pour la plupart à accorder à Bonaparte une dispense d'âge; mais on ne voulait en faire qu'un directeur, et pas un souverain. Des colloques s'établissaient : l'opinion qui les dominait devenait hostile; je m'en aperçus, je le fis remarquer à Cambacérès, que ces bavardages épouvantaient moins que les mouvemens des troupes. Il alla en prévenir Bonaparte, les autres ministres, les inspecteurs de la salle et les deux ex-directeurs. Cela produisit une sorte de confusion qui m'est encore présente. Bonaparte, calme et froid écouta le rapport menaçant que lui fit le ministre de la police, et en réponse, se tournant vers Marmont et Lannes qui étaient à ses côtés :

« Allez, leur dit-il, donner l'ordre de faire feu ou de passer au fil de l'épée quiconque se prendra d'une belle fantaisie de parler à la troupe en opposition avec la volonté des conseils. »

Les aides-de-camp partirent. Sieyès était à peindre; il s'attendait à être consulté, à placer son mot; Bonaparte pensait à toute autre chose. Les deux ex-directeurs étaient là, pâles

et tremblans ; chacun avait au bas de Saint-Cloud, dans une route détournée, une voiture attelée de six chevaux de poste prête à les emmener s'il survenait quelque incident fâcheux. Roger Ducos et Cambacérès se passaient tour-à-tour une excellente lorgnette achromatique de poche dont ils interrogeaient la plaine, intrigués qu'ils étaient chaque fois qu'un officier à cheval accourait au grand galop. Augereau et Jourdan ne se montraient pas encore dans le cortège du général en chef ; ce qui portait à soupçonner que peut-être ils se jetteraient dans le parti contraire. La mauvaise volonté de Bernadotte était connue.

A tout moment on répandait le bruit que ces trois généraux, nommés directeurs provisoires par Gohier et Moulin, après s'être emparés de la capitale, marchaient sur Saint-Cloud avec Santerre, les faubourgs, la garde nationale et les régimens qu'on avait pu amener. Puis une nouvelle contraire, annonçait le soulèvement de Paris en faveur de Bonaparte. Toutes ces fluctuations tourmentaient les plus braves et leur faisait désirer qu'une mesure prompte décidât du succès de la journée.

Enfin les deux conseils furent en nombre et purent délibérer. Les anciens, moins contraires à la révolution, commencèrent leur séance paisiblement : on ne tint compte des plaintes des membres qui se courrouçaient de n'avoir pas été avertis la veille, et on communiqua l'installation du conseil à celui des cinq cents. Augereau arriva dans ce moment; Jourdan le suivait à peu de distance; mais ils allèrent se réunir à leurs collègues du conseil comme députés, évitant de se montrer comme militaires. Le premier, qui, quelques heures après, devait montrer tant de faiblesse, goguenarda Bonaparte en passant, qui lui répondit :

« La position était plus mauvaise au pont d'Arcole, et je m'en suis sorti.

— Dites *nous*, répliqua Augereau, ce sera plus exact. »

Et il poursuivit son chemin.

Les cinq cents commencèrent à se reconnaître. Le député Gossuin, l'un des initiés dans la révolution, venait de prendre la parole. Il voulait que le conseil, ayant d'abord remercié les anciens de la translation, consentît à nommer une commission qui devrait

faire, séance tenante, un rapport sur la situation périlleuse de la république, et sur les mesures à prendre pour assurer le salut commun. On espérait que cette proposition passerait d'emblée, et les membres de cette commission auraient mis en avant l'ajournement des séances du corps législatif et la création d'une magistrature suprême, d'un consulat provisoire. On ne réussit pas ainsi qu'on l'avait espéré; les députés reconnurent aux paroles de Gossuin où l'on en voulait venir, et les républicains s'emparèrent de ceci pour proclamer avec vivacité leurs principes. Aussitôt, et de toutes parts, s'élèvent les cris mille fois répétés : *Vive la constitution, pas de dictature, rien que la république; à bas le despotisme; à bas les agences.*

« Oui, s'écrie Delbrel, la constitution ou la mort..... Les baïonnettes ne nous épouvantent point, nous sommes libres ici, autant que nous le serions à Paris, point de dictature, pas de nouvelle constitution. »

Le tumulte, un instant interrompu, recommence avec une chaleur plus véhémente; bientôt on insulte plus positivement et le

général Bonaparte et son frère le président de l'assemblée. On lui reproche d'aspirer aussi au pouvoir suprême.

« Tu caches, lui disent plusieurs voix, ton ambition réelle sous ta fausse vertu. »

Lucien était d'abord demeuré impassible, mais à ces paroles outrageantes il réplique :

« J'apprécie trop la dignité de mes fonctions dans cette enceinte ; je tiens trop à l'honneur de ma présidence, pour supporter plus longtemps les insolentes attaques de certains orateurs. Je les rappelle à l'ordre.

— Tu n'en as plus le droit, sors d'entre nous, tu es un traître, va joindre ton frère, » lui réplique-t-on avec une animosité toujours croissante, au milieu de laquelle Grandmaison parvenant à se faire entendre, demande que, sur-le-champ et sans désemparer, les députés prêtent individuellement le serment de fidélité à la république et à la constitution de l'an III. Ceci est un coup de parti, les amis de Bonaparte en sentent la conséquence ; ils veulent éluder ; la majorité les entraîne ; l'appel nominal a lieu ; tous doivent s'y soumettre, Lucien ainsi que les autres, quoiqu'il espère parvenir ce même jour au renverse-

ment de cette constitution qu'on veut lui rendre plus sacrée.

Quelques députés vont prévenir Bonaparte de ce qui se passe; je lui peins la physionomie de l'assemblée comme se dessinant sous un aspect dangereux. Je le préviens qu'il n'y a pas un moment à perdre, et qu'il faut agir. Il va cette fois consulter Sieyès qui est dans un tel bouleversement d'âme, qu'il a beaucoup à faire pour le comprendre, et surtout pour lui donner un conseil; il hésite lorsque Fouché dit à Bonaparte :

« Agissez où tout est perdu. Allez aux conseils, montrez-vous, parlez leur, vous les ramènerez peut-être. »

Le général se décide à cet acte inconstitutionnel qui le ruine si le succès ne le couronne pas. Il marche vers la salle des anciens, agité, violemment ému, n'ayant pas l'habitude des assemblées délibérantes, où on n'écoute pas avec le silence respectueux du soldat immobile en présence de son chef. Ici, on rencontrera des opposans, des ennemis habiles à prendre la parole, et à profiter des avantages de leur position; celle de Bonaparte est terrible et d'autant plus qu'il en est

fortement convaincu. Il paraît; sa vue inspire de la curiosité; on veut savoir ce qu'il osera dire; on l'écoute, mais cette attention est menaçante; il élève la voix, se fait bien entendre quoiqu'il saccade ses phrases, à tel point il est dompté par son saisissement.

« Citoyens représentans,

« Vous n'êtes point dans des circonstances « ordinaires, mais sur un volcan. Permettez « moi quelques explications : vous avez cru « la république en danger ; vous avez transféré « le corps législatif à Saint-Cloud ; vous m'a- « vez appelé pour assurer l'exécution de vos « décrets. Je suis sorti de ma demeure pour « vous obéir, et déjà on nous abreuve de « calomnies moi et mes compagnons d'armes. « On parle d'un nouveau Cromwell, d'un « autre César. Citoyens, si j'avais voulu d'un « tel rôle, il m'eût été facile de le prendre « au retour d'Italie, au moment du plus beau « triomphe, et lorsque l'armée et les partis « m'invitaient à m'en emparer. Je ne l'ai pas « voulu, je ne le veux pas aujourd'hui; ce « sont les dangers seuls de la patrie qui ont

« éveillé mon intérêt et le vôtre ; la patrie, si « vivement menacée au dehors par la coali- « tion des rois, que les imprudences du di- « rectoire ont provoquée, et déchirée au de- « dans par la guerre civile et la discorde en « permanence. La Vendée n'est pas écrasée ; « les royalistes du midi quittent à peine les « armes, il les reprendront au premier si- « gnal. Prévenons tant de maux, sauvons les « deux choses pour lesquelles nous avons fait « tant de sacrifices, la liberté, l'égalité..... »

Ici il est interrompu par Langlès qui, d'un ton de reproche et d'impatience, lui dit : « Parlez donc aussi de la constitution ! »

« La constitution ! s'écrie Bonaparte, que « cette question amène sur un terrain favo- « rable ; vous l'avez violée au 18 fructidor, » vous l'avez violée au 22 floréal, vous l'avez « violée au 30 prairial. La constitution ! elle « est invoquée par chaque faction, et elle est « violée par toutes. Ceux que vous soutenez « maintenant, lorsque hier vous compreniez « la nécessité de vous en défaire, sont venus « me proposer de renverser cette constitution, « qu'eux aussi parlent de maintenir. Barras et « Moulin, qui sont vos hommes, consentaient

« à me vendre la république, à condition que « je la partagerais avec eux. J'ai repoussé les « offres de toutes les factions, parce que je « ne peux être que d'un seul parti, celui du « peuple français. En acceptant le comman- « dement, je ne me suis reposé que sur votre « sagesse. Je n'ai pas compté sur le conseil » des cinq-cents, qui est divisé; sur le conseil « des cinq cents, où il se trouve des hommes « qui voudraient nous rendre la convention, « les comités révolutionnaires et les échafauds; « sur le conseil des cinq-cents, où les chefs « de ce parti viennent de prendre séance en ce « moment; sur le conseil des cinq cents, d'où « viennent de partir des émissaires chargés d'al- « ler organiser un mouvement à Paris. Que ces « projets criminels ne vous effraient point, re- « présentans du peuple, environné de mes frè- « res d'armes, je saurai vous en préserver; j'en « atteste votre courage, vous et mes braves « camarades, vous aux yeux de qui on vou- « drait me perdre comme un ennemi de la li- « liberté; vous grenadiers, dont j'aperçois les « bonnets; vous, braves soldats, dont j'a- « perçois les baïonnettes, que j'ai si souvent « fait tourner à la honte de l'ennemi, à l'hu-

« miliation des rois, que j'ai employées à fon-
« der des républiques, et si quelque orateur,
« payé par l'étranger, parlait de me mettre
« *hors la loi*, qu'il prenne garde de porter cet
« arrêt contre lui-même. S'il parlait de me
« mettre hors la loi, j'en appellerais à mes
« compagnons d'armes, à vous, braves soldats,
« que j'ai tant de fois menés à la victoire ; à
« vous, braves défenseurs de la république,
« avec qui j'ai partagé tant de périls pour af-
« fermir la liberté et l'égalité. Je m'en remet-
« trais mes braves amis, au courage de vous
« tous et à ma fortune.

« J'achève en invitant le conseil à se for-
« mer en comité et à prendre les mesures
« nécessaires que l'urgence des circonstances
« exige impérieusement. »

Ce discours produisit un effet incroyable. Bourrienne, avec sa perfidie accoutumée, nie qu'il ait été tenu ; il le remplace par un récit tellement faux, que si Bonaparte s'était conduit comme il le raconte, on l'aurait ramené chez lui à coups de pieds ; il y rentra en souverain. Bourrienne a si bien senti ce qu'il faisait, qu'il n'a pas osé rapporter que, dès ce discours achevé, le président invita le général

aux honneurs de la séance; celui-ci refusa; il voulait aller aux cinq-cents, où il se rendit aussitôt.

Sieyès, croyant bien faire, venait de faire remettre aux cinq-cents la démission de Barras. Au moment où Bonaparte parut à la barre de l'assemblée, la lettre était lue; on en redemandait une seconde lecture, quand, à l'aspect du général, qui se présente accompagné de quatre grenadiers, une clameur presque universelle s'élève; des vociférations délirantes se font entendre; les républicains veulent triompher, et, pour en venir à la victoire, se livrent à des excès violens. On entend de toutes parts :

« Ici des armes! — Des soldats dans cette enceinte! — La constitution est violée! — A bas le tyran! — Mort au dictateur! — Hors la loi Bonaparte! — Quoi! c'est pour se conduire ainsi qu'il a remporté tant de combats! — Sa gloire est souillée! — Ses lauriers se flétrissent! — Point de Cromwell! — A bas le tyran usurpateur!

Et on se lève, et on le menace, et la foule augmente autour de lui. Vainement il veut se faire écouter; sa voix est étouffée par les cris,

les glapissemens, les hurlemens frénétiques des députés; on le pousse, on le presse. Aréna, dit-on, lève un poignard, dont le grenadier Thomé détourne le coup pour le recevoir lui-même... Bonaparte ne peut être entendu; il va périr peut-être. Ses grenadiers voient le danger, accourent, l'entraînent hors la salle. Il remonte à cheval et revient au milieu de son état-major, incertain encore de ce qui va se passer.

Cependant Lucien a cherché à calmer le tumulte; ses efforts sont impuissans. On l'accable à son tour de reproches et d'injures; on exige qu'il mette son frère hors la loi. Il s'écrie :

« Misérables ! vous voulez que je commette un fratricide! Je renonce au fauteuil, et je descendrai à la barre pour justifier celui que vous accusez. »

Mais des paroles ne peuvent rien sur la rage furibonde de ces extravagans : Lucien est en péril de vie; le général, placé en dehors de la salle, entend ce débat, tremble pour Lucien; il envoie des grenadiers le chercher. Ceux-ci l'environnent, et le conduisent hors de la salle. Lui, saisissant l'à-propos, s'élance sur un cheval qu'on lui présente, et,

revêtu de son costume qu'il a déjà quitté et repris, s'adresse aux bataillons qui sont à sa portée et leur parle en ces termes :

« CITOYENS ET SOLDATS,

« Le président du conseil des cinq-cents « vous déclare que l'immense majorité de ce « conseil est dans ce moment sous la terreur « de quelques représentans du peuple *à sty-* « *lets* qui assiègent la tribune, présentent la « mort à leurs collègues, et enlèvent les déli- « bérations les plus affreuses.

« Je vous déclare que ces audacieux bri- « gands, sans doute soldés par l'Angleterre, « se sont mis en rébellion contre le conseil « des anciens, et ont osé parler de mettre « *hors la loi* le général chargé de l'exécution « de son décret, comme si nous étions encore « à ce temps affreux de leur règne où ce mot « *hors la loi* suffisait pour faire tomber les « têtes les plus chères à la patrie.

« Je vous déclare que ce petit nombre de « furieux se sont mis eux-mêmes *hors la loi* « par leur attentat contre la liberté de ce « conseil au nom du peuple, qui depuis tant

« d'années est le jouet misérable de ces enfans « de la terreur. Je confie aux guerriers le « soin de délivrer la majorité des représen- « tans, afin que, délivrée des stylets par les « baïonnettes, elle puisse délibérer sur le « sort de la république.

« Général, et vous soldats, et vous tous ci- « toyens, vous ne reconnaîtrez pour législa- « teurs de la France que ceux qui vont se « rendre autour de moi. Quant à ceux qui « resteront dans l'orangerie, que la force les « expulse. Ces brigands ne sont plus les re- « présentans du peuple, *mais les représentans « du poignard.* Que ce titre leur reste! qu'il « les suive partout, et lorsqu'ils oseront se « montrer au peuple, que tous les doigts les « désignent sous ce nom mérité de représen- « tans du poignard.

« *Vive la république!* »

Il dit, et l'enthousiasme des soldats éclate; aux cris moins nombreux de vive la républi- que, en réponse à la provocation de Lucien, on répond par ceux plus universels de vive Bonaparte! Ceux-là annonçaient tout une au- tre ère. Alors Lucien, pour achever de déci-

der l'entraînement, tire son épée, et avec véhémence s'énonçant :

« Je jure de percer le sein de mon propre frère s'il porte atteinte à la liberté des Français. »

Ce mouvement oratoire exalte les soldats; ils sont disposés à tout entreprendre. Bonaparte, qui s'en aperçoit, en profite : il fait un geste; Murat, placé auprès de lui, l'a compris; il s'élance avec Leclerc, et tous les deux, se faisant suivre, entrent dans la salle au pas de charge. Murat dit :

« Citoyens représentans, on ne répond plus de la sûreté du conseil. Je vous invite à vous retirer. »

Nul n'obéit. Leclerc ajoute :

« Représentans, retirez-vous, le général a donné des ordres. »

L'injonction est encore inutile; alors Murat, impatienté et d'une voix tonnante :

« Par ordre du général en chef Bonaparte, qu'on évacue la salle. Grenadiers, en avant. »

Aux vociférations tonnantes des députés succède soudainement le silence de l'effroi. Chaque Brutus essaie de sauver sa vie, qu'il croit menacée, l'un se jette à plat ventre en

contrefaisant le mort, un second demande grâce, d'autres s'évadent par les corridors; le plus grand nombre s'échappent par les fenêtres ouvertes de l'orangerie sur le jardin et sans péril, puisqu'elles touchent le sol. On fuit dans le bois; on se dépouille du costume de cérémonie; les toges, les toques, les manteaux, parsèment l'étendue des allées, et en un instant il ne reste plus un seul de ces républicains, naguère si implacables.

Pendant que cet acte décisif avait lieu, une lettre de Gohier et de Moulin, adressée aux cinq-cents, était interceptée par Fouché, et remise à Bonaparte. Elle disait :

« Citoyens Représentans,

« Un grand attentat vient d'être commis, « et ce n'est sans doute que le prélude d'at- « tentats plus grands encore. Le palais direc- « torial est livré à la force armée; les magis- « trats du peuple à qui vous avez confié la « puissance exécutive sont en ce moment « gardés à vue par ceux-là même que seuls ils « ont le droit de commander.

« Leur crime est d'avoir constamment per-

« sisté dans l'inébranlable résolution de rem-
« plir les devoirs sacrés que leur impose vo-
« tre confiance; d'avoir rejeté avec indigna-
« tion la proposition d'abandonner les rênes
« de l'état, qu'on veut arracher de leurs
« mains; d'avoir refusé de donner leur dé-
« mission.

« C'est aujourd'hui, représentans du peu-
« ple, qu'il faut proclamer la république en
« danger; qu'il faut la défendre, quel que soit
« le sort que ses ennemis nous réservent. Nous
« lui jurons fidélité.... fidélité à la constitu-
« tion de l'an III! à la représentation natio-
« nale dans son intégrité.

« Puissent nos sermens n'être pas le dernier
« cri de la liberté expirante.

« *Les deux directeurs prisonniers dans leur*
« *palais*,

« *Signé* MOULIN, GOHIER, *président.* »

Ces deux directeurs ne pouvaient se soumettre à leur mauvaise fortune. Le dernier, surtout, n'entendait pas raison là-dessus, et était soutenu d'ailleurs par l'opiniâtreté de sa

femme, qui s'en allait répondant aux conseils qu'on leur donnait : *Il faut pourtant que mon mari soit quelque chose.*

Cette lettre ne pouvait plus produire d'effet. Les anciens se maintenaient en séance; on parvint à réunir un noyau des débris épars des cinq-cents, qui, à neuf heures du soir, rentrèrent dans leur salle. Leur premier acte fut de déclarer que Bonaparte et tous les militaires avaient bien mérité de la patrie; une commission de cinq membres fut chargée de proposer des mesures de salut public. A onze heures, son rapporteur, Boulay de la Meurthe, proposa d'établir un nouvel ordre des choses intermédiaire et provisoire, jusqu'à ce qu'on eût réformé les vices que l'expérience avait fait remarquer dans la constitution. Villetard fit ensuite adopter un projet de constitution, dont l'article premier portait : *Il n'y a plus de directoire exécutif;* par l'article second, le corps législatif créait provisoirement une commission consulaire exécutive, composée de Sieyès, de Roger Ducos et de Bonaparte en troisième; d'autres dispositions ordonnaient l'ajournement des deux conseils jusqu'au 1er ventose de l'an VIII, la forma-

tion de deux commissions législatives intermédiaires, et le rejet de son sein de soixante-un de ses membres [1].

Des mesures pareilles avaient été déjà adoptées par le conseil des anciens pendant la dispersion du conseil des cinq-cents. Il fut facile de les mettre en harmonie, et le décret de sanction passa à l'unanimité. Les trois consuls furent appelés; ils prêtèrent le serment en ces termes :

« *Je jure fidélité à la république, une et*
« *indivisible; à la liberté, à l'égalité et au*
« *système représentatif.* »

[1] C'étaient André *du Bas-Rhin*, Aréna, Bailly *de la Haute-Garonne*, Bergasse-Laziroulle, Bertrand *du Calvados*, Beyts, Bigonnet, Blin, Boissier, Bordas, Bouvier, Boulay-Paty, Brichet, Briot, Brische *de l'Ourthe*, Carrère-Lagarrière, Chalmes, Citadella, Collombel *de la Meurthe*, Constant *des Bouches-du-Rhône*, Dimartinelli, Daubermesnil, Delbrel, Demoor, Desaix, Destrem, Doche-Delille, Duplantier *de la Gironde*, Frison, Garaud, Gastain *du Var*, Goraud, Goupillau *de Montaigu*, Grandmaison, Gronassend-Dorimont, Guedon, Honoré-Declerck, Housset, Joubert *de l'Hérault*, Jouenne, Jourdain *d'Ile-et-Vilaine*, Jourdan *de la Haute-Vienne*, Laurent *du Bas-Rhin*, Leclerc, Schepper, Legot, Lesage-Senault, Letourneur, Legris, Marquezy, Mentor, Montpellier, Moreau *de l'Yonne*, Philippe, Portès, Poulain-Grandpré, Prudhon, Quirot, Souilhé, Stévenotte, Talot, Truck.

Cette même nuit, Moulin, déguisé en femme, se sauva du Luxembourg. On mit le lendemain Gohier à la porte, bien qu'il protestât toujours, et ce fut ainsi qu'on en finit avec le directoire.

FIN DU QUATRIÈME ET DERNIER VOLUME.

TABLE DES CHAPITRES

CONTENUS DANS CE VOLUME.

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES.

